



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16361 - 7,50 F

JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La mort de Diana

■ Une foule immense attendue samedi aux obsèques

■ Six photographes et un motard de presse mis en examen

■ Un entretien avec Raymond Depardon: « Essayer de comprendre »

■ Un point de vue de Johnny Hallyday: « Le droit d'aller et venir en paix »

Lire pages 2 et 13

Les projets fiscaux de Lionel Jospin

● Le gouvernement veut combattre les privilèges et limiter les abattements ● Il hésite sur l'ampleur de la hausse de la CSG et sur la diminution de l'impôt sur le revenu ● La taxation de l'épargne est alourdie, mais l'impôt sur la fortune ne sera pas profondément modifié

LEONEL JOSPIN réunit, jeudi 4 septembre, l'ensemble des membres du gouvernement, pour préparer les arbitrages fiscaux qu'il doit rendre dans le cadre du projet de loi de finances pour 1998. Certaines décisions, au moins dans leur principe, sont acquises. Ainsi, le gouvernement souhaite-t-il donner l'assurance que les prélèvements obligatoires n'augmenteront pas globalement. Il entend cependant remettre en cause plusieurs « niches fiscales ». Les réductions ou abattements divers dont profitent, par exemple, les détenteurs d'assurance-vie ou les contribuables qui investissent dans les navires de commerce ou dans les DOM-TOM seront ainsi revus à la baisse. La réduction d'impôt pour les emplois à domicile devrait être diminuée d'environ de moitié.



Le gouvernement hésite sur l'ampleur du relèvement de la CSG, certains plaçant pour une hausse rapide allant jusqu'à 4 points, d'autres pour une augmentation limitée à 2 points. Il semble enclin à n'engager aucune réforme rapide, autre que symbolique, de l'impôt sur la fortune. Promises par Alain Juppé, les baisses d'impôt sur le revenu devraient être remises en cause, sauf pour les plus bas revenus, mais seulement si les marges de manœuvre budgétaires le permettent. Le Parti socialiste est entré dans la phase active de préparation de son congrès, qui se tiendra du 21 au 23 novembre à Brest. Environ soixante-dix contributions ont été déposées, dont neuf à vocation généraliste. Les textes de François Hollande, premier secrétaire délégué, et de Daniel Vaillant, signés par seize ministres et de nombreux parlementaires, préfigurent la motion de la majorité qui devrait être adoptée le 27 septembre. En revanche, la Gauche socialiste réclame « une autre cohérence » et préconise « des ruptures de fond ».

Lire pages 5 et 6

Christian Blanc va quitter la présidence du groupe Air France

LA RUPTURE est consommée entre Christian Blanc, PDG de Air France, et l'Etat actionnaire. M. Blanc ne devrait pas être renommé administrateur avant le conseil du 12 septembre, qui doit désigner le PDG de la société issue de la fusion entre Air France et l'Ex-Air Inter. Le gouvernement a donc pris acte des déclarations publiques de M. Blanc selon lesquelles la privatisation de la compagnie aérienne est indispensable à la poursuite de son redressement. Avec le soutien du premier ministre, le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gaysot, s'en tient à une ouverture minoritaire du capital. « Si la position de l'Etat actionnaire était maintenue - et je pense qu'elle le sera - il y aurait situation de rupture de contrat en ce qui me concerne », estime M. Blanc.

Lire page 34

Une loi anti-bizutage

UN ARTICLE du projet de loi sur la délinquance sexuelle et la protection des mineurs, adopté mercredi 3 septembre par le conseil des ministres, prévoit une répression accrue des actes de bizutage dans les lycées, les grandes écoles et les universités. Sans attendre des plaintes éventuelles d'élèves, un nouvel article du code pénal permettra de poursuivre « des comportements contraires à la dignité de la personne humaine », qui seront passibles de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende.

Cette disposition était demandée par plusieurs associations qui dénoncent cette tradition typiquement française du bizutage, souvent violente et avilissante.

Lire page 9

En Asie du Sud-Est, les petits pots-de-vin font toujours la loi

BANGKOK. Quelque joyeux d'un titre, si « minable » soit-il, « touche », à-t-on pu le constater, cet état de fait que rapporte Nguyen Khac Truong dans *Des fautes et des hommes* (éditions de L'Asie). Chronique de la vie d'un village vietnamien situé à la frontière du delta du fleuve Rouge, est le lot quotidien des peuples d'Asie du Sud-Est.

Les clans familiaux du passé, si forts dans le Vietnam rural, se sont glissés dans les habits usés de la nomenclature communiste. Quand le seuil du toléré est franchi, les maîtres du lieu font marche arrière, le temps que la colère des paysans s'évanouisse, avant qu'habitudes et intérêts reprennent rapidement le dessus. Au Puits de la Pagode, lieu-dit dont Truong est originaire, il ne s'agit que de détourner quelques sacs de riz ou de revendre du matériel destiné à la coopérative. La répression des paysans est infinie. Tout se sait mais rien ne se dit.

Au Vietnam, comme ailleurs en Asie du Sud-Est, c'est de cette petite corruption que pâtissent le plus les petites gens. Au Cambod-

ge, où les maigres salaires des soldats et des policiers sont parfois versés avec des mois de retard, tout ce qui porte un uniforme s'installe aux carrefours des villes ou sur les routes pour y prélever des prébendes. A Phnom-Penh, à l'occasion de contrôles d'identité, les agents de police perçoivent, pour leur propre compte, l'équivalent de 10 francs. Les cibles sont, le plus souvent, les motocyclistes. Les limousines, même si elles n'affichent pas de plaques d'immatriculation - ce qui arrive -, ne sont pas inquiétées.

Hier très répandues, ces pratiques tendent à disparaître dans la Thaïlande voisine avec le relèvement des salaires et des primes versées, à Bangkok, aux agents de la circulation qui s'efforcent de dissiper des embouteillages chroniques. Une coutume cependant demeure : celle des cadeaux déposés au pied des policiers par les automobilistes à l'occasion du Nouvel An. Mais à Manille, des policiers ont été officiellement impliqués dans l'enlèvement d'enfants d'hommes d'affaires d'origine chinoise, un « sport » plus lucratif mais dangereux.

Pour poursuivre leurs petits commerces sur

des trottoirs de Hô-Chi-Minh-Ville, qui leur sont officiellement interdits, les petites gens graissent la patte des flics de quartier, ce qui ampute d'autant de bien minces bénéfices. Il arrive pourtant qu'un camion de police, sur ordre venu de haut, embarque les petits étals ou le matériel des vendeurs de cigarettes, de bière ou de sandwiches. Il est vrai que, faute de telles mesures, les trottoirs du centre de la métropole méridionale du Vietnam seraient envahis par des centaines de vendeurs dont les commerces débordent sur les chaussées et les pelouses.

Le petit pot-de-vin (pour obtenir une pièce d'identité, un extrait d'acte de naissance, un permis, une licence) fait partie des mœurs. A condition que le fonctionnaire ne se montre pas trop gourmand. Les gens sont prêts à payer pour que les autorités ferment les yeux et que chacun y retrouve son compte. Malgré la modernisation des sociétés, le poids croissant des médias et la hausse des revenus, la petite corruption quotidienne a encore de beaux jours devant elle.

Jean-Claude Pomont

Rebonds des Bourses mondiales

Soutenu par le redressement à Wall Street (+3,38 %), la Bourse de Paris a regagné, mardi, 4,11 %, tandis que Hongkong enregistrait une progression de 7,1 %, mercredi matin.

p. 20

Tension en Bosnie

Les Occidentaux font un geste envers les ultranationalistes serbes de Radovan Karadzic.

p. 3

et notre éditorial p. 14

La voiture des villes propres

L'expérimentation de voitures électriques en libre-service débute le 16 octobre à Saint-Quentin-en-Yvelines.

p. 24

Délits sexuels

Dans un projet de loi, présenté mercredi en conseil des ministres, Elisabeth Guigou institue un suivi socio-judiciaire des délinquants sexuels.

p. 8

Mir : la « faute » des cosmonautes

Jugés « coupables » de l'accident survenu sur Mir, les deux cosmonautes pourraient subir des sanctions, notamment financières.

p. 24

Agassi éliminé de l'US Open

L'Australien Patrick Rafter a battu le tennisman américain, devenant ainsi le favori inattendu des Internationaux des Etats-Unis.

p. 25

Les programmes télé s'exportent

Les programmes audiovisuels hexagonaux se vendent mieux chaque année à l'international.

p. 31

International	2	Aujourd'hui	24
France	5	Jour	27
Société	8	Météorologie	27
Régions	10	Culture	28
Amorces d'articles	10	Guide culturel	30
Horizons	12	Communication	31
Carrel	19	Abonnements	32
Entreprises	20	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	22	Kiosque	33

Caméra voyageuse



CHRISTINE LAURENT

CINÉASTE, mais aussi scénariste de Jacques Rivette et scénographe, Christine Laurent signe avec *Transatlantique* un splendide voyage intérieur qui a pour toile de fond la découverte d'une ville lointaine, Montevideo. Parmi les autres sorties de cette semaine, la plongée sans filet dans le sentiment amoureux, *Post coitum*, animal triste, et le premier film black d'Afrique du Sud, *Fools*.

Lire pages 28, 29 et 30

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 DKR; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Italie, 1.400 L; Israël, 200 L; Japon, 1.000 ¥; Liban, 1.500 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3,60 F; Portugal, 200 PTE; République tchèque, 100 Kč; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 10 SKR; Suisse, 2,20 CHF; Tunisie, 1,2 Din; USA, 1,25 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-904-7,50 F



Le pétrole, arme du post-colonialisme russe

LE KREMLIN a signé ces derniers mois avec la Tchétchénie une série d'accords qui, sans reconnaître formellement son indépendance, la placent hors du cadre fédéral russe. Or, la « catastrophe » annoncée dans ce cas de figure, c'est-à-dire un effet domino destructeur pour la Fédération de Russie, n'est pas au rendez-vous. Chacun semble donc admettre maintenant que rien ne justifiait la guerre menée par la Russie dans cette minuscule portion de « son » territoire. Etendu sur onze fuseaux horaires, il offre lui-même suffisamment de défis au pouvoir central, avec ses gouverneurs régionaux désormais élus et d'autant moins soucieux d'obéir à Moscou qu'ils n'en reçoivent plus que des subventions minimes.

Ce large degré d'autonomie régionale, plus marquée encore dans les Républiques des ethnies minoritaires de la Fédération telles le Tatarstan, a ému les passions séparatistes. Les difficultés économiques aidant, aucune d'elles ne songe aujourd'hui à affirmer son « indépendance » comme la Tchétchénie. Même cette dernière négocie des compromis, sachant que c'est le prix à payer pour relayer ses ruines et éviter de sombrer dans une criminalité (prises d'otages) engendrée par le chômage forcé de plus de 70 % de la population et exploitée par diverses forces extérieures, y

compris russes. Si certains au Kremlin ont compris qu'il est à la fois dangereux et impossible d'isoler à sa porte un peuple sans ressources mais toujours en armes, la classe dirigeante russe, avec ses médias, n'en est pas là : elle n'a pas surmonté son hostilité envers les Tchétchènes et ne se sent liée par

aucun devoir de réparation. D'autant moins que le sujet ne semble jamais évoqué par ses partenaires étrangers alors qu'une grande partie de cette élite, entretenue dans ses frustrations par les projets d'extension de l'OTAN et les ambitions des grands pétroliers occidentaux, appelle toujours à mener

une politique plus « ferme » dans les vastes zones périphériques de la Russie où vivent des populations russes et non-russes aux aspirations contrastées.

Sophie Shihab

Lire la suite page 14

Le Printemps crée le
NOUVEAU
par amour des femmes

LADY DI A Londres, la préparation des funérailles de la princesse de Galles se révèle très délicate en raison de l'immensité de la foule attendue, samedi 6 septembre, sur le

passage du cortège. ● A PARIS, les six photographes et le motard de presse qui avaient été placés en garde à vue après l'accident mortel ont tous été mis en examen pour

« homicide involontaire et non-assistance à personne en danger », et remis en liberté. Deux d'entre eux, libérés sous caution, ont été placés sous contrôle judiciaire. ● LE PHOTOGRAPHE

RAYMOND DEPARDON, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, souligne que « les paparazzi sont les seuls emmerdeurs, les rares témoins en première ligne qui

tentent de briser une image que l'on veut nous imposer », même s'il existe en même temps parmi eux « de véritables voyous qui font vivre un enfer à certaines personnalités ».

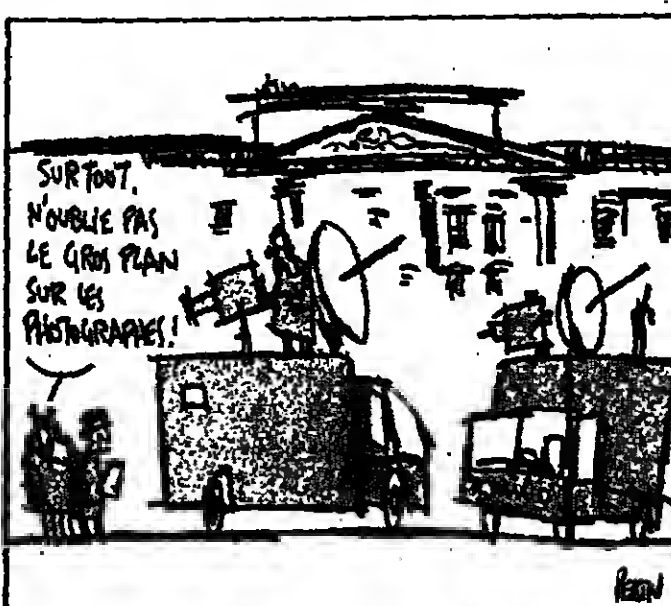
Plus de deux millions de personnes sont attendues aux obsèques de Diana

L'organisation de la cérémonie pose un véritable casse-tête aux autorités britanniques. La mort de la princesse a déclenché une ferveur quasi religieuse à Londres, où la foule patiente jusqu'à sept heures pour signer les registres de condoléances

LONDRES
de notre correspondant
Les Britanniques sont décidément passés maîtres dans l'art d'organiser des obsèques nationales. Il faut invoquer à l'appui de cette observation le sens du théâtre, le goût de l'organisation militaire et des hymnes religieux, l'importance du protocole et des affaires mondaines ou le legs de l'empire. Des dimensions du tapis rouge – extrêmement usé – que fouleront les 2 000 invités convoqués sous les voûtes de l'abbaye de Westminster à la distance entre les gardes à bonnet à poil fixés dans leur immobilité, en passant par la distribution aux journalistes de petits papiers décrivant succinctement la tenue de deuil de Sa Majesté qu'on dit Gracieuse..., tout est réglé à un pouce près. Il s'agit d'un événement mondial retransmis en direct à la télévision. Qui ne se souvient

de la dépouille mortelle de Sir Winston Churchill, conduite par la Tamise jusqu'à Waterloo Station en 1965, ou du chapeau du premier lord de l'amirauté déposé sur le cercueil de Lord Mountbatten, en 1979 ?

La cérémonie du 6 septembre pose un sérieux casse-tête aux organisateurs. La ferveur quasi religieuse de la foule patientant jusqu'à 7 heures pour signer les seize registres de condoléances mis à sa disposition au palais Saint-James donne un avant-goût du délire attendu. La mort de Diana a visiblement su rétablir le consensus national qui échappe à la monarchie depuis 1992, date de l'annonce de la séparation du prince et de la princesse. Illustration : la réprobation quasi unanime en Ecosse du feu vert donné par la fédération de football au match de qualification pour la Coupe du monde, samedi,



entre l'équipe nationale et la Biélorussie. Sur le parcours du cortège, on pourrait compter deux millions de personnes, voire trois. Lors du mariage princier en 1981, un million de curieux étaient répartis sur 5 ou 6 kilomètres entre la cathédrale Saint-Paul et Buckingham. Cette fois, entre le palais de Saint-James, où repose Lady Diana, et l'abbaye de Westminster, où se déroulera la cérémonie officielle et religieuse, la distance est exactement de 1,5 kilomètre. Canaliser l'assistance est devenu la priorité numéro un de la police.

Pour régler le problème, Scotland Yard a proposé au palais de céder une partie de la chaussée au public. Cette solution, qui réduira de manière substantielle la distance entre les premiers rangs et la procession royale, si elle nuit quelque peu à la solennité de la manifestation, a en revanche l'avantage de donner un

côté plus populaire aux funérailles, à l'image de la modernité de la défunte et de son engagement caritatif. Deux bobbiés, dos au défilé et face aux spectateurs, devront, dans ce cas, copier la fameuse technique des *beigsters* au chapeau plat Tudor, costume rouge et or, défilés lors des garden-parties estivales données par la souveraine. Pour créer les couleurs qu'empruntent les Windsor au grand complet, les gardiens de la Tour de Londres font bouger les 8 000 invités... à coups de gros yeux et de mouvements de coude.

Buckingham a annoncé mercredi 3 septembre que pour encourager le public à se déplacer le long de l'itinéraire, le corbillard se déplacera à très petite vitesse pour gagner le village d'Althorp, siège de la famille Spencer.

Marc Roche

Les six photographes et le motard interpellés ont été mis en examen

LES SIX PHOTOGRAPHES et le motard de presse interpellés sur les lieux de l'accident mortel de la princesse de Galles ont été mis en examen pour « homicide involontaire, blessures involontaires, et non-assistance à personne en danger », mardi 2 septembre, par le juge d'instruction parisien Hervé Stephan, qui les a tous mis en liberté après les avoir entendus dans l'après-midi de mardi.

Un contrôle judiciaire très strict a été imposé à Romuald Rat, de l'agence Gamma, et à Christian Martinez, de l'agence Angeli, contre lesquels le parquet de Paris avait requis des mandats de dépôt : outre une caution de 100 000 francs, chacun d'eux est visé par des mesures d'interdiction d'exercer leur profession, de retrait de la carte de presse, de suspension du permis de conduire et d'interdiction de quitter le territoire national. Les photographes Jacques Langevin (Sygma) et Serge Arnal (Stills), ainsi que le motard de Romuald Rat, Stéphane Darmoo, seront soumis à un contrôle judiciaire plus léger, tandis que Nicolas Arsov (Sipa) et Laslo Veres, photographe indépendant, ont été remis en liberté sans contrainte particulière.

Si l'ensemble des reporters se sont vu reprocher d'avoir été plus préoccupés de photographier que de porter assistance aux personnes accidentées, Romuald Rat et Christian Martinez sont poursuivis en raison de la violence de leur comportement sur les lieux du drame. Outre les témoignages d'automobilistes présents sous le tunnel, deux gardiens de la paix du commissariat du huitième arrondissement ont mis en cause l'attitude de ces photographes qui étaient sur place aussitôt après l'accident. Premiers policiers arrivés sur les lieux, alors qu'ils étaient en mission d'ilotage dans le quartier de l'Alma, les deux gardiens de la paix ont rédigé un rapport indiquant leur difficulté à « écarter les photographes qui posent alors une vive résistance [et] empêchent volontairement le gardien de la paix de se porter au secours de la victime ».

Interrogé par les enquêteurs, Romuald Rat, a reconnu avoir ouvert la portière de la Mercedes accidentée pour, a-t-il affirmé, prendre le poulx de Lady Diana et recouvrir le ventre d'Emad Al Fayed. Il explique que le fait d'ouvrir la portière n'était pas motivé par la volonté de photographier l'intérieur du véhicule, dans lequel les victimes perdaient abondamment leur sang, et assure enfin ne pas avoir pris de cliché ultérieurement.

Repoussant un gardien de la paix, Christian Martinez s'est notamment écrit, toujours selon les

témoins : « Laissez moi faire mon travail. A Sarajevo, les flics nous laissent travailler ». Des vérifications techniques sont par ailleurs en cours afin de savoir si l'un des photographes mis en examen a, comme il l'assure, utilisé son téléphone portable afin de prévenir les services de secours.

Si les journalistes mis en examen ont reconnu avoir pris des photographies de l'accident dans le cours de l'exercice de leur profession, ils nient tous avoir provoqué directement l'accident sous le tunnel du pont de l'Alma, en expliquant qu'ils avaient été nettement distancés par la Mercedes filant à vive allure pour échapper aux paparazzi.

« JUSTICE SPECTACLE »

Avocat de Nicolas Arsov, M. William Bourdon, a de la sorte dénoncé, à la sortie de son client du premier interrogatoire devant le juge, « une justice Quai d'Orsay » et « une justice spectacle » devant laquelle les photographes judiciaires, selon lui, le rôle de « boucs émissaires ». Des investigations se poursuivent aux fins d'interpellation d'autres photographes de presse qui, selon certains témoignages ayant fourni d'autres noms aux enquêteurs, ont eux aussi pris des clichés de la Mercedes accidentée avant de s'échapper. Visant commentément les sept personnes mises en examen, l'information judiciaire du parquet de Paris a eu effet été aussi ouverte contre « tous autres ». L'examen des tirages photographiques, réalisés après le développement des douze pellicules saisies sur les personnes mises en examen, pourrait permettre d'identifier plus précisément le rôle de chacun sur les lieux du drame.

Toujours hospitalisé à l'issue de l'accident dont il est l'unique rescapé, le garde du corps Trevor Rees-Jones sera entendu par les enquêteurs dès que son état de santé le permettra.

Le chauffeur de la Mercedes, Henri Paul, le responsable de la sécurité de l'hôtel Ritz qui avait pris le volant en état d'ivresse avancé, se trouvait en service d'astreinte hors du palais quand il a été joint par la direction du palais. Sa famille s'est constituée partie civile dans le dossier, ainsi que la famille d'Emad Al Fayed, également décédé dans l'accident. La famille de la princesse de Galles a, enfin, pris contact avec les autorités françaises afin d'examiner l'éventualité d'une constitution de partie civile. La Couronne britannique étudierait, de son côté, la possibilité juridique de se constituer partie civile, ou tant que personne morale, dans ce dossier.

Erich Inciyan

Le culte de « sainte Diana » gagne des fidèles

LONDRES
de notre envoyé spécial

La princesse de Galles était une idole, elle est devenue un mythe. En Grande-Bretagne, l'émotion suscitée par sa mort va bien au-delà du simple hommage. Un véritable culte est en train de naître. Un culte de la femme parfaite, entre Marilyn Monroe et sainte Thérèse de Lisieux. Aux yeux de nombreux Britanniques, Lady Diana n'est plus seulement la « princesse du peuple », pour reprendre l'expression du premier ministre Tony Blair : elle est déjà « sainte Diana », héroïne nationale. Partout, dans le pays, des messes sont dites en son honneur, la population vénère ses photos comme autant de reliques, les livres sur sa vie sont tous épuisés. Même ses admirateurs les plus fervents n'auraient pu imaginer une telle dévotion.

Depuis sa mort, les rues de Londres sont en deuil. Cent mille personnes se rendent chaque jour devant le palais de Kensington, sa résidence londonienne. Le flux ne s'est pas ralenti

avec la reprise du travail, lundi matin 1^{er} septembre. Au contraire, il n'a cessé de s'amplifier et confine aujourd'hui au pèlerinage. C'est une foule immense et émue qui arrive en permanence à la station de métro High Street Kensington. La plupart des visiteurs apportent des bouquets, qu'ils déposent devant le palais ou sur les grilles du parc voisin. Les fleurs s'étendent désormais sur plusieurs centaines de mètres carrés.

Des milliers de personnes affluent aussi aux abords du palais Saint-James, où repose le corps de la jeune femme. Des livres de condoléances ont été ouverts dans l'une des salles à colonnades. Les visiteurs patientent pendant au moins sept heures avant d'écarter enfin quelques lignes, des mots sans prétention : « Vous étiez notre amie », « Brille, brille petite étoile ! ». Ceux qui ne peuvent se déplacer utilisent le réseau Internet. Le site officiel de la monarchie britannique reçoit des centaines de milliers de messages. A leur manière, les

chaînes de télévision invitent également à l'adoration de la défunte. Elles diffusent et rediffusent des images au ralenti, sur fond de musique classique. La princesse y apparaît déjà comme un personnage de légende, une femme hors du temps. Elle danse, elle sourit, elle embrasse ses enfants.

Dans l'attente des obsèques, ses admirateurs se demandent si les rues de Londres seront assez larges pour accueillir leur procession. Dans l'avenir, ils voudraient un vrai lieu de pèlerinage, un endroit à la mesure du personnage. L'idée d'un *temple* «Princesse Diana» au cœur de la capitale suit son chemin. A moins que cet honneur ne revienne au village de sa famille, Great Broughton (Shropshire de l'Angleterre) près de la demeure familiale d'Althorp, où elle sera enterrée samedi. L'église locale, Saint Mary, reçoit déjà de nombreux fidèles de « sainte Diana ».

Philippe Broussard

Raymond Depardon, photographe et cinéaste

« Les photographes sont coincés entre la mise en scène et le vol »

« Que vous inspire la polémique sur les paparazzi ? »

— J'ai refusé de m'exprimer pendant deux jours parce que, plutôt que de hurler avec les loups, j'ai essayé de comprendre. Il était absurde de vouloir se cacher que de vouloir photographier. Et si l'événement avait été filmé, choquerait-il autant ? Je ne crois pas. Une photographie nous rend voyeur, fait appel à la mémoire subjective, excite l'imaginaire, alors qu'une image filmée engendre, dans cette affaire, le silence des caméramen, sans doute parce qu'ils sont « tenus » par les chaînes de télévision. Ces dernières sont pourtant bien plus dominantes que la photographie, elles sont sur les faits divers, planquent comme les paparazzi, mais le photographe sera toujours plus critiqué car le public reçoit son image comme une agression.

— Vous avez pris de nombreuses photos de paparazzi ?

— J'ai planqué Brigitte Bardot à Megève. J'avais dix-sept ans et j'étais mort de honte. C'est un engagement. On est jeune, on rêve du métier de reporter, on a besoin de croquer, on est manipulé. J'ai aussi poursuivi en voiture Liz Taylor ou Sophia Loren. Mais le plus souvent on attendait les vedettes sur le trottoir, à la sortie des boîtes de nuit. Le métier n'avait rien à voir car les tarifs de vente étaient dérisoires.

— Défendez-vous le métier de paparazzi ?

— Il y a deux façons de voir les choses. La première est de savoir quelle image nous voulons de ceux qui sont influents dans le monde. Les vedettes ont mis en place tout un système de communication pour faire écran avec le monde réel et imposer leur image dans les médias. Rien ne doit leur échapper.

per. Il y a quelque chose de fascinant là-dedans. Même les politiciens sont tombés dans ce système. Ces photos posées, je les refuse violemment, elles tuent la subjectivité du regard, elles n'ont pour moi aucune valeur – mis à part les portraits de Richard Avedon. Face à ce système, les paparazzi sont les seuls emmerdeurs, les rares témoins qui tentent de briser une image que l'on veut nous imposer.

— En même temps de véritables voyous font vivre un enfer à certaines personnalités. Par quelle folie peut-on prendre des photos de Lady Di mourante dans une voiture ? Parce qu'il y en a toujours une qui décroche et les autres suivent pour ne pas se faire engueuler par leur agence. De témoins ils sont devenus des détectives privés. Mais ceux que je trouve les pires ce sont les paparazzi de faits divers. Les vedettes peuvent se défendre, pas les gens modestes.

— Entre la photo officielle et l'image volée, une troisième voie ?

— C'est tout le problème. Les photographes sont coincés entre la mise en scène et le vol. Jamais on n'autorise un photographe à aller sur le tournage d'un film avec des acteurs réputés, sans contrôle ni censure. Tant qu'on n'aura pas brisé ce carcan, le métier de paparazzi trouvera des défenses.

— Cette image différente des stars et même des hommes politiques, on la perçoit dans *Reporters*, votre film documentaire tourné en 1980.

— Parce que j'ai donné de la durée à l'image. Dans *Reporters*, on voit d'ailleurs l'acteur Richard Gere se faire poursuivre par deux paparazzi. Furiex, il s'arrête devant un commissariat. Le photographe, Francis Apesteguy, interpelle un policier en lui disant qu'il

ne va pas prendre le parti d'un acteur qui gagne des millions. Gere accepte alors une photo avec ses lunettes noires, mais le photographe lui rétorque qu'avec les lunettes la photo ne vaut pas un rond. Cette scène montre les enjeux financiers mais aussi l'ambiguïté des stars. En fait, tout cela est dérisoire et fait partie de notre temps : il n'y a pas des bons et des méchants, mais du gris.

— On rejette parfois la responsabilité de ces images sur la curiosité des lecteurs.

— L'argument ne tient pas. Tout photographe doit se sentir responsable de ce qu'il produit. Nous avons des comptes à rendre au public et ne devons pas, comme certains, nous considérer comme étant au-dessus des lois au nom de la liberté de la presse. A chacun de définir où commence et où s'arrête son travail d'information. Le téléobjectif, par exemple, je l'ai abandonné depuis longtemps. C'est une barrière morale que je m'impose. Si une star du cinéma vient à Paris, comment traite-t-on le sujet ? Cette exemplarité vaut pour tous les journalistes, y compris de télévision, mais aussi pour les personnalités. On en est loin.

— Les photographes de Gamma, Sygma et Sipa ont été interpellés. Vous avez dirigé Gamma entre 1973 et 1975. Quelle est votre réaction ?

— Je suis un peu triste. Si Gamma doit être obligée de faire des images comme celles-là pour survivre, alors mieux vaut arrêter l'agence et repartir sur d'autres bases. A mon époque, on faisait des photos de vedettes, mais c'était mineur. J'ai défendu ces agences qui ont inventé un photojournalisme à la française et je me demande ce que les photographes faisaient dans ce tunnel. Ou alors je me trompe. Diana est peut-être

devenue l'histoire la plus importante de ces dix dernières années. C'est étrange, la valeur d'une information, surtout quand on la traduit en images. Quand j'ai poursuivi comme paparazzi le duc de Windsor au golf de Saint-Cloud parce qu'il avait renoncé au trône pour se marier, est-ce que c'était important ?

— Nombre de personnalités demandent une loi plus sévère.

— Ce serait dangereux. La législation actuelle est déjà très contraignante. Il est devenu quasiment impossible de prendre des photos dans la rue comme l'ont fait Cartier-Bresson, Brassai ou Doisneau. Le public aime regarder ces témoignages d'une époque qui souvent ont été pris sans l'accord des gens. Une loi plus dure hypothéquerait un peu plus notre mémoire collective. Je me fais régulièrement engueuler quand je prends des photos dans la rue.

— Les photographes ont-ils raison de s'inquiéter pour leur image dans l'opinion ?

— C'est certain. Mais on n'a jamais autant payé de leur rôle, de leurs photos, leurs employeurs, la presse qui les publie, le public qui les regarde, les liens avec la télévision... Tant mieux si les gens comprennent un peu mieux le système. Ce qui est dangereux, c'est la volonté que je sens chez certains à vouloir répartir les photographes entre les bons et les méchants. Nous voulons tous un peu de photos, c'est inhérent au procédé. L'essentiel est ailleurs : quelles sont les images qui font l'histoire ? Que vaudront toutes ces photos dans quelques années. Est-ce que ça valait la peine de les prendre ? Je ne pense pas que ce soient les préoccupations des paparazzi. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

سكاي نيوز

L'Allemagne de l'Est cherche à se vendre à l'Ouest

Pour s'imposer sur le marché ouest-allemand, les produits de consommation en provenance de l'ex-RDA tentent d'améliorer leur image de marque

Voici le premier article de notre nouveau correspondant en Allemagne, Arnaud Leparmenier, qui a pris ses fonctions à Bonn le 1^{er} septembre, en remplacement de Lucas Delattre, rentré à la rédaction à Paris pour s'occuper d'économie internationale.

DÜSSELDORF

de notre envoyé spécial
Saucisses de Thüringe, légumes surgelés de Saxe, bière de Weimar, fromage du Brandebourg, mais aussi aspirateurs, meubles et jouets : les produits présentés du 1^{er} au 3 septembre à la foire de Düsseldorf par quelque 900 industriels installés dans les territoires de l'ancienne RDA ont apparemment tout pour plaire au consommateur : bonne qualité, belle apparence. Pourtant, les produits de grande consommation fabriqués à l'Est sont quasi absents des étals de l'Ouest ; leur part de marché ne dépasse pas 3 %, alors qu'elle varie de 15 % à 40 %, selon les secteurs, dans les nouveaux Länder.

Hier, les produits est-allemands souffraient de leur mauvaise qualité et de leurs coûts de fabrication trop élevés. Aujourd'hui, ces problèmes sont en partie résolus, au prix de restructurations industrielles draconiennes qui ont provoqué une envolée du chômage : celui-ci touche 18,1 % de la population active de l'ancienne RDA, contre 9,7 % dans l'Ouest du pays. Günter Rexrodt, ministre allemand de l'économie, a ainsi rappelé que l'industrie du textile et de l'habillement avait vu en deux ans ses effectifs s'écrouler de 280 000 à 30 000. Même scénario dans le secteur agroalimentaire, dont les gains de productivité obtenus par la suppression de dizaines de milliers d'emplois ont permis de multiplier par 2,5 le chiffre d'affaires produit par chaque salarié (324 000 marks en 1996).

En dépit de ces efforts d'adaptation, les entrepreneurs de l'Est constatent qu'il ne suffit pas d'avoir un produit de qualité à un prix compétitif pour le vendre. Encore faut-il être présent dans les magasins. Or, les PMI de l'Est sont trop petites pour que les grandes chaînes de distribution acceptent de référencer leurs produits et elles n'ont pas les moyens de faire connaître leurs marques à coup de campagnes publicitaires pour prendre des parts de marché aux riches entreprises ouest-allemandes.

Afin de les aider à sortir de l'impasse, quatorze groupes de distribution allemands, fortement incités par le chancelier Kohl, se sont engagés à doubler, d'ici à 1998, le volume de leurs achats auprès des entreprises de l'Est par rapport au niveau atteint en 1995. Cette initiative spectaculaire permettra-t-elle aux entreprises est-allemandes de s'imposer ? Pas de souci pour les nombreuses PMI passées sous la coupe d'entreprises de l'Ouest ou de groupes étrangers. L'usine de Gentlin (1 800 salariés en 1989, 320 aujourd'hui), rachetée par le lessivier Henkel, fait un tabac à l'Ouest avec sa marque de lessive Spee,

créée sous l'ère communiste en 1968, tandis que le marketing de la charcuterie Zerbster (Saxe-Anhalt) est assuré par sa maison mère, l'entreprise familiale Schulte de Basse-Saxe, à l'Ouest.

En revanche, les petites entreprises familiales possédées par des Allemands de l'Est, comme ces boucheries ou fromageries présentes au Salon, devront pratiquer une politique des petits pas pour vendre leurs produits au-delà de leur région de production. Les Länder veulent aider ces entreprises à se regrouper ou créer des labels d'origine valant les produits du terroir. Mais il faut veiller aussi à ne pas déprécier les produits en les signant « ancienne RDA ».

L'émergence de PMI compétitives et d'entrepreneurs à l'Est est un enjeu majeur pour l'avenir de l'économie allemande. L'Etat fédéral ne pourra pas indéfiniment financer l'ex-RDA et les entreprises locales devront bien, un jour, prendre le relais de la main-d'œuvre venue de l'Ouest.

Arnaud Leparmenier

Une centaine de pays cherchent à interdire les mines antipersonnel

Les demandes d'exceptions risquent d'empêcher un accord

Les représentants de cent six Etats sont réunis depuis lundi 1^{er} septembre à Oslo pour tenter de mettre au point un projet de traité sur l'interdiction totale et im-

médiante des mines antipersonnel. Les Etats-Unis demandent une exception « temporaire », dont d'autres pays voudraient aussi profiter.

LE MINISTRE norvégien des affaires étrangères, Bjørn Tore Godal, a ouvert, lundi 1^{er} septembre à Oslo, la conférence sur l'interdiction totale et immédiate des mines antipersonnel, en rendant hommage à la princesse de Galles, qui s'était personnellement engagée ces derniers mois dans ce combat.

Cette réunion, qui doit se poursuivre jusqu'au 19 septembre, « offre une chance historique d'arriver à un accord qui permettra une réduction significative des souffrances provoquées par ces armes », a-t-il déclaré. On estime que quelque 130 millions de mines antipersonnel sont dispersées dans le monde, principalement dans les pays en voie de développement. Elles tuent chaque année environ 20 000 personnes. Selon une enquête norvégienne, 80 % des victimes sont des civils, principalement des femmes et des enfants.

La conférence d'Oslo est la suite du processus dit d'Ottawa, une initiative du Canada pour encourager les Etats à renoncer volontairement à la production, au

stockage, à la vente et à l'utilisation de ces mines. Quatre-vingt-huit pays ont adopté, en juin à Bruxelles, une déclaration à ce sujet. Si un accord était trouvé à Oslo, un traité pourrait être signé en décembre dans la capitale canadienne.

La Chine est le principal producteur mondial de mines antipersonnel, fabriquées également en Italie, en Russie, aux Etats-Unis, dans plusieurs pays européens, au Pakistan, en Inde, au Chili et en Afrique du Sud, pour n'en citer que quelques-uns.

CONTROLE DES FRONTIERES

La France, qui était aussi un pays producteur, s'est ralliée à l'idée d'un bannissement total. Elle a unilatéralement interdit en octobre 1996 la fabrication des mines antipersonnel et s'est engagée à renoncer définitivement à leur utilisation une fois signé « un traité efficace » et « au plus tard » fin 1999.

La représentante française à la conférence d'Oslo, Joëlle Bourgeois, s'est élevée contre la requête des Etats-Unis de bénéficier d'une

exception pour les mines placées à la frontière entre les deux Corées : « La demande américaine ne paraît pas compatible avec la nature même du processus d'Ottawa, dans lequel nous sommes engagés », a-t-elle dit. Si la conférence devait admettre une exception, « le traité ne serait ni universel ni global dans son interdiction ». Washington demande également que les « mines intelligentes » qui s'autodétruisent après une période déterminée soient exclues des négociations.

La position américaine a été évidemment soutenue par le représentant de la Corée du Sud, soulignant que les champs de mines créés étaient « contrôlés » et ne menaçaient pas les populations civiles, comme au Cambodge, en Angola ou en Bosnie. Plusieurs pays se sont écroulés dans la brèche. Les Finlandais considèrent que les mines sont indispensables à la défense de leur frontière de plus de 1 000 kilomètres avec la Russie. Moscou et Pékin ne sont pas officiellement représentés à Oslo, la Russie s'étant contentée d'envoyer un observateur.

Les Occidentaux font un geste envers les extrémistes serbes de Bosnie

LES RESPONSABLES de la Force internationale de stabilisation en Bosnie (SFOR) ont remis, mardi 2 septembre, un relais de télévision situé dans le nord-est du pays à la disposition des ultranationalistes bosno-serbes. Ce geste envers les « ultras » de Pale, le chef de Radovan Karadzic, intervient au moment où l'envoi de la communauté internationale, Carlos Westendorp, appelle à renouveler les efforts afin d'éviter un boycott massif des élections municipales prévues les 13 et 14 septembre en Bosnie.

Les troupes américaines de la SFOR ont abandonné le relais d'Udrigovo, dans le nord-est de la Bosnie, en échange d'une promesse des « ultras » de modifier leur propagande anti-Dayton. Au terme de l'accord conclu sur l'utilisation de l'émetteur, les autorités de la République Srpska s'engagent à diffuser « des opinions politiques différentes », c'est-à-dire à accorder un temps d'antenne à des Bosno-Serbes favorables aux accords de paix. « Les médias de la RS, la télévision, la radio et la presse écrite, s'abstiendront de diffuser des informations à caractère incendiaire contre la SFOR et les organisations internationales qui soutiennent l'application de l'accord de Dayton », stipule l'un des quatre points du texte de compromis. Les « ultras » promettent en outre à Carlos Westendorp trente minutes d'émission quotidienne pour expliquer les accords de Dayton. Après ce compromis, quelque trois cents manifestants bosno-serbes, qui avaient lancé des pierres contre les soldats américains dans la nuit de lundi à mardi et tenté de prendre l'émetteur par la force, se sont retirés du bâtiment. L'émetteur s'est par la suite mis à diffuser de nouveau de la propagande favorable à Pale.

Selon des diplomates occidentaux, la remise du relais de télévision constitue un sérieux revers pour la communauté internationale, qui soutient depuis quelques semaines la présidente élue de la République Srpska (RS), Biljana Plavsic, dans son bras de fer avec les ultranationalistes rassemblés derrière Radovan Karadzic, recherché pour crimes de guerre. Ces diplomates soulignent que

l'enjeu de la médiation internationale a changé : il ne s'agit plus de sauver les élections municipales, mais bien d'éviter un boycott par les « ultras » de Pale.

Le département d'Etat américain s'est déclaré satisfait de l'accord sur l'utilisation de l'émetteur, mais sceptique sur la volonté des Serbes de Bosnie de le respecter. Ces derniers « n'ont pas de réputation parfaite » dans ce domaine, a affirmé un porte-parole du département, ajoutant toutefois que l'accord devrait permettre à la présidente de la République Srpska de « se faire mieux entendre ». M^{me} Plavsic ne rencontrera pas, mercredi, le chef de file des dirigeants ultranationalistes, Momcilo Krajisnik, contrairement à ce que ce dernier avait suggéré, a annoncé mardi un porte-parole de la présidente. Une rencontre s'est néanmoins tenue, mardi soir à Banja Luka, entre M^{me} Plavsic et le chef d'Etat-major de l'armée de la RS, le général Pero Colic, qui l'avait vivement critiquée la semaine dernière, lorsque la présidente avait convoqué la hiérarchie de l'armée pour tenter de rallier les militaires à sa cause.

A Belgrade, les autorités yougoslaves ont pour la première fois critiqué ouvertement, mardi, l'action de la présidente des Serbes de Bosnie, l'accusant de se comporter de façon « irresponsable » et dénonçant le soutien « inacceptable » que lui apporte la SFOR. Les interventions de la SFOR, qui a notamment aidé des partisans de M^{me} Plavsic à prendre le contrôle de la police de Banja Luka (Nord-Est), « constituent une ingérence partielle dans les affaires intérieures de la RS », a indiqué Zoran Ljilic, vice-président du Parti socialiste au pouvoir et candidat à l'élection présidentielle du 21 septembre en Serbie. Après une série de déclarations en demi-teinte, ces attaques verbales indiquent que le gouvernement yougoslave a franchi le pas, prenant ouvertement le contre-pied de la communauté internationale. Etats-Unis en tête, qui misent sur l'attachement de M^{me} Plavsic à l'application des accords de Dayton. (AFP/Reuters)

Lire aussi notre Editorial page 14

ONE TOUCH
Pro

Sophistication

ultra-plat, ultra-léger,
ultra-rapide et hyper
facile à utiliser... One
Touch PRO d'Alcatel
symbolise la dernière
génération des mobiles.

115 fonctions.

3 jours d'autonomie, 3
répertoires, accès direct
aux services en ligne, cal-
culatrices... C'est vraiment
parce qu'il est plus simple
qu'il permet d'aller plus vite.

Pour plus d'information,
appelez le 01 46 13 19 19.

Plus facile de perdre du
temps pour en gagner.

ALCATEL

The Hi-Speed Company

Pékin s'efforce de distendre les liens de sécurité entre Tokyo et Washington

La question de Taïwan empoisonne les relations sino-japonaises

Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, doit se rendre jeudi 4 septembre en Chine, à un moment où Pékin s'inquiète du renforcement

des liens de sécurité entre Tokyo et Washington, et notamment du fait que Taïwan pourrait être incluse dans le champ de coopération nippo-

américain. M. Hashimoto devra dissiper ce climat de suspicion entretenu par Pékin, habile à culpabiliser les Japonais pour leur passé militariste.

TOKYO de notre correspondant

Pour une fois, ce ne sera pas le renforcement des liens économiques mais les questions de sécurité qui domineront les entretiens qu'aura le premier ministre Ryutaro Hashimoto en Chine, où il se rend du 4 au 7 septembre. Cette visite, qui prend un relief particulier parce qu'elle intervient à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la normalisation des relations sino-japonaises, le 29 septembre 1972, a pour contexte la redéfinition des liens stratégiques entre les États-Unis et le Japon, à laquelle travaillent Tokyo et Washington depuis la visite du président Clinton au Japon au printemps 1996 et qui préoccupe Pékin au plus haut point.

Les nouvelles orientations de l'alliance américano-japonaise, pierre angulaire de la défense de l'archipel, prévoient un renforcement de la coopération entre les deux pays par une participation plus active des forces japonaises à des opérations conjointes et une extension de fait du périmètre de défense nippon. L'une des questions les plus sensibles de cette nouvelle donne stratégique est Taïwan. Dans le cas d'une confrontation entre les États-Unis et la Chine à propos de l'île, située à une centaine de kilomètres du dernier flot de l'archipel japonais d'Okinawa, quelle sera la position de Tokyo ?

Il y a quelques semaines, une malencontreuse déclaration du

porte-parole du gouvernement, Seiroku Kajiya, qui avait affirmé que le détroit de Taïwan faisait partie du champ de la coopération militaire nippo-américaine, avait provoqué les foudres de Pékin et une marche arrière précipitée du premier ministre Hashimoto, qui avait exprimé sa « compréhension » et son « respect » de la position de principe de la Chine, selon laquelle « Taïwan fait partie intégrante de la Chine » - formule qui figure au demeurant dans la déclaration commune sur la normalisation des relations sino-japonaises de 1972. Li Peng, premier ministre chinois, a qualifié les propos de M. Kajiya d'« absolument inacceptables ». Cette tension intervient peu après la montée de fièvre provoquée par les agissements de nationalistes nippons à propos des Senkaku (Diaoyu en chinois), îlots de la mer de Chine dont la souveraineté est revendiquée par Pékin et Tokyo.

M. Hashimoto s'efforcera de rassurer les Chinois en essayant de rendre le plus vague possible la notion de « zone limitrophe du Japon », qui est à la source du différend. Selon Tokyo, cette notion, qui revient à une extension de fait de l'alliance américano-japonaise, n'a pas de contenu géographique précis. Pris en étau entre les engagements de l'alliance avec Washington et le souci de maintenir de bonnes relations avec Pékin, les dirigeants japonais jouent l'ambiguïté en évitant de s'engager à participer aux côtés des États-Unis

à une action militaire dans le détroit de Taïwan, sans aller toutefois jusqu'à exclure formellement une telle éventualité, comme le voudrait Pékin.

Source de tension avec la Chine, l'attitude du Japon en cas de crise dans le détroit de Taïwan divise aussi l'opinion et le monde politique. S'il paraît exclu que le Japon participe à une action militaire américaine contre la Chine, il se voit en revanche contraint à autoriser les Américains à utiliser leurs bases d'Okinawa.

STRATÉGIE D'INTIMIDATION

La priorité de Pékin est dès lors de distendre les liens stratégiques de Tokyo avec Washington. Le vice-ministre des affaires étrangères, Tang Jiaxuan, a récemment déclaré au quotidien *Asahi* que les accords militaires conclus au temps de la guerre froide (ce qui est le cas du traité de sécurité américano-japonais) sont devenus « anachroniques » et doivent faire place au dialogue multilatéral. Pour arriver à ses fins, Pékin ne semble pas se départir de sa stratégie d'intimidation, qui a été jusqu'à présent payante, en rappelant au Japon son passé militariste.

Les problèmes de sécurité s'inscrivent dans le contexte plus large d'une nécessaire maturation des relations sino-japonaises, empreintes jusqu'à présent d'une forte charge émotionnelle. L'agression japonaise en Chine dans les années 30 a laissé des stigmates, et Pékin a toujours utilisé le

sentiment de culpabilité (ou le « négationnisme » de certains Japonais) pour « monter au créneau » et obtenir des concessions politiques ou économiques de Tokyo. Depuis la normalisation des relations avec la Chine, le Japon a adopté un profil bas en essayant d'aller au-devant des souhaits des Chinois. Mais si la Chine fait encore partie de la « mauvaise conscience » nipponne, elle est aussi perçue par une partie de l'opinion (46 %, selon un récent sondage de l'agence Kyodo) comme une menace potentielle. Compte tenu de la puissance et du poids économique de la Chine, Tokyo est contraint à réajuster sa position.

Comme il l'a déclaré au cours d'un récent symposium international organisé par le quotidien *Yomiuri*, M. Hashimoto entend placer les relations avec la Chine dans le cadre d'une « diplomatie équilibrée », en diversifiant la politique extérieure nipponne centrée sur les États-Unis. En même temps, il semble soucieux de dégauger les relations sino-japonaises du malaise à propos du passé. C'est pour chercher à exorciser celui-ci que M. Hashimoto sera le premier chef de gouvernement à se rendre à Shenyang, la ville où, en septembre 1931, un attentat servit de prétexte à l'occupation de la Chine du Nord-Est et à la création de l'État fantoche de Manchukuo par le Japon.

Philippe Pons

L'élection présidentielle divise la gauche brésilienne

RIO DE JANEIRO de notre correspondant

Les lignes de fracture entre modérés et radicaux ont balisé les travaux de la 11^e convention du Parti des travailleurs (PT), qui s'est terminée dimanche 31 août, à Rio de Janeiro. Durant plusieurs jours, les premiers ont défendu face aux seconds la possibilité d'une coalition élargie aux partis de centre gauche pour mieux aborder le prochain scrutin présidentiel, en octobre 1998. José Dirceu, ancien ministre d'extrême gauche rallié à la thèse de l'ouverture au centre, n'a conservé la présidence du parti que d'une courte tête face à son adversaire, le député fédéral Milton Temer, qui représente les secteurs inquiets de la « droite dérivée » des instances dirigeantes. Ce scrutin serré indique le désarroi politique dans lequel se trouve l'unique parti brésilien en droit de revendiquer, fort de ses 120 000 militants, une réelle implantation populaire.

Candidat malheureux de la gauche brésilienne aux deux dernières élections présidentielles, en 1989 et 1994, l'ancien leader syndical des métallos de São Paulo, Luiz Inácio « Lula » da Silva, président d'honneur et chef historique du PT, a ébauché, en fin de congrès, une stratégie de campagne en rupture avec les précédents accords électoraux. Aux alliances conclues dans le passé avec une poignée de formations idéologiquement proches du PT mais à l'influence réduite, « Lula » (« la seiche », sobriquet incorporé depuis quinze ans à son patronyme officiel)

paraît privilégier désormais la recherche de nouveaux partenaires, explorant au maximum le champ des alliances politiques possibles.

Mais l'étrécissement de sa marge de manœuvre apparaît d'ores et déjà comme un sérieux handicap. Seul prétendant actuellement en mesure, selon les sondages, de menacer la réélection annoncée du président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, « Lula » part à la recherche de nouveaux renforts au moment où son parti s'enlise dans la guerre des tendances. Sa candidature à la plus haute charge de l'État s'impose cependant comme le seul projet capable d'unifier les onze courants actuellement représentés à la direction nationale.

Fédérateur d'une nébuleuse englobant trotskistes, syndicalistes chrétiens et ex-communistes aujourd'hui séduits par la social-démocratie, le leader du PT, âgé de cinquante et un ans, est l'une des pièces maîtresses de l'échiquier politique brésilien. Sa carrière est parvenue à un tournant décisif : un troisième échec d'affilée à l'élection présidentielle lui serait probablement fatal.

Né au début des années 80 dans la ceinture de São Paulo, le PT a forgé son identité plurielle dans l'opposition à la dictature militaire (1964-1985). Mais le parti traverse aujourd'hui une grave crise de croissance dont les effets s'exacerbent à mesure que les mandataires du parti se frottent à l'exercice du pouvoir. En témoignage la récente mésaventure du gouverneur PT de l'État d'Espírito Santo, Vitor Bualiz : en raison

des licenciements massifs dans la fonction publique, il devait faire face à l'obstruction systématique des députés régionaux de son propre parti. De guerre lasse, il a rendu sa carte de parti.

Virtuel candidat de l'« alternative démocratique ou néolibérale », « Lula » et ses velléités de recentrage incarnent au sein du parti qu'il a créé l'hégémonie en déclin des militants de São Paulo. Mais le marasme qui frappe l'ex-banquette rouge de cette métropole de quinze millions d'habitants a favorisé l'émergence, principalement dans le sud-est du Brésil, de nouveaux dirigeants prêts à prendre la relève tout en maintenant l'ancrage à gauche. Ancien maire de Porto Alegre, capitale de l'État du Rio Grande do Sul, Tarso Genro compte parmi les étoiles montantes du PT : son « budget participatif », élaboré en collaboration avec des délégués élus par les associations de quartier, est à la source des trois dernières victoires du parti aux élections municipales de la ville.

L'intention de « Lula » de tisser de nouvelles alliances élargies, en outre, la méfiance du Mouvement des « sans-terre » (MST), qui a ravi au PT la maîtrise des actions en faveur de la réforme agraire. Le coordinateur du MST et administrateur de la révolution bolchévique, Pedro Stedile, a récemment recommandé à « Lula », qu'il assure de son soutien, d'« enlever sa cravate et de se rapprocher du peuple ».

Jean-Jacques Sévillia

La France fournira gratuitement des armes à des clients étrangers

LE GOUVERNEMENT de Lionel Jospin n'exclut pas d'autoriser les armées françaises à céder gratuitement leur surplus de matériels à l'étranger. C'est le ministre de la défense, Alain Richard, qui envisage une telle possibilité. En ce sens, il prend à son compte des conclusions auxquelles était parvenu son prédécesseur, Charles Millon, lorsqu'il présentait, en avril 1997, les grandes orientations d'un plan stratégique des exportations de défense. A la différence de certains concurrents, comme les États-Unis ou la Russie, il s'agit d'une pratique fort peu répandue jusqu'à présent en France, bornée au profit de pays africains.

En réponse à une question écrite de Louis Souvet, sénateur (RPR) du Doubs, M. Richard indique que la politique commerciale suivie en la matière par la France peut revêtir « la forme de cessions gratuites ». Le ministre de la défense reconnaît que cette procédure déroge aux règles du droit commun, mais qu'elle peut être considérée comme « un moyen d'accompagne-

ment » des exportations militaires, à côté d'autres modalités commerciales, comme la vente de matériels d'occasion par les armées.

Pour l'instant, « il est encore trop tôt », ajoute M. Richard, pour définir le type de matériels qui sera cédé à titre gratuit. Cette réserve est due au fait que les armées françaises sont tenues à deux impératifs qui conjuguent leurs effets. D'une part, elles vont subir une forte réduction de leur « format » en volume d'ici à 2002. Ce qui ne manque pas de libérer des catégories d'équipements, dont le remplacement n'aura pas lieu nombre pour nombre, pour autant, par des matériels neufs de nouvelle génération. D'autre part, elles sont concernées, dans une très faible proportion cependant, par les diminutions de matériels - notamment en véhicules blindés, pièces d'artillerie et hélicoptères - engendrées par l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFCE), conclu en novembre 1990 et soumis à exécution entre 1992 et 1995. Ce qui implique

qu'elles aient néanmoins à se débarrasser de certaines catégories d'armes, puisées dans l'arsenal blindé par exemple, où elles étaient légèrement au-dessus des « plafonds » autorisés.

OPPORTUNITÉ COMMERCIALE

A l'étranger, les cessions ou les ventes à coût réduit de matériels d'occasion émanent, elles aussi, d'États qui restreignent le « format » de leurs armées et qui estiment non rentable le fait de conserver, sous un « cocon » protecteur, des équipements anciens. Elles intéressent une clientèle pressée, qui a peu de moyens financiers. Les États-Unis ont ainsi livré des frégates à la Turquie et des blindés M-113 à l'Égypte.

Dans cette optique, les armées françaises préparent actuellement une évaluation de l'état de leurs matériels et elles étudient un calendrier de leur éventuelle mise à disposition en fonction de cet inventaire.

« Selon les opportunités commerciales », constate le ministre de la

défense, un même matériel d'occasion pourra être cédé à titre onéreux ou gratuit. M. Richard ne précise pas les critères selon lesquels la France sera conduite à choisir entre ces deux options, ni l'identité des pays appelés à profiter de telles libéralités. Il se contente d'indiquer que des équipements pourront être donnés gratuitement « à un pays qui est bénéficiaire d'aides publiques françaises ». A ce jour, la France a fait cadeau de quelques matériels militaires - ou elle les a livrés à bas prix - aux seuls États africains avec lesquels elle a signé des accords de défense ou d'assistance militaire technique. Ces fournitures n'étaient pas toutes de seconde main et une large partie d'entre elles a trait aux opérations de maintien de l'ordre. En 1996, le volume de cette aide a atteint 160 millions de francs au titre du ministère de la coopération et 192 millions de francs pour le compte du ministère de la défense.

Jacques Isnard

L'Italie rouvre le débat sur un éventuel report de l'euro

BRUXELLES. Un report du lancement de l'union économique et monétaire européenne (UEM), prévu le 1^{er} janvier 1999, est impossible selon les règles du traité de Maastricht, a déclaré mardi 2 septembre un porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles. Dans une interview à la radio publique allemande, diffusée le même jour, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, avait réaffirmé qu'un délai supplémentaire d'une année serait utile pour permettre aux pays membres de l'Union européenne (UE), tels l'Italie, l'Allemagne et la France, de respecter strictement les critères d'adhésion à l'UEM. - (Reuters)

Un état-major de l'OTAN s'installera en Pologne

RENSBURG. Le quartier général de l'OTAN établi à Rendsburg (nord-ouest de l'Allemagne) sera transféré en 1999 à Szczecin (nord-ouest de la Pologne), en application des décisions prises sur l'élargissement de l'OTAN à la Pologne. Ce QG dépend du commandement des forces alliées des approches de la Baltique (Baltop) - sous les ordres d'un général danois placé sous l'autorité du commandement des forces alliées du centre-Europe - et il est compétent pour le Jutland (partie continentale du Danemark) et le Schleswig-Holstein (nord-ouest de l'Allemagne). Son transfert fera suite à la création d'un corps commun à l'Allemagne, la Pologne et au Danemark. Ce corps opérationnel doit être opérationnel en avril 1999, dans les structures mêmes de l'OTAN. - (AFP)

AFRIQUE

■ CONGO-KINSHASA : l'ONU a affirmé, mardi 2 septembre, que le gouvernement congolais s'est finalement engagé à laisser travailler la mission d'enquête internationale sur les massacres de réfugiés rwandais. Les experts attendent une confirmation écrite de Kinshasa. - (AFP, Reuters)

■ NIGERIA : 4 personnes ont été tuées le week-end dernier lors de nouveaux incidents entre les communautés life et modakele, portant à 79 le nombre de tués depuis la mi-août, selon la presse. - (AFP)

■ DJIBOUTI : la reprise des affrontements entre l'armée et les rebelles afars, trois ans après les accords de paix qui ont mis fin à la guerre civile, a provoqué, lundi 1^{er} septembre, la mort de 11 militaires. - (AFP)

ASIE

■ CAMBODGE : 63 personnes ont trouvé la mort dans l'accident d'un avion de la compagnie Vietnam Airlines qui s'est écrasé mercredi 3 septembre à 10 kilomètres de Phnom Penh. - (AFP)

■ INDONÉSIE : le gouvernement indonésien a présenté, mercredi 3 septembre, un plan destiné à « sauvegarder les acquis du développement et stabiliser l'économie » très affectée par la crise monétaire et boursière qui frappe les pays d'Asie du Sud-Est depuis début juillet. - (AFP)

EUROPE

■ RUSSIE : Alexis II, patriarche orthodoxe de Moscou, a indiqué, mardi 2 septembre à Kazan (Tatarstan), qu'il attendait de l'Eglise catholique une condamnation du « prosélytisme » comme préalable à une rencontre avec Jean Paul II. L'échec d'un rendez-vous, en juin, entre ces deux personnalités avait été dû, selon Moscou, à l'impossibilité de trouver un accord sur une clause condamnant le prosélytisme des catholiques de rite grec, surtout en Ukraine. - (AFP)

■ Le président russe, Boris Eltsine, a plaidé, mardi 2 septembre, pour qu'un compromis soit trouvé entre la Russie et la Tchétchénie, permettant d'exporter les immenses réserves de pétrole de la mer Caspienne. Alors que les négociations semblaient achever sur les tarifs de transit du pétrole passant par la Tchétchénie, M. Eltsine a déclaré qu'il ne serait « pas satisfait » que les Russes continuent le territoire tchétchène pour exporter le pétrole azerbaïdjanais. - (AFP)

■ La Russie espère rejoindre le Club de Paris des pays créanciers d'ici la fin du mois, a déclaré mardi 2 septembre, le premier vice-premier ministre russe Anatoli Tchoubaï, a rapporté l'agence Itar-Tass. Membre du Club de Paris, la Russie aura une chance de recouvrer les crédits accordés par l'ex-URSS aux pays en voie de développement. - (AFP)

MAGHREB

■ ALGÉRIE : le bilan officiel, mais non public, du massacre de Raïs, dans la nuit du jeudi au vendredi 29 août au sud d'Alger, serait de 256 morts, croit savoir, mardi 2 septembre, le quotidien arabo-berbère international *Al Hayat*. Le journal assure tenir ces chiffres d'un rapport confidentiel communiqué par le ministère de l'Intérieur algérien au premier ministre, Ahmed Ouyahia. Le gouvernement algérien n'a pour le moment publié qu'un bilan faisant état de 98 morts et 120 blessés. - (Reuters)

■ L'ONU a démenti mardi 2 septembre que son secrétaire général, Kofi Annan, s'ingérât dans les affaires intérieures algériennes en exhortant au dialogue pour mettre fin aux violences. Le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, qui s'exprimait suite à l'envoi par les autorités algériennes d'une note de protestations à l'ONU, a démenti des informations selon lesquelles M. Annan avait déclaré que les troubles en Algérie « ne pouvaient plus être considérés comme un problème intérieur ». - (AFP)

■ MAROC : l'élection des représentants des 16 régions aura lieu vendredi 24 octobre, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Driss Badi. Les élus siègeront pour un mandat de six ans au sein d'un conseil régional avec des représentants locaux des chambres professionnelles et des salariés. - (AFP)

PROCHE ORIENT

■ ISRAËL : les poursuites judiciaires engagées à l'encontre d'Avigdor Lieberman, directeur de cabinet du premier ministre Benjamin Netanyahou, mis en cause dans l'affaire du « bidon » ont été abandonnées mardi 2 septembre « sans que les soupçons qui pèsent sur lui aient été levés » a déclaré le ministère public. - (AFP)

■ Koweït : sur huit canonnières rapides achetées à la France, en mars 1995, le Koweït a décidé d'installer des missiles mer-mer Sea Skua britanniques, au lieu de MM. 15 du groupe français Aerospatiale. Estimé à une centaine de millions pour 128 millions de dollars (soit 770 millions de francs), le contrat a fait l'objet d'une vive polémique au Parlement koweïtien. - (AFP)

Suédois et Danois, champions européens en impôts et cotisations sociales

LUXEMBOURG. Les Suédois et les Danois sont ceux qui paient le plus d'impôts et de cotisations sociales au sein de l'Union européenne, selon les chiffres de 1996 publiés mardi 2 septembre par Eurostat, l'office des statistiques de l'UE à Luxembourg. En Suède, les impôts et cotisations sociales représentaient l'an dernier 55,2 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays et 52 % au Danemark. La moyenne communautaire se situait à 42,4 % du PIB. La France, qui se situe au-dessus de cette moyenne, s'est classée sixième dans ce tableau : ses cotisations sociales sont les plus importantes d'Europe avec 19,5 % du PIB, tandis que le taux d'imposition sur le revenu et sur le patrimoine est le plus faible avec 10 % du PIB. L'Allemagne, avec 42 % du PIB, est située juste en-dessous de la moyenne communautaire.

Levée des impôts

Service

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997

FISCALITÉ Les membres du gouvernement doivent se réunir jeudi 4 septembre à l'hôtel Matignon pour discuter des choix fiscaux du projet de budget 1998. Celui-ci sera

examiné en conseil des ministres le 24 septembre. D'ici là, Lionel Jospin devra arbitrer sur les différents points soumis à la discussion par le ministre de l'économie et des fi-

nances, Dominique Strauss-Kahn. **LA TAXATION DE L'ÉPARGNE** est au cœur des discussions, les « niches » fiscales devant être réduites. Le gouvernement hésite, en

revanche, à toucher dès maintenant à l'assiette de l'impôt sur la fortune. **LE BUDGET 1998** se révèle plus facile à construire que ne le pensait le gouvernement précédent. Selon

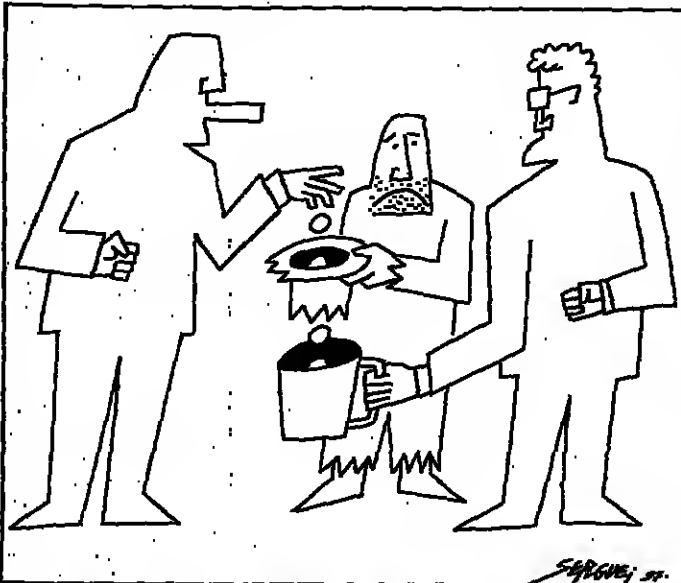
Bercy, la ponction opérée sur les « trésoreries dormantes », afin de respecter le niveau de déficit défini par le traité de Maastricht, pourrait être très faible, voire nulle.

Les impôts seraient simplifiés plutôt que réformés en 1998

Les options étudiées par le gouvernement visent principalement à respecter l'engagement de ne pas alourdir les prélèvements. La recherche de la justice fiscale se bornera à remettre en question certains abattements et déductions favorisant les plus hauts revenus

S'AGIRA-T-IL d'une vaste réforme fiscale, renouant avec l'ambition redistributive de la gauche au début des années 80, ou bien d'un plan de simplification, tout juste pimenté d'une montée en puissance de la contribution sociale généralisée (CSG), dans la logique plus modérée qui a, ensuite, inspiré les socialistes ? Voilà résumée la question que devra trancher la réunion de l'ensemble des membres du gouvernement que Lionel Jospin a convoqué, jeudi 4 septembre, à l'hôtel Matignon, pour examiner le volet recettes du projet de loi de finances pour 1998.

A quelques semaines de la présentation officielle de ce projet de budget, qui sera examiné le 24 septembre en conseil des ministres, les dispositions fiscales envisagées pour 1998 sont, certes, déjà largement dessinées. Et la philosophie fiscale du gouvernement est maintenant transparente. Ainsi sait-on que la première prio-



riété du projet sera d'assurer dès 1998 la stabilité des prélèvements obligatoires (aussi bien les prélèvements obligatoires totaux que les prélèvements d'Etat). En clair, certains impôts pourront augmenter légèrement, car la croissance elle-même sera plus forte, mais le gouvernement entend agir avec doigté, de sorte que l'ensemble des prélèvements n'augmente pas plus vite que la richesse nationale.

La seconde priorité affichée par le ministère des finances est la chasse aux « niches » fiscales, beaucoup plus qu'une réforme d'ensemble. En clair, Bercy observe que la fiscalité continue d'être truffée de déductions, d'abattements et de passe-droits divers, qui illustrent jusqu'à la caricature les défauts du système français, assis sur des prélèvements dont l'assiette est souvent trop étroite et les taux d'imposition trop élevés. Le point commun de nombreux projets à l'étude,

Deux ministres contre la surtaxation du gazole

Dans l'attente de l'arbitrage du premier ministre sur la fiscalité du gazole, une contre-attaque se dessine contre l'augmentation des taxes sur ce carburant. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, a déclaré, mardi 2 septembre, qu'une revalorisation de la fiscalité sur le gazole pénaliserait l'industrie, qui travaille actuellement au développement de nouvelles technologies. « L'industrie du diesel a besoin de soutien financier » pour atteindre son objectif de ramener la consommation des moteurs à 3 litres aux 100 kilomètres, a-t-il indiqué.

concernant la fiscalité de l'assurance-vie, des DOM-TOM ou du gazole, vise donc à réduire ces disparités.

Cela étant, de nombreuses questions importantes sont encore en suspens. Le premier ministre devra arbitrer. Voici les principaux projets encore en débat.

Le même jour, recevant une délégation de la Fédération nationale du transport routier (FNTR), Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, s'est dit convaincu, comme ses interlocuteurs, que les routiers ne pourraient repenser une hausse du carburant sans trembler. Il a affirmé que la création d'un « carburant professionnel », d'un prix plus bas que le gazole destiné aux particuliers, serait possible à partir du moment où la fiscalité évoluerait plus vite que l'inflation.

● **L'assurance-vie.** Le gouvernement envisage de limiter fortement deux avantages fiscaux de l'assurance-vie. D'abord, les titulaires bénéficient actuellement d'une exonération totale des droits de succession pour tout contrat souscrit avant l'âge de soixante-dix ans. Un « plafond » devrait être instauré, mais son niveau n'est pas encore précisément

arrêté. Ensuite, les intérêts perçus pour les sommes placées pendant au moins huit ans sont exonérés d'impôts. L'idée d'une exonération de la période de détention ouvrant droit à exonération de huit à dix ans.

Des revenus élevés échappent à l'impôt

Selon *Le Canard enchaîné* (du 3 septembre), une étude de la direction générale des impôts évaluerait à 17 511 le nombre des contribuables qui, en 1996, ont disposé de plus de 200 000 francs de revenu imposable, mais n'ont pas payé d'impôt sur le revenu grâce aux nombreux abattements fiscaux en vigueur (DOM-TOM, assurance-vie, emplois familiaux). A Bercy, on admet qu'une telle étude a été commandée à cette direction, mais on affirme ne pas encore en avoir en communication.

Ces estimations vont alimenter un débat lancé récemment par le Syndicat national unifié des impôts (*Le Monde* du 27 février). Sur la base des revenus perçus en 1994, le syndicat avançait les chiffres suivants : 10 foyers fiscaux ayant perçu plus de 1 million de francs de revenus n'ont pas été imposés en 1995 ; 97 foyers dans la tranche de revenu imposable comprise entre 400 000 et 1 million de francs, 418 entre 300 000 et 400 000 francs, 816 entre 200 000 et 300 000 francs.

Un budget impossible pour Alain Juppé, facile pour Lionel Jospin

POURQUOI DIABLE Jacques Chirac s'est-il lancé dans cette aventure calamiteuse de la dissolution ? Les dirigeants du RPR et de l'UDF n'ont sans doute pas fini

de la direction du budget estimait ainsi que les déficits publics pourraient atteindre 3,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997 et plus de 4,5 % en 1998. Ces indications préoccupantes avaient contribué à forger la conviction présidentielle que la majorité de l'époque aurait plus de chances de franchir l'obstacle électoral avant la mise en œuvre d'incroyables mesures de redressement plutôt qu'après. On sait ce qu'il en advint.

Or, voilà soudainement que, comme par un coup de baguette magique, ce budget réputé à haut risque apparaît relativement simple à boucler. Alors qu'Alain Juppé semblait bien en peine d'atteindre la fameuse barre des 3 % de déficits publics exigée par Maastricht sans créer de choc dans l'opinion, Lionel Jospin se prépare, dit-on, à réaliser la quadrature du cercle presque sans difficulté. Où est le mystère ?

En deuxième lieu, le gouvernement a décidé de limiter la hausse des dépenses de l'Etat en 1998. La progression sera seulement de 1,5 %, voire même, peut-être, légèrement moins, pour une inflation évaluée à 1,4 %. Cette stagnation, en volume, devrait donc contribuer, également, à la résorption des déficits publics.

ANALYSE
L'un des principaux motifs de la dissolution semble se révéler inconsistant

de ressasser la question. Et le projet de loi de finances pour 1998, qui sera dévoilé après la réunion du conseil des ministres, le 24 septembre, ne sera pas de nature à calmer leur anxiété.

Car si le chef de l'Etat a pris le risque de convoquer des élections législatives anticipées, c'est en grande partie parce que la situation des comptes publics apparaissait, en début d'année, gravement détériorée. Révèle par *Le Monde* du 18 avril, une note confidentielle

Une première réponse vient spontanément à l'esprit : c'est la croissance qui risque de faire toute la différence. Alors que l'activité économique a plafonné à 1,5 % en 1996 et sans doute 2,3 % en 1997, restreignant d'autant les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement Juppé, la nouvelle équipe va bénéficier d'une chance inespérée : grâce à l'envolée du dollar, depuis novembre 1996, et au niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt, l'économie française entre dans une phase de reprise. Le nouveau gouvernement va donc pouvoir construire son budget de 1998 sur une hypothèse de croissance de 2,9 % ou 3 %. Ce qui change tout, pensera-t-on.

Et pourtant, non : cela ne change rien ! Car, cette prévision de croissance pour 1998 n'est pas totalement nouvelle. Déjà, en avril, la fameuse note secrète de la direction du budget, qui avait suscité tant d'émotion à l'Elysée et à Matignon, avait été rédigée sur la base d'une hypothèse de croissance de l'ordre de 2,7 % à 2,8 % pour 1998. Il faut donc chercher

ne peut évidemment plus compter en 1998. Les recettes non fiscales, qui devraient être légèrement inférieures à 140 milliards de francs en 1997 (hors la « soule » de France Télécom), pourraient ainsi approcher un montant identique en 1998. A Bercy, on veut donc y voir la preuve que l'engagement maastrichtien de baisse des déficits sera tenu sans tour de passe-passe. Ce sera, promet-on, un 3 % « propre et sincère ».

Comme chaque année, il faudra éplucher le projet de loi de finances pour s'assurer qu'il ne contient effectivement aucune astuce comptable. Les parlementaires de droite seront les premiers à se livrer à l'exercice, mais auront-ils le cœur à l'ouvrage ?

Formation bac + 4 ans
bilingue français-anglais
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'Etat au niveau II - bac + 4
- Echanges avec les Etats-Unis en cours de scolarité

avec préparation
intégrée aux grands
MBA mondiaux

Groupes **EFMD**
EFMD
Institute

38 rue des Bains Montparnasse 75004 Paris

01 42 78 95 45

UN 3 % « PROPRE ET SINCÈRE » ?
Une première réponse vient spontanément à l'esprit : c'est la croissance qui risque de faire toute la différence. Alors que l'activité économique a plafonné à 1,5 % en 1996 et sans doute 2,3 % en 1997, restreignant d'autant les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement Juppé, la nouvelle équipe va bénéficier d'une chance inespérée : grâce à l'envolée du dollar, depuis novembre 1996, et au niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt, l'économie française entre dans une phase de reprise. Le nouveau gouvernement va donc pouvoir construire son budget de 1998 sur une hypothèse de croissance de 2,9 % ou 3 %. Ce qui change tout, pensera-t-on.

En troisième lieu, les mêmes experts font observer que, traditionnellement, les recettes de l'Etat évoluent moins vite que la richesse nationale. Il est donc possible de relever légèrement les impôts (ce qui contribue à réduire encore davantage les déficits publics), sans violer l'engagement pris de stabiliser le taux des prélèvements obligatoires (total des impôts rapporté à la richesse nationale).

Enfin, pour parvenir à abaisser les déficits publics à 3 % en 1998, le gouvernement prend en compte les mesures de redressement qui seront contenues dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Si ces dispositions ne sont pas encore connues officiellement, on sait qu'elles reposeront sur un dispositif d'économies et de recettes nouvelles. En particulier, un relèvement de la cotisation retraite des employeurs est toujours à l'étude.

Laurent Mauduit

UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES PROGRESSION DE 17,6 % DU RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT

Le Conseil d'Administration de l'Union des Assurances Fédérales, réuni le 2 septembre 1997 sous la présidence de M. Daniel Gonzalez, a examiné l'activité et les résultats du premier semestre 1997.

En assurance vie, le chiffre d'affaires s'établit à 9,171 milliards de francs, à comparer à 9,422 milliards de francs au premier semestre 1996 (-2,7 %). En assurances dommages, il atteint 595 millions de francs, à comparer à 531 millions de francs (+11,8 % ramenés à 8,4 % en termes comparables).

Le résultat courant consolidé avant impôt s'élève à 578 millions de francs, en progression de 17,6 % par rapport à celui du premier semestre 1996. Cette progression s'établit à 14,7 % pour l'activité vie qui bénéficie d'une croissance des provisions mathématiques de 20,3 % sur un an (98,9 milliards de francs au 30 juin 1997).

Le résultat net est affecté par les mesures fiscales décidées en juillet 1997, qui engendrent un surcoût de 42 millions de francs de supplément d'impôt et de réévaluation du stock d'impôt différé. Compte tenu de cette charge, le résultat net consolidé s'établit à 335 millions de francs au premier semestre 1997, à comparer à 325 millions de francs au premier semestre 1996, hors résultat exceptionnel.

Les actifs gérés du groupe ont franchi le seuil des 100 milliards de francs au cours du premier semestre et s'élèvent à 105,9 milliards de francs au 30 juin 1997 (+19,5 %). Le groupe a continué à renforcer ses investissements sous forme d'actions et d'immobilier ; toutefois les instruments de taux restent le principal vecteur d'investissement compte tenu de l'attente des assurés.

UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES - COTISATION AU RM - CODE REUTERS : UAFPA

François Léotard briguera la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le patron de l'UDF a entamé avec Philippe Séguin la préparation des élections de mars 1998

Le RPR et l'UDF s'attellent à la préparation des élections régionales qui auront lieu en mars 1998, en même temps que les cantonales. Pré-

sident de l'UDF François Léotard, qui a rencontré son homologue du RPR, Philippe Séguin, mardi 2 septembre, a indiqué qu'il sera lui-même can-

didat à la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il entend combattre toute tentation d'alliance avec le Front national.

LA DROITE n'est pas encore remise de sa défaite aux législatives qu'elle doit se lancer dans la préparation de nouvelles élections: les régionales, qui auront lieu, avec les cantonales, en mars 1998. François Léotard, président de l'UDF, et Philippe Séguin, président du RPR, y ont consacré une bonne partie du premier entretien qu'ils ont eu mardi 2 septembre.

Leur tâche ne sera pas facile. D'abord parce que l'opposition, qui désire aujourd'hui vingt des vingt-deux régions métropolitaines, a toutes chances de perdre des élus, ce qui facilitera la composition des listes. Ensuite, parce que les tentations d'alliance avec le Front national, qui se sont exprimées depuis les élections législatives, vont vraisemblablement reprendre de la vigueur à l'approche de ce scrutin.

Compte tenu des difficultés prévisibles, les deux chefs de parti ont décidé que les listes de l'opposition devraient être avalisées à l'échelon national. Un groupe de travail commun au RPR et à l'UDF sera prochainement mis en place. La confédération libérale et centriste, a indiqué M. Léotard lors d'un point de presse, y sera repré-

sentée par Jean-Claude Gaudin, président de la commission des investitures de l'UDF et président sortant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur; Claude Goussien, secrétaire général de l'UDF; et Bernard Leblond, membre du comité exécutif de la Démocratie libérale. Le RPR désignera prochainement ses délégués.

M. Léotard a indiqué qu'il «précise, en règle générale, des listes d'union». Il a précisé que le groupe de travail commencera par déterminer l'identité des chefs de

file dans chaque région. Le président de l'UDF entend donner son appui à ceux des présidents sortants qui «n'ont pas démissionné», citant notamment en exemple Gérard Longuet (Lorraine) et Marc Censi (Midi-Pyrénées), sans cacher que l'opposition ne devait pas s'inscrire des remises en question. Le cas le plus sensible sera l'île-de-France, où Michel Giraud, le président RPR sortant, ne se représente pas. M. Léotard a indiqué que l'UDF n'aurait «aucun problème à se ranger derrière Édouard

Ballodur», mais que d'autres chefs de file RPR envisageables pourraient ne pas avoir son agrément.

Le président de l'UDF, qui conduira la liste dans le Var, a confirmé d'autre part son intention d'être candidat à la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui briguera également le Front national, et ce, «dans tous les cas de figure, que la majorité soit absolue ou relative». Interrogé sur une éventuelle entente avec la gauche pour empêcher le cas échéant, l'extrême droite de parvenir à ses fins (Le Monde du 3 septembre), M. Léotard a assuré que «M. le Pen ne sera pas président de la région PACA».

CONTRE LA FUSION

Le maire de Préjussac d'ailleurs commencé sa campagne en adressant à tous les responsables régionaux de l'UDF une longue lettre dans laquelle il refuse les arguments de ceux qui, au sein de la droite, prônent un rapprochement avec le Front national (lire ci-dessous). La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, y proteste-t-il, M. Léotard, «sera bientôt le théâtre d'une bataille politique d'une grande ampleur». Il souhaite en outre que l'opposition engage un vrai travail d'analyse sur le Front national, faute de quoi les «tentations d'alliance» persisteront.

En l'absence de modification du scrutin régional d'ici à mars 1998, le RPR et l'UDF devraient déposer une proposition de loi commune afin de donner aux présidents de région le moyen de faire voter leur budget même lorsqu'ils ne disposent pas d'une majorité absolue, à défaut d'être élu M. Léotard. Ce dernier, et M. Séguin ont exprimé, à l'issue de leur entretien, leur opposition à l'idée d'une fusion de leurs deux formations politiques. L'opposition a «aujourd'hui d'autres problèmes plus urgents à régler», affirme M. Séguin dans un entretien au quotidien La Montagne.

Cécile Chambraud

«Le Front national se diabolise lui-même»

DANS LA LETTRE qu'il a adressée aux responsables UDF de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où il sera le chef de file de l'opposition aux élections régionales de mars 1998, François Léotard expose les raisons qui, à ses yeux, «empêchent tout rapprochement et même toute complicité» (de la droite) avec le Front national. «La victoire de M. le Pen ne pouvait plus être exclue, écrit-il, les conditions et les thèmes de notre combat contre lui déterminent en grande partie l'avenir de la droite libérale et, plus largement, l'équilibre politique de la société française».

Le président de l'UDF «considère que la lutte contre ce que l'on appelle abusivement l'extrême droite est une des tâches majeures, pour l'UDF, de son identification». «En Provence», écrit-il, la droite libérale française aura tout à gagner ou tout à perdre. Elle ne pourra s'offrir – sauf à trahir ses convictions – ni avec le Front national ni avec le Parti socialiste. Contrairement à ce qui est dit ici ou là, je suis convaincu que cela est

possible, et que c'est même la seule voie possible».

M. Léotard estime que «l'extrême droite n'est pas le prolongement de la droite» et s'en prend à ceux qui, dans l'opposition, récusent la «diabolisation» du Front national: «Nous nous serions ainsi déparés, nous dit-on, en "insultant" les électeurs du Front national. Mais ne s'insultent-ils pas eux-mêmes? Est-ce que l'antisémitisme n'est pas, pour un Français culturellement enrichi par le judaïsme, une insulte que l'on se fait à soi-même? Est-ce que les honneurs accordés à chaque congrès du Front national à chacun des dirigeants fascistes d'Europe, ce n'est pas une insulte que l'on se fait à soi-même? (...) Oui, le Front national se diabolise lui-même. Lais-

sons-lui ou moins cette responsabilité sans avoir à la partager!»

«Il est une deuxième raison, que l'on évoque volontiers, pour présenter la "diabolisation" comme une impasse. Il s'agit de l'argument selon lequel 15 % de nos compatriotes donneraient à ce mouvement une forme de respectabilité devant laquelle il faudrait s'incliner. (...) 15 % de Français, nous dit-on, ne seraient-ils pas en 1997 les artisans ni les complices d'un fascisme hexagonal. Cela est aujourd'hui vrai. Mais pourquoi se priverait-on de la pédagogie ou de la mise en garde qui leur échoirait de le devenir? Ne voit-on pas que, dans la flatterie qui les entoure, il y a comme un encouragement, voire une tacite approbation?»

Deux candidats s'affrontent au Grand Orient

LE GRAND ORIENT DE FRANCE, première obédience maçonnique française avec trente-huit mille membres, renoue avec la tradition. Deux candidats devraient se présenter, jeudi 4 septembre, aux suffrages du conseil de l'ordre pour le poste de grand maître, alors qu'en 1996 le sortant, Jacques Lafouge, avait été réélu sans adversaire.

Le premier des candidats est Stéphane Fillette, actuellement grand secrétaire aux affaires intérieures. Ce docteur en chirurgie dentaire de quarante ans a mené une carrière de peintre non figuratif sous le pseudonyme de Lebl. Il a présidé brièvement le Syndicat national des artistes peintres; il est sociétaire des Indépendants et de la Fondation Taylor. En 1994, il s'était solidarisé avec le grand maître, Patrick Kessel, qui avait entrepris de rationaliser à la busarde la gestion du GO. Il avait aussi appuyé la candidature de Jacques Lafouge, qui avait repris le flambeau après l'éviction spectaculaire de M. Kessel en 1995.

M. Fillette peut faire valoir une action persévérante pour appliquer les décisions du conseil en matière de rigueur. Il s'est attaché à recruter un personnel sur des critères professionnels et non pour leur appartenance maçonnique. En raison de fuites au profit de l'extrême droite, qui a révisé par deux fois sur Radio-Courtoisie le mot de passe de l'obédience, il a obligé tous les «frères», même les plus connus, à présenter leur carte à l'entrée des temples.

Ces actions, ainsi qu'un tempérament ombrageux, lui ont valu, auprès de ses détracteurs, une réputation de Fouquier-Tinville oubliant des devoirs de la fraternité maçonnique. Cet homme de

gauche, qui se passionne pour la défense nationale, aurait souhaité que son obédience prenne position sur le référendum sur le statut de la région de la Corse.

Le deuxième candidat à la grande maîtrise est Philippe Cuglielmi, actuellement membre du conseil de l'ordre et ancien grand maître adjoint chargé des affaires extérieures. Ce Corse de quarante-cinq ans a pour particularité d'être un militaire de carrière. Pupille de la nation, il a atteint le grade de capitaine dans l'armée de terre, après avoir servi dans les années 80 comme «casque bleu» au Liban, où il a été blessé. Il a présidé la Commission des institutions de la République et occupé le siège de secrétaire général du comité Laïcité-République.

«QUERELLES DE CHEFS» Il avait failli se présenter en 1996 contre Jacques Lafouge, mais y avait renoncé pour ne pas contrevenir au désir de ses frères d'en finir avec les «querelles de chefs» qui ont tant nuí au GO. Il se pose aujourd'hui en rassembleur et son tempérament méditerranéen lui facilite la tâche. En revanche, et bien qu'il se situe clairement dans la mouvance socialiste, il a été la cible de critiques anonymes qui l'ont dénoncé comme proche de Charles Pasqua. Il a été l'un des plus chauds partisans de la demande d'interdiction du Front national adaptée au mois d'avril par le conseil de l'ordre.

En définitive, c'est plus le style et les amitiés qui départageront ces deux hommes qui s'affichent tous deux clairement à gauche, laïques et soucieux de restituer sa vocation de laboratoire d'idées à une obédience engluée dans un secret maçonnique de Polichinelle.

Alain Faugas

Neuf contributions générales sont soumises aux débats avant le congrès du PS

Le conseil national se réunira le 27 septembre

LE DERNIER DÉLAI ayant été reporté au mercredi 3 septembre à 9 heures, c'est finalement plus de soixante-dix contributions – neuf «généralistes», cinq fédérales et une cinquantaine de «thématiques» – qui ont été déposées en vue du congrès du Parti socialiste, du 21 au 23 novembre à Brest. La veille, lors du petit-déjeuner hebdomadaire à Matignon, réunissant Lionel Jospin, François Hollande, premier secrétaire délégué, Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, et les présidents de groupes de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, et du Sénat, Claude Estier, les derniers réglages ont été opérés pour que les contributions de M. Hollande et de M. Vaillant apparaissent complémentaires et préfigurent déjà, au moins au niveau de l'état d'esprit, ce qui deviendra la motion de la majorité.

Le texte de M. Hollande est ainsi signé par tous les secrétaires nationaux – à l'exception d'Henri Désir (Gauche socialiste) et Laurence Dumont (proche de Louis Mermaz) –, les délégués auprès du premier secrétaire, les présidents de groupes (y compris du Parlement européen), ceux du Mouvement des jeunes socialistes, Régis Jannico, et de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, Bernard Poinçon. La contribution de M. Vaillant, *Réussir le changement par la réforme*, réunit seize ministres et de nombreux parlementaires. Les premiers fédéraux ne signent aucun des deux textes.

Dans son texte de dix pages, *Réussir ensemble*, M. Hollande fixe trois objectifs au congrès: «débatte, rénove et rassemble». Fustigeant clairement la Gauche socialiste, accusée de prêter «des choix et solutions que l'on sait impossibles à mettre en œuvre dans la réalité d'aujourd'hui», le futur premier secrétaire souligne qu'«après François Mitterrand, qui a initié l'action de la gauche dans la durée, il nous faut accomplir une nouvelle étape du socialisme».

LA FRACTURE DE L'AMSTERDAM

D'emblée, la contribution de M. Vaillant, qui affirme rassembler «des socialistes venus d'horizons divers» et «en finir avec des clichés devenus obsolètes», fait de M. Hollande «notre candidat au poste de premier secrétaire» et entend soutenir sa démarche «dont le texte doit devenir pour nous la motion de rassemblement des socialistes lors de notre congrès». Il insiste sur la «cohérence» à établir entre les socialistes et sur la nécessité de «poursuivre et d'approfondir la rénovation du parti». Se déclarant décidé à tenir les engagements de campagne, ce texte de treize pages s'inscrit dans le cadre du pacte républicain et de développement présenté par M. Jospin qui «définit les termes d'une profonde transformation sociale».

La contribution insiste sur la durée pour «réussir les réformes», fait référence au «réalisme de gauche» de M. Jospin et veut faire du PS «le pôle de stabilité autour duquel s'organiseront le débat, la réflexion, la force de proposition mais aussi l'action d'explication et de soutien collectif à la politique du gouvernement de gauche».

A l'opposé, préfigurant déjà la motion alternative à celle de la majorité, la Gauche socialiste présente une contribution de dix pages, *État d'urgence sociale, pour une autre cohérence*, qui estime que «pour qu'un gouvernement de gauche puisse durer, tout tient en un impératif, en finir

d'urgence avec le chômage de masse». La démarche du gouvernement est jugée «pas adaptée à cette urgence». «La racine des realités auxquelles se condamne le gouvernement est dans la signature d'Amsterdam», assure-t-elle en voulant voir la gauche «faire autre chose». La Gauche socialiste demande notamment les trente-cinq heures «pour tous, tout de suite, sans perte de salaire». Elle voit dans le traité d'Amsterdam «un véritable modèle permanent de société libérale». Prônant un PS «d'offensive et de mobilisation», elle «veut agir pour inverser la tendance en opérant des ruptures de fond dans l'ordre établi, en s'appuyant sur l'initiative des citoyens».

Si Laurent Fabius, dans ses *Dix réflexions pour un socialisme moderne*, trace des perspectives pour les quinze ans à venir, Henri Emmanuelli, dans sa contribution *Chôisir*, insiste sur la «régénération nécessaire» de la social-démocratie. Plaidant pour «une accélération des réformes ayant une incidence sur la redistribution des richesses», il préconise «un pacte social européen» (salaires, contrats de travail, retraites) dont il fait un pré-

Seize ministres signataires

Sur une soixantaine de signataires, seize ministres ont signé la contribution de Daniel Vaillant. «Réussir le changement par la réforme»: outre le ministre chargé des relations avec le Parlement, Claude Allègre, Martine Aubry, Louis Besson, Elisabeth Guigou, Charles Josselin, Louis Le Penec, Marylène Lebrun, Jean-Pierre Masseret, Pierre Moscovici, Jean-Jack Queyranne, Alain Richard, Sébastien Royat, Christian Sautter, Dominique Strauss-Kahn et Catherine Trantmann. Ce texte n'est signé par aucun secrétaire national ou premier fédéral, mais par de nombreux parlementaires, comme les députés Claude Evin, Michel Destot, Cécile Helle, Benjamin de l'Assemblée nationale, Yvette Roudy, Jean-Louis Bianco, Nicole Brich, Michel Sapin, Catherine Tasca, ou les sénateurs Pierre Mauroy et Bertrand Delanoë.

lable à la mise en œuvre de la monnaie unique. M. Emmanuelli met aussi en garde le PS contre le risque d'une «présidentialisation excessive qui transformerait les militants en supporters».

Intitulée *A gauche pour réussir*, la contribution des poperénistes – Alain Vidalies, Philippe Bassiet, Marie-Thérèse Mutoin et Michel Debout – défend notamment «le contrat social européen» et propose une gauche «rassemblée» dans un «parti du mouvement» intégrant «toutes les composantes de la gauche». A l'opposé, Jean-Marie Rochel, maire de Mulhouse, et Edith Cresson, demandant un congrès extraordinaire de «réfondation de notre plate-forme», «Nos camarades travaillistes, autour de Tony Blair nous ont montré le chemin», soulignent les deux signataires favorables à un recadrage de l'état et à des privatisations. Deux autres contributions généralistes émanent de Louis Mermaz de Claude Samier, sénateur des Côtes-d'Armor et maire de Saint-Brieux, qui fut popériste.

Michel Noblecourt

DÉPÊCHES

■ **PRÉFETS**: le conseil des ministres devait examiner, mercredi 3 septembre, un décret instituant un contingent de trois congés spéciaux pour les préfets. Destinés à favoriser les sorties volontaires du corps, ces congés, ouverts aux préfets âgés de plus de cinquante-cinq ans, leur donnent la possibilité de percevoir une rémunération égale à leur traitement indiciaire, ou bien de cumuler une rémunération réduite résultant d'une activité privée avec une rémunération réduite résultant de leur ancienne activité.

■ **ALLOCATIONS FAMILIALES**: le délai que le Conseil d'Etat a accordé à l'Etat pour procéder à la revalorisation rétroactive des allocations familiales au titre de l'année 1993 a expiré mardi 2 septembre. L'Etat devra donc payer une astreinte de 1 000 francs par jour à la Fédération des familles de France, qui avait saisi la juridiction, les allocations n'ayant été relevées qu'une seule fois en 1993, alors que la loi prévoyait deux revalorisations (Le Monde du 18 juin).

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Régisseur O.S.P.
136, rue Charles de Gaulle
IP 92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL.: 01.46.40.26.07 - FAX.: 01.46.40.70.66

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER

Par jugement Contradictoire à signifier, signifié le 11 Juin 1996 par la voie du parquet diplomatique, aux remis et A.R. signé le 3 Août 1996, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 16 Novembre 1995, Louis, Jean, Henri, Joseph VIDAL, né le 19 Octobre 1923 à STAINS (93), a été condamné à 1 an d'emprisonnement pour:

— Omission d'écriture dans un livre comptable - 1991 - à Paris - ART.1743 AL.1, ART.1741 AL.1, AL.3, AL.4, ART.1750 AL.1, C.G.I.

— Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt par omission de déclaration - 1991 et 1992 - à Paris - ART.1741 AL.1, AL.3, AL.4, ART.1750 AL.1, C.G.I.

Le Tribunal a en outre prononcé l'affichage de la décision par extrait pendant trois mois à la mairie du domicile du contribuable ainsi que sa publication également par extrait au JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.

Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

15000150

Service 105

LE MONDE / JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997 / 7

(Publicité)

général
débat
du PS

EN 1998, LE TELEPHONE
S'OUVRE A LA CONCURRENCE,
NORMALEMENT VOUS DEVRIEZ
EN PROFITER.



0 800 01 01 98

Le 1er septembre 1997, le service 105 de Cegetel ouvre ses portes à la concurrence. Cegetel, filiale de France Télécom, propose un service de téléphonie fixe à tarif réduit, accessible à tous les abonnés. Cegetel est le premier opérateur de téléphonie fixe à proposer un service de téléphonie fixe à tarif réduit, accessible à tous les abonnés. Cegetel est le premier opérateur de téléphonie fixe à proposer un service de téléphonie fixe à tarif réduit, accessible à tous les abonnés.



cegetel

JUSTICE La ministre de la justice, Elisabeth Guigou, devait présenter, mercredi 3 septembre, au conseil des ministres un projet de loi sur la récidive des délinquants sexuels.

● **REPRENANT EN PARTIE** le texte présenté au mois de janvier par Jacques Toubon, alors garde des sceaux, ce projet crée, après la sortie de prison, un « suivi socio-judi-

ciaire » qui peut comporter une injonction de soins. ● **AFIN DE PROTÉGER LES VICTIMES**, le texte autorise l'enregistrement vidéo des auditions d'enfants ayant subi des

abus sexuels et prévoit la remboursement par la Sécurité sociale des soins qui leur sont apportés. ● **LE PSYCHIATRE ROLAND COUTANCEAU** prend notamment en charge,

depuis 1991, des délinquants sexuels dans une consultation spécialisée, publique et gratuite située à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).

Un traitement médical pourra être imposé aux délinquants sexuels

Adopté en conseil des ministres, mercredi 3 septembre, un projet de loi oblige, pour la première fois, les condamnés à un « suivi socio-judiciaire » à l'issue de leur détention. Visant à prévenir la récidive, cette disposition a été âprement discutée par les psychiatres

POUR son premier projet de loi en tant que ministre de la justice, Elisabeth Guigou a symboliquement choisi un texte sur la récidive des délinquants sexuels. « Depuis plusieurs années, notre société a pris conscience de l'ampleur du problème causé par les violences de nature sexuelle, notamment quand elles sont dirigées contre les enfants, souligne l'exposé des motifs. Le dispositif répressif est particulièrement important et la sévérité des sanctions prononcées par les tribunaux correctionnels et les cours d'assises ne cesse de croître. Cependant, l'arsenal législatif apparaît aujourd'hui insuffisant pour prévenir de façon satisfaisante la récidive. »

Reprenant en partie le projet défendu au début de l'année par son prédécesseur, Jacques Toubon, le garde des sceaux propose d'instaurer, pour la première fois en France, une mesure de « suivi socio-judiciaire ». Le principe est simple : au

moment du jugement, la juridiction pourra, en plus de la peine de prison, imposer au condamné des mesures de surveillance et d'assistance qui s'appliqueront dès sa libération. Les juges pourront lui interdire de fréquenter certains lieux ou d'exercer une activité professionnelle, mais aussi lui imposer une injonction de soins. La durée maximale de ce suivi sera de dix ans pour un crime et de cinq ans pour un délit.

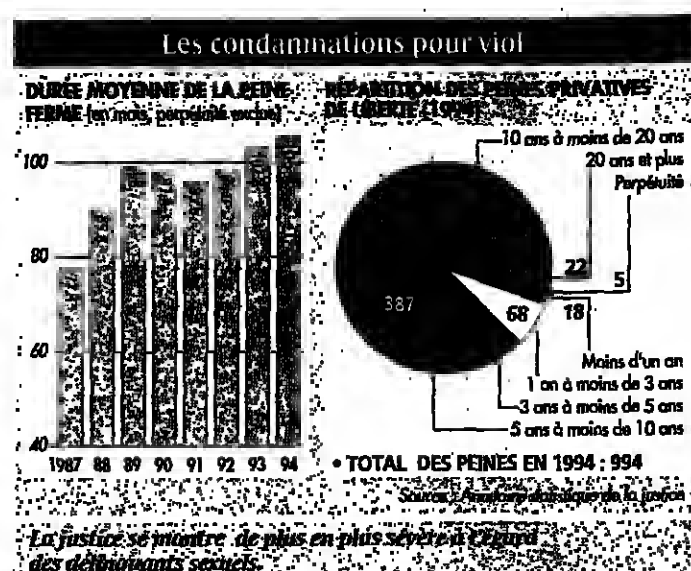
CHOIX DU TRAITEMENT

Une fois sorti de prison, le condamné soumis à une obligation de soins devra consulter un médecin. Il lui remettra, à intervalles réguliers, des attestations destinées au juge de l'application des peines. « Il importe de préciser que c'est évidemment le thérapeute, et non le juge, qui prescrira le traitement et qui en définira la nature et la périodicité », note le projet de loi. Le médecin pourra utiliser des pro-

duits inhibiteurs de libido ou mener une thérapie fondée sur des entretiens. Si le condamné ne respecte pas les obligations prévues par le suivi, il retournera en prison. Cette nouvelle incarcération ne pourra excéder deux ans pour un délit et cinq ans pour un crime.

Le projet de loi d'Elisabeth Guigou conserve l'architecture générale de celui de Jacques Toubon, mais il en assouplit les contours. Alors que, dans le premier texte, l'injonction de soins ne pouvait être prononcée que par la juridiction de jugement, le second l'instaura également pour le juge de l'application des peines (JAP). Tout ne sera donc pas figé le jour de la condamnation. Si le détenu évolue lors de son séjour en prison, le JAP pourra lui imposer une injonction de soins, même si elle n'avait pas été prévue dans le suivi initial. Le projet de M. Toubon interdisait en outre tout suivi si l'expert concluait que le condamné était inaccessible aux soins, tandis que celui de M^{me} Guigou autorise, dans ce cas, un suivi socio-judiciaire sans injonction de soins.

L'idée d'imposer aux délinquants sexuels, après leur libération, un suivi qui soit à la fois une peine et une mise à l'épreuve est née au début des années 90. Il a été suggéré une première fois, en 1994, par la commission sur la récidive de Marie-Elisabeth Cartier, qui avait proposé à Pierre Méhaigne la création d'un « suivi post-pénal ». Cette idée a également été défendue par le psychiatre et psychanalyste



Claude Balier, fondateur du service médico-psychologique régional de la prison de Vaires (Seine), pionnier en matière de délinquance sexuelle. Elle a enfin été reprise, plus récemment, dans un rapport remis au garde des sceaux par le docteur Thérèse Lamprière.

Dans le monde des psychiatres, le principe même d'une injonction de soins est âprement discuté. « Que penser de l'accès aux soins par le biais d'une condamnation qui maintient le délinquant dans une position d'objet passif », écrit-il, en mars, le psychiatre Gérard Dubret dans nos colonnes. Peut-on subir des soins comme on subit une peine ?

Dans une telle configuration, les soins courent le risque d'être illusoire, jamais investis par le sujet, porteurs d'une fausse sécurité. Lors de la présentation du texte de Jacques Toubon, quatre syndicats de psychiatres avaient, pour leur part, dénoncé un projet « contraire à l'éthique médicale ».

Pour Claude Balier, la nécessité d'une obligation de soins est pourtant une « évidence ». « Il est juste de dire que les agresseurs sexuels ne demandent pas à entreprendre un traitement », écrit-il, en janvier, dans un rapport remis à M. Toubon. Ceci est l'effet du décalage de la personnalité, d'où la partie quasi

normale méconnaît ou minimise la partie pathologique. Cependant, après la passation d'un questionnaire (pour cette recherche), un sujet sur deux a demandé une prise en charge thérapeutique. Le recours à une obligation de soins est une nécessité. C'est au thérapeute de transformer en participation active de la part du patient. »

PAS D'OBLIGATION EN PRISON

Si le projet crée une injonction de soins à la sortie de prison, il écarte en revanche toute obligation de traitement pendant l'incarcération. « Il n'est évidemment pas possible, pour des raisons d'éthique médicale, d'imposer un traitement à une personne détenue, note-t-il. En revanche, il convient de faciliter autant qu'il est possible un tel traitement et d'inciter le condamné à y recourir. » Tous les six mois, le juge de l'application des peines devra donc proposer aux délinquants sexuels de suivre un traitement. Si cette démarche aboutit, elle sera prise en compte lors de l'octroi des remises de peine exceptionnelles. La réussite de cette politique d'incitation repose essentiellement sur le développement des services médico-psychologiques régionaux des prisons (SMPPR). Créés en 1986, les SMPPR, qui dépendent non de l'administration pénitentiaire mais de l'hôpital public, sont de plus en plus nombreux : de 1994 - date de la réforme de la santé en prison - à 1997, ils sont passés de 20 à 26.

Arnaud Chemin

Une réforme de la prescription

Le projet de loi prévoit que les modalités de la prescription des crimes et délits sexuels sur mineur, qui court, depuis 1989, non pas à partir de la date des faits mais à partir de la majorité de l'enfant, seront étendues aux infractions commises par toute personne, et ne concerneront plus seulement les parents ou les personnes ayant autorité sur lui. En outre, la prescription des délits d'agressions ou d'atteintes sexuelles punis de dix années d'emprisonnement est portée de trois à dix ans, comme en matière criminelle.

Par ailleurs, les peines encourues pour les atteintes sexuelles sur mineurs commises sans violence sont aggravées, passant de deux à cinq ans d'emprisonnement et de 200 000 à 500 000 francs d'amende. Cette disposition permet de retrouver les quantités de peines prévues par l'ancien code pénal pour les attentats à la pudeur.

Le témoignage des enfants victimes pourra être enregistré

AUJOURD'HUI, on estime qu'un enfant victime de sévices sexuels répète son récit plus d'une dizaine de fois devant les personnes qui interviennent au cours de la procédure, qu'il s'agisse de policiers, de magistrats, d'experts ou d'éducateurs. Afin d'éviter ces redites traumatisantes, le texte cherche à réduire le nombre des auditions. Il indique ainsi clairement que celles-ci ne doivent avoir lieu que si elles sont « strictement nécessaires à la manifestation de la vérité ». Surtout, il autorise l'enregistrement sonore ou vidéo du mineur, avec son accord ou celui de son représentant légal.

Mise en place dans de nombreux pays, comme le Canada, les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique et le Danemark, cette technique, actuellement expérimentée dans certains palais de justice - notamment à la Réunion et à Boulogne-sur-Mer -, n'était pas encore réglementée. Le texte prévoit que l'enregistrement de l'enfant pourra être décidé dès le début de la procédure, sous le contrôle d'un magistrat (procureur ou juge

d'instruction). L'officier de police judiciaire chargé de l'enquête pourra être désigné pour le mettre en œuvre. Les enregistrements originaux seront placés sous scellés et les copies pourront être consultées tout au long de la procédure.

L'enregistrement, qui permettra de limiter les auditions, aura également le mérite d'asseoir l'enquête sur un témoignage fiable. Les experts considèrent en effet que le premier récit du mineur est souvent le plus proche de l'expérience qu'il a vécue. « Dès que l'on fait répéter à l'enfant les scènes d'agression dont il a été victime, on prend le risque d'affecter de manière irréversible son récit d'origine », souligne Carole Mariage-Cornali, capitaine de police chargée d'études à l'Institut des hautes études de sécurité intérieure. Souvent, les questions suggestives « contaminent » l'enfant, qui a tendance à adapter son discours aux attentes des professionnels qu'il rencontre. La vidéo permettra en outre de restituer les gestes utilisés par l'enfant.

Ces enregistrements sont d'autant plus

importants que le témoignage du mineur constitue souvent le seul élément de preuve : en général, les témoins sont rares et les expertises médicales trop tardives. La procédure se résume donc à une opposition entre la parole de l'enfant et celle de l'adulte. Les pressions subies par la victime et la souffrance liée à la multiplication des auditions expliquent d'ailleurs les rétractations fréquentes des enfants. Les enregistrements vidéo nécessitent cependant des moyens matériels - rares sont les commissariats et les palais de justice équipés d'un caméscope - et humains. Quant à la formation des policiers aux techniques d'entretiens avec les enfants, elle n'est pas encore généralisée.

REMBOURSEMENT DES TRAITEMENTS

Le projet de loi prévoit en outre que les mineurs victimes pourront être accompagnés au cours de l'enquête par une personne qualifiée, éducateur ou psychologue. En cas d'opposition d'intérêt entre l'enfant et l'un de ses représentants légaux, le juge d'in-

struction devra désigner un administrateur ad hoc. Actuellement, cette procédure n'est possible que lorsque les parents de la victime sont eux-mêmes poursuivis. Désormais, elle pourra s'appliquer dans de nouveaux cas, lorsque, par exemple, les sévices ont été commis par le concubin ou le nouveau conjoint d'un des parents.

Enfin, les enfants victimes feront obligatoirement l'objet d'une expertise médicale psychologique destinée à apprécier la nature et l'importance du préjudice. Si cette procédure risque d'aggraver le traumatisme de l'enfant, le juge d'instruction pourra y renoncer, mais il devra pour cela rédiger une ordonnance motivée. Cette expertise devra préciser la nature des soins dont le mineur pourrait avoir besoin, qui seront remboursés à 100 % par la Sécurité sociale. Des nombreux parents réclamaient le remboursement des thérapies de leurs enfants, la longueur des traitements engendrant des frais importants.

Michèle Aulagnon

Des consultations psychiatriques pour « dire et redire que le passage à l'acte est interdit »

N'ÉTAIT une discrète plaque apposée sur les murs du bâtiment, rien ne permettait de distinguer ce tranquille pavillon de banlieue parisienne. C'est pourtant dans cette antenne de psychiatrie et de psychologie légale réservée aux adultes que se rendent chaque année quelque 150 délinquants sexuels. Créée en 1991 par le psychiatre Roland Coutanceau, cette consultation publique et gratuite de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) accueille autant les victimes de sévices sexuels que les auteurs d'agressions, qu'ils soient violeurs de femmes adultes, pères incestueux ou pédophiles. Pour les psychiatres prenant en charge ces hommes de tous âges qui ont, pour la plupart, déjà commis des abus sexuels, l'enjeu est clair : il s'agit de les amener, par le biais d'une prise en charge thérapeutique, à s'interdire un nouveau passage à l'acte.

C'est en suivant des détenus auteurs d'agressions sexuelles, dans le cadre de ses interventions à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne), que Roland Coutanceau, expert près la cour d'appel de Versailles, comprend l'intérêt d'un suivi thérapeutique post-carcéral. En 1991, il crée de sa propre initiative

une antenne de psychiatrie légale, qui fait figure d'expérience pilote. Les magistrats instructeurs de la région parisienne et les éducateurs des comités de probation lui envoient des délinquants soumis à des obligations de soins dans le cadre du contrôle judiciaire, de la libération conditionnelle ou du sursis avec mise à l'épreuve. Dès 1994, s'y ajoutent des volontaires. D'année en année, l'équipe de thérapeutes s'agrandit, jusqu'à compter aujourd'hui trois psychiatres, trois psychologues et trois infirmières.

Parmi les patients qu'il reçoit, Roland Coutanceau a isolé trois grands types d'agresseurs sexuels. Les pères incestueux, qui ont, ou non, des tendances pédophiliques, les « pédophiles vrais » et les « prédateurs ». Les pédophiles vrais, que le docteur Coutanceau appelle les « tripoteurs-manipulateurs », se distinguent par leur volonté de multiplier les situations où ils côtoient des enfants. « Ils cherchent à gagner la confiance et l'intimité de l'enfant dans une relation suivie, habituelle, explique-t-il. Ils sont dans une logique de manipulation de l'enfant, un peu comme les escrocs. Eux appellent ça de la séduction. » Ces hommes que l'on rencontre dans

toutes les classes sociales constituent la majorité des patients. Reste les cas isolés de « prédateurs », qui choisissent le plus souvent de passer à l'acte avec un enfant inconnu, qu'ils ne risquent pas de revoir.

« ILS SE TROUVENT DES EXCUSES »

Dans cette consultation, ils entament un travail thérapeutique spécifique, différent des psychothérapies classiques. « Il s'agit de poser d'emblée, dans un entretien préliminaire, l'acte de transgression, explique le psychiatre. Dire et redire que le passage à l'acte est interdit, qu'il s'agit, lors de la thérapie, de prévenir toute récidive. » Pour lui, cette clarification est essentielle. « Ces patients ont généralement une très grande mauvaise foi vis-à-vis de leur geste. Ils se trouvent des excuses, sont complaisants avec eux-mêmes. Il faut les amener à faire le deuil du passage à l'acte, bien qu'ils soient des personnes extrêmement immatures. » L'entretien thérapeutique doit donc être ancré dans le réel : la personnalité du patient, son passage à l'acte ainsi que sa vie « psychosociale » sont passés au crible. « L'important est d'arriver à lui faire distinguer le fantasme, qu'ils

peuvent s'accorder, du passage à l'acte, qu'ils doivent s'interdire », commente-t-il.

Ces entretiens individuels, qui s'accompagnent dans 10 % des cas d'un traitement médicamenteux aux inhibiteurs de libido, sont généralement doublés de séances de psychothérapie de groupe explicitement réservées à la prévention de la récidive. Dans ce cadre, les patients réunis apprennent à analyser comment fonctionnent leurs fantasmes, comment ces images peuvent entraîner des situations à risque ou comment repérer les signaux personnels les conduisant au dérapage. « Ces thérapies de groupe permettent aux patients de voir d'autres hommes, qui sont à des niveaux différents d'analyse, explique le psychiatre. Certains repèrent les points aveugles des autres. En parlant, ils créent une dynamique de prise de conscience. »

Le fait que la plupart de ces hommes n'ont, au départ, pas choisi la thérapie à laquelle ils sont soumis ne gêne en rien le docteur Coutanceau. L'idée qu'un traitement ne peut réussir sans l'accord préalable de l'intéressé n'est, selon lui, pas pertinente dans le cas des délinquants sexuels. « Leur structure

psychopathologique fait qu'ils ne consulteront jamais si on ne leur impose pas un traitement réel. C'est comme si on demandait à un enfant de choisir de ne pas aller à l'école. » Certes, c'est la contrainte, ajoute-t-il, mais il ne faut pas oublier que l'objectif principal, c'est de prévenir la récidive, dans l'intérêt des victimes et de la société, comme dans celui de l'intéressé. »

S'il est plutôt satisfait des dispositions du projet de loi, Roland Coutanceau, qui préside l'Association de psychiatrie et de psychologie légale, s'inquiète de la manière dont il sera appliqué. Pointant le manque d'intérêt des psychiatres envers la prise en charge des délinquants sexuels, il stigmatise l'absence d'une véritable clinique de ces déviations. « Il serait nécessaire que les experts psychiatres intègrent les délinquants sexuels parmi leurs propres patients et que des consultations spécialisées soient créées, afin qu'une thérapie spécifique se mette en place », explique-t-il. Quand on sait qu'une prise en charge thérapeutique peut diminuer la récidive des pédophiles après une condamnation, on mesure l'enjeu.

Cécile Prieur

A. C.

Les actes de
par un nou

كندا ٢٠٠٧

Les actes de bizutage seront réprimés par un nouvel article du code pénal

De nombreuses associations demandaient l'interdiction des rituels étudiants avilissants

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 3 septembre, un projet de loi dont un article est consacré au bizutage. Si cette disposition est votée, le code pénal permettra, sans attendre de plaintes d'étudiants ou élèves, de poursuivre des comportements « contraires à la dignité de la personne humaine ».

TELE QUELLE EXISTE encore dans les lycées, dans les classes préparatoires, dans les facultés de médecine, les IUT, les universités ou les écoles d'ingénieurs, la tradition typiquement française du bizutage risque bien d'être enterrée. Parmi diverses dispositions intégrées dans le projet de loi sur la lutte contre la délinquance sexuelle, présenté en conseil des ministres mercredi 3 septembre (lire page 8), l'article 10 du titre II introduit une nouvelle qualification pénale et des sanctions renforcées contre certaines formes de bizutage présentées comme des « atteintes à la dignité de la personne ».

Il ne sera plus nécessaire d'attendre qu'un élève ou un étudiant, victime de violences ou de « débardements » sexuels, porte plainte. Toutes les manifestations humiliantes et vexatoires auxquelles donnent lieu ces « rites d'initiation » seront désormais réprimées et pourront s'accompagner de poursuites et de condamnations. Le texte prévoit en effet que : « Hors les cas de violence, de menaces et d'atteintes sexuelles, le fait pour un élève ou un étudiant d'imposer à un autre élève ou étudiant, en exerçant des pressions de toute nature, des actes, des attitudes ou des comportements contraires à la dignité de la personne humaine [...] est puni de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende. » La sanction est accrue lorsque les faits

sont commis sur des « personnes en particulier vulnérables ».

Annoucé depuis quelques semaines, ce texte était très attendu par les associations qui s'insurgent contre les débordements commis dans certains établissements. Récemment, à l'initiative d'un enseignant de Limoges, un comité national réunissant dix-sept organisations, dont des syndicats d'enseignants et la Ligue des droits de l'homme, avait lancé une campagne pour obtenir l'interdiction de ces manifestations.

Lors d'une réunion, lundi 1^{er} septembre, ce comité avait demandé la création, dans chaque rectorat, d'une antenne d'aide psychologique et juridique aux victimes et la mise en place d'un numéro vert d'assistance, identique à celui prévu pour la prévention de la maltraitance. Ces propositions seront discutées lors d'une rencontre prévue au ministère avec Ségolène Royal, le 9 septembre. L'Association de défense des usagers de l'administration, présidée par Jean-Claude Delarue, qui dénonce le bizutage depuis 1989, a décidé de lancer un SOS-bizutage (01-42-72-11-15) dès la rentrée.

Ce nouveau texte réussira-t-il à mettre fin à des pratiques en vigueur depuis des décennies, défendues par des associations d'anciens élèves et souvent tolérées par les chefs d'établissement ? Tout un arsenal juridique existe depuis 1928 pour interdire les « bri-

zages et les abus ». Après de nouveaux rappels en 1944, en 1954, en 1962, qui prévoyaient des sanctions de renvoi, les injonctions successives des différents ministres de l'Éducation, Jack Lang en 1992, François Fillon et François Bayrou en 1993, n'ont en rien mis un terme à la persistance de pratiques répréhensibles. De son côté, Ségolène Royal avait, sans résultat, déposé une proposition de loi en décembre 1993.

LA PRATIQUE S'ÉTEND AUX LYCÉES

Les plaintes sont rares. Et les mises en examen encore plus. Comme le souligne le cabinet de M^{me} Royal, « il fallait rompre la loi du silence et faire passer les notions d'acceptation et de consentement auxquelles les étudiants doivent se plier ». Les témoignages abondent pourtant sur les séquences physiques et psychologiques de ces manifestations d'un « folklore étudiant » avilissant.

Dans un ouvrage « Bizut, de l'humiliation dans les grandes écoles » (éditions Austral, 1995, 110 francs) - préfacé par Pierre-Gilles de Gennes, Aude Wacziarg, une ancienne élève d'une célèbre « prépa » privée de Versailles, racontait les actes de violence, de sadisme et de voyeurisme sexuel dont les couloirs et les chambres d'un lycée préparant la future élite de la nation étaient le théâtre (Le Monde du 7 septembre 1995). Gare à la résistance, malheur aux insoumis, concluait-elle.

L'expérience de la rébellion a eu de lourdes conséquences pour un étudiant de l'École nationale des arts et métiers (Ensam) de Bordeaux, poursuivi en diffamation par l'association des anciens élèves. Durant près de deux ans, son père, Henri Flamand, n'a eu de cesse de lutter contre les humiliations subies par son fils et son exclusion de toutes les activités de l'école (polycopiés, cafétéria...) dirigées par le bureau des élèves. La pratique de « l'usage », chez les « quadzarts » est toujours en vigueur, même si elle a été sévèrement condamnée dans un récent rapport du comité national d'évaluation (CNE). Il dénonçait entre autres la perte de deux mois d'études et le frein à l'intégration d'étudiants étrangers stupéfaits de la persistance de ces manifestations « barbares ».

Tombé partiellement en désuétude dans les années 80, le bizutage a connu ces dernières années une recrudescence, notamment dans les IUT et les universités. « Nous constatons surtout sa généralisation dans les lycées auprès de plus jeunes élèves », relève le docteur Sauveur Boucric, président du Comité français pour l'adolescence. Le projet de loi de M^{me} Royal devrait au moins rompre avec « la complicité du silence » dont l'éducation nationale était jusqu'à accusée par les associations.

Michel Delberghe

Elisabeth Guigou mise en examen pour diffamation

La plainte émane de Xavier Tiberi

LA MINISTRE de la justice, Elisabeth Guigou, a été mise en examen pour diffamation, le 21 août, par le juge d'instruction parisien Hervé Stéphan. Au mois de mars, M^{me} Guigou, qui n'était pas encore gardée des sceaux, avait émis des doutes, lors de l'émission « 7 sur 7 », sur la qualité du rapport rédigé par l'épouse du maire de Paris pour le conseil général de l'Essonne. Deux jours plus tard, M^{me} Tiberi avait déposé une plainte avec constitution de partie civile, qui entraîne quasi automatiquement une mise en examen. Le juge d'instruction a en effet pour seule mission de vérifier que les propos énoncés dans la plainte ont bien été tenus.

M^{me} Guigou avait déclaré que le travail de M^{me} Tiberi, qui a été rémunéré 200 000 francs, était « un rapport bidon ». Quatre mois auparavant, la justice semblait avoir eu la même analyse : le 6 décembre 1996, l'épouse du maire de Paris avait été mise en examen pour « recel de détournement de fonds publics et recel d'abus de confiance » par deux juges d'instruction d'Evry. L'intérêt de ce rapport de trente-six pages bourré de fautes de frappe et d'orthographe

n'apparaissait pas clairement. Contrairement aux usages, le document ne mentionnait ni la lettre de mission de Xavier Dugout, président du conseil général de l'Essonne, ni la liste des personnes entendues par le rapporteur, ni la bibliographie consultée.

Depuis, la mise en examen de Xavier Tiberi a été annulée à la suite d'un vice de procédure : lors de la perquisition au domicile des époux Tiberi, le juge Halphen avait dû recueillir l'assentiment de l'épouse du maire, non sur le procès-verbal mais dans une déclaration à part écrite et signée de sa main. Le problème des emplois fictifs du conseil général de l'Essonne restant entier, le procureur d'Evry a ordonné, en juillet, une enquête préliminaire sur les contrats suspects, dont celui de M^{me} Tiberi. Dans une lettre d'observation provisoire qui a été transmise en soit à la justice, la chambre régionale des comptes a, elle aussi, mis en doute la réalité des prestations fournies par une dizaine de personnes rémunérées par le conseil général, dont Xavier Tiberi.

A. C.

Un nouvelle loi sur la cohésion sociale pour la fin 1997-début 1998

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU LOGEMENT, Louis Besson, a annoncé, mardi 2 septembre, qu'un nouveau projet de loi sur la cohésion sociale serait présenté au Parlement, « peut-être tout à fait fin 1997 ou début 1998 ». Le secrétaire d'État a indiqué que le texte élaboré par le précédent gouvernement et dont l'adoption avait été interrompue par la dissolution de l'Assemblée nationale serait complété « par rapport aux lacunes qui avaient pu être observées ».

« Le droit au logement, c'est quelque chose qui est irréversible », a commenté l'ancien secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence Xavier Emmanuelli, auteur du précédent projet et successeur de Louis Besson à la tête du Haut-Comité pour le logement des personnes défavorisées. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD-Quart-Monde, a insisté de son côté sur l'insuffisance de l'offre de logements à bas loyers. Le nombre de personnes exclues du logement est estimé en France à 200 000 par le Haut-Comité qui a remis, mardi 2 septembre, son rapport à Jacques Chirac.

DEPÊCHES ■ OPÉRA : l'administrateur général de l'Opéra de Lyon, Jean-Pierre Brossmann, a été mis en examen pour « abus de confiance » et « prise illégale d'intérêt » ainsi que le directeur financier de cet établissement, Jacques Hérouin, et son ancien directeur général Louis Erlé, suite à une plainte avec constitution de partie civile déposée par deux syndicats de musiciens de l'Opéra. La direction de l'établissement avait été critiquée, en avril, par la chambre régionale des comptes. Jean-Pierre Brossmann doit prendre la saison prochaine la direction du Théâtre du Châtelet.

■ JUSTICE : le procureur de Dijon a fait appel de la relaxe dont a bénéficié, le 20 août, Paul Weisbuch, ancien chef de la section financière du parquet de Lyon, poursuivi dans le cadre de l'affaire Noir-Botton. M. Weisbuch avait comparu devant le tribunal de Dijon pour « destruction de pièces judiciaires » et « violation du secret de l'instruction et du secret professionnel ».

■ MONTAGNE : quatre-vingt-cinq personnes ont trouvé la mort cet été dans les Alpes françaises, un bilan identique à celui de l'an dernier, bien que le nombre des secours et celui des blessés soient en légère augmentation. Du 1^{er} juin au 31 août 1997, les gendarmes et les CRS ont effectué 1 120 interventions contre 1 004 en 1996 pour la même période. Trente-six personnes sont mortes dans le massif du Mont-Blanc, le massif alpin le plus fréquenté d'Europe.

■ PITBULLS : Jean-François Copé, le maire (RPR) de Meaux (Seine-et-Marne), a décidé, mardi 2 septembre, d'interdire par arrêté municipal, la présence de « pitbulls, american staffordshires rattweilers ou leurs croisements » dans les lieux fréquentés par des enfants : écoles et alentours, crèches, jardins d'enfants, centres commerciaux, bâtiments publics, même si ces chiens sont muselés ou tenus en laisse. Sur le reste de la voie publique, ces animaux devront être muselés et tenus en laisse, sous peine d'une amende de 1 000 à 10 000 francs.

Les peines pour les délits commis dans ou aux abords des écoles sont alourdies

UN ARTICLE glissé, à la demande de Ségolène Royal, dans le projet de loi sur la protection des mineurs et la délinquance sexuelle, présenté mercredi 3 septembre en conseil des ministres, durcit de façon significative les peines encourues pour incitation en vue d'un mineur à commettre des délits. Alors que le code pénal prévoyait une aggravation des peines lorsqu'il s'agit, pour ces délits, d'un mineur de moins de quinze ans, le projet de loi propose de la faire jouer également si « les faits sont commis à l'intérieur d'un établissement scolaire ou, à l'occasion des entrées et des sorties des élèves, aux abords immédiats d'un tel établissement ».

Cela signifie que l'alourdissement de la peine s'appliquerait aussi pour les mineurs de quinze à dix-huit ans, si les faits ont lieu dans le collège, le lycée, ou à leurs abords immédiats. Ainsi, le fait de « provoquer directement un mineur à faire un

usage illicite de stupéfiants » (art. 227-18 du code pénal) serait désormais puni de sept ans d'emprisonnement et de 1 million de francs d'amende (au lieu de cinq ans et 700 000 francs) si cette incitation a lieu dans les établissements scolaires ou aux alentours. Il en irait de même pour le fait de « provoquer directement un mineur à transporter, détenir, offrir ou céder » de la drogue qui serait désormais passible de dix ans de prison et de 2 millions de francs d'amende (au lieu de sept ans et 1 million de francs).

La même sévérité s'appliquerait pour l'incitation à consommer de l'alcool. L'article 227-19 du code pénal prévoit que le fait de « provoquer directement un mineur à la consommation habituelle et excessive de boissons alcooliques » est puni, lorsqu'il s'agit de mineurs de quinze ans, de trois ans de prison et 500 000 francs d'amende. Ce tarif s'appliquerait donc si le délit se produit dans, ou aux abords des établissements sco-

laires, y compris s'il s'agit de jeunes de quinze à dix-huit ans. Ces nouvelles dispositions joueraient dans les mêmes conditions pour la provocation « à commettre habituellement des crimes ou des délits ».

Enfin, un autre article du projet de loi prévoit que lorsqu'un crime ou un délit a été commis à l'intérieur d'un établissement scolaire, à ses abords immédiats, ou qu'il concerne un élève de celui-ci ou un membre de son personnel, « le ministre public oit le chef de l'établissement concerné de la date et de l'objet de l'audience de jugement par lettre recommandée adressée dix jours au moins avant la date de l'audience ». Cette disposition permettra aux principaux et aux proviseurs de suivre au plus près les affaires concernant leur établissement et les plaintes éventuellement déposées.

Béatrice Gurrey

Une année de découverte des métiers pour oublier l'échec scolaire

ILS SONT QUINZE, âgés de quatorze ans, et ils ont intégré la classe d'initiation préprofessionnelle en alternance (Clipa) du Centre de formation par apprentissage (CFA) de la vente et de la distribution à Paris. Tous ont rencontré de si grandes difficultés scolaires qu'ils ont interrompu leurs études en fin de cinquième pour se réorienter dans cette classe expérimentale.

« Ici, on est moins nombreux en cours, on est mieux écouté, on peut voir quelqu'un en cas de problème et on sera payé à seize ans », résume, à sa manière, Laurent. Ancien collégien à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), il souhaite désormais devenir chauffeur-routier.

Cette Clipa a été créée en 1994 - dans le cadre de la loi quinquennale de décembre 1993 relative à l'emploi et la formation professionnelle - par le Groupe des industries métallurgiques (GIM) avec le soutien du conseil régional d'Ile-de-France et l'appui du ministère de l'Éducation nationale. Elle accueille des jeunes « qui sont mal à l'aise ou qui s'ennuient dans le système scolaire, pour leur proposer une année d'orientation et de découverte des métiers. Il s'agit aussi d'offrir aux parents une bouée de sauvetage », explique Jacques Blanc, coordinateur de la section. « C'est souvent en fin de cinquième que le processus scolaire est bloqué pour les élèves en échec. Or il n'y a pas

d'autres voies - notamment professionnelles - que le collège puisqu'ils n'ont pas l'âge d'entrer en CAP », ajoute-t-il.

Il n'est pas question pour autant d'intégrer ces élèves dans une entreprise. « Ils sont trop jeunes, ce serait une erreur. Il ne faut pas qu'ils se sentent prisonniers dès le départ dans un secteur d'activité », insiste M. Blanc. Pendant leur année en Clipa - qu'ils suivent gratuitement sous statut scolaire -, les élèves bénéficient de cours de remise à niveau en français, en mathématiques, en histoire-géographie. Ils se forment à l'informatique, aux arts appliqués, et découvrent différentes branches professionnelles (des métiers de bouche à la mécanique, en passant par l'horticulture) en se rendant sur les plateaux techniques de différents CFA.

« Cela leur permet de connaître les qualités requises pour un métier. En fin d'année, on leur demande de choisir le secteur qu'ils ont préféré et de passer trois semaines dans une entreprise », explique le coordinateur. « Ces jeunes arrivent dans la Clipa pleins d'espoirs mais aussi de doutes. Il faut les convaincre qu'ils ne sont pas en échec, qu'ils ne sont pas dans une classe de « déchet » et qu'ils sont capables de faire des choses », constate Christelle Roels, l'une des enseignantes.

Lors de la première année de fonctionnement, les problèmes de discipline étaient tels que les responsables de la Clipa ont décidé d'instaurer une sélection à l'entrée à partir d'un test de connaissances et d'un entretien pour évaluer « le

comportement et la sociabilité de l'élève ». Le port de la blouse blanche est devenu obligatoire. Daniel Brun, conseiller d'éducation, a imposé des règles de base à respecter - politesse, ponctualité... - et des heures de colle en cas de dérapage, pendant lesquelles le jeune devra, par exemple, rédiger un texte sur le thème : « Ma vie, je la construis ».

« C'EST QUAND MÊME STRICT »

« Beaucoup d'enfants mettent en avant leurs problèmes familiaux pour justifier leur conduite. Il faut qu'ils fassent un pied de nez à leur vécu en prouvant qu'ils peuvent réussir », explique M. Brun. « Ici, c'est quand même strict, raconte Sébastien. On n'a pas le droit de porter de casquette, ni d'avoir une boucle d'oreille. Il ne faut pas mâcher de chewing-gum, les tam-tams ne doivent pas sonner pendant les cours et le Walkman n'est autorisé que dans la cour de récré. » Mais, précise-t-il, « on a l'accès aux ordinateurs, d des jeux, et surtout, le mieux, c'est que notre emploi du temps change chaque semaine en fonction des visites en CFA ». David, lui, s'est inscrit en Clipa après avoir refusé de redoubler sa cinquième. « Au collège, on nous prend pour des nuls. Ici, quand on comprend pas, on nous explique », assure ce jeune qui a choisi de s'orienter vers la production.

Pour Christelle Roels, l'un des aspects essentiels du système est le nombre réduit d'élèves par classe qui rend le professeur « disponible pour chaque élève. C'est vrai qu'on

est assez dur au départ et que l'on pose des limites en termes de discipline, mais cela est nécessaire pour parvenir à resocialiser les jeunes ». Cette enseignante considère que ce public d'élèves oblige à « une réflexion pédagogique. Il ne faut pas s'écarter d'un programme. Il faut leur dire qu'ils ont le temps, le droit de se tromper », insiste-t-elle.

En 1996, sur les treize élèves inscrits en Clipa, sept ont pu intégrer une classe de préapprentissage (CPA) pour poursuivre ensuite en CAP-BEP, trois sont retournés en classe de quatrième au collège et trois ont échoué. « Nous devons pouvoir en sauver les trois quarts », estime M. Blanc. L'année de Clipa est une année de choix. C'est une classe de découverte de soi et des métiers », résume M^{me} Roels.

Les Clipa - peu nombreuses actuellement et essentiellement situées en Ile-de-France - ne peuvent être, aux yeux de l'éducation nationale, qu'un dispositif de recours pour un public très ciblé d'enfants en voie de déscolarisation. « Il faut éviter de tomber dans la nostalgie de l'artisanat avec des gamins-apprentis des quatorze ans », met en garde un haut-fonctionnaire. Pour M. Blanc, une Clipa nécessite un partenariat avec différentes branches professionnelles pour offrir aux jeunes un véritable choix professionnel.

Sandrine Blanchard

PROCHAIN ARTICLE
Avec des enseignants du collège à Saint-Étienne-du-Rouvray



LES FRACTURES DE L'ÉCOLE

CONFÉRENCES A SCIENCES PO

Le patrimoine littéraire européen

CYCLE DE 16 CONFÉRENCES
Du 16 octobre au 18 décembre 1997, de 18h30 à 20h30

Avec la concours de Jacqueline de ROMILLY, membre de l'Académie Française, Michel ZINK, professeur au Collège de France, Bernadette BRICOUT, professeur à l'Université Paris 7, Alain VIALA, professeur à l'Université Paris 3, François LECERCLE, professeur à l'Université Paris 7, Heinz WIESMAN, directeur d'études à l'EPHESS, Marc FUMAROLI, membre de l'Académie Française, Jean DAGEN, professeur à l'Université Paris 4, Yves BONNEFOI, écrivain, professeur honoraire au Collège de France, Julia KRISTEVA, psychanalyste, professeur à l'Université Paris 7.

Ce cycle s'adresse à un public largement diversifié mais motivé par une réflexion culturelle de haut niveau : enseignants, universitaires, journalistes, cadres d'entreprises, d'administrations... Inscriptions (pour l'ensemble du cycle) : 600 F à titre individuel.

Programme détaillé et inscriptions : SCIENCES PO FORMATION, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 01.44.39.07.55 ou 01.44.39.07.41. Fax. 01.44.39.07.01.

SCIENCES PO
FORMATION

École de l'Université de Paris

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997

EMPLOI Le président de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Paul Delevoye (RPR), devait exposer, mercredi 3 septembre, devant la commission des affaires sociales

de l'Assemblée nationale, la position de son association sur le premier volet du plan emploi jeunes de Martine Aubry. M. DELEVOYE juge que la réussite de ce plan passe

par un « pacte de confiance » entre les jeunes, l'Etat et les élus. LE PRÉSIDENT de l'AMF affirme que les maires ne pourront pas mettre en œuvre le plan Aubry s'ils ne dis-

posent pas d'un « engagement très clair de l'Etat » sur la « stabilité des charges financières » des collectivités pendant cinq ans. L'AMF ET l'ANPE ont conclu un accord selon

lequel l'Agence nationale pour l'emploi pourrait déléguer certaines de ses responsabilités à des agents communaux. La CFDT conteste vivement cet accord.

L'AMF pose ses conditions à la participation des villes au plan Aubry

Le président de l'Association des maires de France, Jean-Paul Delevoye (RPR), veut que l'Etat prenne l'engagement de ne pas augmenter les charges des collectivités locales pendant les cinq ans où s'appliquera le dispositif pour l'emploi des jeunes

JEAN-PAUL DELEVOYE, président (RPR) de l'Association des maires de France (AMF), réfute le terme de « chantage ». Pourtant, la position de l'AMF sur le plan jeunes de Martine Aubry, telle qu'il devait l'exposer devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mercredi 3 septembre, revêtait à placer le gouvernement devant un choix difficile : soit le gouvernement fait avec les élus ce que Jean-Paul Delevoye appelle le « pari de la confiance », soit ces derniers se-

leur part au plan Aubry, qui prévoit que les collectivités locales créent et financent à hauteur de 20 % une partie des 350 000 emplois-jeunes prévus par ce plan.

L'AMF exige ainsi, pour les cinq ans à venir, un « engagement très clair de l'Etat » sur la « stabilité des charges financières » des collectivités. Ce qui exclut, par exemple, toute augmentation du taux de cotisation des collectivités à la Caisse nationale de retraite des collectivités locales (CNRCL), éternelle pomme de discorde avec l'Etat.

Le raisonnement de M. Delevoye est simple : si le plan Aubry réussit, il est susceptible de créer plus de richesses que de dépenses, ce qui soulagerait d'autant les finances de l'Etat, notamment par la diminution des dépenses liées au chômage. Il serait donc juste, toujours selon M. Delevoye, que les collectivités locales ne s'octroyent pas de pénalités : pour le sénateur du Pas-de-Calais, la situation financière des collectivités les contraint à pratiquer un tel donnant-donnant.

Pour le président de l'AMF, le plan Aubry est une tentative de ré-

ponse à « un problème de fond économique et un problème de fond social et sociétal » : l'enjeu est, à la fois, de « sortir de la logique de l'assistance » et de stopper les « mécanismes d'éviction » de l'économie de marché. La création d'une telle « dynamique sociale » repose sur le « droit à l'expérimentation » des collectivités, la « contractualisation » de la lutte pour l'emploi, la « responsabilisation des citoyens ». L'AMF recommande également, entre autres propositions, d'intégrer dans la dynamique de ce plan les

plus de quarante ans. Enfin, les attentes et les inquiétudes des élus, notamment sur les modalités de « sortie » du plan Aubry au bout de cinq ans sont telles que certains d'entre eux proposent d'inverser la répartition de l'Etat et des collectivités. Ces élus partiellement méfiants ne remettent pas en cause la participation financière des collectivités au plan Aubry. Mais ils proposent que ce soit l'Etat, et non plus les collectivités, qui recrutent les jeunes, les collectivités finançant toujours ces emplois à hauteur de 20 %. Cette proposition n'est pas reprise à son compte par l'AMF. M. Delevoye devait se contenter de la soumettre, pour ce qu'elle est, aux députés de la commission des affaires sociales.

Ce n'est pas la première fois que le maire de Bapaume, séguiniste « de terrain » et élu à l'itinéraire atypique, se rebelle contre l'attitude du gouvernement vis-à-vis

des élus locaux. Alors premier ministre, Alain Juppé avait fait les frais du mécontentement de M. Delevoye, lorsque, le 31 janvier 1996, il avait lancé un « appel national » aux maires pour qu'ils se mobilisent - déjà - en faveur de l'emploi des jeunes. Le président de l'AMF avait immédiatement répliqué que les maires « sont déjà des partenaires actifs de la solidarité nationale, mais [qu'ils] ne peuvent s'engager davantage sans une véritable réforme de l'Etat, une redistribution et une déconcentration des moyens, ainsi qu'une répar-

titution nouvelle des données de l'Etat avec une fiscalité non pénalisante pour l'élan de solidarité nationale ».

Si M. Delevoye se sent assez fort pour s'en prendre ainsi aux gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, c'est sans doute que l'AMF, qui regroupe 90 % des maires, est une association puissante. D'autant plus que la réalité du pluralisme politique en soi est habituellement reconnue, y compris par la gauche.

Jean-Louis Andreani

Un accord avec l'ANPE permettrait à des agents communaux de « placer » des chômeurs

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) et l'Association des maires de France (AMF) doivent signer, le 17 septembre, un accord permettant à l'agence de déléguer certains de ses services à des agents communaux. Révisé par la Lettre de l'Expansion et confirmé par l'ANPE, ce projet, laissé à la libre décision des communes, a été immédiatement dénoncé par la CFDT-ANPE, majoritaire parmi les 16 000 salariés de l'agence.

A l'ANPE, on précise que ces employés communaux « auront donc des fonctions similaires à celles d'un conseiller dans une agence locale », mais qu'ils resteront « sous l'autorité du maire ». Ils pourront bénéficier d'une « formation spécifique » pour avoir ensuite le droit de placer des demandeurs d'emploi et d'aider les entreprises à recruter. L'agence voit, dans cette initiative, une façon d'« offrir un service plus complet et plus proche d'un plus grand nombre possible de demandeurs d'emploi ».

L'ANPE va également mettre à la disposition des communes qui le veulent, dans leurs locaux, ses offres d'emploi par le biais d'un serveur Minitel 3614 ANPE ou d'un logiciel Internet.

La CFDT-ANPE juge, au contraire, que cette « municipalisation rampante » de l'agence risque de placer les usagers « entre les mains d'autorités pour qui les intérêts politiques, notamment ultra-libéraux voire d'extrême droite, pourraient se trouver fort éloignés des impératifs de service public ». Il est vrai qu'à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), par exemple, un travailleur immigré au chômage aurait peu de chances d'être aidé par un agent recruté par le maire Front national. La CFDT-ANPE a demandé, mardi 2 septembre, au directeur général de l'agence, Michel Bernard, et à la ministre de l'emploi, Martine Aubry, de « suspendre immédiatement » ce projet.

J.-M. B. (avec AFP)

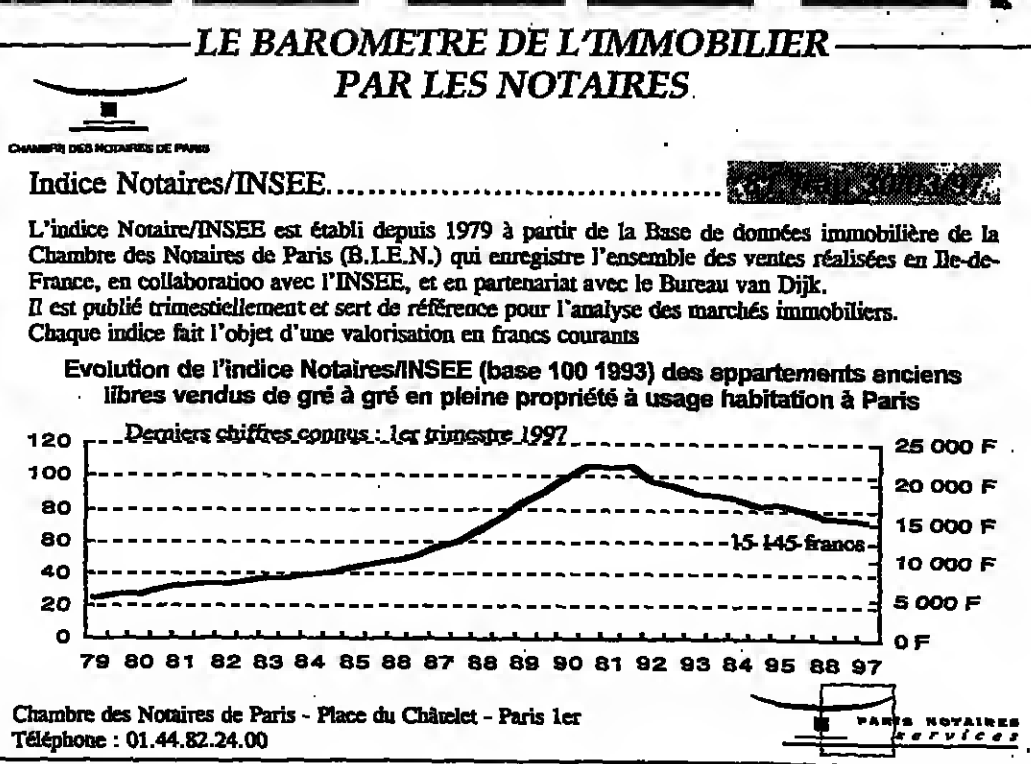
M. Barre prêt à « discuter du niveau du péage » du TEO lyonnais

LORS D'UNE VISITE, mardi 2 septembre, sur le site du périphérique nord de Lyon (TEO), boycotté depuis son ouverture il y a un mois et demi par les automobilistes qui jugent excessif le coût du trajet - 16 francs pour 10 kilomètres (Le Monde du 2 septembre) - Raymond Barre a déclaré qu'il fallait « maintenir le péage » de cette section urbaine. Le maire de Lyon considère que « les citoyens, les usagers doivent contribuer au financement de travaux de ce genre ». « Ne comptez pas sur moi pour faire de la démagogie dans ce domaine », a-t-il souligné, en admettant toutefois que l'on pouvait « discuter du niveau du péage ». Selon M. Barre, les difficultés rencontrées lors de la mise en service de TEO, notamment la multiplication des embouteillages aux entrées de l'ouvrage, auraient pour origine « une certaine précipitation au moment de la conclusion du contrat de concession », signé en 1989 par Michel Noir. (Corresp. rég.)

DÉPÊCHE

■ CORSE : la Société nationale Corse-Méditerranée veut acquérir un troisième navire à grande vitesse, permettant la desserte de la Corse « pratiquement par tous les temps », annonce la compagnie.

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES



VENTES APPARTEMENTS

2^e arrond.
Prox. Opéra, pd. XVI^e s.
HSP 4.10, 4 P, 102 m², ch. ind.
belle allure 01-43-35-18-36

ENCHÈRE NOTAIRE
104, rue de Beaumour
4 P, 118 m², 5^e ét., cave
+ P. de serv. 7.5 m²
Mise à prix sur surenchère
1 550 000 F
Visite 109 de 15 h à 17 h.
B. Merland 01-53-93-30-80

3^e arrond.
Mairie
Part. vd. de imm. rénovée
21 m² aménagées
poss. colocation, bureaux.
440 000 F, M. : 01-48-04-80-81

4^e arrond.
Notre-Dame, Studio 45 m²
à restaurer, vue
dégagée, Champs. Proust.
Imm. 17^e, 690 000 F
Tél. : 01-40-47-37-05

5^e arrond.
2 P à Cardinal-Lemoine
8^e étage, Coquet. Vue
460 000 F - 01-40-47-37-32

Cœur vieux Paris
Superbe immeuble XVI^e
Gd sautoir, cheminée, cuisine
à rénover 1 350 000 F
Serge Koyser - 01-43-26-43-43

7^e arrond.
QUAI VOLTAIRE
220 m²
Vue Seine, Louvre, soleil
Part. : 01-42-81-27-24
Fax : 01-42-61-68-31

9^e arrond.
TRUDAINE 6 P
148 m² + service 12 m²
2 600 000 F - 01-40-25-07-05

13^e arrond.
Maison Blanche 3 P, confort.
5^e ét., asc. 57 m² cabine.
780 000 F - 01-44-24-26-92

Pl. Italie Butte-Claire
Studio + cuis., s. d'eau, WC
295 000 F - 01-44-24-26-92

Prox. parc Montsouris rdc, dom.
ét. séj.-dorm. 4 chbres 120 m², cabine
solaire, 2 park. 01-43-35-18-36

14^e arrond.
GARE MONTPARNAISE (Prie)
BEAU STUDIO TT CPT
34,40 m² imm. gd standing
550 000 F - 01-45-43-58-60

MONTPARNAISE gd stand. 5 P
111 m², séj., sdp, terrasse
2 bns, park. 01-43-35-18-36

15^e arrond.
34 P, SQUARE BRASSENS
5^e ét., asc. neuve, cheminée
Bonnart. 1 750 000 F
Tél. : 01-40-47-37-32

2 P RUE DOMBASLES
Ancien, parfait état
590 000 F - 01-40-47-37-32

3 P RUE DU THÉÂTRE
Ancien, parfait état, ch. ind. gaz
1 050 000 F - 01-40-47-37-32

MONTPARNAISE imm. 80, séj.,
2 chbres 74 m² à rafraîchir, park.
poss., urg. 01-43-35-18-36

16^e arrond.
- EXELMANS BEAU 4 P 95 m²
Standing - 2 200 000 F
- G. MANDEL, BEAU 150 m²
de classe - 2 900 000 F
- ÉTOILE 5-6 P 150 m²
+ Terrasses, Belle vue
Clairé - 3 900 000 F
- PTE MAILLOT 7 P 190 m²
5^e dernier ét. 4 400 000 F
VALMONT - 01-42-86-36-53

QUAI BLÉRIOT
Superbe 87 P 213 m²
4^e et 5^e ét. - parking
4 000 000 F M. GUIDÉ
06-80-31-44-79

SEINE-ET-MARNE 77
Nord Seine-et-Marne belle pitié
300 m² + 100 m² hab. de suite
Gar., bord de riv., sur 1 800 m²
LIMITE GOLF-CELY-EN-BRIE
02-38-96-22-99-06-09-01-40-27

VAL-DE-MARNE 94
Fontenay-Sous-Bois
Imm. de standing
DERNIERS APPARTEMENTS
A partir de :
770 000 F
01-42-75-12-34

MAISONS
ILE D'ARZ, GOLF DU
MORBIHAN
Maison 1981, sur terrain 650 m²
Salle de séj., salon, cheminée
3 chbres, cuis., équipée,
2 s. de bns, garage
Prix : 1 250 M.
Tél. : 02-97-44-30-64

ENCHÈRE NOTAIRE
Vél-d'été - Le Rogoney -
Château 3 P 95 m², Cuisine
Mise à prix : 1 675 000 F
Visites 4/9 et 12/9 de 15 h
à 17 h, 8/9 de 10 h à 12 h.
J.F. Jouvin - 01-43-97-58-59

VILLAGES
16^e Tr. Gaudier - Libre
4 P 95 m² 300 000 F + 8 338 F
72 ans. - 01-42-82-06-12

VILLAS
Part. vend. gde villa
4 500 m², parc + Piscine
Prie d'Arc-en-Provence
Urgent 2.3 M.
Tél. : 01-42-26-26-16

ACHATS
APPARTEMENTS
Rach. URGENT 150 à 120 m²
PARIS Prie d'achat
chez notaire 48-73-48-07

LOCATIONS

OFFRES MEUBLÉES
Paris 18^e (Mairie)
Chbre, 7^e ét., dche, lav.
Convient à étudiant
1 700 F/mois C.C.
Tél. : 01-42-58-71-04

OFFRES VIDES
- 15 VOLONTAIRES 3-4 P
80 m² park. 8 100 F h. ch.
- 16 PASSY 4 P 105 m²
4^e asc. 10 300 F h. ch.
- 7^e SEIGUR VUE JARDIN
- 34 P 110 m² 11 500 F h. ch.
- 130 m² 14 500 F h. ch.
VALMONT - 01-42-86-36-53

BRUNOY 91
MAISON 200 m²
1 ét., 5 chbres, 2 s. de bns
Gd bar, cave, jard. clos 1 400 m²
RER D, prox. ltes écoles.
Bail mds possible, loy. :
8 500 F
Part. : 02-99-30-81-82

PRÈS LAMORLAYE
Résidence de standing
Maison récente
Garage - Jardin
6 000 F/mois
Hors charges
Tél. : 01-34-58-01-69

SANS FRAIS
NI COMMISSION
119^e 22 rue Boleau
dans imm. neuve - parking
Loyer HT : 650 F
Disponibles de suite
Pour RV 01-53-06-13-07

IMMOBILIER D'ENTREPRISE
CENTRE AFFAIRES
PARIS-ÉTOILE
Face à l'Arc de triomphe
Bureaux de prestige avec serv.
Tél. : + 33 (0)1-44-17-18-44
Fax : + 33 (0)1-44-17-18-43

BURO CLUB
Bureaux équipés
DOMICILIATIONS
10 PL. VENDÔME
ARCHE - DÉFENSE
Tél. : 01-40-90-30-46

M^e DUPLEX
IMMEUBLE NEUF STAND.
Prestations de qualité
3, 4, 5, 6 P avec balcon
à partir de 7 400 F + ch
COMADRA - 01-42-44-15-14

PARKINGS
SANS FRAIS
NI COMMISSION
(16^e) 22 rue Boleau
dans imm. neuve - parking
Loyer HT : 650 F
Disponibles de suite
Pour RV 01-53-06-13-07

BIJOUX
BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable choix.
- Que des affaires
exceptionnelles ! -
Tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argentiers
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée-d'Antin
Magasin à l'étage
37, avenue Victor-Hugo
Autre grand choix

BIJOUX ANCIENS
Bagues romantiques
GILLET
19 rue d'Arcole 75004 Paris
01-43-84-00-83
ouvert le dimanche matin

GARDE D'ENFANT
URGENT recherche
pour Eaubonne (95)
personne confiante pour garde école
18 h 30 et soutien scolaire CP et CM 1
jusqu'à 18 heures +
garde régulière le mercredi.
Tél. : heures bux : 01-44-43-73-79
ou dom. : 01-34-46-44-82

VACANCES
TOURISME
LOISIRS
Septembre 2 derniers W.E.
Week-end de 3 js découverte
champignons, randonnées
pédalantes
H^{te} Doubs 3 h Paris TGV
maison d'hôte, Femme du XVI^e
côté, chbres, s. de bns, WC, cuis.
et pain maison.
Rens. tél. : 03-81-38-42-81

A PARTIR
DU LUNDI
8 SEPTEMBRE
1997
Les petites annonces
immobilières
dans le supplément
ÉCONOMIE
PASSEZ
VOTRE ANNONCE
AU :
Tél. : 01.42.17.39.80
(particuliers)
* début 9 septembre

Service

(Publicité)



à partir de
13 600 F HT*
Le nouveau ThinkPad 380

Tout est intégré dans cet endroit pour penser. Aussi puissant qu'un poste de travail... mais portable. Processeurs Pentium jusqu'à 150 MHz avec technologie MMX™. Grand écran de 12,1 pouces. Mémoire vive de 16 à 80 Mo. Disque dur, lecteur de disquettes et de CD-ROM intégrés. Egalement incluses, des technologies comme la communication infrarouge 4 Mbps.

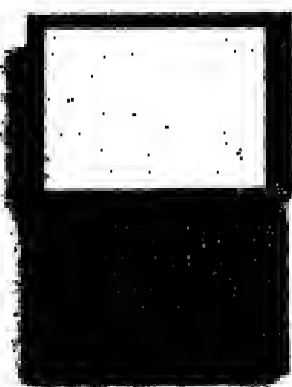
*15 403 F TTC. Prix catalogue IBM ou 01.08.97. Modèle sans CD-ROM.



à partir de
13 100 F HT*
Le nouveau ThinkPad 560

L'ultra-portable sans compromis. Processeur Pentium jusqu'à 166 MHz, avec technologie MMX™. Disque dur SMART de 2,1 Go. Ecran de 11,3 ou 12,1 pouces. Mémoire vive de 8 à 80 Mo. Poids plume de 1,87 kg. Communication infrarouge jusqu'à 4Mbps pour impression et transfert de données sans fil, et accès LAN à distance.

*15 799 F TTC. Prix catalogue IBM ou 01.08.97.

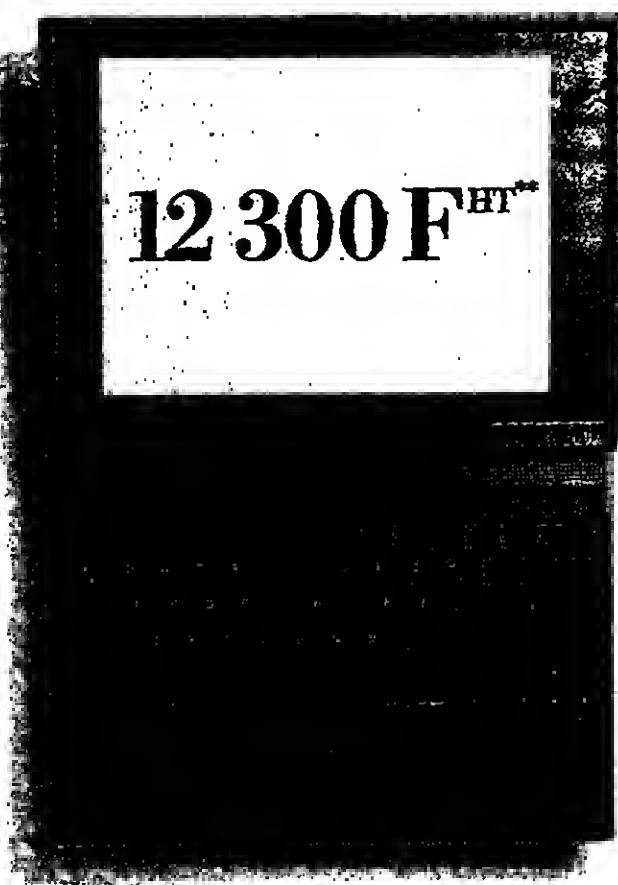


à partir de
29 000 F HT*
Les nouveaux ThinkPad 760 et 765

Le nec plus ultra des portables. Des performances multimédia et des possibilités de communication exceptionnelles. Processeur Pentium® jusqu'à 166 MHz avec technologie MMX™ et mémoire EDO de 104 Mo. Très grand écran de 12,1 ou 13,3 pouces. Disque dur SMART jusqu'à 3,0 Go. Eléments interchangeables comprenant lecteur de CD-ROM, ports vidéo externes et lecture MPEG-2 pour présentations multimédia.

*36 974 F TTC. Prix catalogue IBM ou 01.08.97.

Un ThinkPad à ce prix-là, vous pensez résister longtemps ?



Le nouveau ThinkPad 310 d'IBM

Le ThinkPad le plus abordable, avec tout pour le multimédia.

Processeur Pentium® de 133 MHz, grand écran SVGA de 11,3 pouces double balayage ou à matrice active. Mémoire vive de 16 à 64 Mo. Disque dur de 1,08 à 2,1 Go. Lecteur de CD-ROM 10x en standard ou option. Haut-parleurs stéréo intégrés. Support des applications Sound Blaster Pro. Garantie 1 an pièces et main d'œuvre.

Dorénavant, les légendaires ThinkPad ne sont plus seulement disponibles, ils sont abordables. Pour plus d'informations, ou pour contacter votre revendeur le plus proche, appelez le 0 801 835 426 ou rendez-nous visite sur www.ibm.fr/micro



Un meilleur endroit pour penser.
Le meilleur moment pour acheter.



Solutions pour une petite planète



*14 834 F TTC pour le modèle 31010FR. Prix catalogue IBM au 01.08.97.

Les logos Intel Inside, Pentium et MMX sont des marques déposées de Intel Corporation. Les PC référencés dans cette annonce sont livrés avec un système d'exploitation.

HORIZONS

ENQUÊTE

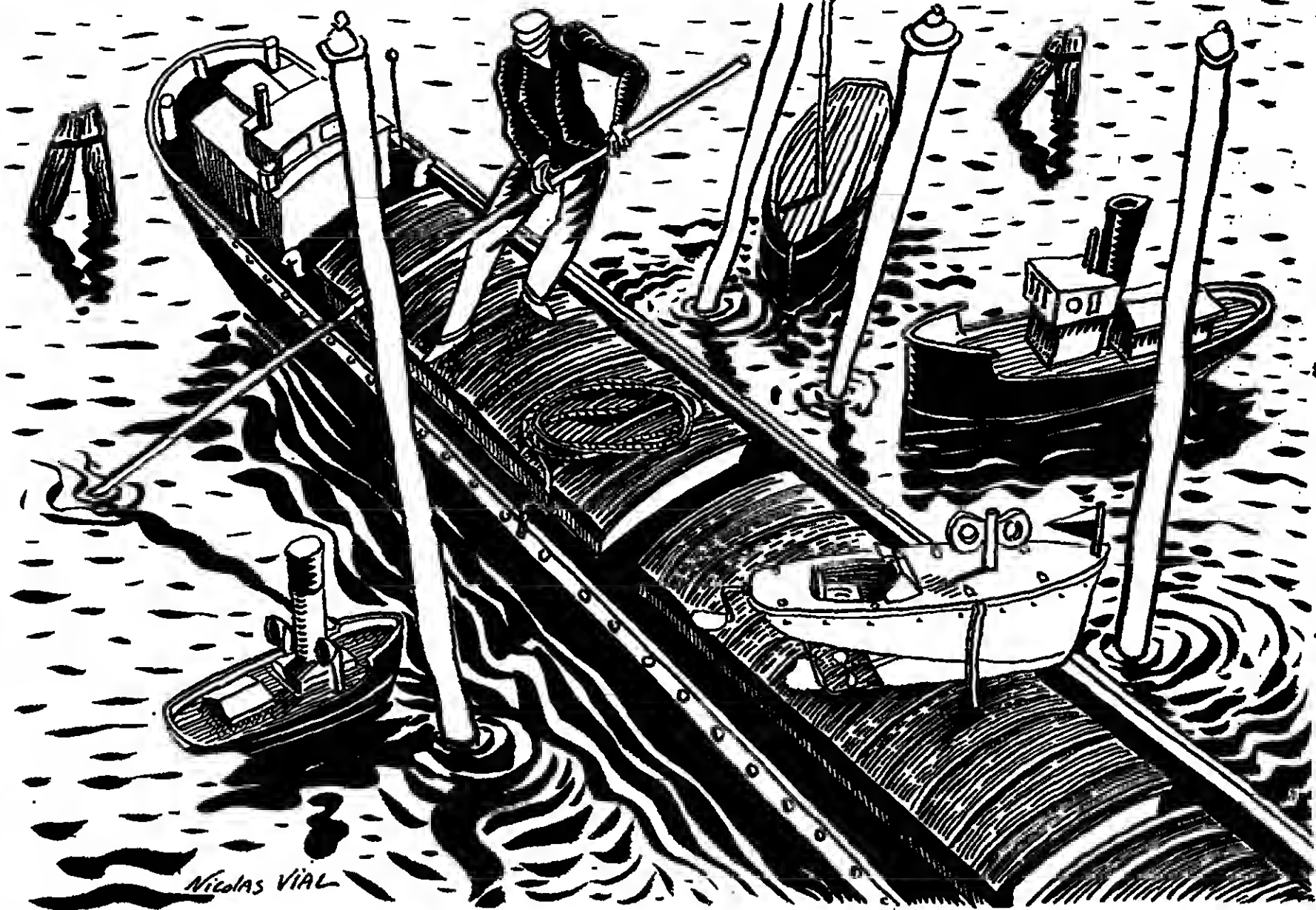
LONGTEMPS, Franky, enfant de marins, a eu le « mal de terre ». C'était au début de sa vie d'internaute, au lycée de Beaucourt. Au milieu des élèves, avec le bruit, les bousculades, cette ambiance de volière, il se sentait patraque, il avait la nausée. La vie à bord lui manquait trop. « Il a mis presque un an à s'habituer », chuchote Francine, la mère, avec une pointe de fierté.

Aujourd'hui, c'est l'été, le temps des grandes vacances, le temps de la vraie vie. Dans la cabine de pilotage, Franky se sent chez lui. Le Rhône est son royaume. Agé de quinze ans « et demi », Franky ne rêve que d'une chose : devenir patron de bateau, comme son père et le père de son père. Du côté maternel aussi, on a grandi sur l'eau. « Dans la famille, souligne Francine, on est marinier de naissance. » Balayant l'horizon du regard, Franky observe les miroitements du fleuve, épiant les tourbillons, les frisés d'écume. Comme dit Patrick Ponton, alias Pompon, éclusier à Rochetallée, « les vrais mariniers, ils savent lire l'eau d'instinct. Ils ont ça dans le sang ».

Le père de Franky, Francis Mague, un costaud de petite taille, à la moustache drue et à l'œil bleu, un bleu si pâle qu'il semble délavé, fait partie de cette caste. L'école, il ne l'a fréquentée, avoue-t-il, que « vingt et un jours au total ». C'est à l'armée que ce natif du nord de la France a appris à lire et à écrire. Le reste, il l'a cooquils tout seul, à même la vie, au fil de l'eau, en autodidacte absolu. Seigneur du fleuve, il a su cependant, contrairement aux héros des romans de Bernard Clavel, s'adapter aux évolutions du monde et aux lois du marché. Aujourd'hui, Francis Mague préside la coopérative artisanale Navi Sud-Est - seule du genre sur le Rhône - et s'est mis à l'ordinateur. Ses cheveux ont blanchi. Quand il s'adresse à lui, Franky ne dit pas « papa » mais « chef ».

Debout dans la cabine, devant le tableau de bord, tous deux restent aux aguets. Pieds nus, en short, le père et le fils portent le même t-shirt noir orné de l'aigle américain. Le Vaillant, un automoteur daniubien de 85 mètres de long et d'une capacité de 1 350 tonnes, vient de quitter l'embarcadere de Salaise-sur-Sanne, à une soixantaine de kilomètres au sud de Lyon. Il mettra un peu plus de cinq heures pour atteindre Collonges-au-Mont-d'Or, au nord de la capitale des Gaules.

« A la descente, on fait du 20 kilo-



pu voir le gamin toutes les semaines », explique Francine. L'escalade hebdomadaire à Beaucourt permet au trio familial de passer le week-end ensemble. Et puis, le Rhône, ils s'y sont faits. C'est un fleuve différent. On a beau l'avoir charcuté, bétonné, coulé d'une bonne dizaine d'écluses - la dernière en date, celle de Vaugris, a été inaugurée en 1981 -, il a gardé un peu de sa rudesse d'antan. « Le Rhin ou la Seine, c'est lent, ça glisse. Le Rhône, il roule », tenait à expliquer Francine. Son mari approuve d'un hochement de tête.

Sur la rive, à main gauche, une enseigne géante, plantée parmi les vignes, vante le Chapoutier, célèbre vin des côtes roches. On vient de passer le village d'Ampuis et son

Freycinet, maître d'œuvre, en 1879, d'un vaste programme de restructuration du système fluvial resté inchangé, la route, puissamment soutenue par les lobbies du béton et de l'automobile, et le chemin de fer, très largement aidé par les subventions de l'Etat, ont continué sur leur lancée. Le fluvial est resté loin derrière. Il ne représente que 5 % du trafic des marchandises (contre 75 % à la route et 20 % au chemin de fer). Parent pauvre du secteur des transports, il traverse aujourd'hui « une crise profonde, comme jamais la batellerie n'en a connue », estime le chercheur Bernard Lesueur, installé en région parisienne.

A remonter l'Histoire, le constat est amer. « Du tout-fluvial qui a

plus qu'un voyage par mois. C'est dur ! », souffle Francine. « Quand on regarde autour de nous, on s'aperçoit qu'il y a plein de marins qui ont disparu », ajoute son époux. Selon les estimations nationales, le nombre des artisans-bateliers ne dépasse pas les 1 000 - dont beaucoup ne voyagent plus qu'une ou deux fois par an, préférant « rester au pieu » (amarés) en attendant des jours (et des contrats) meilleurs. Les grandes compagnies fluviales françaises emploient, de leur côté, plus de 1 500 personnes, salariés de l'eau douce, sillonnant l'Europe ou l'Amérique sur des bateaux géants.

Le métier de marinier serait-il en voie d'extinction ? Au train où vont les choses, la réponse ne fait aucun doute. « On est né dans le mauvais siècle », résume un patron de Freycinet, ex-écluse à Saint-Jean-de-Loire. Et il n'est pas certain que le lancement du canal Seine-Nord puisse corriger la donne. D'un geste calme, Francis Mague a saisi le micro VHF. « Vaillant montant pour le pont de la Méditerranée lance-t-il. C'est pour prévenir, au cas où un bateau arriverait en face. » Mais le Rhône, à cette heure, est pratiquement désert. Le soleil éclabousse le velours sombre de l'eau, semant de grandes flâques de miel sur la surface du fleuve.

« Il y a vingt ans, on comptait une quarantaine d'artisans-bateliers sur le Rhône. Aujourd'hui, ils sont moins de vingt », confirme Gérard Foin, expert maritime et fluvial, dont les bureaux sont installés à Arles. « Contrairement au monde paysan, explique-t-il, le monde de la voie d'eau n'a pas d'électorat et ne dispose donc pas d'un lobby politique suffisamment puissant pour défendre ses intérêts. »

L'abandon du canal Rhin-Rhône - un projet décrié par les écologistes autant que par l'ancien ministre de l'environnement, Corinne Lepage, qui l'avait qualifié de « pharaonique » - sonnerait-il le glas du « fleuve-Dieu » chauvinement salué par Frédéric Mistral ? Pour les responsables de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), société d'économie mixte créée par un décret du 10 janvier 1951 et chargée de veiller aux destinées du fleuve, la décision du gouvernement de Lionel Jospin a été ressentie comme une « provocation » - au sens positif du mot, assure-t-on. « On se doit de relever le gant, de réagir, et non de baisser les bras », précise le directeur général de la CNR, Patrick Guilhaudin. L'enjeu, à long terme, est celui de « la place de Lyon, du sud de la France, et, plus largement, de la Méditerranée dans l'Europe des transports de demain », estime-t-il. Question vieille comme

le Rhône, qu'avait déjà pointée du doigt l'historien Fernand Braudel dans son ouvrage *L'identité de la France*. En attendant que les autorités se décident à trancher, la CNR limite ses ambitions à « l'amélioration du réseau existant », souligne M. Guilhaudin. La CNR espère notamment recevoir le feu vert du gouvernement pour finir les travaux d'aménagement de la Saône, de manière à permettre un jour aux automoteurs de « remonter le bassin Rhône-Saône, avec leurs cargaisons de pétrole ou de céréales, en allant de nos jusqu'au cœur de la Bourgogne ». Un optimisme mesuré, que partage Paul Pierron, le directeur régional de Voies navigables de France (VNF) à Lyon. « Début juillet, le premier 1 500 tonnes est arrivé à Chalon », se réjouit-il. Jusque-là, seuls les bateaux de type Freycinet (250 à 350 tonnes) y arrivaient.

CES minuscules victoires sont loin, pourtant, de soulever l'enthousiasme des mariniers et des grandes compagnies. « Les gens de VNF, ils plantent des fleurs pour les écluses et ils bichonnent les plaisanciers, pendant

« Dans le fond, si le Rhin-Rhône s'était fait, nous, les petits, on était morts ! »

que nous, les arbres, ils nous caressent la timonerie, et qu'on n'a même pas un pieu pour s'amariner ! », fulmine Nadine. En transit à Saint-Jean-de-Loire, elle et son mari Chadey ne se bercent pas d'illusions. Mariniers « de naissance », comme Francis Mague et son épouse, ils ont déconseillé à leurs fils de suivre la même voie. « Mes deux garçons sont matelots sur le Rhin », explique Chadey. Ils sont salariés sur un gros pétrolier : ils font quinze jours sur l'eau et une semaine à terre. « L'usine, en somme. « L'avenir est aux gros bateaux », ré- pète le marinier. « Dans le fond, si le Rhin-Rhône s'était fait, nous, les petits, on était morts ! », reconnaît-il, presque à regret.

« Que l'on passe de l'artisanat à l'ère industrielle, moi, ça ne me choque pas », renchérit le directeur régional de la CFT, Alain Biéche, dont les bureaux sont installés à Lyon, au port Edouard-Herriot. Classée parmi les trois plus grandes compagnies françaises de transport fluvial, la CFT a su - comme ses concurrents, dont la dynamique sociale Touza - diversifier ses activi-

tés. Les six pousseurs et la quinzaine de barges que la CFT fait naviguer sur le Rhône transportent du pétrole, du gaz, des produits chimiques, du matériel métallique, des engrais, mais aussi des conteneurs via Delta-Box, filiale de la CFT. « La seule solution, c'est le partenariat entre les grosses compagnies et les artisans », assure M. Biéche. « Partenariat » ou vassalisation, comme le redoutent nombre d'artisans-bateliers ? A entendre les qualificatifs peu amènes dont les uns et les autres se gratifient mutuellement, on se prend à douter de l'avenir du Rhône. La « spirale du sous-développement », selon l'expression de Paul Pierron, dans laquelle est plongée la France des fleuves et des canaux, ne semble pas devoir être enrégée de sitôt. Insuffisance du réseau, cherté des tarifs portuaires et du fret, lenteurs administratives, archaïsme mortel des dockers de Marseille : la liste est longue des tares chroniques dont souffre l'orgueilleux « fleuve-frontière », vaste cul-de-sac aux richesses incertaines - exception faite de ces « turbines géantes, tapies au fond des gorges des centrales hydroélectriques », qu'évoque le peintre François Baudouin (*Rivières et canaux de France*, éditions Anthèse, 1997).

En dix ans, entre 1985 et 1995, le trafic sur le Rhône a fondu comme oegle au soleil : un million de tonnes de marchandises en moins - auquel il faut ajouter la perte, en 1996, de 700 000 tonnes de sables et graviers. Le déclin est-il irréversible ? Selon la plupart des experts, le trafic sur le Rhône représente 1 % de celui du Rhin et environ 20 % de celui de la Seine. Les uns voient dans ces chiffres le signe d'une amitié irrémédiable, les autres veulent y puiser matière à espérer. Après tout, la CFT ne vient-elle pas de ramener sur le Rhône huit nouveaux bateaux de Rommanié ? Et les clients Lafarge, dont les usines sont installées au bord du fleuve, dans la région du Telli, n'ont-ils pas décidé de faire transiter désormais une partie de leur production par bateau ? Reste à savoir si ces « indices de vitalité » sauront convaincre Paris. A bord du Vaillant, Francis Mague esquisse un sourire. Il rêve à voix haute : « Si seulement ils se décidaient à allonger les écluses et à creuser le fond des canaux sur la Saône ! Il suffirait de passer de 1,80 mètre à 2,20 mètres. C'est pour tant pas la lune et ça ferait un boom formidable pour le transport fluvial ! » Au loin, le ciel s'embrase au-dessus de l'île Barbe. Le Rhône s'endort enfin.

Catherine Simon
Dessin : Nicolas Vial

Le Rhône à contre-courant

Parents pauvres du secteur des transports, les artisans-bateliers ne sont plus qu'un millier en France, dont une vingtaine sur le Rhône, transformé en cul-de-sac par son isolement des grandes voies d'eau européennes

mètres à l'heure. Mais à la montée, on ne dépasse pas le 15 à l'heure », prévient le patron du Vaillant. Avant de fixer leur choix sur le Rhône, les Mague, pendant quinze ans, ont voyagé un peu partout. « On a fait l'Est, la Saône, le Rhin... » Le Rhin leur plaisait bien. Mais le bassin rhénan, contrairement à son cousin rhodanien, est immense. Depuis septembre 1992, date de l'inauguration de l'Europakanal, Néerlandais et Allemands naviguent d'un seul trait de Rotterdam à la mer Noire.

Le couple Rhône-Saône, lui, ne dépasse pas les 500 kilomètres, dont un peu moins de 400 (entre Fos-sur-Mer et Chalon-sur-Saône) sont accessibles aux gros bateaux de gabarit européen. « Si on s'était mis sur le Rhin, jamais on n'aurait

château de pierres blanches. Arrivant en sens inverse, un gros automoteur à barge croise lentement le Vaillant. D'un bateau à l'autre, les hommes lèvent le bras en guise de salut. « C'est le Saint-Michel, commande Francis Mague. Il a le nez roumain, un arrière canadien et le capitaine est berrichon. »

BRICOLÉE, rafistolée, modernisée avec des moyens de fortune, la flotte fluviale française est à l'image du désintérêt persistant que lui témoignent, depuis plus d'un demi-siècle, les hommes politiques et les gouvernements.

Alors que vieillissent les dernières péniches de type Freycinet (du nom de l'ingénieur et polytechnicien Charles de Saulces, baron de

marqué le XIX^e siècle, on est passé au tout-ferroviaire, avant de se mettre, depuis la présidence de Georges Pompidou et jusqu'à aujourd'hui, à tout miser sur la route », regrette l'auteur de *La Grande Batellerie* (coédition La Mirandole-Pascal Dondey, 1996). Ailleurs en Europe, même si la concurrence existe entre les différents modes de transport, « la combinaison est beaucoup plus équilibrée », insiste le chercheur. A l'instar de nombreux spécialistes, amoureux ou non des voies d'eau, il considère que « la seule solution d'avenir est d'établir une politique globale des transports », permettant d'harmoniser efficacement les performances du rail, de la route et de l'eau. On en est loin.

Sur la Seine aussi, le travail diminue. On a des amis qui ne font

Le Monde

Les trois défis d'une nouvelle morale laïque

par Jean Baubérot

CETTE fois, cela semble prendre tournure : les récentes déclarations du ministre de l'éducation nationale indiquent que les habitudes prises sur le « nécessaire retour » de la morale à l'école publique ne resteront pas forcément des vœux pieux. À l'œuvre donc... mais en évitant qu'une désillusion ne se fasse rapidement jour. Outre de nombreux problèmes concrets, trois « défis » essentiels sont à relever.

Le premier défi consiste à clarifier la référence de plus en plus fréquente aux « temps heureux où l'on enseignait la morale à l'école ». Le consensus apparent – et un peu ostentatoire – recouvre en fait deux options. Les nos évoquent, avec des trémolos dans la voix, la « petite phrase » de morale élémentaire copiée chaque matin par les écoliers d'il y a cinquante ans. Les autres invoquent une morale civique que l'enseignant, comme autrefois, les « valeurs républicaines ».

Chacun se trompe ou partiellement. Les premiers parce que la morale laïque était déjà sur le déclin quand elle s'est réduite à une phrase puérile et bonnette. Les seconds parce que la morale laïque a toujours été plus large que le civisme républicain. Dans sa période faste (fin du dix-neuvième, début du vingtième siècle), elle a signifié toute une vision morale réformatrice du monde,

Où donc se niche un espoir plausible dans la société française actuelle ? Quels sont ses projets d'avenir ?

Et cet ample idéal moral induit des mises en question : par exemple, le maître ou se contentera pas de proscrire le vol, il en précisera les formes commises par des adultes en apparence honnêtes : escroqueries, fraudes diverses, abus de position dominante. En retour, les élèves, dans leurs devoirs, se feront une joie de mettre en scène des

grandes personnes de leur entourage en train de commettre des « indélicatesses morales ». L'enseignement de la morale devient la formation à un regard critique sur la vie sociale quotidienne.

Sauf à considérablement régresser par rapport à nos devanciers, rétablir la morale à l'école ne peut signifier se borner à donner quelques interdits à des loubards de banlieue. Avec la pédagogie appropriée, cela doit traduire une réflexion morale de la société sur elle-même (pas seulement sur ses marges ou sur ses déviations), un véritable discours moral autocritique qui reste largement à construire.

Le deuxième défi consiste à ce pas se montrer amnésique quant aux raisons qui ont conduit la morale laïque à disparaître des programmes scolaires. Son déclin est dû, en partie, au fait qu'elle s'est montrée moins exigeante envers l'Etat républicain qu'à l'égard de l'individu ordinaire. On espérait le progrès moral et social par la démocratie... et c'est la guerre mondiale de 1914-1918 qui est venue, avec la manière si dévouée d'hommes dont elle a été conduite.

Des doutes se sont fait jour. Doubtes renforcés par la crise économique des années 30, Vichy et les guerres de la décolonisation. Les enseignants n'ont plus cru à de larges pans de la morale qu'ils étaient censés enseigner. Au même moment, dans la société

civile, s'est développée une critique des institutions trop sûres d'elles-mêmes, dont mai 68 a été le feu d'artifice. Il faut donc rechercher un renouveau de la morale laïque et non son « retour » ; un renouveau qui ne fasse pas fi des contestations dont elle a été l'objet.

Car, troisième défi, la morale est vite envahissante et autoritaire si elle est close sur elle-même. Provoquer à une réflexion morale est sans doute plus efficace qu'enseigner des normes toutes faites, même si se révèle également nécessaire de poser explicitement le problème de l'interdit. Mais un interdit n'a de sens qu'ordonné à des fins. Il constitue le revers de l'espoir. Où donc se niche un espoir plausible dans la société française actuelle ? Quels sont ses projets d'avenir ? Notre « républicanisme » ou se trouve-t-il pas paralysé par le dilemme : défense crispée d'une « exception française » menacée ou renouveau face à l'Europe et la mondialisation ?

Une nouvelle morale laïque dépend de notre capacité à dépasser cette double impuissance, à constituer, dans la confrontation des valeurs et des civilisations, un apport possible d'un nouvel universalisme à construire.

Jean Baubérot est historien et sociologue.

Le droit d'aller et venir en paix

par Johnny Hallyday

QU'UNE jeune femme belle et adulte du monde entier soit morte pour échapper à des photographes qu'elle côtoyait depuis toujours jovite à la réflexion.

Quelle personnalité médiatisée n'a pas connu les faux départs, les voitures-lourdes et, pour finir, les courses-poursuites en pleine ville avec une meute de journalistes ?

Toutes peuvont mal se terminer et pas seulement pour le gibier : chasseurs et spectateurs sont également exposés. Si un motard de presse ou un piéton attardé avait payé de sa vie le manège imbécile qui a coûté la sienne à Diana, la tragédie – d'un point de vue humain – eût été la même.

Pourchassé parfois jusqu'à l'écoeurement, je n'éprouve cependant aucune aversion pour mes poursuivants : ils font leur métier, qui correspond à une demande, celle de leurs commanditaires qui obéissent eux-mêmes à la loi du marché.

Comme tant d'autres appartenant au monde de la politique, du spectacle ou du sport, j'ai accepté que bico des aspects de ma vie soient publics, et j'accepte encore parce que cela fait partie de mon métier tel que je le conçois.

Faut-il pour autant qu'aucune limite n'existe plus ou que celles qui existent encore se soient pas réellement observées ?

N'est-il pas temps, pour ramener le calme, de fixer une fois pour toutes des règles de bonne conduite, interdisant l'escalade et adoucissant la concurrence féroce à laquelle se livre la presse « people » ?

À défaut, toute personne connue du grand public devra – comme on voudrait indirectement m'y obliger – accepter sans brocher qu'on tienne son seullement son image mais aussi, par contamination, celle de son entourage.

Où m'explique qu'en l'état actuel du droit français – l'un des plus protecteurs, paraît-il, de la vie privée – il n'est pas possible d'aller plus loin dans la répression et la réparation des abus.

Mais puisque en France – comme partout – il faut une crise ou un malheur pour faire bouger les choses, ne doit-on pas d'urgence redéfinir par une loi plus précise et plus contraignante la frontière qui sépare la liberté de la presse – que je respecte – de celle plus élémentaire encore d'aller et venir en paix ?

Johnny Hallyday est chanteur.

Refonder notre système éducatif

par Suzanne Citron

DANS le silence de l'été, Roger Fauroux a invité le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, à ouvrir sans délai trois grands chantiers de réforme du système scolaire. Le savoir : permettre aux enfants d'apprendre mieux. L'équité : contraindre les processus ouverts ou cachés de ségrégation scolaire. L'efficacité : transformer une administration bureaucratique en un ministère de mission et libérer l'innovation (Le Monde du 1^{er} août).

Cet appel, qui rejoint les propos tenus avant les vacances par Claude Allègre et Ségolène Royal, sera-t-il entendu dans le grand public ? Dans l'état d'urgence – bouffées de violence, dépersonnalisation d'adolescents, nombre inquiétant de suicides des jeunes de quinze à vingt-quatre ans – on doit l'espérer. La société française devrait enfin prendre conscience des obstacles et des butoirs qui, depuis des décennies, ont fait tomber à la trappe les innombrables travaux historiques et critiques, les conclusions des colloques et commissions qui se sont penchés les uns après les autres sur les pathologies du système.

Certes, le « mammoth » s'est fiché sur ses propres défenses. Mais ne faut-il pas aussi, dans cette paralysie, incriminer la véhémence parfois terroriste d'une frange de l'opinion, médiatiquement active, qui n'a cessé de caricaturer, de dévaluer et finalement de contrecarrer l'innovation ?

Les uns ont clamé qu'on n'apprenait plus l'his-

toire à nos enfants, ce qui a bloqué la réflexion critique sur l'historiographie scolaire. D'autres, tandis que le collège s'ouvrait à tous les petits Français, ont pleuré sur les detresses d'une école attachée à l'ancienne quiétude des humanités classiques. Quelques-uns ont fantasmé sur le « pédagogisme » qui conduisait à l'illettrisme et diabolisé les IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) en cours de création.

Ne faut-il pas, dans la paralysie, incriminer la véhémence parfois terroriste d'une frange de l'opinion qui n'a cessé de caricaturer l'innovation ?

Aujourd'hui, l'ouverture sans délai du premier des chantiers proposés par Roger Fauroux pourrait entraîner une mise à plat des contenus scolaires, du modèle scolaire fondé sur un dispositif de savoirs qui ne tient pas compte de la diversité des talents et ne permet pas d'aider chaque jeune à s'approprier des connaissances et une culture auxquelles il puisse donner du sens. L'encyclopédisme de notre système national

de programmes, qui, à partir de la sixième, impose une multiplication de savoirs littéraires cloisonnés, a fait l'objet de maintes dénonciations.

Le grand colloque d'Amiens, en mars 1968, avait démonté les anachronismes et les blocages d'une culture scolaire qui remontait au dix-neuvième siècle. Trente ans après, l'organisation du savoir demeure la juxtaposition de disciplines pensées verticalement par les inspections générales de spécialité.

Le Conseil national des programmes, installé par Lionel Jospin quand il était ministre, l'a reproduit. Aucune réflexion d'ensemble sur la métamorphose de la science (Prigogine) ni problématique pour actualiser et réorganiser les contenus à transmettre n'a émané de ce Conseil en direction des enseignants, des parents, du public. Il dépend de la politique et de nous tous, conclut Roger Fauroux, que « chaque année des milliers d'enfants se gagnent ou se perdent ». Tous ceux et celles qui, depuis longtemps ou de fraîche date, militent pour de profonds changements espèrent en la lucidité, le courage et la capacité d'explication du gouvernement de Lionel Jospin avec Claude Allègre et Ségolène Royal. Ils poseront peut-être enfin les bases d'une refondation, celle d'un service public d'éducation initiale et permanente ouvert sur le prochain siècle.

Suzanne Citron est historienne.

Une mort ordinaire...

par Francine Cicurel

BIEN entendu, il apparaîtra comme plate-morale ou prosaïque d'aller invoquer comme cause de la mort de la princesse Diana le respect du code de la route. Devant un mythe qui se construit sous nos yeux, on viendrait dire que, comme vingt-cinq personnes chaque jour dans ce pays, Lady Diana a eu une mort effroyablement banale.

On sait que la Mercedes faisait du 190 km/h, en ville, là où c'est le 50 qui est prescrit. On sait déjà, aussi, que le chauffeur conduisait avec un taux excessif d'alcool dans le sang.

Peu de commentateurs de l'événement ont d'abord songé à mettre en avant comme cause principale – et probablement unique – le monstrueux excès de vitesse et la coodulte en état d'ivresse. Et si les photographes sont à poursuivre, ils le sont aussi en raison d'un dépassement de la vitesse autorisée, ce qui, à n'eo pas douter, était le cas.

En janvier 1995 a été repoussée

de l'ordre du jour du 5600 la loi sur le délit de très grande vitesse votée par les députés (il s'agissait, rappelés-le, de constituer ou délit un dépassement de plus de 50 km/h de la vitesse autorisée).

Ne voit-on pas, aujourd'hui, qu'une tolérance à la mort et à de cruelles blessures ?

Il est temps de réintroduire une loi de défense de la vie qui aurait incontestablement une vertu dissuasive.

Si les princes, si les ministres, si chaque citoyen érigeait ce principe absolu le respect des 50 km/h en ville, comme symbole de pacification dans les rues, la mort sortirait de nos cités.

Il est, bleo sûr, plus exaltant d'aller chercher la cause de la mort de la princesse de Galles dans le harcèlement des photographes, et il faut encourager le débat public à aller dans le sens d'un plus grand respect de la vie privée mais aussi, souhaiçons-le, de celui de la vie tout court.

Pour ces enfants, femmes et hommes dont on ignore la mort silencieuse et quotidienne, pour ceux qui disparaissent dans cette angoissante violence anonyme, provoquant dans leur entourage ces mêmes douloureuses interrogations, il faut rappeler avec force cette équation simple : vitesse + alcool au volant = augmentation des accidents mortels. Parce que la princesse Diana et ses compagnons, comme 9 000 Français chaque année, sont morts de cette effroyable mort-là.

Francine Cicurel est cofondatrice de la Ligue contre la violence routière.

Le lifting des idéaux

par Henri-Pierre Jeudy

CHACQUE fois qu'un journaliste demande de préciser concrètement son programme à un homme politique, celui-ci ne manque pas de répéter les quelques mots-clés qui devraient calmer les angoisses provoquées par l'incertitude de l'avenir immédiat. S'il se mettrait à rêver en public de lendemains enchantés, passerait-il pour un illusionniste ? Imaginons qu'il supprime de son vocabulaire le mot « chômage » : il n'aurait aucune chance de garder sa place, il apparaîtrait comme un irresponsable. Les mots-clés, même s'ils désignent ce que tout le monde sait déjà, sont indispensables pour maintenir l'éveil de l'opinion publique. Quant à son réveil, c'est une autre affaire ! L'opinion publique est versatile. Sa prétendue inconstance n'est-elle pas le résultat d'une incertitude collective légitime ?

Quand toute mesure concrète fait pour au lieu de rassurer et que le moindre souffle d'idéalisme est frappé de suspicion, les gouvernants ont bien du mal à entretenir des croyances partageables. Figure du réalisme gestionnaire, ce spectre de la mesure concrète sonne le glas de tout idéalisme. Un projet de société est tenu pour insoutenable s'il ne répond pas à la nécessité économique. L'atmosphère de méfiance n'est pas une conséquence des an-

goisses provoquées par les incertitudes de l'avenir ; elle est d'abord produite par des décisions dont l'objectif est de maintenir seulement le taux de crédibilité de ceux qui les prennent.

Quand la nécessité anéantit la croyance, les plus incultes réclament pourtant des illusions, comme si l'absence définitive du moindre idéal était inévitable. Mais toute manifestation d'un idéalisme fait vieux jeu. La réalisation de l'Europe est un bel exemple. Au lieu de faire rêver, tel un grand idéal communautaire, elle est devenue un épouvantail avec ces multiples impératifs d'une restructuration permanente qui fait de l'imaginaire du progrès une cause perdue.

Dans une perspective européenne, on sait déjà que le service public « à la française » ne sera plus de mise. On parle de « services d'intérêt économique général » et c'est là une manière de rompre avec une vieille culture du service public. Le chemin de fer, la poste dans les campagnes subissent des réductions de plus en plus draconiennes au nom de leur manque de rentabilité et le souci de conserver des réseaux tenus pour périmés entre dans la catégorie de la muséification de la vie sociale en zone rurale. Les habitants du centre de la France qui ont toutes les chances de ne plus avoir de train un jour prochain vivent cette éventualité comme la menace

de leur isolement total, en se voyant déjà « rayés de la carte ».

Même virtuelle, la fonction de service public assure la représentation partagée d'une survie collective. Si les trains sont vides, le fait qu'ils circulent suffit à renforcer la présence visible du réseau. Le service public n'est pas seulement une réalité économique, il a fait naître tout un imaginaire social.

L'idéalisme n'a-t-il pas changé de cap ? Il paraît avoir trouvé un second souffle avec les réseaux de communication qui permettent aux incertitudes d'oublier leurs soupçons et de se plonger dans la mondialisation des échanges sans fin. Si la disparition du facteur de campagne provoque l'enterrement de certaines relations sociales – dites de proximité –, on ne semble plus avoir de doute sur l'avènement d'une nouvelle « socialité » avec Internet.

L'hymne à « l'intelligence collective » ne cesse de retentir et l'avenir le plus rose s'annonce avec la croyance en une socialisation par l'usage intensif des télécommunications. Puisque la démocratie ne serait plus réalisable dans le face à face, elle le deviendrait dans le cyberspace, chacun retrouvant sa place de sujet dans une communauté mondiale qui ne cherche plus qu'à communiquer.

Cet idéal-là présente au moins l'avantage de pouvoir s'accomplir

sans se heurter aux contradictions d'une quelconque réalité quotidienne. Il suffit d'avoir le matériel nécessaire et la foi en la communion intersidérale des esprits bien pensants ! Plus il est besoin de cette nostalgie des liens symboliques qui avaient pour support les réseaux traditionnels et loin de nous toute vision chaotique d'un univers dominé par la technologie. C'est l'idéalisme à l'état pur, délivré des contingences existentielles. La démocratie universelle obtenue grâce au partage communautaire des intelligences individuelles est appelée à transcender le misérabilisme de nos conflits quotidiens. Et l'antique conception humaniste du « service public » n'a plus aucune raison d'être puisque les réseaux de communication n'ont que faire de la distinction entre le privé et le public. Tout réseau doit être public et au service de tous. Il suffit d'y avoir accès.

Cet idéalisme d'une communauté intersidérale offre l'illusion d'une équité parfaite. Imposant la certitude d'une égalité des chances par le seul exercice des compétences de chacun, il laisse croire que les réseaux sont une arme contre la prolifération du chômage, contre l'injustice sociale et contre tous les maux de la société. Le monde virtuel se présente comme le nouveau monde des possibles. Les hommes politiques eux-mêmes aspirent à deve-

nir des « gouvernants virtuels », mais leurs tentatives de virtualisation sont prises par la masse des incertitudes comme des signes de fuite.

Alors qu'ils sont contraints de se coltiner des problèmes que tout le monde s'acharne à désigner comme « concrets », ils savent de plus en plus que les mesures virtuelles de viement le seul moyen de soutenir la croyance aux solutions alternatives. Le passage du réel au virtuel est une stratégie apaisante puisqu'un pareil déplacement conjure toute menace de discord. Dans le cyberspace de « l'intelligence collective », la réalité devient une fiction présentant l'avantage d'être toujours en train de construire.

L'entrée dans les mondes virtuels ouvre-t-elle la voie au renouvellement des croyances ? Ce sont plutôt les idéaux épuisés par les défaites technologiques qu'on retrouve dans la conquête d'une démocratie universelle par les réseaux de communication. Si la technologie change, l'idéalisme qui accompagne ses métamorphoses n'offre que l'illusion de son propre rajeunissement. Ce sont les mêmes valeurs qui reviennent. Mais le lifting des idéaux permet d'oublier la morosité du réel sans sombrer dans le scepticisme malade.

Henri-Pierre Jeudy est sociologue (CNRS).



LE PRINTEMPS DE LA MODE

"C'est une vraie révolution que nous avons entreprise au Printemps, par amour des femmes. Pour accompagner, embellir, faciliter leur vie, nous avons rendu le magasin plus beau, plus attirant et plus actuel.

Nous souhaitons être attentifs à leurs désirs, les conseiller dans une ambiance chaleureuse et sympathique. Le Printemps doit toujours être en tête des listes de shopping, c'est l'incontournable en matière de mode. Il faut que les clientes ressentent le besoin urgent de venir voir ce qui se passe chez nous avant d'acheter. C'est pourquoi nous avons porté notre attention sur la mode et tout particulièrement sur les accessoires. Pour une femme, acheter un nouveau sac ou de nouvelles chaussures, c'est une manière simple d'être dans le ton sans tout changer.

Sur deux étages entiers, nous avons réalisé un pré-choix qui correspond à l'attente de nos clientes, dans toutes les gammes de prix. Le rez-de-chaussée du "Printemps de la Mode" est en prise directe avec les tendances. On y trouve tout ce qui est dans l'air du temps.

Au premier étage c'est l'atmosphère des boutiques de luxe. Certaines femmes n'osent pas franchir les portes des grandes maisons. Ici les plus grandes marques sont rendues accessibles, grâce à un environnement très actuel, tout en conservant leur univers traditionnel.

Nous devons comprendre ce que les clientes cherchent et les guider en douceur. L'acte d'achat doit toujours être un plaisir, jamais une corvée. Et pour cela, on a besoin du Printemps."

Pour vous, le Printemps imagine, cherche... et trouve. Il vous fait découvrir les courants de mode qui vont bientôt se révéler...

Le Printemps explore un thème et le décline avec une sélection de produits. En septembre : le rose et la rose. En octobre : la féminité. Le plaisir à l'état pur.

Coup de projecteur sur une tendance du moment. Chaque mois, des surprises, au cœur même de la mode.

Tous les trois mois, le Printemps met en avant pour vous les incontournables de la saison, dans chaque famille d'accessoires. Vous êtes sûrs de faire le bon choix.

Il vous révèle les produits qui créent la rumeur internationale : aujourd'hui, les bougies d'art signées par les plus grands créateurs, comme Donna Karan, Chris Ruhl, mais aussi les parfums mythiques des couturiers et des parfumeurs à l'ancienne...

Toute une sélection d'accessoires particulièrement dans l'air du temps que le Printemps a créés exclusivement pour vous dans un souci de qualité et de prix irréprochables.



A l'issue de deux ans de travaux qui se sont déroulés sans que le magasin ne soit jamais fermé, le "Printemps de la Mode" s'est donné les moyens de tenir un pari ambitieux : celui de rester, avec 20 000 m² et cinq étages, la référence parisienne en matière de mode et de shopping. La métamorphose s'est faite en douceur, mais c'est par un coup d'éclat qu'elle apparaît au grand jour, avec l'ouverture, sur deux étages et 7000 m², d'une surface de vente exclusivement consacrée aux accessoires. "Le marché des accessoires est en train d'exploser dans le monde, explique Catherine Royer, directrice de la mode au Printemps. Si les femmes ont pu parfois, ces dernières années, donner l'impression de boudier la mode, elles ont continué à acheter des sacs, des chaussures, des ceintures, des bijoux ou des chapeaux. Plutôt que de renouveler

complètement leur garde-robe, elles ont choisi d'actualiser leurs tenues en misant sur l'accessoire. Le phénomène est indéniable à nos yeux : l'accessoire millésime une silhouette." Devenant un des plus grands magasins d'accessoires d'Europe, ces deux étages du "Printemps de la Mode" sont cependant nettement différenciés.

Le rez-de-chaussée se fait l'écho des modes, des tendances, de la rumeur et de ses renouvellements, il présente des produits inédits et exclusifs.

Le nouveau premier étage est dévolu au luxe et au prestige et les plus grandes maisons françaises et internationales y prennent le risque de l'accès libre propre au grand magasin, sans rien céder de leur personnalité.

On y trouvera même un quartier de la haute joaillerie avec ses grands noms qui font rêver.

Le Printemps entend à la fois assumer son passé et se tourner vers l'avenir. "Le Printemps, commente Catherine Royer, occupe une place unique dans le cœur des Parisiennes. Nous avons voulu respecter ce précieux héritage."

Passage obligé de la mode, le Printemps se conçoit comme un "Magasin Plaisir" où les femmes ont le privilège d'ignorer l'air du temps et de s'affranchir leurs envies, le droit de flâner et le devoir de se promener. Il se veut un lieu à la fois ouvert, où les vêtements se sentent libres mais aussi rassurant et initié par le magasin à ne pas à prendre la parole, via des boutiques à thèmes et des espaces réservés aux créateurs. Il se veut un magasin de mode en trois dimensions que les femmes auront plaisir à parcourir, à feuilleter et, quand elles le voudront, à dévorer jusqu'à la dernière ligne.

Le "Printemps de la Mode", c'est comme le printemps tout court : une renaissance, un nouveau départ. On respire mieux, on regarde autrement, on se laisse attendrir, on a envie de flâner. De tous ces désirs mêlés, Le Printemps a décidé d'en faire une réalité en choisissant comme élément "moteur" la mode comme les femmes l'aiment, fantasque et sage, libre et légère, accessible et plaisante. A l'achat-besoin, à l'achat précipitation (qui est souvent l'achat déception), Le Printemps ajoute aujourd'hui l'achat-séduction. La séduction ne contraint pas, elle recherche l'échange, elle sollicite la confiance. Voilà pourquoi le "Printemps de la Mode" est un magasin où l'on va de découverte en découverte, où l'on se sent à la pointe de l'actualité de la mode, où l'un achète à son rythme et à son gré, où tout est fait pour la détente, la découverte et le plaisir.

Cette conception actualisée de la vente est en totale adéquation avec les mentalités contemporaines. Au "Printemps de la Mode", on a toujours le choix, la lumière et l'espace. On peut prendre son temps, on achète sans crainte et sans remords... On devient une cliente privilégiée.

La preuve, ou plutôt les preuves :

- aux quatre entrées-rotondes, un vestiaire est la disposition de toutes et de chacune : c'est tellement agréable de pouvoir en toute sécurité se débarrasser de son manteau, de son écharpe, de ses paquets...
- aux caisses, plus de bousculade ni d'attente : pas moins de soixante-dix caisses au rez-de-chaussée ont remplacé les habituelles caisses centrales et la queue oblige...
- à tous les étages, en plusieurs points, des sourires accueillants, des lieux d'accueil et des lieux de détente et de respiration...
- la circulation est fluide et l'approche facile : plus d'allées labyrinthiques où l'on s'égare et se bouscule.
- au 1^{er}, au 3^e ou au 6^e étage, à n'importe quelle heure, on peut se détendre et reprendre des forces : petite salade, repas raffiné ou tasse de thé, on va s'asseoir, souffler, regarder, bavarder...

Toutes ces innovations, cette convivialité attentive, témoignent d'une nouvelle philosophie de la distribution : celle du "Magasin Plaisir".



L'écran, dit-on, ne doit pas tuer le bijou. Et cela reste vrai même quand cet écran est lui-même un bijou. Tel est le problème qu'a dû affronter, au moment de tracer les plans du nouveau "Printemps de la Mode", le cabinet d'architectes Jacqueline et Henri Boiffils, déjà responsables du "Printemps de la Beauté".

L'écran, ici, c'est un grand magasin qui est ou seulement un site parisien historique mais encore un monument classé.

Le "Printemps de la Mode" est né de la volonté de faire vivre une relation fondée sur le plaisir et le bien-être qui passe par l'espace et par la lumière. La lumière ? Elle coule à flots de la verrière réalisée par le maître verrier Guillaume Sualburg et se répand, obligeante et mélodieuse, dans des espaces qui sont à la fois ouverts et différenciés dans une ambiance feutrée, douce et féminine.

Le regard désormais se pose et s'apaise en suivant le rythme des piliers repeints couleur crème,

du plafond jaune vanille, des murs vert amande.

Le rez-de-chaussée et le premier étage, tous les deux dévolus à l'accessoire, vivent maintenant à l'unisson grâce à la vaste mezzanine qui les rend solidaires.

A l'entrée du rez-de-chaussée, on a réactualisé les quatre rotondes et leurs superbes mosaïques Arts-et-crois, redessinées par Pierre Mesguich, ornées du logo "Printemps" des origines. Au premier étage, l'architecture a été conçue pour que chaque grande marque de luxe retrouve ses propres codes, comme dans leurs autres boudoirs.

Là encore, il fallait trouver le juste équilibre entre la personnalité du magasin et le respect dû à l'univers spécifique des marques.

Cette métamorphose spectaculaire du "Printemps de la Mode" insufflé une énergie nouvelle et un esprit contemporain et international au toujours très parisien "Printemps du Boulevard Haussmann".



"Nous avons voulu rendre hommage à ces maisons célèbres en respectant leur univers, explique Catherine Royer. Du même coup nous ouvrons grand la porte du luxe à nos clientes. Eotrée libre..."

Au premier étage du "Printemps de la Mode" s'ouvre ce nouvel

espace unique où vous avez rendez-vous avec la beauté, l'excellence, la perfection, la tradition, la création, le savoir-faire.

Tout a été conçu pour que les marques les plus prestigieuses y soient comme chez elles. Autour de vastes allées, vous débambulez librement dans un

espace aéré autour duquel sont disposées les boutiques des grandes marques, chacune avec leur architecture et leur décoration spécifique.

Rencontrez les grandes maisons françaises et internationales, elles vous reçoivent dans une atmosphère élégante et feutrée pour

vous présenter leurs valeurs sûres et leurs dernières collections. Venez... pour le plaisir des sens. Le premier étage, c'est aussi un espace consacré à la haute joaillerie, une première dans un grand magasin. Les plus grands noms sont présents comme Chaumet, Cartier (avec

ses montres et sa nouvelle gamme de joaillerie), mais aussi Bvlgari, O.J. Perrin et les montres d'Audemars Piguet, Blaupunkt, Baume & Mercier, Piaget. Avec, en prime, un service spécial "diagnostic" pour les montres haut de gamme et un personnel qualifié.

هنا من الأصل

Le Printemps crée le
NOUVEAU

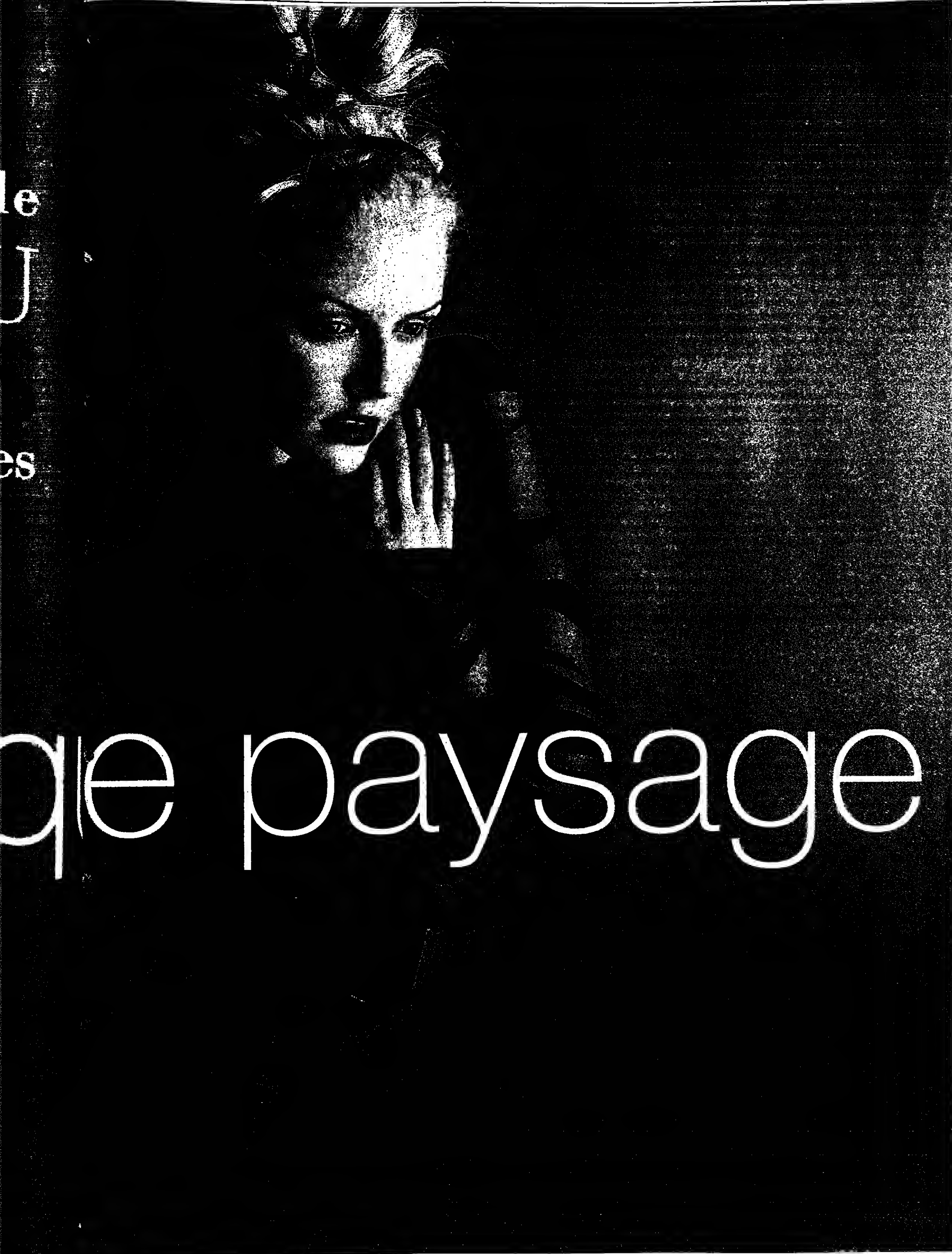
par amour des femmes

PRINTEMPS HAUSSMANN

être l'unique p

مكتبة الامم المتحدة

LE MONDE / JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997 / 17



le
J
es

que paysage

L'ACTUALITÉ DU MAGASIN PRINTEMPS

Le Printemps de la Mode, la femme à tous les droits. Selon son style et ses humeurs, il lui faut un déjeuner à plusieurs vitesses.

Rapide et sympathique, la formule bistrot du Petit Fin en séduira plus d'une, avec ses salades et ses tartines de pain de campagne (3^e étage du "Printemps de la Mode"). Traditionnel et historique, à la Brasserie Fin, sous la prestigieuse coupole du magasin, voici un bon déjeuner en perspective, doté d'un service irréprochable. Un rendez-vous à donner (01.42.82.58.81) et à ne pas manquer ! Léger, mais toujours de qualité, lui aussi au 6^e étage du "Printemps de la Mode", le Café Flo est bien digne de son grand frère. Calme et luxueux, voici une pause gourmande en toute volupté. Thé, chocolat, décor, service... tout est à l'ancienne dans ce nouveau salon de thé Ladurée qui propose ses célèbres macarons avec autant de raffinement que rue Royale (au 1^{er} étage du "Printemps de la Mode" dans le nouveau quartier du luxe). Elevé et express, le Self de la terrasse : à ne pas manquer pour sa très belle vue sur les toits de Paris (au 9^e étage du "Printemps de la Maison").

Le Printemps de la Mode, la femme à tous les droits. Selon son style et ses humeurs, il lui faut un déjeuner à plusieurs vitesses.

Ca y est, la rumeur est lancée. La rentrée sera rose ou ne sera pas ! Et croyez-moi, "L'œil du Printemps" se trompe rarement. "L'œil du Printemps" c'est une nouvelle animation, un regard que chaque mois le Printemps pose sur l'air du temps. En ce mois de septembre, peu importe la météo, le temps n'est pas à la grisaille : 70 m² de boutique, dès l'entrée du magasin, viennent s'offrir avec gaieté que le rose est dans le vent. Une rose ? Vous la cueillez à peine franchi le seuil. Un rose ? Osez celui des sacs de créateurs - 31 Février ou Didier Lavilla - ou celui du fabuleux chapeau de Philippe Model. Tout rose ? En exclusivité, la montre Zucca en deux modèles fuchsia et aussi les bougies, les parfums, les houppettes, le maquillage... Si vous le désirez, et grâce aux punchcards de rose qui rappellent à chaque étage le thème du mois, vous pourrez en septembre être rose de plaisir et jusqu'au bout des ongles.

Le Printemps de la Mode, la femme à tous les droits. Selon son style et ses humeurs, il lui faut un déjeuner à plusieurs vitesses.

Se chercher. Se dévaster. Se dénigrer. Se trahir. Le shopping est un moment narcissique où le plaisir de passer d'un miroir à un autre se puis à une cabine d'essayage ne doit pas être gâché par un brouhaha frivole ou un visage défait. Parce qu'il connaît les femmes de "Printemps de la Mode" leur propose de se faire, sur place, une beauté. Pour les femmes organisées, le salon Jean-Louis David Tradition fournit toutes les prestations d'un coiffeur de prestige et offre un parfait moment de détente et de relaxation. Pour les femmes pressées, il y a Jean-Louis David Quick Services qui, comme son nom l'indique, est capable en un tour de main et en trois quart d'heure (chrono) de vous recréer une coiffure, le tout sans rendez-vous. Tous deux sont au 4^e étage du "Printemps de la Maison" (01.42.82.41.41).

Le Printemps de la Mode, la femme à tous les droits. Selon son style et ses humeurs, il lui faut un déjeuner à plusieurs vitesses.

Au "Printemps de la Mode", la mode est partout, sous toutes ses formes, pour tous les goûts. C'est au troisième étage qu'elle peut se déployer dans ce qu'elle a de plus immédiat, de plus rapide, de plus "tendance". C'est l'étage des coups de cœur, parfois des coups de folie. C'est l'étage du rythme, des chocs de couleurs, des mélanges de cultures. C'est l'étage du jean et de la décontraction, avec ses marques incontournables comme Gloverall, Moncler, mais aussi les Anglo-Américains tels que CK Jeans et Polo Sport de Ralph Lauren, ou le clan italien : Armani Jeans, Trussardi Jeans, sans oublier Adidas, Levi's, Cimarion et la marque Printemps de sportswear raffiné C. Libre. Le deuxième étage, restructuré lui aussi l'an dernier, est consacré au chic et à l'élégance et perpétue la tradition la plus parisienne du grand magasin. On y retrouve, dans une présentation claire, chaleureuse, aérée, les meilleures marques de prêt-à-porter haut de gamme mais aussi les marques propres du Printemps, comme Manuscript, dans un esprit couture (et un excellent rapport qualité-prix) ou Boulevard Haussmann, une collection de pièces interchangeables, des vêtements d'un esprit sport et chic composables à l'infini qui s'adressent aux femmes actives aimant coordonner leurs silhouettes. Des grands classiques à porter parce qu'on les aime. On y trouve aussi La Petite Robe Noire, née l'an dernier d'une exposition de robes anciennes venues de chez Didier Ludot, accompagnée de la réédition de quelques modèles symboles. Ce fut un raz-de-

Le Printemps de la Mode, la femme à tous les droits. Selon son style et ses humeurs, il lui faut un déjeuner à plusieurs vitesses.

marée. Pour certains modèles, il fallait même s'inscrire sur une liste d'attente. D'où l'idée d'en faire une marque à part entière, avec deux collections exclusives par an, où mode et tradition se confrontent et se complètent, se rencontrent et se combinent. Toujours au deuxième étage, un espace consacré aux plus grands créateurs, ceux qui font la mode d'aujourd'hui et de demain : de Alexander Mac Queen à Corinne Cobson en passant par Dolce & Gabbana, Helmut Lang, Issey Miyake, Jean Colonna, Martine Sitbon ou Véronique Leroy. Enfin au quatrième étage, on retrouve les grands noms classiques de la mode contemporaine : Burberry, Cerruti, Guy Laroche, Yves Saint Laurent, Gérard Pasquier, Marina Rinaldi... Décidemment au Printemps, la mode est partout !



Chaque jour entre le 3 et le 13 septembre, au 3^e étage du "Printemps de la Mode", un animateur vous attend et vous pose des questions, sur la mode bien sûr. Venez tester vos connaissances et vous remporterez peut-être l'un des milliers de cadeaux mis en jeu, dont dix week-ends pour deux en hôtel 3*** à Contrexéville. Renseignements et inscriptions auprès des hôtesses du Jeu de la Mode. Le 5 septembre : soirée spéciale Cartes Printemps de 19 à 22 heures. Le 10 septembre : journée spéciale Juniors (15 - 25 ans).

Contrex
Partenaire de la Mode

Pendant tout le mois de septembre, des prix tout doux dans tous les rayons, pour vous faire aimer la mode encore davantage.



Parce qu'elle vous permet : de gagner du temps aux caisses, de régler vos achats en fin de mois, de bénéficier de crédits avantageux, d'assister à des soirées et des avant-premières, d'être les premières informées des offres exceptionnelles du magasin et de profiter, à Paris et en région parisienne, de la livraison à domicile gratuite.

En vous rendant à un des Points Priorité Service munis d'une pièce d'identité et de votre chéquier ou d'un RIB. Votre carte vous sera délivrée gratuitement dès l'acceptation du dossier par Finedis.



LE PRINTEMPS



ou plutôt VITW (Very Important Woman) : pour les femmes d'affaires, les femmes pressées, les femmes stressées, voici 70 m² de respiration, grâce à ce salon équipé de : fax, téléphone, d'un service de livraison dans les hôtels, etc. (1^{er} étage du "Printemps de la Mode").

grâce à ces super-conseillers, très simplement appelés "attachés de clientèle", le magasin n'aura de secrets pour personne. Ils savent tout sur les expositions et les animations du magasin, mais aussi sur la Carte Printemps et la Boutique Blanche. Ils peuvent, avec autant de gentillesse, réserver une table "Chez Fin" organiser des rendez-vous beauté, régler dans toutes les langues les opérations administratives (détaxe, factures, expéditions, traveller's cheque), réserver avec Billetel les billets pour les théâtres et les spectacles. Ce sont les bons génies du Printemps qui, dès votre arrivée, veillent aux vestiaires, prennent en charge vos paquets et

appellent volontiers un taxi aux femmes qui quittent à regret ce magasin-plaisir qu'est le "Printemps de la Mode".
Points Priorité Services
• Printemps de la Maison : rez-de-chaussée, tél. 01 42 82 40 11 ; 3^e étage, tél. 01 42 82 59 93.
• Printemps de la Mode : rez-de-chaussée, tél. 01 42 82 41 91 ; 3^e étage, tél. 01 42 82 48 20 ; 5^e étage, tél. 01 42 82 49 27.
• Brummell : rez-de-chaussée, tél. 01 42 82 50 25 ; 3^e étage, tél. 01 42 82 41 45.

une conseillère en mode vous conseille. Gratuitement, elle vous aide à changer de look, à en trouver un, à choisir un accessoire. C'est une conseillère du Printemps qui choisit pour vous, avec vous, dans les rayons. Si vous la prévenez de votre arrivée (tél. 01 42 82 64 23), elle vous attendra au 2^e étage du "Printemps de la Mode" avec une sélection, à votre taille, de modèles de différentes marques.

Le Printemps retouche les vêtements que vous avez choisis. Le tarif est affiché dans les rayons et dans les salons d'essayage (dans chaque rayon).

du lundi au samedi, de 8 h à 21 h 30 (et même 23 h le jeudi). Entrées à l'angle du bd Haussmann et de la rue Charvas, et à l'angle de la rue du Havre et de la rue de Provence.

ouverte 24 h sur 24, et sept jours sur sept au "Printemps de la Mode" 107, rue de Provence, Tél. 01 42 82 61 07.

24 cabines téléphoniques avec vente de cartes sur place, un bureau de poste avec fax, Minitel, service Chronopost, un distributeur automatique de billets, un bureau de change, une billetterie pour les spectacles...

vous avez plusieurs courses à faire : vous demandez un carnet d'achats. Vous réglez en une seule fois et une heure après vous pouvez tout emporter.

parce que l'on peut être femme et mère à la fois, des poussinettes Bébé Confort mises à la disposition des clientes (5^e étage du "Printemps de la Mode") et des pour changer bébé dans les meilleures conditions (5^e et 6^e étages du "Printemps de la Mode" et 3^e étage du "Printemps de la Maison").

PRINTEMPS
HAUSSMANN

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

■ FRANCIS RAOUL, préfet honoraire et ancien directeur général de la protection civile, est mort, dimanche 31 août, à Paris, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Né le 30 mai 1913 à Fontenay-sous-Bois (aujourd'hui dans le Val-de-Marne), Francis Raoul est, en juin 1943, directeur du personnel du commissariat à l'intérieur dans le gouvernement provisoire d'Alger. Nommé préfet en 1946, il dirige le cabinet du préfet de police à Paris (successivement Roger Léonard, Jean Baylot et André Dubois) entre 1947 et 1955. Préfet de l'Isère de 1955 à 1961, Francis Raoul va ensuite mettre sur pied, entre 1961 et 1969, le service national de la protection civile, c'est-à-dire les corps d'intervention de sapeurs-pompiers en France, qui regroupent jusqu'à 200 000 professionnels et volontaires. Devenu préfet honoraire en 1974, il est administrateur du Palais des sports de Paris, puis délégué général aux relations extérieures du groupe de presse Amaury. De 1984 à 1987, il a présidé le Syndicat de la presse quotidienne régionale.

■ JEAN MARCHAND, ancien président de la Fédération des médecins de France (FMF), est mort dimanche 31 août au Mans. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Ce médecin oto-rhino-laryngologiste avait été médecin des hôpitaux de Paris, puis chef de service ORL dans plusieurs grands établissements parisiens : Hôtel-Dieu (1971-1972), Cochin (1973), Claude-Bernard (1974-1975) et Broussais (1975). De 1984 à 1991, il avait présidé la Fédération des médecins de France, avant d'en devenir président d'honneur. Entre 1990 et 1994, il avait présidé le Fonds d'assurance formation des médecins libéraux. Pas plus que son successeur, le docteur Jean Gras, il n'a pu enrayer le déclin de la FMF, qui avait joué, dans les années 70 et 80, un rôle important dans la vie conventionnelle liant le corps médical à l'assurance-maladie. Le docteur Jean Marchand était chevalier de la Légion d'honneur et auteur de plusieurs ouvrages spécialisés en ORL.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du dimanche 31 août est publié :

● Poste : un décret portant publication de la convention postale universelle, signée à Séoul le 14 septembre 1994.

Au *Journal officiel* daté lundi 1^{er} mardi 2 septembre est publié :

● Défense : un arrêté créant un conseil économique de défense. Placé auprès du ministre, ce conseil consultatif est chargé de donner des avis au ministre, au délégué général de l'armement, au secrétaire général pour l'administration et au chef d'état-major des armées sur l'impact économique des dépenses de défense à moyen et à long terme et l'information économique mise en perspective stratégique.

Au *Journal officiel* du mercredi 3 septembre sont publiés :

● Automobile : un décret relatif à la commission nationale chargée d'arrêter la liste des experts en automobile.

● Sites : un décret portant classement du massif du Mézenc, situé en Ardèche et Haute-Loire.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Claire et Guy Genet sont heureux d'annoncer l'arrivée chez Anne et Olivier, de leur petite-fille,

Coline.

98, rue de Chartres, 91440 Bures-sur-Yvette.

Anniversaires de naissance

— Maman, Pascale, Maxime, Henri, Brink et Pierre souhaitent un très heureux anniversaire à

Nicolas,

leur quinquagénaire préféré, et l'embrassent très fort.

Décès

— Dominique, sa femme, Michel et Marianne Bauer-Noël, Armand, Claire-Hélène, Pierre-Etienne, Laurent et Edith Bauer, Clémence, Clara, Alice et Joseph Torrens, Thibault, Camille Bauer, ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Edme BAUER, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes 1939-1945, médaillé de la Résistance avec rosette,

survenu à Paris, le 31 août 1997.

Sa famille et ses amis se réuniront pour lui rendre un dernier hommage, le samedi 6 septembre, à 11 heures, 61, rue de Valenciennes, à Paris-7.

Il sera inhumé le même jour, à 16 heures, au cimetière d'Ingrannes (Loiret).

61, rue de Valenciennes, 75007 Paris, 6, rue Laromiguière, 75005 Paris, 35, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, 87, rue Lemercler, 75017 Paris, Po Box 73 Mue Sor Tak, 63110 Thalland.

Fonctionnaires

M^{me} Louis Berthet-Desplacés, son épouse, M^{me} Christine Berthet, sa fille, M. François Zalacain, son gendre, Les familles Tronillet, Beryl, Fabre, Weil, Daguin, de Germiny, Gaspard, Roy, Desplacés, Lecerf, Pédin, Toute la famille, Et ses amis, font part du décès de

Louis BERTHET, colonel de l'armée de l'air (a.e.) commandeur de la Légion d'honneur, ancien directeur de la division Espaces Kourou et Paris de la Sodelag, ancien adjoint au maire de Fontainebleau (Seine-et-Marne),

survenu le 1^{er} septembre 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Louis de Fontainebleau, le jeudi 4 septembre, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial au cimetière de Courmoulin (Cher), le vendredi 5 septembre, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Vos témoignages de sympathie seront reçus sur registre. Vos dons pourront être adressés à l'Association Envol, Château d'Echoubaudais (77830).

12, rue Corot, 77300 Fontainebleau.

— Jean-Michel Bourdin, Florent, Fanny et Juliette, M. et M^{me} Pierre Essault, M^{me} Jean Bourdin, Coline et Jean-Claude Macé et leurs enfants, Marie-France et Philippe Guérin, Monique et Dominique Morin, Marie-Cécile et Jean-Louis Rémouit, Christine Bourdin, Guy et Nadine Bourdin-Guzman, Isabelle et Gérard Sincion, Etienne et Antonia Bourdin et leurs enfants, Et tous ses amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès accidentel, survenu le 26 août 1997 en Indonésie, de

Pierrette BOURDIN, née ESNAULT.

Elle est entrée dans l'Eternité au milieu d'un paysage qu'elle aimait.

Il invite tous ceux qui l'ont aimé à participer à la cérémonie religieuse qui aura lieu le dimanche 7 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Samir, place de l'Eglise, à Antony (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu ultérieurement dans l'intimité familiale.

Vous êtes le sel de la terre. Si le sel perd sa saveur, avec quoi salera-t-on ?

Heureux ceux qui font œuvre de paix, ils seront appelés fils de Dieu.

21 bis, avenue des Quatre-Chemins, 92330 Sceaux.

— Les personnels enseignants et IATOS de l'Institut d'anglais Charles-V, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

André CASTAGNA, maître de conférences à l'université Paris-VII - Denis-Diderot, leur ami et fidèle compagnon de route.

— Le conseil d'administration, Les collaborateurs de la société Acorvins SA, ont la peine de faire part du décès de leur président,

Renand CORDIER,

survenu le 30 août 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 5 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin d'Egreville (Seine-et-Marne).

Acorvins SA, Site du Bouchet, 91710 Vert-le-Petit.

Ce jour-là, le soir venu, Jésus leur dit : « Passons sur l'autre rive. »

— Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise DISSARD, inspecteur général honoraire du Conseil général des Ponts et Chaussées, membre de l'UHEIN, membre fondateur du groupe UCPS-IMPATH, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 30 août 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 5 septembre, à 9 heures, à Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Un tarif dégressif de 50 % est accordé sur une deuxième parution (Texte identique)

— Les militants du Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 12 août 1997, de

Stéphane JUST, né le 13 août 1921, fondateur du bulletin *Combattre pour le socialisme*.

Il a été inhumé le mardi 19 août.

Il avait continué à combattre, après son exclusion du P.C.I. jusqu'au bout, pour la IV^e Internationale, fondée par Léon Trotsky.

Jeanine Sellon, 55, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux.

Henri-Jean KERMARREC, dit Yvon, dernier libraire d'Orzède, résident belge et français, déporté à Buchenwald, est décédé le 11 août 1997.

— M. Marcel Descatoire, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marcelle Jeanne LAFOREST,

survenue le 30 août 1997, à Conserreux (Finistère), dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Verrières-le-Buisson, le vendredi 5 septembre, à 14 heures.

« Venez à moi, vous tous qui êtes fatigués et chargés et je vous donnerai le repos. »

Résidence de la Poste, 15, rue d'Estienne-d'Orves, 91370 Verrières-le-Buisson.

— Les familles Lalardrie et Harocoe, ont la douleur de faire part du décès de

Bertrand LALARDRIE,

à l'âge de quarante ans, survenu le 1^{er} septembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 septembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Consolation, 23, rue Jean-Goujon, Paris-8^e.

« Celui qui vient à moi N'aura plus jamais faim Celui qui vient à moi N'aura plus jamais soif » Jean VI, 35

L'ensemble des collaborateurs du Groupe Impact Médical, ont la douleur de faire part du décès de leur confrère et ami,

Bertrand LALARDRIE,

survenu le 1^{er} septembre 1997, à l'âge de quarante ans.

Il adressait à son épouse, son fils, sa famille et ses amis, leurs très sincères condoléances.

— Madame Germaine Ney, son épouse, M. et M^{me} Ralph Ney, leurs enfants Michèle et Alexandre, M. Edouard Ney, M^{me} Emilie Béhar, Ses enfants Sully et Berthuy, M. et M^{me} Darin Molho et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Sébastien Alfred NEY, ancien représentant exclusif pendant quarante ans de Cristalleries Verreries et Porcelaines de Bohême.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le mardi 2 septembre 1997, dans le caveau familial, à Nice.

17, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

— Bernard et Françoise, Armand et Christine, Catherine, et de Julien, Sarah, Gwendoline, ses petits-enfants, Francis et Laurence, Alain, Kamal et leurs enfants, ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

Simone MANDAGARAN, née KOLLEN,

survenue, à Paris, le 29 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 septembre, à 15 h 30, en l'église Sainte-Famille, 55, bd d'Anglet, Le Val-des-Bois.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue Jean-Mermoz, 78110 Le Vésinet, 29, rue de Montreuil, 75011 Paris.

— Christine et Bruno, Frédéric et Servane, Marie-Hélène, leurs enfants, Leurs frères et sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Et toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Claude FLANCHER,

Nicole FLANCHER, née DUFRENE,

survenue le 25 août 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 5 septembre, à Ecoles, en l'église Saint-Accord, à 15 h 30.

25, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris.

Denyse ZÉMOR, née CREMINTZGER,

a quitté ceux qu'elle aimait, Pierre, son mari, Sandra et Delphine, ses filles, Colette et Patrick Hochart, Jean-Bernard et Birgitte Cremintzger, Josée et Guy Landrien, ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères,

Marguerite, sa mère, Paul, sa belle-mère, Sa famille, Ses amis, Ses patients.

L'inhumation aura lieu en famille et en proche amitié, le vendredi 5 septembre 1997, à 11 h 30, au cimetière de Cachan.

« Y a un arbre si je meurs Je veux qu'on m'y couche doucement qu'il soit ma dernière demeure... »

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Raspail, 94230 Cachan.

— La Société française de psychologie analytique a la tristesse de faire part du décès de

Denyse ZÉMOR,

psychanalyste,

survenue le 1^{er} septembre 1997, et s'associe à la douleur de sa famille.

— Les Cahiers jungiens de psychanalyse ont le chagrin de faire part du décès de

Denyse ZÉMOR,

leur collaboratrice et amie, survenue le 1^{er} septembre 1997.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Marrakech, Saint-Maixent-l'École.

M^{me} Lucette Pairain, née Enard, Ses enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul PAIRAIN,

survenu le 11 août 1997, à l'âge de soixante-quinze ans.

38, rue du Priem, 79400 Asny-le-Bruil.

Remerciements

— La famille de

Marc DESCOSTES,

la CGT, l'UGICT, le GNC, l'Institut d'histoire sociale CGT,

très émus par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées, et dans l'impossibilité matérielle d'y répondre individuellement, tiennent à faire part ici de l'expression de leur reconnaissance et de leur amitié.

Anniversaires de décès

— En souvenir ému de

Alain BRUGEAT, médecin,

mort il y a dix ans, le 15 août 1987, des suites du sida.

Jean Pierre Dumas, Marc Brugat.

— Il y a sept ans, le 4 septembre 1990,

Lucky FORSSE, née Lucienne EMO,

nous quitte.

Que ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent d'elle.

Nous, nous pensons à elle.

Jean-François, Véronique, Frédéric.

19, rue de Damiette, 91190 Gif-sur-Yvette.

— Déjà un an, le 1^{er} septembre 1996,

Ruthy SZWARC,

nous quitte.

Elle nous manque tellement.

Sa famille, ses proches, ses amis se retrouveront le dimanche 7 septembre 1997, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Téléphones :

01-42-17-39-80

01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Mariages/naissances 70 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

BON DE COMMANDE

Modèle valable au 31 octobre 1997 et jusqu'à l'épuisement des stocks disponibles.

Articles	Réf	Qté	P.U.	P. total
— Carabine à tournois	S3004N	290 F		
— Carabine à tournois	S3004B	290 F		
— Carabine à clé	S326N	290 F		
— Carabine à clé	S326B	290 F		
— Triopen	PO2711	295 F		
— Triopen	PO2712	295 F		
— Portamine	PO1621	195 F		
— Portamine	PO1622	195 F		
— Proler	P33010	180 F		
— Proler	P33015	180 F		
— Stylo plume	P33062	225 F		
— Stylo plume	P33062	225 F		
— Casquette	CASQV	60 F		
— Carnet	CARNB	25 F		
— Carnet	CARNN	25 F		
— L'ensemble	LOTS1	25 F		

Montant total des articles

Frais de port : ☐ normal* 30,00 F

☐ anisimo** 45,00 F

Montant total à régler

* Délais de livraison : 2 à 3 semaines
** Délais de livraison : 1 à 2 semaines

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

N° de téléphone : _____ (facultatif)

MODE DE RÈGLEMENT : ☐ Par chèque à l'ordre du Monde

Ce bon de commande est à renvoyer à :

LE MONDE BOUTIQUE
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 PARIS Cedex 05

Tous ces objets sont en vente à la Boutique du MONDE

Pour tout renseignement, vous pouvez appeler le : 01-42-17-29-97

Thèse valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour commander pour l'étranger.

MARCHÉS FINANCIERS

Après avoir connu une semaine très difficile, les Bourses mondiales se sont vivement redressées, mardi 2 septembre. L'indice CAC 40 de la

Bourse de Paris a terminé la séance en hausse de 4,11 %, sa plus forte hausse depuis six ans. LES PLACES EUROPÉENNES, soutenues par la remontée du dollar et par les déclara-

tions rassurantes du chef économiste de la Bundesbank, ont profité du rebond observé à Wall Street. L'indice Dow Jones a gagné 3,38 % mardi. Les investisseurs ont été ras-

surés par la publication d'indicateurs économiques reflétant un léger ralentissement de l'activité aux États-Unis et qui permettent d'espérer que la Réserve fédérale ne rele-

vera pas ses taux directeurs. LES EXPERTS s'inquiètent toutefois de ce brutal regain d'optimisme et de la volatilité actuelle des cours qu'ils jugent trop importants.

Les Bourses mondiales sont entrées dans une phase d'extrême volatilité

Mercredi 3 septembre, Paris gagnait 1,12 % à l'ouverture après un bond de 4,11 % la veille. Les autres places connaissent la même euphorie. Les opérateurs tablent sur l'absence d'inflation aux États-Unis et sur la reprise en Europe. Nombre d'experts restent prudents sur l'avenir

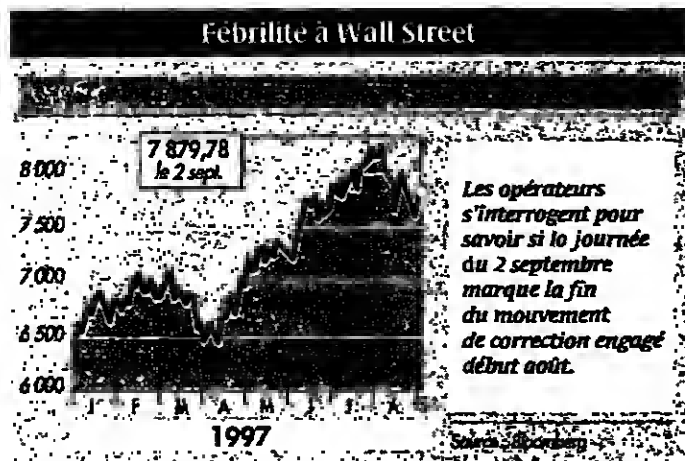
APRÈS une semaine ocre, les marchés boursiers internationaux ont brutalement rebondi, mardi 2 septembre. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a terminé la séance en hausse de 4,11 %, à 2 921,15 points, soit sa plus forte progression depuis six ans. Des mouvements comparables ont été observés sur les autres places : Zurich a gagné 3,34 %, Bruxelles 3,45 %, et Amsterdam 4,91 %. A Wall Street, l'indice Dow Jones des principales valeurs s'est envolé. Il s'est adjugé 257,36 points, soit 3,38 %, sa plus forte hausse depuis le 17 janvier 1997. L'euphorie des Bourses américaines et européennes a permis aux places asiatiques de se redresser mercredi 3 septembre. Tokyo a gagné 2,76 % et clôture, et Hong-kong a repris 7,1 %.

Pour tenter d'expliquer cette envolée des Bourses mondiales, les experts mettaient en avant des motifs d'ordre monétaire. Aux États-Unis, l'annonce d'un recul de l'indice national des directeurs d'achats (NAPM), à 56,8 points en août, contre 58,6 points le mois précédent, a éloigné la perspective d'un relèvement des taux directeurs de la Réserve fédérale à la fin du mois de septembre. Cette statis-

tique a confirmé le léger ralentissement de l'activité économique outre-Atlantique que la hausse des stocks au deuxième trimestre laissait déjà envisager. « Le secteur manufacturier a cru à un rythme plus ralenti en août », a relevé le président des études économiques du NAPM, Norbert Ore. Il s'est surtout montré optimiste sur l'évolution de l'inflation, principale préoccupation de la banque centrale et des investisseurs. « Les producteurs sont confrontés au sentiment généralement répandu que les prix ne monteront pas. S'ils les relèvent, ils devront se justifier », a expliqué M. Ore.

Cette croissance régulière et soutenue autorise une réduction massive des déficits publics, élément favorable à la détente des taux d'intérêt à long terme et, par contrecoup, à la bonne santé de Wall Street. Le déficit fédéral américain pour l'année fiscale 1997 sera d'environ 34 milliards de dollars, soit 81 milliards de dollars de moins que prévu en mars, selon un rapport publié mardi par le bureau du budget du Congrès (CBO). Il sera le plus faible depuis 1974.

Abby Joseph Cohen, de la banque d'affaires Goldman Sachs,



l'une des analystes les plus écoutées de Wall Street, se montre optimiste. « Nous avons bénéficié d'un fantastique marché à la hausse ces dernières années, mais nous partons d'un niveau très sous-évalué. Nous pensons que le marché boursier américain est maintenant à sa juste valeur », a souligné M^{me} Cohen. Elle estime que l'indice Dow Jones devrait terminer l'année autour de 8 250 points. « Je pense que 1998 sera une autre année de bonne crois-

sance économique, avec de nouveaux gains pour les entreprises et une inflation encore raisonnablement sous contrôle », ajoute-t-elle.

REPRISE EN EUROPE

Soutenus par le regain d'optimisme à Wall Street, les marchés boursiers européens ont aussi profité du rebond du dollar, favorable aux exportations des entreprises du Vieux Continent (le billet vert cotait 1,8370 mark et 6,18 francs

mercredi matin, contre 1,79 mark et 6,04 francs vendredi 29 août) ainsi que des déclarations du chef économiste de la Bundesbank. « Il n'y a aucune raison de dramatiser l'évolution des prix en Allemagne, même si nous ne pouvons pas nous en réjouir », a déclaré Oskar Issing. L'annonce d'une accélération, à 2 % sur un an, du rythme de hausse des prix à la consommation au mois d'août avait fait craindre un prochain resserrement de la politique monétaire allemande. Ce scénario n'apparaît plus aujourd'hui le plus probable. Les opérateurs jugent enfin que la reprise économique est cette fois bien engagée en Europe. « Les 3 % de croissance annoncés pour l'année 1998 par le ministre français de l'économie, qui paraissent aujourd'hui encore, quelque peu optimistes, pourraient de fait se révéler réalistes », note Caroline Newhouse-Cohen, économiste à la banque Louis Dreyfus finance.

Le rebond observé mardi met-il fin au mouvement de correction observé depuis plusieurs semaines ? La purge est-elle terminée ? Au cours du mois d'août, la Bourse de Francfort avait perdu 12 %, et Paris 9,92 %. Wall Street avait pour sa part cédé 7,3 %, soit

sa plus mauvaise performance mensuelle depuis sept ans.

Les experts restent prudents. Cette euphorie soudaine, après plusieurs semaines de morosité, leur paraît suspecte. Ils auraient préféré que les cours se stabilisent pendant plusieurs semaines. La correction du mois d'août, qui s'était effectuée sans mouvement de panique, était géographiquement considérée comme un mouvement nécessaire et salutaire, qui mettrait fin à l'« exubérance irrationnelle » dénoncée par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. Un redressement trop rapide des cours remettrait en cause cette phase d'ajustement et d'assainissement. De surcroît, les incertitudes monétaires aux États-Unis et en Allemagne sont loin d'être entièrement levées, pas plus que le dollar ne se trouve définitivement stabilisé et que la crise financière en Asie du Sud-Est n'est totalement réglée. Les analystes les plus pessimistes remarquent, enfin, que la période qui avait précédé le krach d'octobre 1987 avait elle aussi été marquée par une volatilité extrême des cours.

Pierre-Antoine Delhomma

Avec Franprix et Leader Price, Casino veut grossir sans Promodès

LA BATAILLE boursière qui oppose les deux poids moyens de la grande distribution française, Casino et Promodès, a pris une nouvelle tournure mercredi 3 septembre. Comme on pouvait s'y attendre, le conseil de surveillance du groupe Casino, réuni mardi 2 septembre sous la présidence de Jean-Charles Naouri, a rejeté l'offre publique d'achat faite par Promodès sur l'entreprise de Saint-Etienne. « Les membres du conseil de surveillance se sont déclarés unanimement défavorables à cette offre et ont déclaré, en tant qu'actionnaires, qu'ils n'ont pas l'intention d'apporter leurs titres », déclare un communiqué. C'est cette « unanimité » que les dirigeants de Casino vont maintenant s'efforcer de maintenir, face aux sirènes de Promodès, qui propose

de racheter les actions Casino avec un bonus de 15 % par rapport au dernier cours.

A cet effet, le groupe de Saint-Etienne a sorti sa botte secrète mardi soir, vers 21 heures, en concluant avec le groupe américain TLC-Beatrice le rachat, pour 2,8 milliards de francs, de deux enseignes de commerce alimentaire, Franprix et Leader Price. Avec cette acquisition, qui ajoute 9,5 milliards de francs de chiffre d'affaires aux 66 milliards du groupe, Casino estime faire désormais le dépassement en France. Fort des 416 supermarchés de centre-ville de Franprix et des 241 supermarchés de banlieue (le terme français pour « hard discount ») de Leader Price, Casino revendique désormais la quatrième place, derrière Leclerc, Intermarché et Carrefour, mais devant Promodès, ex-terminus de puissance d'achat notamment. L'ensemble des enseignes du nouveau groupe Casino pèserait 122 milliards de francs de « volume d'activités » en France, contre un peu plus de 100 milliards pour son rival normand. Mercredi 3 septembre, dans la matinée, Casino et son actionnaire principal Rallye ont par ailleurs annoncé des résultats exorbitants pour le premier semestre : un résultat net en hausse de 39 %, à 401 millions de francs pour un chiffre d'affaires

de 5,1 %. « Les actionnaires de Casino ont souffert ces dernières années des efforts de redressement menés par le groupe. Ils se trouvent désormais dans une période où ils vont enfin récolter le fruit de leurs efforts. C'est ce que je vais dire à ma famille », déclarait au Monde, mardi soir, Antoine Guichard, représentant les actionnaires familiaux du groupe.

Le maillon faible du dispositif de défense de Casino semble être dans ces 400 descendants du fondateur de Casino, Geoffroy Guichard, dont 250 ont une part significative des 7,9 % de capital détenus par la famille (représentant 15,3 % des droits de vote). Une fois rassemblés les 47,5 % de droits de vote attachés aux 59 % de capital flottant, il suffirait à Promodès de convaincre un petit tiers des actionnaires familiaux de lui vendre 2,5 % pour obtenir le contrôle de Casino. Les héritiers sont certes liés par des droits de préemption, mais rien ne dit qu'ils ont les moyens de l'exercer au niveau de prix fixé par Promodès.

Or, Paul-Louis Halley, le président de Promodès, déclarait dans La Tribune, mercredi : « Un certain nombre de membres de la famille (Guichard) m'ont contacté en me disant qu'ils travaillaient (notre) projet riche de sens, naturel, porteur d'avenir (...). J'ai été très rassuré par ces témoignages. » In-

formation ou intoxication ? « Compte tenu des règles de transparence édictées par la Commission des opérations boursières, M. Halley ne pourrait pas se permettre de dire n'importe quoi », s'insurge le directeur de la communication de Promodès.

La prochaine étape décisive aura donc lieu le 13 septembre, lorsque Antoine Guichard réunira sa parentèle pour vérifier la solidité du clan. « Nous prendrons tous une position commune contre cette OPA. Je sais qu'ils me suivront... pour la plus grande partie », affirme-t-il mardi le « patriarche ». Reste à savoir si cette « plus grande partie » suffira à préserver la majorité.

La tâche sera plus rude pour convaincre les petits actionnaires de garder leurs actions Casino, en leur faisant miroiter « les excellents résultats à venir », selon l'expression d'uno porte-parole. Le groupe affirme que l'acquisition de Franprix et de Leader Price amènera le résultat par action de 12 % en 1998 et annonce qu'il table sur une croissance de son résultat net par part du groupe supérieure à 25 % dès cette année. En somme, les promesses de Casino contre l'offre ferme et alléchante de Promodès. Ce serait bien la première fois que des boursiers lâcheraient la proie pour l'ombre.

Pascal Galinier

M. Quilès imagine six scénarios pour l'industrie de défense

AUTEUR d'un rapport d'information présenté, mercredi matin 3 septembre, à la commission de la défense qu'il préside, Paul Quilès, ancien ministre de la défense, penche pour des solutions de privatisation dans l'industrie aéronautique et électronique. Il propose de clarifier les rôles respectifs de l'Etat actionnaire et de l'actionnaire salarié. En revanche, le rapporteur souhaite le maintien de l'Etat industriel et de la direction des constructions navales (DCN) dans le secteur étatique. Mais il estime que l'Etat devrait veiller à une meilleure rationalisation des activités terrestres et navales, y compris au niveau européen, et accroître les efforts de reconversion ou de réindustrialisation.

Constatant que la mutation de l'industrie française de l'armement reste inachevée face à une vaste restructuration aux États-Unis, M. Quilès estime que l'Etat a un rôle d'intervention spécifique à

jouer. Mais il écarte tout a priori qui s'appuierait sur des considérations idéologiques. Dans sa série de propositions, le rapporteur imagine six scénarios pour l'électronique de défense et l'aéronautique.

Dans les trois premières options, qui concernent l'électronique militaire, l'Etat demeure l'actionnaire de référence de Thomson-CSF avec une part du capital inférieure à 50 %, après l'apport des activités militaires d'un partenaire privé au groupe. Les apports peuvent provenir de Lagardère Groupe (solution 1) ou d'Alcatel Alsthom (solution 2), à condition que ces entreprises acceptent de ne pas être les opérateurs dans la nouvelle société. La troisième option serait une fusion entre la Sagem et Thomson-CSF. Par cette solution 3, considère M. Quilès, on dispose d'un groupe aux activités civiles et militaires équilibrées, où l'actionnaire salarié peut être introduit, comme à la Sagem.

La quatrième option a trait à l'aéronautique, avec la fusion entre Aerospatiale et Dassault-Aviation. Dès lors que Serge Dassault refuse d'entrer dans une entreprise fusionnée et majoritairement étatique, note M. Quilès, on doit envisager une privatisation partielle : Dassault-Aviation détiendrait plus de 25 % des actions (moyennant une participation à l'accroissement du capital) et 25 % des actions seraient mises sur le marché ou réservées au personnel. Dans ce cas, l'Etat serait l'actionnaire de référence avec une participation inférieure à 50 %.

M. Quilès entrevoit une cinquième solution, qui aboutirait à créer, sur le modèle du regroupement Boeing-McDonnell Douglas, une société commune européenne d'aéronautique civile et militaire. La première étape pourrait être la création de la société commune d'avions civils Airbus, les entreprises et les gouvernements pre-

Les artisans du bâtiment retrouvent la croissance

ROBERT BUGUET, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises de bâtiment (Capeb), n'ose pas encore parler de « reprise » mais, en présumant huit mois d'activité de sa profession, le 2 septembre, il a tout de même affirmé : « Il y a plus qu'un frémissement. »

Et comment ne se réjouirait-il pas du renouveau de tendance qui s'amorce ? Avec 1,2 % de recul d'activité, 1996 avait été une mauvaise année pour les 270 000 entreprises de moins de dix salariés travaillant dans la maçonnerie, la peinture, le chauffage, l'électricité, la couverture, la plomberie, la serrurerie ou la menuiserie.

RÉVEIL

Sous l'effet des prêts à taux zéro décidés par le précédent gouvernement, la construction neuve et la réhabilitation se sont réveillées : au cours des six premiers mois de 1997, les artisans ont enregistré une croissance - oubliée depuis quinze mois - de 1 %.

La fin de l'année devrait porter cette progression à 1,5 %, car, a souligné M. Buguet, « il n'y a jamais eu autant de demandes de devis ». De plus, les professionnels sentent que les collectivités locales sont prêtes à investir à

nouveau et ils espèrent les retombées des mesures prises par le gouvernement Jospin en faveur de la réhabilitation du parc social. « Si le mouvement se confirme, a déclaré M. Buguet, nous réussirons à maintenir nos effectifs salariés alors que les plus grandes entreprises continuent à licencier. »

Mais à condition que le gouvernement donne le coup de pouce nécessaire aux « potentialités énormes de travail » qui s'offrent aux artisans. Selon le président de la Capeb, l'augmentation de la TVA à 20,6 % décidée par le gouvernement Juppé a asphyxié l'économie de la France et le bâtiment en particulier. Pour en finir avec les politiques brouillonnes qui ont privilégié l'immobilier ouf, il a réclamé une baisse « sensible » de la TVA sur les travaux d'entretien et de réhabilitation, par exemple sous forme de crédit d'impôts à l'instar du Luxembourg où le fisc rembourse douze points des 15 % de TVA qui frappent les travaux immobiliers.

M. Buguet a même laissé entendre que le précédent ministre des finances Jean Arthuis s'était laissé persuader, peu avant son départ, de ramener la TVA à 10 % pour un plafond de 100 000 francs de travaux d'entretien.

Encore faudrait-il que les projets de réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail ne viennent pas casser le dynamisme actuel. Robert Buguet ne fait pas partie des ennemis de la réduction du temps de travail : « La réduction est inscrite dans l'économie », a-t-il souligné. Mon père faisait 72 heures par semaine. Moi, j'ai commencé à 60 heures et mon fils à 40. »

La Capeb est donc favorable à la signature d'un accord avec les partenaires sociaux, mais un accord qui « s'inscrive dans un contexte d'annualisation », car l'activité du bâtiment est très saisonnière. En tout cas, pas question de réduction sans diminution du salaire, car les artisans ne résisteraient ni à la hausse de 3 à 9 % de leurs coûts salariaux ni à la montée du travail clandestin qui en résulterait. Et M. Buguet n'a pas hésité pas à prédire 200 000 chômeurs supplémentaires dans le secteur si le gouvernement ignorait cet avertissement.

Alain Faujas

Les GRAFFIQUES chez DURIEZ c'est CHE-BRAN.

Les calculatrices scientifiques graphiques chez Duriez sont au même prix que dans les grandes surfaces et en plus, en cas de pépin, vous trouverez toujours quelqu'un pour vous aider.

Duriez, 3 rue La Boétie 75008
112132 bd Saint-Germain 75006

Le rachat de Ha
l'intérêt de l'indu

500 000 000

Le rachat de Hapag Lloyd par Preussag illustre l'intérêt de l'industrie allemande pour les services

Le prix de l'acquisition s'élève à 2,8 milliards de deutschemarks

Le groupe Preussag produit du charbon, de l'acier et des navires, mais abandonne peu à peu certaines activités. Il a pris le contrôle, mardi

2 septembre, de l'armateur et voyageur Hapag Lloyd. Les services, telles les télécommunications, intéressent de plus en plus les groupes indus-

triels. Ils y découvrent de meilleures perspectives de rentabilité, mais aussi un moyen d'échapper au poids jugé trop lourd des syndicats.

BERLIN

Correspondance
Le groupe industriel Preussag (25 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires en 1995/1996, soit 84 milliards de francs) a acquis, mardi 2 septembre, 99,2 % de l'armateur et voyageur Hapag-Lloyd (8 000 salariés et un bénéfice de 80 millions de marks l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de marks). Ce rachat, dont le montant s'élève à 2,8 milliards de marks (9,5 milliards de francs) semble s'inscrire dans un mouvement plus général de migration de l'industrie allemande notamment, vers les activités tertiaires. Spécialiste de l'acier, du charbon et de la construction navale, Preussag s'oriente dans cette direction.

« Hapag-Lloyd sera un bon complément à nos activités de services logistiques », souligne Michael Frenzel, président du directeur de Preussag, pour justifier ce rapprochement. Il insistait sur la nécessité, pour son groupe, de « préparer le temps de l'après-matières premières ». Preussag a aban-

donné, en 1995, le contrôle du producteur français de métaux non ferreux Metaleurop. Et les charbonnages qu'il possède encore doivent être transférés, à la fin de l'année, à une grande et unique société allemande.

« Les entreprises industrielles, PME en tête, s'intéressent depuis longtemps déjà au développement des services », observe un analyste d'une grande banque allemande. « C'est surtout vrai pour les secteurs dont on attend, dans les quinze à vingt années à venir, des bénéfices supérieurs à ceux de l'industrie » : les télécommunications (qui ont attiré l'un après l'autre les grands producteurs d'électricité comme Veba et Viag, Mannesmann ou RWE) ainsi que les services et le conseil informatiques ou les secteurs ayant une affinité avec le produit industriel d'origine, la logistique par exemple. « Se lancer dans les services ou renforcer son pôle service, est d'autant plus intéressant que cela permet aux entreprises industrielles d'échapper à l'emprise des syndicats les plus puissants, et aux lourdes grilles salariales de sec-

teurs tels que la métallurgie ou la chimie », relève Harald Schmidt, analyste à la Commerzbank.

« Le client ne s'intéresse plus au produit seul, explique quant à elle Pascale Wiedenroth, porte-parole du groupe Thyssen, il lui faut aussi le service qui va avec. » Thyssen a renoncé à se consacrer à sa seule activité d'origine, l'acier, pour se tourner vers les services et les activités commerciales qui représentent d'ailleurs, avec les biens d'équipement, quelque 70 % du chiffre d'affaires total.

LES ACTIONNAIRES PAS D'ACCORD

Mais les actionnaires ne sont pas toujours d'accord avec ces diversifications. Ceux de Thyssen lui ont demandé de réfléchir à une fusion avec Krupp, après avoir mis en commun leurs activités sidérurgiques. Cette semaine, Thyssen a également cédé à Veba et RWE sa participation dans le troisième réseau de téléphone cellulaire, E-Plus.

Plusieurs analystes suggèrent une autre interprétation du rachat de Hapag-Lloyd. Plus que Preussag, c'est l'un de ses grands actionnaires, la banque régionale West LB (actionnaire de Preussag à plus de 35 %) qui pourrait avoir intérêt à cette reprise : Hapag-Lloyd possède en effet 30 % du premier tour opératoire allemand, TUI, dont la West LB possède déjà environ 34 % des actions. Cette dernière est également l'actionnaire principal de la compagnie aérienne Lufthansa International. Un rapprochement entre ces trois sociétés de transport et de tourisme créerait un des deux principaux pôles du secteur en Allemagne, face à C and N Touristik. Pour Richard Schramm, analyste à la Trinkaus & Burkhart, « la West LB aura tout intérêt à long terme à grouper ses participations chez TUI, ce qui induira des changements chez Preussag ».

Cette perspective pourrait déplaire à l'office allemand des cartels qui, lors de l'annonce du projet de rapprochement entre Preussag et Hapag-Lloyd en juin, avait émis de sérieuses réserves. Il n'a pas encore donné son aval à cette opération.

Nathalie Wendt

Total investit dans l'offshore de la mer Caspienne

LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE française Total a annoncé, mardi 2 septembre, avoir pris une participation de 20 % dans le contrat de partage de production du permis d'Absheron, situé en Azerbaïdjan, dans les eaux de la mer Caspienne. Les autres partenaires de ce permis offshore sont la compagnie nationale Socar pour 50 % et l'opérateur Chevron pour 30 %. Les partenaires vont mener sur ce permis un programme de travaux comprenant une campagne sismique et des forages d'exploration prévus fin 1999. Le permis d'Absheron couvre une superficie d'environ 400 m², sous une profondeur d'eau de 250 à 650 mètres.

DÉPÊCHES

■ **KAUFMAN ET BROAD** : le groupe immobilier a acheté au Consortium de réalisation la marque SMCI, du groupe Pelège, et ses opérations en France. Le groupe reprend aussi un portefeuille de promesses de vente de terrains, représentant plus de 900 logements à développer dans les deux prochaines années.

■ **TOYOTA** : le premier constructeur automobile japonais est redevenu champion des entreprises réalisant les meilleurs bénéfices pendant l'année fiscale échue en mars, ont indiqué, mercredi 3 septembre, les autorités fiscales. Toyota a déclaré un bénéfice de 745,4 milliards de yens (plus de 37 milliards de francs), devant le groupe de télécommunications NTT et Honda Motor. Les banques ont disparu du tableau des 50 premiers.

■ **AUTOMOBILE** : le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pignatelli, a indiqué, mardi 2 septembre, que « le gouvernement est prêt » à discuter avec les constructeurs automobiles français d'un plan de rajustement de leur personnel « dans la limite des contraintes budgétaires ». Additionné à l'Assemblée nationale, M. Pignatelli a reconnu « le déséquilibre total de la pyramide des âges » de Renault et PSA.

■ **APPLE** : le constructeur informatique américain a annoncé, mardi 2 septembre, le rachat de Power Computing, le plus gros fabricant de clones de ses ordinateurs Macintosh, pour 100 millions de dollars. Les ventes de Macintosh clones avaient empiété sur le marché d'Apple, qui avait commencé à restreindre sa politique de vente sous licence au début de cette année.

■ **GIAT INDUSTRIES** : un accord est finalement intervenu entre les ministères de l'économie et de la défense pour recapitaliser GIAT Industries « dans les jours prochains », à hauteur de 3,7 milliards de francs. Cet apport de fonds, destiné à permettre à l'entreprise de faire face à ses échéances de financement les plus immédiates, sera prélevé sur le budget général de l'Etat, et non sur les crédits militaires de 1997.

Elisabeth Hubert entre au Laboratoire Fournier

L'ANCIEN MINISTRE de la santé et ancien député RPR de Nantes, Elisabeth Hubert, est devenue « directeur général France de Fournier et de Débat », a annoncé, mardi 2 septembre, le troisième laboratoire indépendant français. Au sein du groupe, les Laboratoires Fournier sont spécialisés en cardiologie tandis que Débat est une filiale spécialisée en urologie.

« Le docteur Hubert apportera au groupe Fournier sa connaissance et sa solide expérience des prescripteurs, des autorités de tutelle, de l'économie de la santé et de l'environnement pharmaceutique et médical », souligne le communiqué du groupe. « J'entame une nouvelle carrière dans le secteur privé », a déclaré M^{me} Hubert dans un entretien à Ouest France le même jour. L'ancien ministre souligne qu'elle a « été très occupée ces dernières années par ses responsabilités au sein de la direction du RPR ». Mais « je n'ai pas l'intention d'en faire mon métier ». M^{me} Hubert a été nommée par Philippe Séguin, membre de la direction collégiale du RPR en juin.

« Je ne renonce pas à la politique, qu'il s'agisse de la réflexion ou de l'action », affirme-t-elle, en précisant qu'elle reste « conseillère municipale d'opposition de Nantes » et qu'elle entend se représenter dans la deuxième circonscription de Nantes, où elle a perdu son mandat de député en juin.

Fidèle parmi les fidèles de

Jacques Chirac, Elisabeth Hubert, médecin généraliste, élue députée (RPR) de Loire-Atlantique en mars 1986, a été nommée le 18 mai 1995 ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie dans le premier gouvernement Juppé. Placée en porte-à-faux par rapport à ses promesses, elle est contrainte de prêter la rigueur auprès des médecins libéraux, dont elle était l'infatigable avocate au Palais-Bourbon. Echouant à conquérir la mairie de Nantes en juin 1995, elle fait partie des huit femmes victimes du remaniement de novembre 1995.

« REPÊCHÉE »

Renonçant à retrouver son siège de député après son départ du gouvernement, elle est « repêchée » en mars 1996 par le chef de l'Etat, qui la fait venir à l'Élysée comme chargée de mission. Au printemps 1997, M^{me} Hubert abandonne cette fonction pour se lancer dans la campagne des élections législatives. Battue d'une courte tête, elle retrouve le chemin de l'Élysée, tout en rejoignant, six semaines plus tard, l'équipe de transition désignée par le nouveau président du RPR, Philippe Séguin, dont elle est proche. Au sein de cette direction transitoire du mouvement néogaulliste, M^{me} Hubert est chargée des études et des projets politiques.

D. G. et J.-B. de M.

La SNCF lance une « navette » sur Paris-Lyon

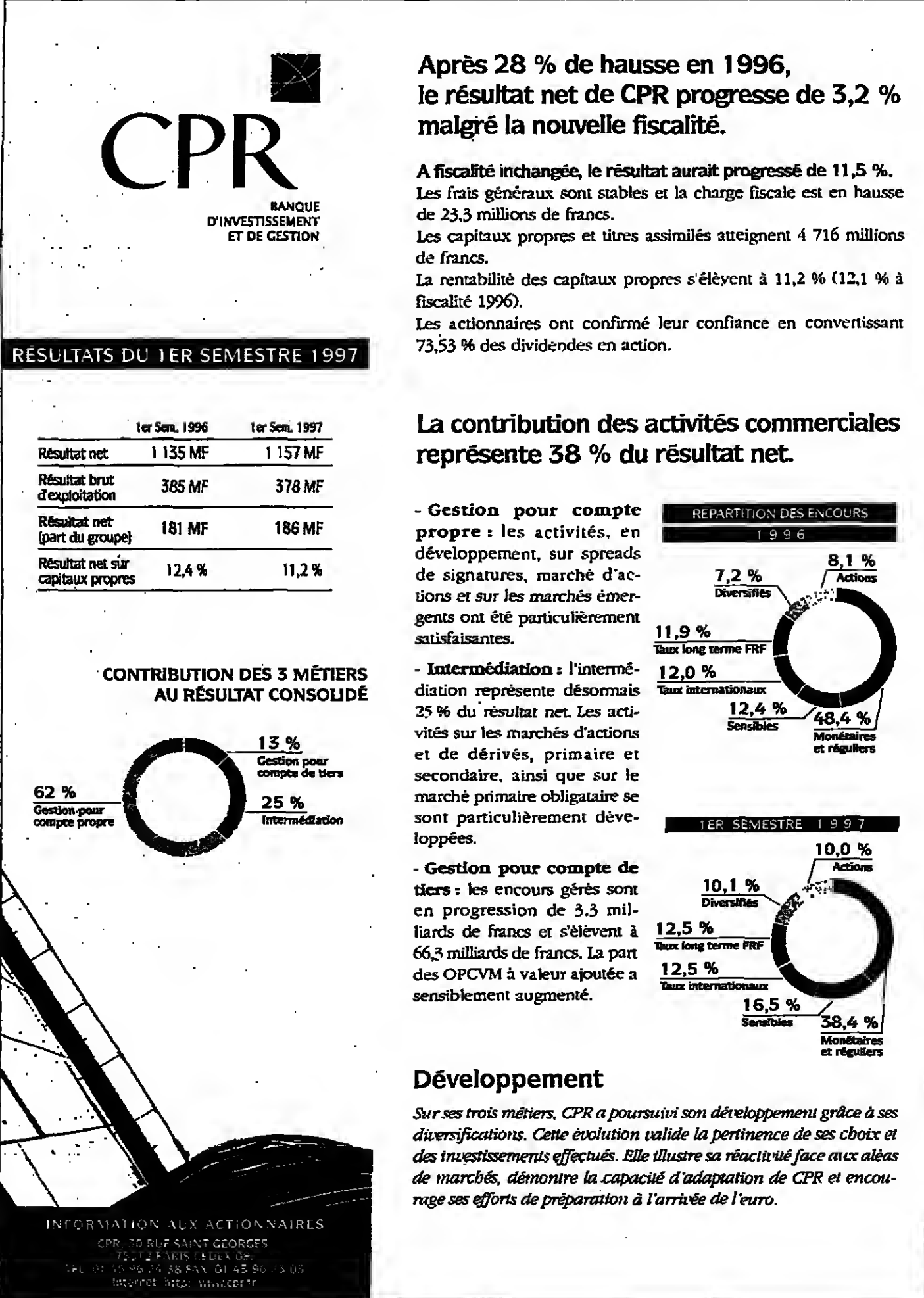
LOUIS GALLOIS, président de la SNCF, a annoncé, mercredi 3 septembre, la mise en œuvre d'une nouvelle offre TGV entre Paris et Lyon avec des départs à l'heure de pointe. Sur le modèle de la navette de l'ex-Air Inter, les 45 TGV qui circulent chaque jour dans les deux sens, entre Paris et Lyon La Part-Dieu partiront à partir du 28 septembre, à 6 heures, 6 heures 30, 7 heures, 7 heures 30, etc. En milieu de journée, les trains partiront chaque heure. Les quatre niveaux de tarifs sont réduits à trois.

« Cette nouvelle desserte facilitera mémoriellement dispensera les clients de la relation Paris-Lyon de consulter les fiches horaires et facilitera l'organisation des voyages et les changements de trains », explique la SNCF. Dans le même temps, la desserte Paris-Lyon bénéficiera des nouveaux TGV à deux étages « Duplex » expérimentés depuis quelques mois. Ces trains de 516 personnes (et plus d'un million en couplant deux rames Duplex) assu-

reront 70 % de la relation à partir du 28 septembre et 100 % à l'été 1998.

Louis Gallois s'est par ailleurs réjoui des premiers résultats commerciaux pour l'année 1997. Sur les sept premiers mois de l'année, le trafic est en hausse de 3,2 % sur les grandes lignes, de 0,2 % sur les services régionaux et de banlieue et de 7,3 % pour le fret. Le trafic est en hausse de 21 % pour l'Eurostar à fin août (4 millions de voyageurs). Compte tenu du lancement de nouveaux tarifs promotionnels (trains verts, un million de voyages avec le prix Découverte à deux, six millions de voyages à prix jeune en trois mois), des intempéries et des grèves, la hausse de recettes n'est que 2,5 %, en phase avec le budget de la SNCF. La SNCF affirme par ailleurs avoir rempli son engagement de régularité, avec 90,8 % de ses trains ayant moins de 10 minutes de retard à l'arrivée.

Christophe Jakubyszyn



■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en nette hausse, mercredi 3 septembre. Le Nikkei a gagné 502,65 points, à 18 735,17 points (+2,76 %), après s'être apprécié de 1,44 % la veille.

■ LE DOLLAR était en baisse, mercredi 3 septembre, à Tokyo. En fin de séance, le billet vert s'affichait à 120,90 yens, contre 121,55 yens à New York mardi soir.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 3 septembre, sur le marché de Hong-kong. L'once s'échangeait à 322,20-322,50 dollars, contre 324,50-324,80 mardi en clôture.

■ WALL STREET a enregistré mardi la plus forte progression en points de son histoire. Le Dow Jones a gagné 3,38 %, à 7 879,78 points (+257,36 points).

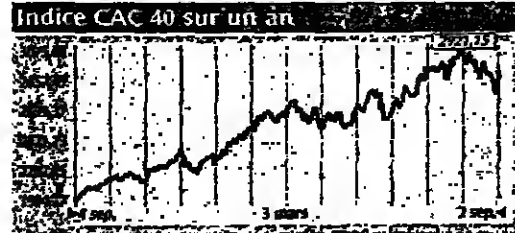
■ LA BOURSE DE PARIS a terminé en nette hausse mardi. L'indice CAC 40 a gagné 4,11 %, à 2 921,15 points, sa plus forte hausse depuis le 17 janvier 1991.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Repli contenu à Paris

LA BOURSE de Paris évoluait dans le rouge, mercredi 3 septembre, à la mi-journée. En hausse de 1,12 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a inversé sa tendance après une heure et demie de transactions. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un repli de 0,47 %, à 2 907,39 points. La veille, l'indice de référence de la place parisienne avait gagné 4,11 %, soit sa hausse la plus importante depuis le 17 janvier 1991, date de l'attaque des forces armées en Irak. Le marché était actif, avec plus de 3,2 milliards de francs d'échanges sur le compartiment à règlement mensuel.

Du côté des valeurs, la reprise du dollar profitait aux valeurs de sociétés exportatrices ou de celles dont les ventes sont libellées en dollars, comme Elf Aquitaine ou Total. Le marché saluait également les premiers résultats semestriels des entreprises, en général en sensible hausse, mais aussi le redémarrage des opérations de



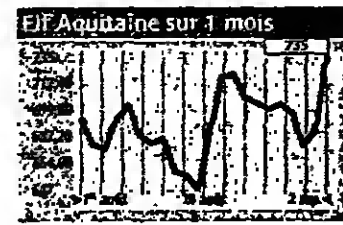
restructurations : Promodes a lancé deux OPA sur Casino et Rallye. Mercredi matin, Casino, qui rejette cette OPA, annonce le rachat de Franprix et de LeaderPrice. Le

grand s'appréciait de 3,2 % après un gain de 7 % la veille à la suite d'une forte recommandation de la société de Bourse Cheuvreux-De Virieu.

Elf Aquitaine, valeur du jour

ELF AQUITAINE a terminé à son plus haut niveau de l'année, mercredi 3 septembre, à la Bourse de Paris. Le titre a gagné 7,30 %, à 735 francs, avec des échanges portant sur 960 284 pièces. Total a bénéficié du même engouement gagnant également 7,30 %, à 632 francs, dans un marché portait sur 958 989 titres. Le dollar, les bonnes perspectives de résultats qui seront publiés mercredi et jeudi, la décade des titres par rap-

port aux autres compagnies pétrolières étrangères, et les découvertes d'importants gisements expliquent cette hausse.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	0509	0209	
Hachette FILMED	1300	+4,55	+12,55
Colson Lafayette	2400	+4,55	+30,01
S.E.F.	942	+4,55	-7,30
Boisvieux Off.	276	+4,55	+10,51
SCS	134	+4,55	+10,51
Eno	565	+4,55	+10,51
Alcan	560	+4,55	+10,51
Cipe France Ly	645	+4,55	+4,55
Renault	160,10	+4,55	+4,55
Remy Cointreau	125	+4,55	+4,55
BAISSES, 12h30			
Saatchi	954	-4,46%	
Europe II	1256	-5,46%	
Unilever/Final	600	-2,50%	
Air Liquide	938	-2,43%	
Soleliance	67,50	-23,01%	
Eurotunnel	49,00	-23,25%	
Castorama Distrib.	611	-22,85%	
Praxair-Prev. Red.	2675	-22,64%	
Schiffes CA	385	-22,34%	
Usinor	106,50	-22,33%	

BAISSES, 12h30

SEANCE, 12h 30	03/09 Times	Capital
	échanges	e
EF Aquitaine	457657	33646
Total	355717	22402
Carrefour	50402	20037
Alcatel Alsthom	212932	16652
L'Oréal	62709	14861
Promodes	57327	12883
Sanzio	190251	11557
Azi	253305	9951
Elaur (Gré dies)	131446	9395
LYM&H Most Hen.	69191	9307

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	échanges	en F
Elf Aquitaine	47 629	334 640 000
Total	35 977	240 000 000
Carrefour	5040	30 575 000
Accelium	21 292	16 625 000
L'Oréal	57 277	12 051 400
Sanofi	19 051	11 575 000
Asa	23 935	9 917 730
Stas (Gie des)	13 446	9 894 139
LYONN. Mont. Hér.	91 91	9 813 000

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au		Var.	Var.
12h30		0209	0109
HAUSSES, 12h30			
Rocheville (M)	2400	+4,55	+12,55
Saef	942	+4,55	-7,30
Boisvieux Cb	276	+4,55	+10,51
SCS Industries s	176	50	+10,51
Cora	285	+4,55	+10,51
Mellieres DS	62	+4,55	+10,51
BAISSES, 12h30			
C.E.F	155	+4,55	+10,51
Ind. Dreyfus Cbr	205	+4,55	+10,51
Expand SA	565	+4,55	+10,51
Charante r	57	+4,55	+10,51
Airfrance	180	+4,55	+10,51
INDICES SBF 120-250			
ET SECOND MARCHÉ		0209	0109
Ind. gen. SBF 120	1996,76	+0,01	+0,01
Ind. gen. SBF 250	1996,76	+0,01	+0,01
Ind. Second Marché	181,23	+0,01	+0,01
Indice MidCap	161,64	+0,01	+0,01
Values Index			
Values Index	2228,78	+0,01	+0,01

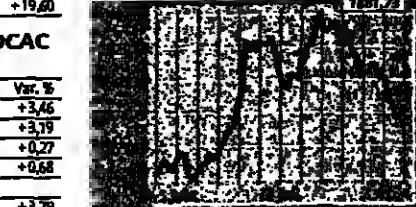
BAISSES, 12h30

3 - Constructions	1871,36	-2,84
4 - Biens d'équip.	1633,46	+1,50
5 - Automobile	2295,65	+0,68
6 - Biens comm.	3623,36	+3,51
7 - Indus. et- Services	1621,49	+0,48
8 - Financ.	2091,61	+2,27
9 - Autres serv.	4109,73	+0,22
10 - Transp.	1317,11	+0,22
11 - Immobil.	767,25	+0,22
12 - Sociétés invest.	1865,55	+0,22

INDICE SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



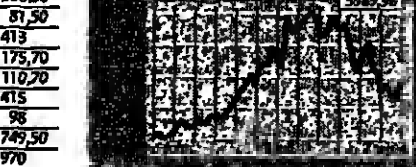
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, DAX 30 sur 3 mois



Très forte hausse à Wall Street

LES VALEURS japonaises se sont envolées, mercredi 3 septembre, dans la foulée du Dow Jones et grâce à la reprise des actions de l'électronique et de la haute technologie. L'indice Nikkei a gagné 502,65 points, à 18 735,17 points (+2,76 %), après s'être apprécié de 1,44 % la veille.

La veille, le principal indice de la Bourse de New York a, en effet, enregistré la plus forte hausse en points depuis sa création en 1884 en progressant de 257,36 points (+3,37 %) à 7 879,78 points. Wall Street a notamment réagi très favorablement à la publication, mardi, de l'indice composite des directeurs d'achats du secteur

manufacturier américain (NAPM) pour août, traduisant un plus fort ralentissement de l'activité que prévu (lire également page 20).

La forte hausse de Wall Street a donné un coup de fouet aux places européennes. A Londres, l'indice Footsie a gagné 1,67 %, à 4 951,9 points, et la Bourse de Francfort a gagné 1,44 %, à 4 047,37 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Cours au	Var. %
0209	0109	en %
Paris CAC 40	2921,15	+4,11
New York Dow Jones	7879,78	+3,37
Londres FT100	4951,9	+1,67
Francfort DAX 30	4047,37	+1,44
Tokyo Nikkei	18735,17	+2,76
Hong Kong Hang Seng	10054,4	+1,44
Amsterdam AEX	394,80	+1,44
Madrid IBEX 35	379,62	+0,83
Stockholm OMX	134,54	+1,81
Bruxelles BEL 20	2876,64	+1,51
Bruxelles General	2354,33	+1,57
Milan MIB 30	1152	+1,47
Amsterdam AEX	394,80	+1,44
Madrid IBEX 35	379,62	+0,83
Stockholm OMX	134,54	+1,81
Bruxelles BEL 20	2876,64	+1,51
Bruxelles General	2354,33	+1,57
Milan MIB 30	1152	+1,47
Hong Kong Hang Seng	10054,4	+1,44
Singapore Straits	1786,44	+1,07

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au	0209	0109
Alcoa	85,18	80,25
Allied Signal	86	82,56
American Express	80,06	77,75
AT & T	60,50	59,21
Boeing Co.	54,93	54,45
Caterpillar Inc.	58,45	58,06
Chemical Bank	80,37	77,43
Coca-Cola Co.	39,47	37,21
Disney Corp.	79	76,81
Eastman Kodak Co.	64,67	62,31
Exxon Corp.	64	61,18
Gen. Motors Corp.	65,25	62,75
Gen. Electric Co.	66,18	62,50
Goodyear T & Rubber	63,12	61,61
Hewlett-Packard	63,12	61,31
IBM	104,12	100,87
Intl Paper	54,12	52,75
J.P. Morgan Co.	111,81	107,25
Johnson & Johnson	56,37	56,48
Kellogg Co.	47,25	47,11
Merck & Co. Inc.	95,68	91,81
Minnesota Mining & Mfg.	91,56	89,87
Philips Morris	45,31	43,62
Procter & Gamble Co.	137,93	133,06
Sears Roebuck & Co.	36,99	36,75
Travelers	67,26	63,50
Union Carbide	51,99	51,31
United Technologies	80,18	78,06
Wal-Mart Stores	37,62	35,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au	0209	0109
Allied Lyons	4,72	4,66
Barclays Bank	14,32	14,12
B.C.T. Industries	5,18	5,16
B.P. Chemicals	14,40	14,40
British Airways	6,51	6,43
British Petroleum	8,77	8,62
British Telecom	4,03	3,98
B.T.R.	2,24	2,18
British Airways	6,51	6,43
British Petroleum	8,77	8,62
British Telecom	4,03	3,98
B.T.R.	2,24	2,18
British Airways	6,51	6,43
British Petroleum	8,77	8,62
British Telecom	4,03	3,98
B.T.R.	2,24	2,18

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au	0209	0109
Allianz Holding N	406,50	399,20
Basf AG	63,30	61,90
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41
Bayer AG	61,15	60,41

LES TAUX

Progression du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en nette hausse, mercredi 3 septembre. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, gagnait 16 centimes, à 130, dès les premières transactions. La veille, le contrat notional avait terminé en légère baisse de 2 centimes, à 129,84 points.

Mardi, le marché obligataire américain a bénéficié, à l'image de Wall Street, de statistiques économiques ju-

gées favorables, notamment l'indice de l'association des directeurs d'achats (NAPM). Ce dernier est ressorti à 56,8 en août contre 58,6 en juillet au lieu de 58,1 prévu. Cette statistique ne plaide pas, en effet, en faveur d'un resserrement monétaire. En conséquence, le rendement, qui évolue à l'inverse du prix, de l'obligation du Trésor à trente ans, principale référence, s'affichait mardi à 6,56 %, contre 6,61 % à la veille du week-end.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
0209	0109	0209	0109
Jour le jour	129,84	129,84	129,84
1 mois	3,23	3,23	3,23
3 mois	3,32	3,32	3,32
6 mois	3,38	3,38	3,38
1 an	3,58	3,58	3,58
PIBOR FRANCE			
Pibor France 1 mois	3,328	3,328	3,328
Pibor France 3 mois	3,402	3,402	3,402
Pibor France 6 mois	3,517	3,517	3,517
Pibor France 9 mois	3,628	3,628	3,628
Pibor France 12 mois	3,720	3,720	3,720
PIBOR ECU			
Pibor Ecu 3 mois	4,398	4,398	4,398
Pibor Ecu 6 mois	4,483	4,483	4,483
Pibor Ecu 12 mois	4,592	4,592	4,592

MATIF

Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 10 %	9390	129,84	129,84	129,84	129,84
Sept. 97	1596	98,44	98,76	98,44	98,74
Mars 98	2	98,14	98,14	98,14	98,14

PIBOR 3 MOIS

Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 97	9189	96,35	96,57	96,35	96,56
Oct. 97	10660	96,38	96,50	96,38	96,59
Mars 98	4539	96,25	96,25	96,25	96,25
juin 98	5187	96,26	96,10	96,05	96,08

ECU LONG TERME

Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 97	9	96,70	96,82	96,58	96,82
Oct. 97	1	96,40	96,40	96,40	96,40

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 97	20415	2921,15	2921,15	2921,15	2921,15
Oct. 97	125	2926,30	2926,30	2926,30	2926,30
Nov. 97	400	2926,30	2926,30	2926,30	2926,30
Déc. 97	521	2926,30	2926,30	2926,30	2926,30

LES MONNAIES

Avancée du dollar

LE DOLLAR était orienté à la hausse, mercredi 3 septembre. Face au franc et au deutschemark, le billet vert s'échangeait, au cours des premières transactions entre banques, à 6,1832 francs et 1,8377 deutschemark contre respectivement 6,1645 francs et 1,8316 deutschemark au cours des échanges interbancaires de mardi soir.

En revanche, la devise américaine reculait face au yen sur le marché des changes de Tokyo, les investisseurs ré-

duisant leurs positions à long terme sur le dollar dans le sillage de la forte hausse de la Bourse japonaise. Le billet vert s'inscrivait en fin de journée à 120,90 yens, contre 121,46 yens en début de séance et 121,55 yens à New York mardi soir.

« Bien qu'il n'y ait pas d'acheteurs particuliers de dollars, les investisseurs ont commencé à se couvrir, tandis que le dollar baissait », a déclaré un courtier de la Tokai Bank.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 02/09	% 01/09	Acheteur	Vendeur
Allemagne (100 dm)	336,5600	-0,01	325	340
Belgique (100 F)	16,3010	-0,05	15,7700	16,3000
Etats-Unis (1 USD)	6,1304	+0,43	5,8200	6,4000
France (100 F)	16,3010	-0,05	15,7700	16,3000
Italie (1000 L)	3,4915	+0,06	3,2000	3,7000
Maroc (100 Dir)	88,4100	+0,02	-	-
Irlande (100 Ir)	9,3095	-0,07	8,6000	9,4000
Gde-Bretagne (1 L)	9,7945	-0,05	9,3600	10,2100
Grèce (100 drach.)	2,1405	-	1,9200	2,4200
Suède (100 kr)	77,8300	+0,49	72,5000	82,6000
Suisse (100 F)	409,5100	+0,19	395	419
Norvège (100 N)	61,3900	+0,05	75,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,8230	-0,01	46,3500	49,3500
Espagne (100 pes.)	19,925	+0,04	19,6900	20,2900
Portugal (100 esc)	3,3820	-0,02	3,3900	3,5000
Canada (1 dollar c)	4,6921	+0,53	4,4500	4,9000
Japan (100 yen)	5,2894	-0,11	4,8200	5,7700
Finlande (mark)	111,500	+0,04	106,500	117,500

des villes comme Paris, Lyon, Strasbourg ou La Rochelle. ● LES MUNICIPALITÉS pionnières hésitent devant la lourdeur de l'investissement, dû à l'importance des frais de recherche.

ÉLECTRONIQUE : le lancement en Europe du vidéodisque numérique (DVD) aura lieu au premier trimestre 1998, ont annoncé, vendredi 29 août, à Berlin, les principaux groupes mondiaux à l'origine de ce format destiné à révolutionner l'industrie du cinéma et de la vidéo.

ARCHÉOLOGIE : une tombe de guerrier celtique datant du II^e siècle avant J.-C. a été découverte dans la région de Kujiaw, au nord de la Pologne. La sépulture, assez bien conservée, renferme les restes d'un homme ayant mesuré 1,90 mètre, un glaive de 1 mètre, plusieurs fers de lance et des lances couteaux.

ESPACE : la fusée européenne Ariane a placé sur orbite les satellites Hot Bird-3 et Meteosat-7, pour le compte, respectivement, des organisations européennes de télécommunications Eutelsat et de météorologie Eumetsat. Ce tir, effectué mercredi 3 septembre à 02 h21 (heure de Paris) depuis le Centre spatial guyanais de Kourou, était le 99^e d'une fusée Ariane et le 28^e lancement consécutif couronné de succès pour la société Arianespace.

Avec Patrick Ra
Flushing Meado

Avec Patrick Rafter, vainqueur d'Andre Agassi, Flushing Meadow se trouve un nouveau favori

Michael Chang a battu le Français Cédric Pioline en huitièmes de finale de l'US Open

L'Australien Patrick Rafter a éliminé l'Américain Andre Agassi (6-3, 7-5, 7-4, 4-6, 6-3) en huitièmes de finale de l'US Open. Au prochain tour,

il rencontrera le Suédois Magnus Larsson, qui a dominé le Sud-Africain Wayne Ferreira (6-3, 7-6 (7-5), 6-3). Michael Chang, vainqueur de Cédric

Pioline (6-3, 0-6, 5-7, 7-5, 6-1) rencontrera le Chilien Marcelo Rios, qui a battu l'Espagnol Sergi Bruguera (7-5, 6-2, 6-4).

NEW YORK

de notre envoyée spéciale
C'est un match qui pourrait servir de spot publicitaire fleuve. On y parlerait de dépassement de soi, d'effort, de souffrance, bref, de tout ce que le sport contient comme messages d'émotions ou de morale. Ce

match a opposé, mardi 2 septembre, aux Internationaux des Etats-Unis de tennis, Andre Agassi à Patrick Rafter. L'Américain et l'Australien se disputaient une place en quarts de finale. L'effet dramatique a été parfait. La partie était programmée en fin de soirée: les lumières des projecteurs trouant la brume ont donné à la scène des allures de combat de boxe au Madison Square Garden. L'histoire, assez simple, tourne autour de deux thèmes: la rédemption et le salut.

Andre Agassi est venu à Flushing Meadow en 63^e joueur mondial. Il est ancien numéro un mondial, champion de l'US Open en 1994 et il vient de faire une saison désastreuse. Il était absent des trois premiers Grands Chelems pour cause de blessures diverses ou de noies avec Brooke Shields. Sur les dix derniers tournois qu'il a disputés, il a été éliminé sept fois au premier tour. A l'US Open, tout a été différent. Il a dit que ce devait être l'ambulance. Le public ne s'est pas fait prier, qui l'a aimé aussi vite qu'il l'avait rejeté. Pete Sampras, éliminé, le public s'est tourné vers lui et en a fait son favori, à égalité avec Michael Chang.

Patrick Rafter s'offre une année

en forme de salut. Après quelques saisons gâchées à consolider son image de play-boy des courts au détriment de son destin de champion du service-volée, il s'est décidé à devenir un bon joueur de tennis. Il se plaît à raconter qu'un jour qu'il pensait une blessure chez lui il alluma la télévision, regarda un match de tennis et comprit qu'il aimait trop ce sport pour ne pas lui consacrer quelques années de sa vie. Il a profité d'un coup de pouce en la personne de Marc Philippoussis. Lorsque celui-ci débarqua en fanfare dans les classements et multiplia les records de vitesse avec son service de canonier, notre homme se sent un peu oublié. Il travailla deux fois plus et deux fois mieux.

En février, en l'absence de Marc Philippoussis, forcé sur blessure, Patrick Rafter redevint le héros de son pays lors du premier tour de la Coupe Davis en apportant le premier point contre la France. Mené deux sets à zéro par Cédric Pioline, il renversa la partie. Depuis, il fait une saison de feu en servant le tennis qu'il aime: l'attaque envers

et contre tout. Attiré par le filet comme un papillon par la lumière, il s'est fait de nouveau respecter. Sur la terre battue de Roland-Garros, en juin, il est allé en demi-finale, il vient à l'US Open en tête de série (n°13). Depuis le début de la saison, il a accédé à cinq finales. Il veut tout de Flushing Meadow, sur une surface ultrarapide.

BAGARRE ET ADRENALINE
Patrick Rafter commence le match chauffé à blanc. Il vole comme il respire. Andre Agassi recule, interloqué. Trop tard, le premier set est passé. Il veut se rebeller mais l'Australien est toujours trop près de lui, embrassant le filet. Le jeune marié ne veut pas jouer. La partie devient électrique. C'est Agassi qui gâche de gauche à droite et de droite à gauche pour rattraper des volées avant de fléchir, sur la ligne, un passing-shot gagnant; c'est Rafter collé au filet qui défend son terrain de tout son corps aux aguets et doit se dresser plusieurs fois pour écraser des smashes qui reviennent toujours.

Ca cogne et ça crie. Ça fait mal et ça fait plaisir, puisque le public était venu voir de la bagarre. Tie-break. Patrick Rafter emporte le deuxième set.

Andre Agassi marche à l'adrénaline. Il empoche le troisième set. La quatrième manche est un bras-le-corps. Patrick Rafter prend le dessus. C'est lui qui retourne les services le long des lignes, lui qui va arracher à la volée la mise en jeu de l'Américain. Quelques aces, un dernier service-volée, il est quart de finaliste. Il s'en va en titubant, victime de crampes. Andre Agassi, terrassé de déception, dit: «J'ai raté une occasion en or.» Sans Pete Sampras, sans Andre Agassi, Flushing Meadow s'est trouvé un nouveau chouchou et un favori en Patrick Rafter.

Le deuxième favori, lui, est la valeur refuge du tennis américain: Michael Chang, numéro deux mondial, vainqueur à Roland-Garros en 1989, son unique succès en Grand Chelem. Depuis, il court en vain derrière un nouveau triomphe. Finaliste de l'US Open en 1996, il n'avait pas en le temps de rêver, balayé par Pete Sampras. Mardi, pour se qualifier en quarts de finale, il lui a fallu toute sa conviction pour battre Cédric Pioline en cinq sets. Dans la quatrième manche, le Français a servi pour le match, mais Michael Chang, le plus tenace des joueurs, n'accepte une balle perdue qu'après avoir tout fait pour la sauver. Il a défendu son bout de terrain comme on défend sa peau: «J'ai joué en me disant que c'était l'année où jamais. Cette année, je serais changé si ma persévérance était récompensée.»

Bénédicte Mathieu

Le faux pas de Monica Seles

La tristesse de Monica Seles est immense. Elle repense à cette balle de match dans le tie-break de la deuxième manche qu'elle a gommée d'une volée de revers. Dans la troisième manche, la Roumaine s'est détachée, servant un jeu au-delà de son entendement, magistral de sensibilité et d'opiniâtreté, calqué sur celui de Steffi Graf, l'idole d'Irina, qui accède à la première demi-finale de sa carrière dans un tournoi du Grand Chelem (7-6 (5-7), 7-6 (10-8), 6-3). A Monica Seles, il a cruellement manqué le petit plus, le trop-plein d'énergie qui faisait sa gloire avant son agression à Hambourg, en avril 1993. Elle fut numéro un mondial, championne de l'US Open en 1991 et 1992. Lors de son retour à la compétition, en 1995, elle y avait été finaliste, puis encore en 1996, battue alors par Steffi Graf. Cette fois, Monica, tête de série n°2, voulait retrouver en finale sa non-vieillesse, Martina Hingis. Elle croyait en ses chances.

Venus Williams, nouvelle étoile de la galaxie des dames

NEW YORK

de notre envoyée spéciale
Une standing ovation a accompagné, mardi 2 septembre, Venus Williams dans sa victoire sur Sandrine Testud (7-5, 7-5). La demoiselle a couru embrasser maman, a signé des autographes et tapé dans les mains de fans joyeux. Pour sa troisième participation dans un tournoi du Grand Chelem, la gamine de dix-sept ans se hisse en demi-finales. Elle n'a pas cédé à l'émotion, quand son adversaire a été intimidée par l'enjeu.

Dès les premiers jeux, Venus impressionne par la puissance de son tennis: elle mesure 1,80 m. Sandrine court après le score dans la première manche, sauve quatre balles de set, s'incline à la cinquième, usée. Dans la deuxième manche, la concentration de Venus papillonne et Sandrine n'est pas du genre à se laisser faire. Elle mène quatre jeux à un. Las, elle est épuisée. La saison a été belle mais longue (Le Monde du 2 septembre). Venus égale à quatre jeux partout. Sandrine s'accroche

à ce qui fait son talent: ce tennis au cœur immense. Elle court encore, tente des passing-shots, fouette des volées. Mais, le plus souvent, Venus est là. Sandrine sert une dernière fois, soutient l'échange avant de monter au filet. Elle s'y prend une gifle en revers croisé. Venus a gagné.

Déjà, toute petite, Venus Williams avait rendez-vous avec la gloire. Ainsi le voulait son père, Richard. Avec sa sœur Serena, de deux ans sa cadette, Venus a évolué dans un monde clos. A l'âge où elle aurait pu rencontrer Martina Hingis et Anna Kournikova dans les tournois juniors, elle s'entraînait en famille. Elle aurait pu devenir une joueuse professionnelle en 1995; elle est restée à l'école. Elle n'a véritablement commencé sa carrière qu'au tournoi de Key Biscayne, en mars. Au premier tour, elle a battu Jennifer Capriati avant d'être éliminée par Martina Hingis.

Elle admire John McEnroe, aime les oeuvres, la guitare, la couleur rose et les coiffures rigolotes: elle porte deux kilos de pertes multico-

lores tressées dans sa chevelure. Elle adore aussi le tennis, possède un brin de talent, une belle géométrie du jeu et incarne la puissance nouvelle du tennis féminin, à l'image d'Anna Kournikova, demi-finaliste à Wimbledon. Venus ne peut encore rivaliser avec la maîtrise absolue que possède Martina Hingis, numéro un mondial, mais elle fait déjà le spectacle.

Les responsables du tennis féminin se frottent les mains. Avec Venus, le marché américain va trouver d'autres publics et d'autres partenaires; avec elle, aussi, ce ne sont plus deux prodiges - Martina et Anna - mais trois qui vont peupler les tournois du monde entier. La demoiselle, elle, attend l'arrivée très prochaine sur le circuit de sa sœur Serena, que les spécialistes considèrent comme une «tueuse». Elle est encore plus agressive et plus confiante que la grande Venus: «Bientôt, dit-elle, elle me battra, comme elle battra toutes les autres.»

B. M.

L'honneur retrouvé de Catherine Moyon de Baecque

C'EST L'HISTOIRE d'un morceau de vie. Une tranchée recuite de cinq années de son existence qu'elle voudrait n'avoir jamais connue. D'une agression sexuelle

perpétrée contre elle par des collègues lors d'un stage national d'athlétisme, à l'été 1991 - elle était alors l'ancienne - et du long combat juridique qui s'en est ensuivi pour «retrouver [son] honneur et [sa] dignité». Catherine Moyon de Baecque a écrit un livre qui devait sortir en librairie jeudi 4 septembre.

La trentaine en rond, la jeune femme semble épanouie. Elle arbore une robe d'été bleue en cretonne fleurie, parle avec animation, rejette ses longs cheveux blonds en arrière, ajustant son serre-tête. Pourquoi ce récit dramatique si longtemps après? Quand, grâce à sa lutte acharnée, ses agresseurs, condamnés à l'issue d'un procès largement médiatisé, ont purgé leur peine. «Pour envoyer un message d'espoir, montrer qu'on peut se reconstruire. Je ne veux plus me

contenter de vivre, je veux exister.»

Une démarche thérapeutique? L'éditeur l'a engagée à synthétiser les 600 pages d'un manuscrit regorgeant des détails obscurs qu'elle ressassait. Catherine Moyon de Baecque parle d'une «renaissance». L'été à un monde dont elle n'avait pas soupçonné les noiresurs? Elle s'avoue «inadaptée» au monde sportif. Pour mieux s'en expliquer, elle se réfugie dans les souvenirs d'une enfance aux accents de roman de la comtesse de Séguir: propriété familiale de Nantes, institutions religieuses, protection des siens.

Ce «milieu», qu'elle croyait «laisser au vestiaire» lorsqu'elle s'entraînait, a toujours collé à ses pas. En filigrane, Catherine Moyon de Baecque règle de vieux comptes. Elle ne parle qu'avec réticence de l'aristocratie clan familial qui a pris son rêve de gloire athlétique pour un délire. Seule fille d'une couvée de six enfants, elle s'est «débrouillée» entre garde d'enfants, cnurs particuliers, chambre partagée avec une autre lanceuse de l'Insep et études de langues, tout ça «sans jamais rompre avec la famille». «Nous avons peu parlé de ce qui m'est arri-

vé. Ils en ont tant souffert. Chez nous, il y a des choses dont on ne parle pas.»

Du coup, en bonne élève, elle n'a jamais compris les plaisanteries grasses que lui décochaient les collègues de son groupe d'entraînement. Ni leur sourire narquois devant son obstination à vouloir son coach et à l'appeler «Mon-sieur». Aujourd'hui, son «milieu» d'origine l'a rattrapée. A la fois frère d'évoquer avec force mystères un «entourage» de décideurs qui la soutient et s'intéresse à elle, Catherine s'insurge contre l'indifférence ou le manque de diligence des institutions, de certains ministres ou députés ramentés dans sa quête.

Elle revendique le rôle de «passionaria» que lui a conféré son histoire, unique dans les annales du sport français mais si tristement commune: «Je veux dépasser le cadre de ma propre souffrance pour tenter d'expliquer le sentiment des victimes d'un tel drame.» Le projet est généreux mais encore vague. Comme son idée d'«association internationale pour la défense des sportives, son envie d'être utile au sport grâce à [sa] tête» ou celle d'«écrire un livre sur le bonheur».

Assise dans un fauteuil de PDG, elle attend, entre une vaste chaise et de hauts plafonds à moulures, que son «cas» soit réglé. Maurice Herzog, qui a préfacé son livre, a mis à sa disposition un bureau somptueux jouxtant le sien, à Paris. Le vainqueur de l'Annapurna, membre du Comité international olympique (CIO), l'a aidée dans son combat. «Il est mon père spirituel», dit Catherine Moyon de Baecque. Grâce à lui, je peux encore croire à l'idéal olympique.

Des affaires périphériques au sport l'occupent jusqu'en décembre. Elle espère ensuite se voir confier «une mission» par la ministre de la jeunesse et des sports: Michèle Alliot-Marie lui avait promis une aide pour sa reconversion professionnelle. «L'Etat est responsable de ce qui m'est arrivé puisque cela s'est produit dans le cadre d'un stage fédéral», martèle-t-elle. Et ensuite? «Je sais que je vais réussir, mais il est trop tôt pour en parler.»

Patricia Jalby

★ La Médaille et son revers, par Catherine Moyon de Baecque, chez Albin Michel, 198 p., 89 F.

Isabelle Fijalkowski, basketteuse

« Aux Etats-Unis, les gens ont un grand respect pour le sport féminin »

ATLANTA

correspondance
Le basket américain n'est plus seulement une affaire de géants au crâne lisse. Le premier championnat de la WNBA (Women's National Basketball Association), petite sœur encore timide de la NBA, s'est achevé samedi 30 août à Houston (Texas), où les Comets ont battu en finale les New York Liberty (65-51). Un coup d'essai qui a su prolonger le succès du tournoi olympique des Jeux d'Atlanta, où «l'autre» Dream Team américaine, celle des filles, avait presque réussi à éclipser le parcours sans surprise de Shaquille O'Neal et de ses équipiers.

Commencée le 21 juin, cette première saison a dépassé les espérances de ses dirigeants. Une affluence moyenne proche des 10 000 spectateurs par match et, surtout, une percée d'audience télévisée, les rencontres retransmises sur le réseau national étant souvent suivies par plus d'un million de foyers, ce qui représente la moitié des scores recueillis par le base-ball. Isabelle Fijalkowski, la Française de la WNBA, partie de Bourges après son succès européen (Le Monde du 12 avril) pour rejoindre les Cleveland Rockers, a joué les pionnières du basket professionnel féminin aux Etats-Unis. Elle en analyse le succès et les perspectives.

«Comment avez-vous débarqué à Cleveland, l'une des huit équipes de la WNBA, après deux saisons avec Bourges?»

«J'ai tout simplement été «draftée», c'est-à-dire choisie, par cette ligue professionnelle américaine. J'avais connu, en 1995, une première expérience aux Etats-Unis, une année d'études et de basket à l'université du Colorado. Ce séjour m'avait beaucoup plu. Et j'avais laissé, je crois, un bon souvenir. Du coup, je n'ai pas beaucoup hésité à tenter l'aventure de cette première saison professionnelle américaine.»

«Qu'espérez-vous trouver aux Etats-Unis?»

«Je croyais beaucoup au succès de la WNBA. Mon expérience universitaire m'avait convaincue que ce pays était prêt à recevoir un championnat de basket féminin professionnel. Je savais que nous allions toucher beaucoup de monde. Les gens ont une vraie passion pour le basket et un grand respect pour le sport féminin. Et puis, surtout, j'avais pleinement confiance dans le savoir-faire de la NBA pour mener à bien cette opération.»

«Le résultat a-t-il répondu à vos attentes?»

«Absolument. Cette première saison a dépassé, je crois, les prévisions les plus optimistes. A Cleveland, par exemple, l'équipe a réalisé une moyenne de 7 000 à 8 000 spectateurs. Et j'ai joué parfois devant 13 000 personnes, une affluence tout à fait inimaginable en Europe. Autre réussite: la réponse des médias a été instantanée. La NBA avait soigneusement préparé son affaire, en signant

des contrats avec plusieurs chaînes de télévision et un grand nombre de partenaires. Ses dirigeants ont organisé les choses de façon très professionnelle.

«Ce basket féminin est-il très différent de celui joué en Europe?»

«Sur le plan technique, l'écart est réduit. Le basket européen est vraiment d'un très haut niveau actuellement, notamment en France. Mais il reste un phénomène assez confidentiel. Aux Etats-Unis, les gens viennent au stade, la presse suit la saison d'un bout à l'autre et le public s'identifie complètement aux joueuses. Autre différence: l'intensité de la compétition n'a pas d'équivalent en Europe. Ce premier championnat de la WNBA a duré seulement deux mois; il comptait huit équipes. Il nous est donc très rapidement arrivé de jouer quatre rencontres par semaine, sans jamais connaître le moindre match facile.

«Les Américaines attendaient depuis longtemps de voir le sport professionnel se féminiser»

«Aux Etats-Unis, quel genre de public se rend au stade pour assister à une rencontre de basket féminin?»

«Un public assez différent de celui de la NBA, plus familial, assez proche de celui d'une équipe comme Bourges. Et puis, bien sûr, beaucoup de femmes. Les Américaines revoient plus leur identité et leurs différences que les Européennes. Elles attendaient depuis longtemps de voir le sport professionnel se féminiser. Et elles n'ont pas boudé leur plaisir.»

«Les Américaines semblent penser que le prochain phénomène sportif sera féminin. Vous partagez cette prédiction?»

«Oui. Il ne faut pas se masquer la face, le succès de la WNBA s'explique aussi par une volonté politique et commerciale des dirigeants sportifs américains de faire une vraie place aux femmes. Aux Etats-Unis, les sportives constituent une clientèle longtemps ignorée. Et un marché encore sous-exploité.

«Votre avenir de joueuse est-il définitivement américain?»

«Il est tout à la fois européen et américain. Je suis une vraie professionnelle, je veux donc poursuivre deux objectifs à la fois. Je vais jouer en Italie, pour l'équipe de Côme, dès le mois de septembre. Mais je reviendrai sûrement aux Etats-Unis, sans doute à Cleveland, au début de l'été prochain. Je veux prolonger cette expérience. Elle a été trop exaltante pour en rester là.»

Propos recueillis par
Alain Mercier

251
Automne 97

18-30 ans,
les aventures de la mobilité

Ni adolescents, ni adultes établis, les 18-30 ans occupent une place à part dans notre société. Comment accèdent-ils à la vie sociale?

J. Douis-Weydert, O. Galland, Y. Lambert, P. Martinot-Lagarde, P. Mignot, F. Moutias, C. Nicole-Drancaurt, L. Puydà, P. Simon, A. Vuilleau

Le n° (128 p.) : 65 F Etranger : 70 F

PROJET • 14, rue d'Assès • 75008 PARIS
Tel. 01 44 39 48 48 • Minitel 36 15 SJ • PROJET

A la conquête des cours d'eau

Rafting, canoë-kayak et nage en eau vive sont devenus des loisirs de plus en plus pratiqués

RUISSEAU qui devient torrent, gargouillis joyeux qui devient remous impétueux : l'eau vive se dévergonde et promet un nouveau chemin d'exploration au creux des montagnes. Depuis longtemps, la descente en canoë des gorges de l'Ardeche, relativement calme, permet d'atteindre un site inaccessible en voiture ou à pied. Un peu moins tranquille, le rafting permet aussi d'apprivoiser des cours d'eau plus tumultueux et d'admirer des paysages invisibles autrement.

Jadis, les rivières de montagne, décidément trop agitées pour être navigables, ne servaient qu'au flottage des billes de bois jusqu'à la plaine. Depuis les Alpes ou les Pyrénées, des forêts entières fournissaient des charpentes robustes ou les grands mâts des bateaux à voiles. Seuls quelques radeaux en rondins s'aventuraient dans l'écume rugissante ; on parlait des bûcherons radeliers.

Aujourd'hui, ce réseau hydrographique est à vocation ludique. Mais la chanson nous prévient géométriquement : l'eau vive ne se laisse pas rattraper facilement. Pour conquérir ce terrain de jeu, on a inventé une embarcation gonflable mais solide : le raft. On dit l'engin stable et insubmersible. En fait, il est assez courant de le voir se renverser dans certains rapides.

Pas de panique, les parcours empruntés sont reconnus et comportent des parties reposantes qui permettent de se récupérer sans dommage et de remonter à bord ! Pour éviter le plongeon général (qui relève heureusement de l'anecdote sur les rivières faciles), l'équipage de six ou huit moussaillons doit s'activer, sous les ordres hâtés par un barreur professionnel

(brevet d'Etat obligatoire). L'essentiel est en effet dans le rythme et la coordination des pagayeurs : paresseux s'abstiennent ! Le rafting exige d'être conduit fermement dans les vagues. L'affaire est simple sur un parcours classique (classe 2, la rivière est encore sage) comme la basse Durance (Hautes-Alpes), la Dranse (Haute-Savoie), l'Adour (Hautes-Pyrénées) ou l'Allier (Massif Central) mais tout peut changer selon le débit, la pente et la longueur des « rapides ». La technique est toujours la même mais l'effort devient plus ardu (classes 3 et 4, la rivière se rebiffe) sur certains secteurs de la haute Isère (vallée de Tarentaise) ou du gave de Pau (Béarn).

SOUQUER FERME

Les passages vraiment audacieux (classes 5 et 6, la rivière gagne en puissance) sont réservés aux plus chevronnés, notamment sur le Guil et l'Ubaye (Hautes-Alpes). Pas question de se cramponner aux boudins du radeau, on est secoué sans répit, mais il faut souquer ferme pour ne pas heurter les rochers ou se faire engloutir dans un tourbillon. Dans le jargon, on parle des gorges « infranchissables » ou des « infrans ».

Les prestataires spécialisés et les clubs agréés par la Fédération française de canoë-kayak (FFCK, fédération de tutelle) se limitent plutôt aux descentes de classes 2 à 4, afin d'offrir des sensations rafraîchissantes mais sécurisantes aux néophytes (gilet de sauvetage et casque fournis). Ils accueillent, pendant les après-midi caniculaire, de nombreux candidats - il y en aurait près d'un million chaque année - et acceptent les enfants à partir de dix

ans. Pour tout le monde, deux impératifs : savoir nager et avoir un moral à toute épreuve.

Histoire de gagner en autonomie de manœuvre, les vacanciers qui n'ont pas peur de se mouiller s'adonnent également au mini-raft : un radeau de quatre ou cinq personnes, sans barreur. Une flottille est ainsi encadrée par des moniteurs juchés sur d'autres bateaux. Autre formule ludique : le canoë-raft, alias « hot-dog », un canoë bi-place souple et plus stable qu'un canoë rigide traditionnel. Enfin, pour ceux qui savent boire la tasse, il reste à tenter l'hydrospeed, c'est-à-dire la nage en eau vive. Habillé d'une combinaison Néoprene, de palmes, d'un casque et d'un flotteur boudin en plastique, on se fait chahuter dans le courant. Réservez aussi plus intrépides, cette activité est plutôt physique mais jubilatoire.

Quant au kayak, cet engin monoplace au fuselage plastique et qui se « pilote » avec une pagaie double, il exprime au mieux les sensations de glisse la plus technique. Il faut donc plusieurs journées d'initiation avant de se lancer vaillamment sur une rivière turbulente. On trouve un encadrement compétent auprès de nombreux clubs certifiés « école française de canoë-kayak ». La moitié des 27 000 licenciés « sportifs » de la fédération forment le vivier de la compétition : les champions français brillent d'ailleurs régulièrement aux Jeux olympiques. Pour les autres pratiquants assidus, le kayak est surtout une manière « tonique » de randonner au fil des torrents. Et les massifs français en possèdent en nombre.

Philippe Bardiau

Pratique

● **Informations.** La Fédération française de canoë-kayak fournit des renseignements sur les sports d'eau vive. Le guide *Canoe Plus* (50 F), plein de conseils, fournit aussi un répertoire des bonnes adresses bénéficiant du label qualité « Point Canoe Nature ». FFCK : 87, quai de la Marne, 94344 Joinville-le-Pont Cedex. Tél : 01-45-11-08-50, Minitel : 3615 Canoe Plus.

● **Prix.** Pour une descente en raft, compter 250 F environ. Formules

pluridisciplinaires (1 ou 2 jours avec raft, canoë et nage en eau vive) à partir de 690 F, stages intensifs (6 jours en camping) à partir de 2 personnes 790 F.

● **A savoir.** Les rivières françaises coulent sagement sur 20 000 km environ et se déchaînent sur près de 5 000 km. Une carte de France IGN des sports d'eau vive (n° 905) fait la synthèse des rivières praticables (avec barème de difficulté). La planète « eau vive » est célèbre grâce au canyon du Colorado, mais la

société AN Rafting propose aussi des expéditions en rafting au Népal (février, mars) et sur le Zambezi (octobre, novembre), à partir de 14 000 F. Contacts : AN Rafting, tél : 01-47-37-08-77 (bases à Embrun, Maot-la-Plagne, Thonon-les-Bains). *Saga d'Aventures*, tél : 04-79-07-60-00 (bases à Bourg-Saint-Maurice, Volvic, Morzine). *Adrenaline*, tél : 05-62-98-73-25 (base à Saint-Lary-Soulan, dans les Pyrénées). UCFA, tél : 01-43-36-05-20 (nombreuses bases, dont Embrun).



PARTIR

Roue libre en Australie

Ni chaud ni froid, le temps est printanier sur l'île-continent, et les prix sont sages du lundi 8 septembre au 30 novembre. Le spécialiste Australie Tours suggère d'établir un itinéraire en lût en bénéficiant des meilleures prestations de la compagnie nationale Qantas (excellent service). Le billet Paris-Sydney (via Londres, 7 400 F, valable un an, modifiable sur place) permet une escale à Bangkok ou à Singapour qui partage agréablement un voyage d'environ 25 heures. On peut, en outre, quitter le pays par une autre ville desservie par Qantas, comme Perth, Cairns ou encore Darwin et bénéficier d'un forfait de 1 000 F pour effectuer deux vols intérieurs. Sur place, une voiture de location se loue à partir de 220 F par jour, et un camping-car 230 F. Les bons d'hôtels (à partir de 330 F la chambre) ouvrent un vaste réseau dans tout le pays, les réservations peuvent être annulées sans frais jusqu'à 18 heures.

★ Renseignements : Australie Tours, tél : 01-45-53-58-39.

Foire d'automne au Rajasthan

Chaque année, à la pleine lune de novembre, des milliers de pèlerins rejoignent Pushkar afin de se purifier dans le lac sacré. C'est l'occasion d'une magistrale foire aux bestiaux : dromadaires, vaches, zébus et chevaux, doublée d'un marché de plein air et d'une fête foraine. Un spectacle inouï, si l'on prend garde de loger hors le village aménagé pour les touristes. Orientés, spécialistes des routes de la soie, a bâti un itinéraire adéquat, avec campement à l'écart. Le groupe limité à 15 personnes (16 200 F, du 7 au 23 novembre, en pension complète depuis Paris) prolongera ces jours de festivités dans un village voisin où se tient une autre foire. Le périple conduit au Shekawati, ancienne région-carrefour des caravanes, où la moindre bottega possède une forteresse et des maisons couvertes de fresques, mais aussi jusqu'aux grands sites du Rajasthan (Bijapur, Chittorgarh, Kota, Jaipur) et jusqu'à Agra. Un circuit similaire peut être réservé pour des départs individuels.

★ Renseignements au 01-40-51-10-40.

Choisir son festival sur Minitel

Sur le nouveau serveur Minitel des guides de voyage Lonely Planet, le globe-trotter trouvera la liste des titres parus (250 en anglais) classés par continents, dont les inédits des années 1997 comme *Arab Gulf States* (6 pays de la péninsule Arabique), *Eastern Europe* (12 pays) ou encore *Russia, Ukraine, Belarus et Central Asia* parus en 1996. Mais aussi le détail des derniers titres en français parus les 35 déjà publiés. Sur Minitel encore, l'agenda des festivals de la planète classés par mois ou par continents. Et des informations, remises à jour chaque quinzaine, sur l'ouverture et la fermeture de frontières, de lignes aériennes ou ferroviaires, les tarifs en vigueur, une éruption volcanique, etc. Créés en 1973 en Australie, les services d'information de Lonely Planet sont présents en France depuis cinq ans.

★ 3615 Lonelyplanet, 1,29 F la minute.

Une villa aux Antilles

Ce n'est pas la meilleure saison, il peut y avoir de sérieuses bourrasques. Les averse tombent surtout en fin d'après-midi. En contrepartie, la floraison des flamboyants, salicaires et autres ficus charnues est spectaculaire. Tandis que la température de l'eau filait vers les 28°C. Par l'intermédiaire du voyageur Jumbo, la compagnie AOM commercialise ses vols quotidiens à 2 290 F entre Paris, Fort-de-France et Pointe-à-Pitre (aller-retour, supplément de 250 F le week-end). Sur place, deux hôteliers ont révisé leurs tarifs à la baisse. C'est, à la Martinique, La Frégate bleue, un Relais du silence perché à 5 kilomètres du François sur la côte atlantique (7 nuits, 1 590 F par personne en chambre double avec petits déjeuners, jusqu'à la fin octobre), composé de villas de style créole ; et, à la Guadeloupe, sur Grande Terre, le Cottage Hôtel (255 F par personne et par jour, avec petits déjeuners, en partageant à deux un duplex de 50 mètres carrés, en octobre), avec pignon sur la mer.

★ Renseignements au 01-46-34-19-79 et agences de voyages.

Week-ends toniques pour marées d'équinoxe

Lumière douce d'une fin d'été. Rivage découvert à perte de vue, semé de rochers. Brise marine gorgée d'iode. Chasse aux coquillages et parfum du gomon. Les inconditionnels de l'Atlantique le savent : les marées d'équinoxe, à leur maximum durant la semaine du 15 au 20 septembre, sont un moment privilégié. D'autant que le grand beau temps d'août a réchauffé l'eau de mer et que jamais les bains n'ont été aussi bons. Il reste à choisir une évasion pour poser son sac et se régaler des fruits de la mer. L'affaire est simplifiée depuis la création de deux groupements hôteliers

directement liés aux jeux de Pocéau. Le premier, Hôtels, suggère de s'établir sur une de ces îles qui jalonnent les côtes de la Manche et de l'Atlantique. Quinze d'entre elles, surnommées « îles du Ponant », ancrées au large comme des phares de haute mer, surveillent le littoral, depuis Chausey, face à Granville, jusqu'à Aix, qui regarde La Rochelle. Jardin luxuriant tel Bréhat, ou terre démiée par les vents comme Molène, chacune se présente, photos à l'appui, dans une brochure envoyée sur demande (contre 15 F en timbres, BP 427, 56404 Auray) à l'Association pour la promotion et la protection des îles du Ponant. Ce guide pratique dévoile l'essentiel : maisons maritimes, hôtels, bistrot, location de voiture, scooter ou vélo, sorties en mer, à la voile ou pour la pêche, adresses du syndicat d'initiative,

etc. Ainsi Groix, la petite sœur jumelle de Belle-Ile, qui, elle, fut lancée par Sarah Bernhardt, demeure, à quarante-cinq minutes seulement de Lorient, hors des circuits touristiques. Sa grève est intacte. On y accède par des chemins creux ouverts à travers champs. Et on y loge dans des maisons de pays pour un modeste budget (600 F le week-end à deux chez Anne-Marie Yvon, tél : 02-97-36-56-53). Dans le bourg, l'Hôtel de la Marine, deux étoiles, à l'apparence d'une grande maison encombrée de bibelots de famille. La cuisine, à base de poissons et crustacés, comble les plus exigeants. Il s'agit d'un établissement-type parmi les douze étapes de caractère qui ont été sélectionnées par Hôtels (information et mini-guide gratuit, tél : 02-97-56-52-57 ; chambres de 200 F à 500 F).

La plupart des Hôtels annoncent des forfaits d'automne valables dès le début septembre. Par exemple, le San-Francisco (trois nuits en demi-pension, 950 F par personne, en chambre double, tél : 02-97-26-31-52), sur l'île aux Moines, dans le golfe du Morbihan, ou l'Éscale, sur l'île d'Yeu (chambre familiale à quatre : 400 F la nuit petit déjeuner inclus, la quatrième nuit étant offerte, tél : 02-97-44-32-15). Il n'est pas rare de dénicher sur les îles des chambres d'hôtes au confort exceptionnel, aménagées dans de belles bâtisses (3615 Gîtes de France, guide 1997 : 95 F). Notamment à Belle-Ile. Comme les Pougnots (classé trois épis), sur le port de Sauzon (530 F par jour, à deux, tél : 02-97-31-61-03), avec ses meubles rétro, ses boiseries et ses cotonnades blanches. Martine Guilhouet,

la maîtresse des lieux, dresse chaque matin, et jusqu'à midi, de copieux buffets à l'intention des jéva-tard. Créé en 1993 par les hôteliers bretons, le label « Les pieds dans l'eau » rassemble cette année trente-trois établissements, affichant deux, trois ou quatre étoiles et bénéficiant d'un accès direct à la mer, sur la Manche, l'Atlantique ou la Méditerranée (guide gratuit, tél : 02-99-31-28-35). Des « Week-ends saveurs » invitent, dès septembre et durant la morte saison, à des forfaits en tête à tête (de 950 F à 2 500 F, à deux pour deux nuits, avec un repas de poissons). Du Grand Large à Granville, au Manoir du Spinnax à Poret-Guire, jusqu'à la Villa Saint-Etienne sur les îles, toutes ces maisons ouvrent sur la plage ou la grève.

Florence Evin

DIRECTOURS
CRETE départs 08 et 15/09
CALYPSO HOLIDAYS 2* : 2 525 F
vols + 7 nuits 1/2 pension.
MINOS PALACE 8* : 3 960 F
vols + 7 nuits tous repas, vin inclus.
Exceptionnel ! MARRAKECH
PALMERIE GOLF PALACE
5* Luxe : 3 530 F
vols + 7 nuits 1/2 pension. Green
fee : 120 F. Prix valable en sept.
Autres offres sur le 3615 DIRECTOURS
1,29 F/mn ou www.directours.fr

HAUTE-ALPES
PARC DU QUEYRAS
(500 jours de soleil)
placette, ténis, bain, jeux d'enfant
hébergement : Hôtels 2 ou 3***
résidence hôtel ou studios
St-Véran : plus haute commune
2040 m, site classé, châteaux du XVIIIe
Aurillac : 1800 m au pied du fameux
col de l'Izoard
1/2 pension de 256 à 315 F/jour
pension de 317 à 378 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.92.45.52.52
Se recommander du Monde

Reservez
votre hôtel à Londres
à prix discount
(5 à 1 jours avant votre départ)
Dormez Bien
2,3 F la nuit UC 075 960 210
Forfaits spéciaux avec
le train EUROSTAR

3615 TRAVELTOUR
0251 001 - Tél. 03 36 69 66 99
EGYPTE (Cruisère) 4 520 F
15/11/12. Lencor / Assouan / Caïre
Vol + Bateau 4* en Pens. compl.
8/11/12. Lencor / Assouan / Lencor 2 875 F
Vol + Bateau 4* en Pens. compl.
RUSSIE (Cruisère) 4 935 F
12/11/12. St Pétersbourg / Moscou
Vol + Cruisère + Vistres.
MALTE (Séjour) 2 650 F
8/11/12. Vol + Hôtel 2* en Pens. compl.
Sur réserve de disponibilité. Lic. 075 95 0402

ANEK LINES
TRAVAGNEZ MARITIMES EN FERRY
ENTRE L'ITALIE ET LA GRÈCE
Rapides... mais confortables
• Ancône / Patras en 24 h.
• Ancône / Igoumenitsa en 18 h.
Possibilité de voyager dans votre
camping-car.
Liaisons assurées : Trieste, Ancône
→ Corfou, Igoumenitsa et Patras
Athènes → Crète.
Renseignements réservations
auprès de votre agence de voyage
ou Anek Lines : 01-42-66-97-53

Commandez
vos livres
par Minitel
36 15 LEMONDE

DÉGRIFTOUR
THALASSO A AUX-LES-BAINS
8 nuits - Hôtel 3*
Petits déjeuners - Ramies en forme
2 280 F au lieu de 4 500 F
WEEK-END A VIENNE
1 nuit - Hôtel 3* - Petits déjeuners
Vols réguliers A/R. Départ de Paris
1 080 F au lieu de 1 625 F
PARIS - NEW-YORK
Vols A/R 1 400 F au lieu de 2 000 F
3615 DT - de 1,01 à 2,23 F/mn
Lundi - 09.30.00.27 (229 F/mn)

WEEK-END A ROME du 12 septembre au 29 octobre 1997
Prix par personne : 2 000 F
Vol régulier - Hôtel 3** - Logement en chambre double et petit déjeuner
WEEK-END A VENISE du 11 sept. au 26 octobre 1997
Prix par personne : 2 340 F
4 jours/3 nuits - Vol charter - Hôtel 2** - Transferts centre ville A/R
Logement en chambre double et petit déjeuner
Minitel 3615 CITEVAS
Tél. 01 44 55 39 27

PROFESSIONNELS DU TOURISME
INVITEZ NOS LECTEURS
AUX VOYAGES
RUBRIQUE "EVASION"
01 42 17 59 40
Fax : 01 42 17 59 45

CINÉMA
Les films
à l'affiche
36 15 LEMONDE

01 42 17 59 40

UNE ÉCHARPE NUAGEUSE accompagnée de faibles pluies traversera lentement le quart nord-ouest de la France au cours de la journée de jeudi. Sur le reste du pays, le soleil dominera, avec de rares brouillards matinaux, et quelques nuages sur le relief. Les températures resteront agréables.

Bretagne, pays de Lotre, Basse-Normandie. — En Bretagne, après les petites pluies de la nuit, le ciel se partagera entre soleil et ouages. Sur les autres régions, la journée sera grise, avec un peu de pluie. Il fera de 20 à 23 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. — Dans le Centre, le ciel sera voilé. Partout ailleurs, les nuages domineront. En Haute-Normandie, dans le Nord, la Picardie, les Ardennes et l'Ouest parisien, il pleuvra modérément. Il fera de 20 à 26 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. — Le soleil dominera la journée. Le ciel

de la Champagne et de la Lorraine sera voilé par de fins nuages circulant haut dans le ciel. Il fera de 24 à 26 degrés.

Poitou, Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. — Ce sera une très belle journée de fin d'été, une fois les brouillards de brouillard matinaux dissipés. Quelques fins nuages élevés circuleront toutefois dans le ciel du Poitou et des Charentes. Les températures resteront estivales avec 25 à 28 degrés du Poitou aux Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. — Dans les Alpes, le soleil devra composer avec quelques ouages inoffensifs. Partout ailleurs, le soleil s'imposera facilement, une fois les brouillards matinaux dissipés. Il fera de 25 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. — La journée sera ensoleillée. Seul le relief de la Corse et des Alpes du Sud connaîtra quelques bourgeoennements nuageux. Il fera de 27 à 29 degrés.

[illegible]

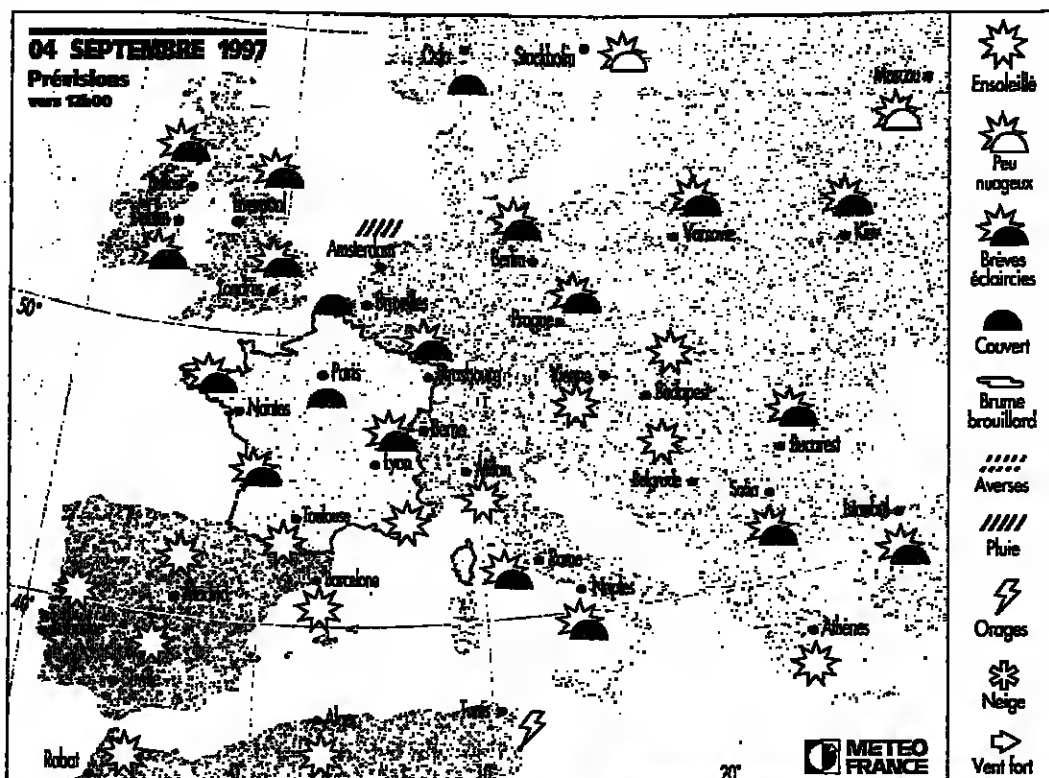
de la Champagne et de la Lorraine sera voilé par de fins nuages cirant haut dans le ciel. Il fera de 24 à 26 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. — Ce sera une très belle journée de fin d'été, une fois les bancs de brouillard matinaux dissipés. Quelques fins nuages élevés circuleront toutefois dans le ciel du Poitou et des Charentes. Les températures resteront estivales avec 25 à 28 degrés du Poitou aux Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. — Dans les Alpes, le soleil devra composer avec quelques nuages ineffoissifs. Partout ailleurs, le soleil s'imposera facilement, une fois les brouillards matinaux dissipés. Il fera de 25 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. — La journée sera ensoleillée. Seul le relief de la Corse et des Alpes du Sud connaîtra quelques bourgeonnements nuageux. Il fera de 27 à 29 degrés.

RE 1997 Temperature	PAPETE POINTE-A-PIT. ST-GENIS-RE ST-PAUL	21/26 S 25/31 N 19/25 S	KIEV LIBROV LIVERP LOND LUXEM
3/24 N	AMSTERDAM	16/22 P	LUXEM
19/24 S	N ATHENS	19/26 S	MADRID
3/26 S	C. BARCELONE	18/27 S	MILAN
19/26 S	BELFAST	11/17 S	MOSCOW
5/26 S	BERGRADE	16/26 S	MUNICH
3/28 S	BELGRADE	18/24 S	NAPLES
2/26 S	BERNE	14/24 S	OSLO
3/24 P	BRUXELLES	14/24 S	PALMA
2/26 S	CAUCREST	11/21 S	PRAGUE
4/27 N	CAUDAPEST	16/26 S	ROME
3/26 S	COPENHAGUE	16/21 S	SEVILIA
2/26 S	DUBLIN	10/17 S	SOFIA
3/26 S	EDINBURGH	19/26 N	ST-PETERS
5/31 N	GENEVE	17/26 S	STOCKHOLM
5/31 N	HELSINKI	9/20 S	TEHERAN
8/23 N	ISTANBUL	15/20 S	VARSOP



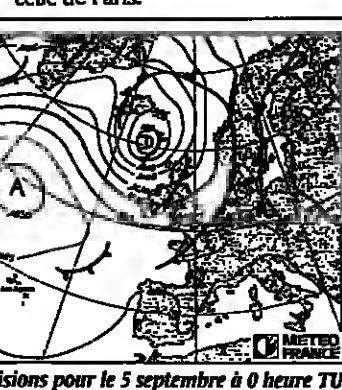
■ **FRANCE.** Un nouveau salon VIP a ouvert à Orly-Sud pour les passagers des vols long-courriers AOM, voyageant en classe AOM (affaires luxe) et Espace Comfort. Comme dans les salons VIP de Nice, Marseille et Toulon, les voyageurs disposent d'une collection, de la presse et de l'usage du téléphone et du fax. Deux nouvelles cartes d'abonnement, Turquoise et Turquoise plus, offrent 30 % de réduction dans les destinations classées, soit facturées 1 500 € (en semaine du lundi au vendredi) et 3 500 € (en semaine du samedi au dimanche) pour les ETATS-UNIS, et de 3 515 AOM.

■ **ETATS-UNIS.** Walt Disney World ouvrira, le 1^{er} mai 1998, son quatrième parc à thème en Floride. Le nouveau Disney's Animal Kingdom devrait réunir quelque 250 espèces dont 25 en voie de disparition, soit plus de 1 000 animaux, sur une surface supérieure à celle de Paris.

[illegible]

8/15 S	VENISE	19/28 S	LE CAIRE	23/32 S
18/31 S	VIENNE	16/77 S	MARRAKECH	25/38 S
13/15 S	AMSTERDAM	17/22 S	NAIROBI	13/24 N
14/20 S	BRASILIA	13/37 S	PRETORIA	13/28 S
15/23 N	BUENOS AIRES	11/20 C	RABAT	21/30 S
17/32 S	CARACAS	25/32 S	TUNIS	22/26 P
20/31 S	CHICAGO	9/15 S	NEW ORLEANS	
3/13 N	LIMA	19/25 N	BANGKOK	26/55 S
16/22 S	LOS ANGELES	20/26 S	BOMBAY	26/25 N
19/28 S	MEXICO	12/22 N	DIJAKARTA	25/31 N
12/18 S	MONTREAL	27/15 S	DUBLAI	30/33 S
16/28 S	NEW YORK	14/20 C	HANOI	25/30 P
16/24 S	SAN FRANCISCO	18/25 S	HONGKONG	26/28 P
18/28 S	SANTIAGOCHILE	11/14 P	Jerusalem	22/21 S
20/36 S	TORONTO	9/14 S	MUSCAT	25/32 P
13/22 S	WASHINGTON	14/21 S	PEKIN	19/30 S
8/18 N	AFRIQUE	17/28 S	SEOUL	20/25 S
15/24 N	ALGER	14/28 S	SINGAPOUR	27/31 P
9/23 S	KINSHASA	26/23 C	SYDNEY	11/19 S
		21/31 S	TOKYO	25/28 P

Situation le 3 septembre à 0 heure TU



Bleu, blanc, rose, l'hortensia, généreux, admet le soleil à condition d'avoir les pieds humides

DANS LES CHAMPS, les betteraves sont vertes comme des épinards, bautes comme des rhubarbes — on exagère juste un peu —, les maïs sont plantureux. Dans les jardins du nord de la Loire, les tomates ont vécu un été difficile : les orages à répétition, le froid de juin-juillet ont fait mourir de nombreux pieds terrassés par le mildiou ; les plantes des marais — barbes-debout, reines-ges-près, arums, tris du Japon, de Louisiane et de Sibérie — et les plantes de terre de bruyère ne se sont jamais si bien portées.

Frappés par les gelées tardives, des camélias ont eu vite fait de repartir, et leurs pousses neuves font bien trente centimètres ; les rhododendrons, que l'on accuse à tort de pousser lentement, ont pris eux aussi une bonne trentaine de centimètres cette année — et là, nous'exagérons pas — pour peu qu'ils croissent dans un sol qui leur convient. Quant aux hortensias, leurs feuillages prennent des allures de nénuphars plantureux et là encore longtemps qu'on ne les a vus aussi verts.

L'hortensia, on le plante toujours à l'ombre, mais il aime le soleil tant

qu'il a de l'eau au pied et qu'il n'est pas installé contre un mur en plein air, il est, en effet, voodérisé, bien sûr, par ceux qui poussent savamment vers Apores et à Madère. Dans la majorité des sols, il fleurit rose - il en existe aussi des blancs et des rouges. On peut le planter toute l'année, mais, dans les régions froides, mieux vaut le faire au printemps ou au début de l'automne.

L'*Hostensia* - on devrait dire *Hydrangæa* - aime l'air, la lumière et l'eau. En Bretagne, au Pays basque, au Portugal, il forme des buissons énormes, et on le voit dans les parcs où les arbustes qui croissent sous le poids des fleurs. Il aime aussi les sols acides, où ses variétés rose pâle fleurissent bleues. Il craint les terres où le calcaire est trop actif. Attentif par la chlorose, il y végète et ses feuilles deviennent jaune citrin.

POUSSE VITE ET PARTOUT
L'hortensia aime les sols acides... mais il est gourmand et ces terres-là sont rarement riches. A tout le moins, il préférera une terre neutre enrichie en terreau, en engrais à diffusion lente, à une terre de bruyère beaucoup trop pauvre en éléments nutritifs.

L'ortensia pousse vite et particulièrement bien en pot et à peu près partout en France, excepté dans le Sud-Est et en altitude. Ce magnifique arbuste redoute la sécheresse de l'air et le froid trop vif, en outre que les plus exposés sont repartie de la tige après les hivers de 1986 et de 1987.

Il en existe de très nombreuses variétés, les plus communes donnant de grosses boules formées de dizaines de fleurs stériles (*Hydrangea macrophylla*), d'autres des inflorescences circulaires et plates dont le cœur est constitué de minuscules fleurs femelles entourées de fleurs mâles beaucoup plus grandes (*Hydrangea serrata*). Il existe aussi des plantes dont, les

Heurs sont blanches et regroupées en cônes (*Hydrangea quercifolia* ou *paniculata*), ou en boules ressemblant à celles de la... boule-de-neige (*Hydrangea arborescens*) ; durée d'enfouissement en plus : microcos nolis en moins.

Il y a aussi les magnifiques *Hydrangea arvensis* millieu, dont les drageons d'été sont portés par des branches hautes de trois mètres terminées par des inflorescences plates, blanc lavande ou roses, dont l'élégance ne passe pas inaperçue. Il existe un cousin de l'*hortensia* qui peut grimper à l'assaut des murs ou des vieux arbres auxquels il s'accroche par des racines semblables à celles du lierre. Il fleurit peu et n'est entre autres

tif, mais son feuillage vert foncé agrémentera les murs orientés plein nord.

LA PESTE SONT DES COCHENILLES
Les *Hydrangea* sont rarement malades, mais sont souvent envahis par des cochenilles, très faciles à reconnaître : groupées le long des tiges, elles forment de petites masses blanches qui ressemblent à du coton. Il est difficile de se débarrasser de cette peste, qu'il ne faut en aucun cas laisser s'installer. Après, des pulvérisations de produits anti-cochenilles devraient toutes les fois en venir à bout. Sinon, attendre l'hiver, asperger les branches envahies et couper toutes celles qui le seraient beau-

La taille des *Hydrangea* est plus simple qu'il n'y paraît. La majorité d'entre eux fleurissant sur le bois de l'année précédente, il suffit de nettoyer les arbustes de leurs plus vieilles branches, en les coupant le plus près possible du sol, en automne ou en hiver. Au printemps quand les bourgeons commencent à gonfler, il faudra couper le haut des branches restantes, soulever le gelé, au-dessus d'une belle pousse

intacte. Dans les régions à climat doux, certains jardiniers pratiquent une taille alternée: ils coupent à ras de terre les broches qui ont fleuri et ne laissent que les branches nouvelles. Cette taille favorise la formation de très grosses inflorescences, mais les arbustes qui les portent sont toujours un peu frêles.

Les *Hydrangea* se multiplient avec une facilité décourageante. S'il y a un moyen idéal pour faire la bouture, c'est celui-ci. Il suffit de couper l'extrémité d'une branche secondaire d'environ quinze centimètres de longueur, d'en supprimer les feuilles, à l'exception des deux dernières, et de la piquer dans un pot rempli de terre de bruyère ou de sable jusqu'à la naissance des feuilles ; de mettre ce pot à l'ombre et de maintenir la terre humide. En moins d'un mois, la bouture sera racinée. Il suffit de lui faire passer l'hiver sous ou châssis ou au pied d'un mur orienté au nord. Le printemps venu, elle pourra reprendre son emplacement définitif.

Alain Lompech

PROBLÈME N° 97191

♣ **SOS Jeux de mats:**
3615 LEMONDE, tapez SOS (2.23 F/min)

[illegible]

Faire disparaître le trou. - X. Desceodo eo ce bas moode. Qui mettent en œuvre de gros

I. Collant quand il faut s'en débarrasser. Une obligation pour le jeune loup. - II. Pharmacie de poche. Lancés au hasard. - III. Mises en désordre. Deviennent hauts en couleurs quand ils sont anglais. - IV. En toutes lettres. Produit des effets. - V. Incapable de faire de l'effet. - VI. Faire baisser le niveau. Joyce Carol est plus symbolique que Titus. - VII. Annoucement de grands changements. Personnel. - VIII. Un rêve pour le cordonnier. Africain. - IX. Comme les rois de Parène.

VERTICALEMENT

1. Eclatement qui o'a rien de risible. - 2. Un peu plus de trois. Plat d'été venu du Liban. - 3. Coudre dans les pube. Unique en son genre. - 4. Qualités des graffiti's d'un autre temps. - 5. Victoire de Montgomery en Egypte. En rouge sur la carte. - 6. Déclaration du maître. Ne pût joindre. - 7. Marque la différencé. Dans les

prunes. - 8. L'argon. Livrait les courses en ville. - 9. Fisses comme des couleurs violeotes. - 10. Mesure pour les liquides. En ce lieu. - 11. Apaisées. En effet. - 12. Sont toujours prêts à faire des remplacements.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97190

HORIZONTALEMENT

I. Mentor. Toast. - II. About. Sobres. - III. NL. Beautés. - IV. Dom. Ebrase. - V. Ruer. Silence. - VI. Alleron. Siav (vals). - VII. Idoles. Cri. - VIII. Sifures. Dt. - IX. Restée. Tabac. - X. Epées. Zénith.

VERTICALEMENT

1. Mandragore. - 2. Ebloui. Ep. -
3. No. Mélisse. - 4. Tub. Redite. -
5. Otée. Rôles. - 6. Abslue. - 7.
Surioer. - 8. Total. Sète. - 9.
Obèses. San. - 10. Arsenic. Bi. - 11.
SE. Cardât. - 12. Tsarévitch.

PARENTES PAUVRES

Il est rare en tournoi par paires de renoncer au contrat de 3 SA pour jouer une manche dans les mineures. Ce fut cependant le cas dans cette donne d'un championnat de France.

♠ A 10 8 7
 ♥ D V 8 4
 ♦ 7 5 2
 ♣ V 7

♠ R 6 3 2
 ♥ A 7 3 2
 ♦ R 8
 ♣ R 4 3

♠ V 5 4
 ♥ R 10 9 6 5
 ♦ A
 ♣ D 10 9 5

♠ D 9
 ♥ —
 ♦ D V 10 9 6 4 3
 ♣ A 8 6 3

N
 O E
 S

Sud	Ouest	Nord	Est
3 ♠	passé	3 SA	passé
4 ♣	passé	4 ♠	passé
5 ♠	passé	passé	passé

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur, comment Sud a-t-il esquivé ?

CINQ CARREAUX contre toute défen-
fense ?

Réponse
Après l'entame, le déclarant évite de prendre avec l'As de Cœur. Il a préféré couper de sa main et **Jaune aussitôt le 9 de Pique** en espérant que Ouest aurait l'As, ce qui était le cas. Dès lors, la défense était condamnée ! En effet, si Ouest laisse passer, le déclarant fera le Roi de Pique et défoncera ensuite la Dame de Pique sur l'As de Cœur. Si Ouest préfère mettre l'As de Pique, Sud oc prendra plus de Trèfle, car, après avoir fait la Dame de Pique au deuxième tour de couleur, il défoncera un Trèfle sur le Roi de Pique et un autre Trèfle

Ce contrat de 5 Carreaux a rapporté un top, car, sur l'entame le Cœur qui était normale, le contrat de 3 SA était infaisable puisque la défense, après avoir libéré le Cœur, avait la reprise de l'As de Carreau.

Pour les techniciens, précisons que le coup utilisé par Sud est la manœuvre de Work, une sorte de contretemps.

UNE VARIANTE DE GUILLEMARD

Dans une épreuve de sélection de l'équipe américaine pour un championnat du monde, un des six joueurs, Hugh Ross, avait déjà rem

porté plusieurs titres mondiaux. Voici un chelem qu'il a réussi facilement grâce à une technique parfaite :

♠ A4
 ♥ D76
 ♦ D4
 ♣ AR8643

N	E
O	S

♠ V107
 ♥ AR1054
 ♦ A76
 ♣ D5

♠ RD9853
 ♥ 82
 ♦ R1083
 ♣ 7

Ouest	Nord	Est	Sud
-	1 ♣	2 ♠	3 ♥
passé	3 ♠	passé	4 ♦
passé	4 ♥	passé	6 ♥

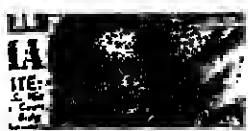
Quest ayant entamé le 6 de Pique, comment Ross, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CŒUR contre toute défense (les atouts étant 3-2) ?

Note sur les enchères

L'enchère de « 2 Piques » en Est était un barrage qui montrait six à sept cartes à Pique avec un Jen faible. Le cue bid à « 3 Piques » garantissait une bonne ouverture, le contrôle du premier tour à Pique et un soutien à Cœur (qui était garanti par « 4 Cœurs »). Sud a pu alors déclarer le petit chelem à Cœur.

Philippe Brugnon

CINÉMA Les sorties de la semaine présentent deux belles réalisations. *Transatlantique*, de Christine Laurent, charme par la construction mélodique d'une histoire d'amour



troublante dans les rues grises de Montevideo. ● **BRIGITTE ROÜAN**, réalisatrice et actrice, impressionne, elle, par le sincérité de son très personnel *Post coïtum, animal triste*

● **À L'AFFICHE** aussi cette semaine, *Fools*, le premier film « black » de la nouvelle Afrique du Sud, qui parvient à échapper au travers du maniérisme.

Promenade avec quelques spectres, à l'autre bout du monde

Transatlantique. Une subtile et complexe construction narrative, servie par des comédiens étonnants, dévoile une quête amoureuse dans Montevideo qui se transforme en étonnant voyage dans le temps et l'imaginaire

Film français de Christine Laurent. Avec Laurence Côté, Luis Miguel Cintra, Joaquín Olarrea, Hector Spinelli, Monique Melinand, Evelyn Didi, Julio Calzagone. (1 h 50.)

On dira : un puzzle. On aura tort. Parce que dans un puzzle on pose les pièces et elles restent en place. L'histoire de *Transatlantique*, telle que Christine Laurent la raconte, ressemble davantage à un morceau de musique, où l'arrivée successive des motifs modifierait chaque fois ceux qui étaient déjà là, en se mêlant à eux. Et de ces assemblages naîtraient d'autres lignes mélodiques encore. Au début donc, on ne comprend pas grand-chose. Quel lien a-t-il avec ce personnage énigmatique et guindé qui se déplace en limousine ? Pourquoi cette jeune Française débarque-t-elle dans cette cité lointaine, d'un exotisme réfractaire à toute carte postale ?

C'est Montevideo, la ville : ruines sans pathos, grisaille sans tristesse, beauté ancienne comme une remontée d'Europe disparue (la Vieille Europe, celle d'avant l'Amérique), froideur pourtant propice aux mystères. Elle est amoureuse, la fille, elle s'appelle



DESIGN JACQUES VAUD

Laure, c'est une chanteuse venue retrouver un boxeur célèbre, le costaud qu'on a vu au début et qui est devenu aveugle. Laure fait naître sous ses pas, comme une nuée de papillons, les histoires. Des fictions, des ennuis, des souvenirs, de la mémoire. La caméra est comme Laure, qui ne sait rien, elle découvre les lieux, les ambiances, les lumières et les ombres, elle éveille des désirs, réveille des secrets.

L'amour de l'adolescent de rencontre, boxeur lui aussi, pour Laure est irrésistiblement physique. Mais ce facétieux méphisto à écharpe blanche est comme un funambule sur le fil, entre réalité et imaginaire, d'autres sont des fantômes issus des songes et des ténébreux. Les mots sont joueurs et inquiétants, quand « la faire chanter », ou « l'avoir dans la peau » sont pris au pied de la lettre. Quand on cherche un amoureux

disparu dans un pays où « disparaît » veut dire enlevé - torturé -, exécuté par l'armée.

SONGES LITTÉRAIRES

A la suite de l'étrange O'Nety, improbable Impresario homonyme d'Onetti, voici les songes littéraires, l'univers de l'écriture d'errance ou d'exil qui envoie ses ambassadeurs et leurs lettres de méconnaissance. Des ténébreux du cinéma surgissent d'autres figures,

comme celle du vieil expert du ring, ou ces Françaises sorties d'une autre histoire, d'un autre film, et qui ont emmené avec elles leurs musiques, leurs souvenirs, leurs amours et leurs rêves. Les ressorts de la machine spectacle se déclenchent, se répondent, s'entortillent. A la rencontre des images arrivent les spectres de la dictature, issus des ténébreux de l'Histoire, ils croisent le chemin des personnages de fiction, subtil-

tement bien braves avec leurs complots et leurs manigances, au regard de la terreur réelle.

Transatlantique pourrait, devrait être un film virtuose, une subtile et complexe construction narrative servie par des comédiens étonnants dans des décors jamais vus au cinéma lançant de dévotion. Il l'est, et en même temps pas du tout, c'est un film banal, qui ne capitalise jamais sur son brio, qui dérange dans le même mouvement qu'il enchante, sourit en coin de lui-même au moment de séduire. C'est, comme au jeu, un film qui en fait trop quand il avait partie gagnée. Et c'est par là qu'il est, courageux, ombrageux, combatif, bien mieux qu'un « bon film » de plus.

An milieu du film, Christine Laurent filme Laurence Côté seule, comme abandonnée même par le récit, livrée au temps, à l'espace, à la solitude, à la différence et à l'indifférence sur la plage de Montevideo. Séquence pivot, aussi inutile à la narration qu'essentielle à la mise en scène, conçue comme un rituel proprement magique d'être dépourvue à ce point d'artifice. Alors, dans ce no man's land de la narration, réalité et irrationnel surgissent ensemble, par la vertu d'un regard de cinéaste. Tout paraît possible. C'est superbe.

J.-M. P.

Christine Laurent, cinéaste

« Filmer un combat oblige à laisser advenir les choses »

Ses yeux mangent son visage triangulaire, tendu, alors qu'elle se penche en avant comme pour mieux donner à entendre ce qu'elle a à dire. Christine Laurent n'assure pas le « service après-vente », comme Simone Signoret appelait les interviews au moment de la sortie des films, elle es-



saie à nouveau de se faire entendre, à du mal avec les mots parce qu'elle leur demande trop, ou autre chose. Le mot « spectacle » par exemple, qu'elle n'emploie pas pour parler du monde qu'elle habite « depuis toujours », dit-elle (c'est quand, le début de toujours ?). Le théâtre, l'opéra, le cinéma. Elle dessine « depuis toujours » des costumes, conçoit des décors. Elle a travaillé avec Chéreau, avec Vitez, avec Vincent et Jourd'hui. En France, en Allemagne, au Portugal. Le théâtre l'a menée à *Transatlantique*, mais pas seulement.

Puisqu'elle écrit aussi, scénariste depuis dix ans de Jacques Rivette (*La Bande des quatre*, *La Belle Noiseuse*, *Jeanne la pucelle*...) en trio avec Pascal Bonitzer. C'est-à-dire la pratique virtuose d'un travail d'invention du cinéma par les mots, dans le mouvement même du film en train de se faire. Chaque nuit la séquence du lendemain, ce n'est pas affaire d'acrobatie mais de style, et d'éthique. Et elle met en scène, à sa façon, des pièces (récemment *Barbe bleue* de Jean-Claude Biette, à Lis-bonne) et des films : avant celui-ci, *Alice Constant* (1977), *Vertiges* (1985), *Eden Miséria* (1989). Des films de voyages et de découvertes, des films de combats menés par des femmes, des films jouant et travaillant sur cette limite qu'on appelle la rampe et d'où naît le spectacle. Des films qui, eux aussi, l'ont menée, moins directement, à *Transatlantique*.

« Pourquoi le film se passe-t-il à Montevideo ? »

« J'ai découvert cette ville durant l'été 1987, en y accompagnant une tournée de la Comédie-Française qui jouait deux pièces auxquelles j'avais travaillé, au Teatro Solís (où se déroule une partie de *Transatlantique*). J'y ai passé quatre jours et quatre nuits, troublée par ce lieu qui a été riche, dynamique et démocra-

tique et où tout semble avoir été arrêté en plein mouvement par les militaires. J'étais fascinée, avec le sentiment de reconnaître cet endroit où je n'avais jamais mis les pieds. Il m'a donné l'envie d'y inscrire des histoires à moi. Je me suis débrouillée pour y revenir, deux ans plus tard, en repérages, je cherchais des lieux mais surtout des gens. Je suis ainsi allée à la rencontre d'écrivains, de boxeurs, de proxénètes, de l'unique détective de la ville... J'ai longuement parlé avec ces inconnus qui semblaient vouloir davantage encore me parler, j'étais frappée par leurs rapports à l'Europe, la France. Ils savent tout de nous qui ne savons rien d'eux.

« En se promenant dans Montevideo et en parlant avec ses habitants, on sent toujours les fantômes de la dictature ? »

« J'ai des réflexes dont je me méfie. De ce point de vue, le travail avec Jacques Rivette m'a décoincée, il m'a appris à laisser advenir une improvisation du regard »

« Partout, parce que rien n'a été réglé, les militaires ont négocié leur départ du pouvoir en échange d'une amnistie, ils sont toujours là. Rien n'a été réglé. La rencontre entre une personne qui a été torturée et son tortionnaire, comme je la montre dans le film, peut se produire n'importe quand dans cette ville relativement petite. De là le côté électrique de son atmosphère, qu'on ressent très fort.

« Pourquoi avoir centré une part importante du récit autour de la boxe ? »

« J'ignore pourquoi, mais la boxe a toujours été associée pour moi à l'Amérique latine. Je n'avais jamais assisté à un match avant ce voyage, mais dans ce contexte c'est devenu, pour moi, naturel. La boxe installe des situations à la fois mythologiques et très physiques. Dans ce milieu, on perçoit très clairement la violence des jeunes gens pour qui elle apparaît comme la seule chance de s'en sortir, comme ceux qui hantent la salle de boxe du film, et qui existent réellement. Cela m'intéressait aussi de filmer ce dispositif

scénique particulier qu'est un ring, le théâtre je le connaissais (*Vertiges* se déroulait presque entièrement dans un opéra). Filmer un combat oblige à laisser advenir les choses, on se retrouve dans une position documentaire.

« Comment le déroulement d'une histoire aussi complexe parvient-il à donner ce sentiment d'une grande liberté de narration ? »

« Hormis la scène avec l'enfant sur la plage, dont la nécessité est apparue durant le tournage, le film était entièrement écrit avant le début du tournage. Ensuite, la mise en scène est faite de tout ce qui vient contredire le projet, pour l'émouvoir. J'ai grandi dans les théâtres, j'ai toujours dessiné, des scènes, des costumes, des décors, des mises en place. J'ai des réflexes, dont je me

méfie. De ce point de vue, le travail avec Jacques Rivette m'a décoincée, il m'a appris à laisser advenir une improvisation du regard.

« Quel a été le rôle d'André Téchiné dans l'écriture du scénario ? »

« J'ai écrit le scénario avec Philippe Arnaud, ensuite j'ai demandé le renfort d'André Téchiné : il m'a aidée à rendre la situation plus tendue, à enlever ce qui était trop angélique (« kill my darlings », disait Faulkner pour désigner cette opération), à mettre Laure en danger. Laure, elle était indispensable à la naissance de cette histoire, il me fallait quelqu'un qui arrive en terre inconnue, avec cette volonté farouche de trouver quelque chose, et qui trouve autre chose. J'ai su très tôt que ce serait Laurence Côté, que je connaissais depuis *La Bande des quatre*. Je savais qu'elle me donnerait la fierté et en même temps le côté aux aguets que devait avoir le personnage, sa nervosité moderne. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

A l'assaut du mal d'aimer

Post coïtum, animal triste. Réalisatrice et actrice, Brigitte Roüan se met à nu

Film français de Brigitte Roüan. Avec Brigitte Roüan, Boris Toral, Nils Tavernier, Patrick Chesnais, Jean-Louis Richard, Françoise Arnoul. (1 h 27.)

Comme une chatte en chaleur, elle est. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est elle, Diane, enfin Brigitte Roüan, l'actrice, c'est-à-dire la réalisatrice, enfin le film, quoi. Il dit que quand on aime si fort et qu'on se retrouve largué en plein vol, on souffre comme une bête, et voilà tout.

Diane avait la quarantaine, un mari, des enfants, un métier, une maison, du succès, il a fallu qu'elle jette tout ça par-dessus les moulins pour un brun ténébreux de guère plus de la moitié de son âge. Elle a été heureuse, bêtement, joyeusement, terriblement, et puis il est parti vers d'autres lieux et d'autres cillins, et elle coule à pic.

La question n'est guère de savoir si Diane a bien ou mal fait, si les options de Brigitte Roüan sur la passion, le couple et le sens de la vie sont fondées ou pas. La question, bien que le film paraisse vouloir la poser, n'est pas non plus sur la place qu'il convient d'assigner à l'art (Diane est éditrice, ses démentis avec le jeune écrivain qu'elle courtise fournissent le second degré du récit) face aux tourments de l'existence. La question est que si on veut raconter cela, ce scénario tout simple d'une femme de quarante ans passée qui tombe follement amoureuse puis souffre atrocement, alors c'est effectivement comme ça qu'il faut le raconter. Sans fillet.

UN FILM TRÈS CONSTRUIT

De son canevas de boulevard ou de *reality show*, Brigitte Roüan fait la mèche d'une machine infernale où il n'est plus loisible de traîner en chemin ni de ratiociner. Un gag meurtrier et une métaphore sans ambages lancent les dés ; après, ça roule sans s'arrêter, et ça tangué sévère.

Post coïtum est un film très écrit, très construit, avec des lignes de récit secondaires qui se greffent sur le conflit central. On y suivra donc les péripéties concernant le

couple que forme Diane et son mari, ses relations avec son patron éditeur et avec l'écrivain dont elle s'occupe, les activités professionnelles de l'amant (l'humanaire) et ses racines campagnardes, le contrepoint de l'histoire de crime passionnel dont s'occupe le mari avocat. Tout cela fait un bel échafaudage, comme on apprend à l'école des scénaristes, c'est le plus grand danger pour le film. Mais heureusement il y a Brigitte Roüan, réalisatrice et actrice.

SCÉNARIO PERSONNEL

Sa vaillance, son aveuglement peut-être, son courage incontestablement. On n'imagine pas, en voyant le film, qu'elle aurait pu demander à une autre de tenir le rôle. Elle joue le jeu du scénario (qu'elle a cosigné), pour mieux le

bousculer de l'intérieur, le sortir de sa construction très organisée. Le désir, la jouissance, la douleur, l'abandon et la détestation de soi, elle fait tout à fond, Brigitte Roüan, elle se met à poil, entièrement, et c'est ce qui fait le film. Jusqu'à s'autoriser un petit gâchis visuel lorsqu'elle se sent (et donc se montre) sur un petit nuage, où à ne plus s'arrêter dans la déprime régressive, franchement pas ragoûtante. Pourquoi faudrait-il que ce soit joli, une femme malheureuse ? Ce don de soi permet aussi à Brigitte Roüan, au bout de tout ça, de se jouer une fantaisie de conte de fées très « et pourquoi pas ? », qui n'est pas le moindre éclat chaleureux du film. Elle l'a bien mérité. Enfin, Diane.

J.-M. P.

LE MONDE diplomatique

Septembre 1997

● **AFRIQUE** : L'étrange influence des francs-maçons, par Claude Wanthier. - Grandes manœuvres autour du Soudan, par Jean-Louis Peninou. - La pêche braquée au profit de l'Europe, par Pierre Gillet.

● **CHINE** : Pékin face au mouvement national ouïgour, par Vincent Fourman.

● **ARABIE SAOUDITE** : Les mystères d'un attentat, par Alain Gresh.

● **NICARAGUA** : L'autonomie perdue des Miskitos, par Maurice Lamotte.

● **TRANSPORT AÉRIEN** : Offensive américaine pour le contrôle du ciel, par Yves Belanger et Laurent Carroué. - Décollage plein sud, par Hubert Levat.

● **SPIRITUALITÉ** : Vers une religiosité sans Dieu, par Florence Beaugé. - Irrationnel et société, extraits de « Géopolitique du chaos », un livre d'Ignacio Ramonet.

● **DÉBAT** : Des prophètes pour intellectuels, par Louis Pinto.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

الكتاب الجديد

Le premier film black de la nouvelle Afrique du Sud

Fools. Une fresque politique et intimiste du temps de l'apartheid, évitant le manichéisme

Film sud-africain de Ramadan Suleman. Avec Patrick Shai, Dambisa Kente, Hlonima Dandala, Vusi Kunene, Nhembi Seete, Nosiho Masiane. (1 h 30.)

Fools est le film qu'il fallait faire, là et maintenant. C'est-à-dire en Afrique du Sud, après la fin de l'apartheid, en assumant son statut d'intimidant de premier long métrage noir de l'ère Mandela. Porté par un scénario remarquable (de Bhekizwe Peterson), il se fraie un chemin entre les nombreux écueils qui menaçaient semblable entreprise, refusant à la fois de tourner le dos à l'époque antérieure et de se transformer en hymne militant, triomphaliste ou misérabiliste.

Tourné à Soweto et dans d'autres townships de Johannesburg (Le Monde du 4 juillet 1996), Fools se situe entièrement au sein de la communauté noire, en 1990, donc avant le changement de régime. C'est uniquement entre Noirs que se mettent en place les ressorts complexes d'une dramaturgie dépourvue de tout mani-

chéisme, et dominant à chaque protagoniste la possibilité d'évoluer - en « bien » ou en « mal » - pour devenir un personnage à part entière. La rhétorique de la juste bigne et de la pureté révolutionnaire est ainsi passée au tamis de la vie réelle par le déroulement même du film, sans que jamais celui-ci ne soit entaché d'aucune complaisance ni d'aucun cynisme. Le grand talent du film est en effet de maintenir toujours en circulation le courant entre les individus dont il conte l'histoire et les divers groupes dont chacun relève : activistes anti-apartheid ou collabos (ou ni l'un ni l'autre), hommes ou femmes, membres des générations successives, misérables ou moins pauvres, marginaux ou intégrés aux structures du pouvoir blanc ou de la communauté noire.

Dès lors peuvent se développer les multiples lignes du récit, autour du face-à-face entre l'instituteur vieillissant, devenu garant de tous les conformismes en contrepartie du voile jeté sur le viol qu'il a commis sur une de ses élèves, et le grand frère de celle-ci, ado-

lescent revenu d'exil prêcher la révolte contre la terreur raciste. De ce canevas simpliste, le film fait un détonateur déclenchant une série de réactions en chaîne où prennent place nombre de figures impressionnantes (féminines pour la plupart), entraînées dans une farandole où comédie et violence se donnent la main pour construire cette fable sur la responsabilité de chacun, dont l'enjeu ne se limite pas aux Noirs d'Afrique du Sud.

EMOTION IMMÉDIATE

Que Fools, à bon droit récompensé d'un Léopard d'argent au Festival de Locarno, soit le film qu'il fallait faire, et que ses auteurs se soient donnés les moyens narratifs d'une œuvre aussi ambitieuse, ne signifie pas qu'il est entièrement réussi. Signant sa première réalisation, Ramadan Suleman réussit la composition d'ensemble de son projet, parvient à mettre en place cette circulation entre les groupes et les personnes, entre les différents types d'espaces publics et privés : le conseil des anciens,

l'école, le cercle des femmes. Il sait raccorder et opposer la rue bantée par les ivrognes, les illuminés et les voyous et où les flics peuvent débouler à tout moment avec l'intimidation des maisons où se jouent les rituels communautaires et se transgressent les règles proclamées à l'extérieur.

Toutes les scènes sont pourtant loin d'avoir la même intensité, la réalisation ne parvenant pas toujours à donner aux personnages et aux situations autant de présence qu'il le faudrait. Le film souffre, surtout, de certaines faiblesses de l'interprétation - notamment celles du jeune militant anti-apartheid -, qui empêchent Fools d'être toujours à la hauteur de ses ambitions. Tel quel, il s'impose néanmoins, à la fois par l'émotion immédiate qu'il suscite souvent, et comme repère désormais important non seulement pour la cinématographie de son pays, mais aussi dans l'histoire du cinéma africain et par son approche inventive du « cinéma politique ».

J.-M. F.

Le directeur de la Mostra voit dans les dysfonctionnements du début de la manifestation les symptômes d'un renouveau encourageant

VENISE

de notre envoyé spécial
« La confusion à l'entrée des projections est le rancun du formidable regain d'intérêt pour le cinéma en Italie », affirme Felice Laudadio, le nouveau directeur de la Mostra. Les festivaliers de Venise adorent les polémiques, réelles ou illusives, les journalistes qui couvrent la manifestation en servent donc généreusement une ration quotidienne. Le seul qui ait eu l'élégance de refuser d'entrer dans ces petits jeux aura été Vittorio Gassman, découvrant que la soirée de clôture, où il devait être le récipiendaire du film *Richard III*, était annulée, suite à la défection d'un acteur (Gassman s'est contenté de faire remarquer qu'il aurait préféré ne pas apparaître l'information par la presse...). Mais en cause depuis l'ouverture pour les difficultés rencontrées par les participants, le directeur du Festival a donc choisi d'expliquer par des raisons optimistes les dysfonctionnements observés durant les premiers jours.

« La Mostra connaît une augmentation de fréquentation du public payant de 30 %, dit Laudadio, j'ai pressenti ce phénomène lorsque les réservations dans les petits hôtels du Lido, ceux où ne vont pas les invités mais les spectateurs "normaux", ont enregistré une hausse considérable des réservations. J'ai dû alors trouver un sponsor pour financer la construction en vingt jours d'un nouvel espace de projection sous tente. Je sais que les conditions sont encore loin d'être parfaites, en 1993, ce sera mieux. Surtout, il y a toutes raisons de se réjouir du cadre général dans lequel se situent ces petits troubles : 10 millions d'entrées supplémentaires en Italie en un semestre représentent l'espoir qu'enfin la relation des habitants de ce pays au cinéma est en train de s'améliorer. »

UN BASTION DU CINÉMA ITALIEN

Pour accompagner ce renouveau, l'ancien critique devenu directeur de festivals (et producteur d'Antonio) attend beaucoup de la loi qui - si elle n'est pas déclinée en plein vol par Silvio Berlusconi, chef de l'opposition, directement concerné en tant que patron de la télé privée, par ce texte - apportera annuellement 350 milliards de lire (environ 14 milliard de francs) à la production cinématographique - par prélevement sur les revenus des chaînes, selon un modèle comparable à celui en usage en France. De quoi fournir des possibilités matérielles de création qui finiront bien, Laudadio veut y croire, par en améliorer aussi la qualité, même si le sélectionneur de la Mostra convient que, au vu des œuvres réalisées récemment, ce n'est pas gagné.

Les réformes engagées par le ministre de la culture, Walter Veltroni, concernent aussi directement la Mostra, en tant qu'elle dépend de la Biennale de Venise, organisme public en proie aux dérives de la bureaucratie et

des combines partitiques, en voie de privatisation. Felice Laudadio compte sur cette modification pour disposer d'un personnel motivé « au lieu de fonctionnaires que le cinéma intéresse moins que les hommes », et pour ne plus dépendre d'un conseil d'administration pléthorique et sans compétence dans le domaine du cinéma. « Et ainsi de pouvoir mettre sur pied une politique à plus long terme, en dessinant des lignes de force sur plusieurs années. »

Laudadio compte sur cette évolution pour faire de Venise un bastion politique du cinéma italien. Ce fut le sens des « états généraux » organisés au début de la manifestation (Le Monde du 31 août-1^{er} septembre), « qui ont réaffirmé l'unité des professionnels ». C'est aussi l'objectif du séminaire annuel sur le scénario, réunissant tous les projets en cours de production, qu'appelle de ses vœux le directeur de la Mostra.

Parmi ses projets revient aussi son rêve « libéralo-félinien » : celui de créer un marché du film sur un paquetot de luxe (comme celui qui apparaît dans *Amarcord*), « pouvant accueillir mille personnes, avec deux salles de projection, complètes par des petites salles dans les jardins du casino. Les plans sont prêts, dessinés par un architecte de Cinecittà, il ne manque que les moyens, qui devraient être fournis grâce à la privatisation partielle de la Biennale. »

Jean-Michel Frodon

L'esthétisme de Zhang Yimou dans le Pékin d'aujourd'hui

VENISE

de notre envoyé spécial
Deux reconversions apparentes aujourd'hui. You hui huo hao shou, du cinéaste chinois Zhang Yimou (lire qui se traduit en anglais *Keep cool*), et *Le Manteau*, de l'Américain Robert Kramer. Le premier, en compétition officielle, maître de la fresque historique et de l'esthétisme flamboyant made in China, plonge dans les trépidations de la modernité chinoise. Le second, cinéaste du réel et représentant d'une modernité cinématographique ap-

parent engagée dans son temps, s'essaye soudain à la réalisation d'un conte fantastique.

Cette opération, par laquelle chacun des cinéastes entreprend audacieusement de renouveler son univers et de déconstruire l'attente du public à son égard, tourne à l'avantage de Kramer, qui demeure, tout en variant son inspiration, fidèle à sa manière et cohérent dans son dispositif. Si l'ossature du film renvoie en effet à un motif légendaire répertorié - la quête d'un objet à la réputation magique (en l'occurrence un manteau) à travers l'histoire - le traitement formel est quant à lui beaucoup plus déconcertant. L'enquête redouble en effet la quête, menée par un réalisateur-narrateur, qui joue à la fois sur le registre du journal intime du point de vue documenté et du pur romanesque.

NOTRE ÉGAREMENT DANS CE MONDE

Tournant essentiellement en courts plans fins et en lents panoramiques, l'auteur de *Notre nazi* (1984) et de *Walk the Walk* (1996) reconstruit l'itinéraire de cet étrange talisman censé porter malheur à ceux qui l'ont dérobé, depuis le Pérou et l'inquisition espagnole jusqu'à Berlin de la défaite nazie où se perd sa trace. Le plus remarquable de l'affaire est qu'il embarque tout le monde avec lui, évoquant ce périple à travers l'espace et le temps pratiquement sans bouger de la table de montage, par la convocation fragmentée (visages, mains, photographies, bobes d'histoires) d'une réalité qui procède moins de la fameuse robe sans couture évoquée par Bazin que de l'éthérée rapiécée de nos rêves et de

notre égarement dans ce monde. C'est une véritable fable avec morale à la fin, en revanche, que conte Zhang Yimou. Quand bien même l'action de ce film se déroule parmi les gratte-ciel ultra modernes d'un Pékin survolté. Deux hommes, un bouquiniste et un nouveau riche, se disputent les faveurs d'une adorable autrice qu'indécise jeune femme. Le second inflige au premier une correction. Les projets de vengeance de ce dernier étant montrés par un troisième personnage qui prône la réconciliation et le dialogue avant de succomber lui-même à la pire sauvagerie, au terme d'une série de rebondissements remarquables enchaînés durant toute la seconde

moitié du film autour d'une table de restaurant. Le seul ennui, c'est que le cinéaste adopte, pour cette comédie morale, un parti pris esthétique qui ne sied guère à son propos et dont la constance finit par incommoder. Caméras à l'épaule, panoramiques filés, faux raccords, angles bisécourts et montage ultra-rapide d'une part, téléphones cellulaires, boîtes de nuit, karaoké de l'autre, sont de fait impuissants à rendre l'univers de Zhang Yimou aussi destructuré et fulgurant que celui des chroniques hongkongaises de Wong Kar Wai dont il s'inspire. L'insalubrité ne s'invente pas.

Jacques Mandelbaum

LES ENTRÉES À PARIS

Après un été très discret, le cinéma français fait son retour sur les écrans avec des fortunes diverses, sans arriver à masquer la domination des films américains. *Hérolles* réalise un score très médiocre avec 12 000 entrées dans une combinaison de 25 salles, *K* fait un peu mieux avec 30 000 spectateurs et 33 écrans, mais la présence de Patrick Bruel laisse entrevoir un meilleur démarrage. En revanche, *Western*, de Manuel Poirier, soutenu par une critique unanime, prend des allures de phénomène avec ses 65 000 entrées dans un circuit réduit de 23 salles.

Les chiffres de la fréquentation Paris-périphérie continuent

d'être en hausse avec près de 100 000 entrées de plus que la semaine correspondante en 1996. Une performance remarquable imputable aux grosses machines américaines. *Volcano* réalise un score correct avec un peu moins de 100 000 spectateurs dans 33 salles, *Men in Black* poursuit sa brillante carrière avec encore 140 000 entrées en quatrième semaine. *Complots*, avec Mel Gibson et Julia Roberts, et *Les Altes de l'enfer* s'efforcent en revanche plus rapidement 65 000 et 60 000 entrées en deuxième semaine. A signaler la bonne tenue de *La Rivière*, de Tsai Ming-liang, qui attire 7 000 spectateurs dans 7 salles.

S. B.

* Chiffres : Le Film français.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

FREEWAY

Film américain de Matthew Bright. Avec Kiefer Sutherland, Reese Witherspoon, Brooke Shields, Dan Hedaya, Amanda Plummer. (1 h 34.)
Produit par Oliver Stone, financé avec de l'argent indépendant, avec des acteurs inconnus (à l'exception de Kiefer Sutherland, dans le rôle du serial killer, et de Brooke Shields dans un second rôle), *Freeway* contient plus d'idées que la plupart des films produits par les majors américaines. Cette inventivité est due à un parti pris - transposer l'univers des contes de fées dans un univers noir urbain - qui se révèle extrêmement productif. Fidèle au *Petit Chaperon rouge* de Perrault, dont il reproduit la structure - une jeune fille part de chez elle rejoindre sa grand-mère, tombe en chemin sur le grand méchant loup, personnifié sous la forme d'un tueur en série, s'en débarrasse et finit par retomber sur lui lorsqu'elle arrive chez sa grand-mère -, Matthew Bright réalise un film très consistant, qui utilise les apparences du cinéma de genre pour livrer un discours incisif contre le « politiquement correct » et s'attaque à une description du tiers-monde américain, c'est-à-dire de ces millions de laissés-pour-compte entassés à la lisière des villes. Le grand méchant loup est dans le civil un militant pour les ligues de vertu qui cache des revues pédophiles dans la remise de son pavillon, sa victime est illettrée, vit dans un taudis avec sa mère prostituée et son beau-père qui cherche à abuser d'elle. Il est seulement dommage que ce film original et caustique se complaise dans une esthétique « trash » à la mode depuis *Pulp Fiction*.
Samuel Blumenfeld

ELVIS

Film français de Jean-Christian Boucart et Alain Duplantier. Avec Zolt Marolt, Elvedina Dzeko. (1 h 05.)
Un type, il est jeune, il court, autour c'est Sarajevo en guerre. Il se sauve, s'il peut. C'est un Serbe, il a déserté, s'est réfugié chez les assiégés. Il leur cache qu'il fut de leurs assaillants. Il sera aidé, aimé, démasqué, repris par la logique de guerre dont il ne voulait pas. *Elvis* n'est pas un film de propagande. Tourné durant le siège dans la capitale bosniaque mais sortant après la fin de la guerre (dit-on), il ne cherche pas à démontrer que le droit était ici, dans la ville, et l'agression autour - seuls ceux qui refusent de le savoir l'ignorent. Ce n'est pas un film sur Sarajevo, plutôt un film en quête de quel film on pouvait bien faire à Sarajevo, pendant la guerre. Ça, sans doute : *Elvis* est comme *Elvis*, son héros doté seulement d'un surnom, il est en fuite, essaie d'échapper à la logique des images de guerre, à l'esthétique des ruines aussi bien qu'au faux réalisme télé. Il commence en plein dedans, il ne s'en sortira pas si aisément. C'est tout son intérêt : que le suspense de la fiction se redouble du doute constant sur la manière de la filmer, pour créer une tension où c'est enfin la place du spectateur qui est mise en jeu.
J.-M. F.

UN AIR SI PUR...

Film français d'Yves Angelo. Avec Fabrice Luchini, André Dussollier, Marie Gillain, Jerzy Radziwillovicz, Jean-Pierre Lorré, Emmanuelle Labèque, Yolande Moreau, Redjep Mirovitsa, Jacques Boudet, Laura Betti, Krystyna Janda, Edith Scob. (1 h 46.)
C'est à une tâche difficile et peu courante dans le cinéma français contemporain que s'est attaqué Yves Angelo pour sa deuxième réalisation (après *Le Colonel Chabert*, en 1994). Saluons donc l'audace de la tentative, il n'y a guère davantage à admirer : cet essai de fable grotesque, parabolique psycho-fantastique qui voudrait évoquer les manes de Luis Buñuel, se désagrége dès les premières séquences. On y voit se mettre en place le sanatorium de Jura censé devenir le baïs clos des errements et folies humaines sur fond d'une guerre de 1914 dont une poignée d'anarchistes laissent entendre qu'elle durera toujours. Les meurtres, les grimaces, les élan des patients comme des médecins cultivent une outrance qui, entrecroquant tragique et comique, se voudrait poétique et n'est que ridicule. Dès lors, chaque comédie en est réduit à sauver comme il peut les scènes où il paraît, sans pouvoir aller contre la grande loi qui exige que, pour que des personnages existent à l'écran, il faut que celui qui les filme les aime tant soit peu.
J.-M. F.

MALIK LE MAUDIT

Film français de Youcef Hamidi. Avec Samir Guesni, Samy Naciri, Martine Guillaud, Jean-François Penrier. (1 h 00.)
C'est une drôle d'entreprise qui tiendrait à la fois de la comédie de banlieue, du conte oriental et de l'illustration, sous forme de rébus filmé, du proverbe français « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Mais Malik est tellement guillard que même lorsque le ciel prend l'initiative de l'aider, ça ne marche pas. Encore faut-il s'entendre sur les mots, qui recouvrent, selon les climats et les époques, des acceptions différentes. Pour ce qui concerne la France d'aujourd'hui, guillard signifie beur ; quant au ciel, eu égard à la tête de l'ange délégué auprès de Malik (il s'appelle M. Chance et pourrait vendre des billets de loterie nationale), il s'agit désormais d'une farce avérée. Quoi qu'il en soit, tel Aladin, Malik fera un vœu : rencontrer une hôtesse de l'air canadienne, pays dont il rêve depuis toujours. Rien ne se passera comme il faudrait, pas même ce film gentillet, dont argument et traitement trahissent par trop le court métrage qu'il avait initialement vocation d'être.
J. M.

HUSTLER WHITE

Film américain de Rick Castro et Bruce LaBruce. Avec Tony Ward, Bruce LaBruce, Kevin P. Scott.
Hustler White concilie l'art de la parodie légère avec une approche concrète presque documentaire. Le scénario entremêle le récit d'un jeune homme qui poursuit un prostitué mâle, dont il est tombé amoureux au premier regard, et le parcours sanglant d'un tueur en série qui assassine les homosexuels, faisant planer une menace sur les péripéties du héros. Ce prétexte permet aux auteurs du film de décrire le milieu très particulier de la prostitution masculine de Los Angeles, dont les coutumes sont saisies parfois avec une certaine précision. Le parti pris adopté par les réalisateurs consiste pourtant à éliminer, malgré la rugosité de certaines séquences, dont une scène sado-maso, les aspects trop durs de la situation. La communauté décrite ressemble à une bande de joyeux garçons perpétuellement occupés à des jeux anodins. Additionnant le plagiat détourné avec des clichés hollywoodiens et la citation discrète, *Hustler White* ne dépasse pas l'ambition d'un exercice de style amusant mais limité.
Jean-François Rauger

-50% DU 9 AU 15 SEPTEMBRE 97

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

PHILIPPE NOIRET

MICHEL BOUQUET

les

Côtelettes

de BERTRAND BLIER

avec BERNARD MURAT

CLAUDE COSTER

ISABELLE ALEXIS

MOUSSA MAASSRI

FARIDA RAHOVAT

DIMITRI ROUGEUL

MICHEL PIORGE

NICOLA BAYARD

NICOLAS SIRE

ANDRÉ DIOT

CARINE SAREATI

LOCATION 01 42 08 00 32

21, rue de Clichy

75012 PARIS

01 43 42 43 22

http://www.esec.net/

esec@esec.net

ESEC

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS

(hongkongais, 1 h 36)

de Wong Kar-wai

DAAYRA

(indien, 1 h 47)

d'Anil Kapoor

FOOLS

(sud-africain, 1 h 30)

de Ramadan Suleman

GOODBYE SOUTH, GOODBYE

(taïwanais, 1 h 52)

de Hou Hsiao-hsien

J'AI HORREUR DE L'AMOUR

(français, 2 h 14)

de Laurence Ferreira Barbosa

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE

(dessin animé américain, 1 h 20)

de Henry Selick

LEVEL FIVE

(français, 1 h 46)

de Chris Marker

MIB, MEN IN BLACK

(américain, 1 h 35)

de Barry Sonnenfeld

LA MÔME SINGE

(américain-chinois, 1 h 35)

de Xiao-Yen Wang

POST CORTUM, ANIMAL TRISTE

(français, 1 h 27)

de Brigitte Roüan

REPRISE

(français, 3 h 12)

de Hervé Le Roux

LA RIVIÈRE

(taïwanais, 1 h 55)

de Tsai Ming-liang

SCREAM (**)

(américain, 1 h 50)

de Wes Craven

SHE'S SO LOVELY

(américain, 1 h 40)

de Nick Cassavetes

LE TEMPS

DES MIRACLES

(yougoslave, 1 h 38)

de Goran Paskaljevic

TRANSATLANTIQUE

(français, 1 h 50)

de Christine Laurent

LA VIE DE JÉSUS

(français, 1 h 36)

de Bruno Dumont

LE VILLAGE

DE MES RÊVES

(japonais, 1 h 52)

de Yôichi Higashi

LES VERTUEUSES

(italien, 1 h 47)

de Mark Herman

VOYAGE AU DÉBUT

DU MONDE

(portugais, 1 h 33)

de Manoel de Oliveira

WHEN WE WERE KINGS

(américain, 1 h 28)

de Leon Gast

FESTIVALS

LES CENT JOURS

DU CINÉMA JAPONAIS

(v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6^e

(01-46-33-97-77+), Rodan, mer.

16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Retour

de Majin, jeu. 14 h, 16 h, 18 h,

20 h, 22 h; Onibaba, ven. 14 h,

16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Voyage

en Italie, ven. 12 h, 14 h, 16 h, 20 h.

COMÉDIES ITALIENNES

Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60+).

L'Or de Naples, mer. 12 h, 14 h,

16 h, 20 h; Le Lit confus, jeu.

12 h, 14 h, 16 h, 20 h; Voyage

en Italie, ven. 12 h, 14 h, 16 h, 20 h.

CYCLE ABBA KIROSTAMI

(v.o.), Épée de bois, 5^e

(01-43-57-57-47), Le Passager,

mer. 19 h 30; Les Premiers, jeu.

19 h 30; Océ est la maison de mon

ami ?, ven. 19 h 30.

CYCLE DAVID LYNCH

(v.o.), Le Champo-Espace

Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60+).

Eraserhead, mer. 22 h; Twin

Peaks, jeu. 22 h; Sailor et Lula,

ven. 22 h.

DE HONGKONG À LA CHINE

(v.o.), UGC Forum Orient

Express, 1^{er}, 2^e, les guerriers de la

montagne magique, mer. 15 h 05,

17 h 15, 19 h 25, 21 h 35; Butterfly

Murders, jeu. 10 h 45, 12 h 55,

15 h 05, 17 h 15, 19 h 25, 21 h 35;

Shanghai Grand, ven. 10 h 45,

12 h 55, 15 h 05, 17 h 15, 19 h 25,

21 h 35.

DOCUMENTAIRES-FICTIONS

DE MARIA KOLEVA

Cincoche Vidéo, 5^e

(01-47-00-61-31), Antoine Vitex

s'amuse avec Claudel et Brecht,

mer. 10 h; L'état de bonheur

permanent, ven. 12 h; Paroles

tues ou aimés à Paris en

étranger, ven. 14 h; Annie

Vaccet, psychogéographie, ven.

16 h; Isabelle et les 27 voleurs,

un leçon, ven. 19 h; John, le

dernier ouvrier sur terre, ven.

21 h.

FILMS NOIRS FRANÇAIS

4^e ÉPOQUELe Cinéma des cinéastes, 17^e

(01-53-42-40-20+), Diva, mer.

16 h 30, 19 h, 21 h 30; On ne

meurt que deux fois, jeu. 13 h 15,

15 h 30, 17 h 45, 20 h, 22 h 15;

Les Bourreaux meurent aussi, ven.

14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

HOMMAGE

À GORAN PASKALJEVIC

(v.o.), Espace Saint-Michel, 5^e

(01-44-07-20-49), Tango

argentin, mer. 14 h 40;

L'Amérique des autres, jeu.

14 h 40; Ange gardien, ven.

14 h 40.

HOMMAGE

À ROBERT MITCHUM

(v.o.), Action Ecoles, 6^e

(01-43-29-31-30), La Vallée de la

peur, mer. 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10,

22 h 10; Ailleurs l'herbe est plus

verte, jeu. 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10,

20 h 10, 22 h 10; Le Dernier

Nabab, ven. 14 h 30, 16 h 30, 19 h,

21 h 30.

HUMPHREY BOGART (v.o.),

Action Christine, 6^e

(01-43-29-11-30), Le Faucon

maltais, mer. 16 h, 18 h, 20 h,

22 h; Les Passagers de la nuit,

jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h;

Sabrina, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,

22 h.

L'INTÉGRALE BERGMAN

(v.o.), Saint-André-des-Arts 1, 6^e

(01-43-26-48-18), La Honte, mer.

16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Après la

répétition, jeu. 14 h 10, 15 h 45,

17 h 20, 19 h, 20 h 35, 22 h 10; De

la vie des marionnettes, ven. 14 h,

16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

JAMES STEWART

L'ACTEUR COMPLET

(v.o.), Le Champo-Espace

Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60+).

La Corde, mer. 14 h 10, 16 h 10,

20 h 10, 22 h 10; L'Homme de la

plaine, jeu. 14 h 10, 16 h 10,

20 h 10, 22 h 10; The Shop

Around the Corner, ven. 14 h 10,

16 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

KATHARINE HEPBURN

(v.o.), Le Champo-Espace

Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60+).

Madame porte la culotte, mer.

18 h; Devine qui vient dîner ?,

jeu. 18 h; Holiday, ven. 18 h.

KRZYSZTOF KIESLOWSKY

(v.o.), 14-Juillet Parnasse, 6^e.

Trois couleurs-Bleu, mer. 13 h 45,

15 h 50, 17 h 55, 20 h, 22 h 05;

Trois couleurs-Blanc, jeu. 13 h 45,

15 h 50, 17 h 55, 20 h, 22 h 05;

Trois couleurs-Rouge, ven.

13 h 45, 15 h 50, 17 h 55, 20 h,

22 h 05.

RÉTROSPECTIVE

LARS VON TRIER

(v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e.

Epidemic, mer. 16 h 10, 18 h 10,

20 h 10, 22 h 10; Breaking the

Waves, jeu. 15 h 15, 18 h 15,

21 h 15; Element of Crime, ven.

14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10,

22 h 10.

STARS

LES INCONTOURNABLES

(v.o.), Grand Action, 5^e

(01-43-29-44-00), L'Extravagant

M. Cory, mer. 16 h, 18 h, 20 h,

22 h; L'enfer est à lui, jeu. 14 h,

16 h 30, 19 h, 21 h 30; The

Servant, ven. 14 h, 16 h 30, 19 h,

21 h 30.

UNE HISTOIRE

DU CINÉMA EUROPÉEN

(v.o.), Studio des Ursulines, 5^e

(01-43-26-19-09), Octobre, mer.

18 h, jeu. 15 h 15, ven. 18 h; Le

Bonheur, jeu. 13 h 45, ven. 22 h;

L'Homme à la caméra, jeu. 19 h;

Au bord de la mer bleue, mer.

22 h; J'me balade dans Moscou,

jeu. 22 h; Les Vitelloni, mer. 20 h,

ven. 16 h; Le Voleur de bicyclette,

mer. 16 h, jeu. 17 h 15, 20 h 15,

ven. 14 h; Rome ville ouverte,

ven. 20 h.

VOIR ET REVOIR GODARD

Le Quartier latin, 5^e

(01-46-36-84-65), A bout de

souffle, mer. 16 h, 18 h, 20 h; Les

Carabiniers, jeu. 14 h, 16 h, 18 h,

Pierrot le fou, ven. 14 h, 16 h 30,

19 h.

WHEN WE WERE KINGS

(v.o.), Accatone, 5^e

(01-46-33-86-86), Les Alles du

désir, jeu. 21 h 40; Nick's Movie,

mer. 16 h 30.

NOUVEAUX FILMS

ELVIS

Film biographique de Jean-Christian Bour-

cart, Alain Duportier, avec Zan Marolt,

Elvedina Dzeko, Ruzdin Bajrovic, Sed

Bajrovic, Lubica Zdravica, Selma Kapos

(1 h 05).

VO : Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

FOOLS

Film de Ramadan Suleman, avec Patrick

Shal, Dambila Kente, Hloni Dandala,

Jeremiah Ndlovu, Conny Mabasa, Ken

Gampu (1 h 30).

VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

FREMAY (**)

Film américain de Matthew Bright, avec

Renee Witherspoon, Kiefer Sutherland,

Brooke Shields, Wolfgang Bodison, Dan

Hedaya, Amanda Plummer (1 h 34).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, 1^{er};UGC Odéon, 6^e; UGC Rotonde,dolby, 1^{er}; Gaumont Marignan, 1^{er};Gaumont Opéra, 2^e (01-43-22-41-01+);Gaumont Opéra, 2^e (

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997

COMMERCE Selon l'enquête annuelle de TV France International, rendue publique mercredi 3 septembre, les exportations de programmes français ont connu une

hausse de 14,3 % en 1996 pour atteindre 495 millions de francs. L'EUROPE, et principalement l'Allemagne, reste le premier débouché des exportateurs français. L'anim-

tion, la fiction et les documentaires sont les genres les plus demandés. LA BALANCE commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis continue cependant de se déséquilibrer en fa-

veur des Américains, qui ont réalisé, en 1995, 6,8 milliards de dollars de recettes sur le Vieux Continent. LA STRATÉGIE commerciale des groupes d'outre-Atlantique consiste

désormais à vendre non plus seulement des programmes et des catalogues de films, mais des chaînes clés en main aux nombreux bouquets numériques qui voient le jour.

L'« américanisation » de l'audiovisuel européen semble inéluctable

Même si les chiffres de vente de programmes français à l'étranger, présentés mercredi 3 septembre à Pompadour (Corrèze), sont bons, le déséquilibre de la balance commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe s'accroît avec l'arrivée massive de chaînes américaines

ELLES SONT LOIN les batailles homériques visant à défendre l'intégrité des programmes audiovisuels européens face à la déferlante américaine. Si la directive européenne de 1989 a permis de créer des quotas de diffusion d'œuvres européennes, peu de pays parmi les quinze les ont appliqués. Et au moment où sont publiés les résultats en hausse des exportations de programmes télévisuels français (lire ci-dessous), la balance commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe s'aggrave de plus en plus.

Selon les statistiques de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, les entreprises américaines ont réalisé, en 1995, 6,8 milliards de dollars de recettes grâce à la vente de programmes sur le marché européen tandis que les Européens n'ont exporté que 532 millions de dollars de programmes outre-Atlantique.

« L'Europe ne bénéficie pas d'indicateurs très fiables sur ces exportations. Il s'agit d'extrapolations basées sur la Grande-Bretagne et la France. C'est un handicap réel dans les négociations à l'OMC », affirme Gilles Fontaine, de l'Idate (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe). Toutefois, les revenus à l'export des studios cinématographiques américains augmentent

chaque année. Selon la banque d'affaires Goldman Sachs, 43 % des recettes des majors proviennent de l'international en 1996 contre 30 % dix ans plus tôt. Les ventes aux télévisions en clair étrangères ont progressé de 21 % par an en moyenne entre 1986 et 1996, et de 32,3 % pour la télévision payante, en pleine expansion.

Les ventes aux chaînes non américaines constituent désormais le principal moteur de croissance des majors

En fait, les ventes aux chaînes non américaines constituent désormais le principal moteur de croissance des majors, alors qu'en 1986 ces dernières étaient leur fortune sur les ventes en salles et la vidéo aux Etats-Unis. « Aujourd'hui, les exportations ont tendance à changer de forme. Plus encore que des programmes,

les Américains cherchent à exporter en Europe des chaînes de télévision. Souvent, dans la négociation avec les opérateurs de bouquets numériques, les majors imposent la reprise de chaînes thématiques qui resteront exploitées par les Américains », souligne Gilles Fontaine.

CanalSatellite compte ainsi en novembre sept chaînes à capitaux américains (CNN, Bloomberg Information TV, Disney Channel, Cartoon Network, Fox Kids, MTV et 13^e Rue, la chaîne d'action d'Universal). « A terme nous pourrions assister à une américanisation du tour de table des chaînes thématiques françaises. Les opérateurs de bouquets risquent d'être confrontés à de réelles contradictions. Comment continuer à offrir leurs chaînes cinéma si les studios diffusent déjà leur propre chaîne dans leur bouquet ? », se demande Gilles Fontaine.

Patiemment, Direct TV négocie son entrée dans la télévision numérique en Espagne ; Time Warner veut renforcer sa position comme câble-opérateur en France et entrer de plain-pied dans le capital de CanalSatellite. Après des années de combat homérique, Cartoon devrait bientôt faire son entrée sur le câble. « Notre stratégie est assez simple, c'est de vendre le plus possible de programmes en Europe », affirme tout simplement Ivan

Hodach, senior vice-président de Time Warner Europe. En rappelant que les premiers Batman ont été produits sur le Vieux Continent, il estime « envisageable » d'adapter des programmes américains, avec un problème éternel à ses yeux : « Les Français aiment les programmes français, les Espagnols préfèrent

Le succès de Disney Channel

« Il y a un avant et un après Disney Channel », affirme Philippe Laco, PDG du Disney Channel, chaîne familiale diffusée par câble et satellite, qui diffuse les productions du catalogue Disney : dessins animés, programmes pour la jeunesse et films destinés à tous les publics. Selon lui, la version française de la chaîne américaine « a boosté les abonnements à CanalSatellite ». Lancée en mars, Disney Channel compte aujourd'hui 230 000 abonnés, dont près de 200 000 venus de CanalSatellite. A son lancement, la chaîne avait pour objectif de rassembler 150 000 abonnés à la fin de l'année. Elle table aujourd'hui sur 300 000 souscripteurs à la fin de 1997.

Chaîne à option, Disney Channel a voulu tester le taux de satisfaction de ses abonnés. Selon une étude menée, en juin, par Insight Marketing, filiale de l'Institut Ipsos, « les abonnés à Disney Channel consacrent 70 % de leur temps passé devant la télévision à regarder la chaîne ». Selon l'enquête, « Disney Channel se positionne comme une chaîne nationale ». Mieux, ajoute Philippe Laco, « les téléspectateurs ne se posent plus la question de l'origine de la chaîne ».

DVD et surtout la télévision numérique représentent pour nous un marché potentiel important », explique-t-il. En tout cas, les majors savent bien faire monter les enchères dans la télévision numérique. Viacom (Paramount) mène ainsi les négociations des principaux opérateurs français en diffusant une chaîne, MTV, sur

Pour son bouquet DFI aujourd'hui abandonné, le groupe Kirch aurait dépensé plusieurs milliards de francs en un an. Pour alimenter les chaînes cinéma, TPS a signé six contrats avec des studios américains (Paramount, MGM, Regency, MCA/Universal, Disney et Columbia/Tristar) tandis que CanalSatellite a notamment conclu des alliances avec Miramax, Warner, Disney, 20th Century Fox, Columbia ou MCA. Aucun des opérateurs ne veut donner un chiffre.

Selon le magazine Screen Digest, ces accords porteraient sur un minimum d'une centaine de millions de francs par an. Une affirmation démentie par Canal Pios qui a coosacré, en 1996, 1,76 milliard de francs à l'acquisition de droits cinématographiques (dont 61,3 % pour des œuvres européennes).

« Très clairement les Américains jouent le moyen terme en Europe. Il leur faut amortir sur un maximum de territoires des films et des chaînes thématiques très coûteuses. Les majors ont encore besoin de clients dans cinq à dix ans, ce qui implique une bonne santé financière des acteurs audiovisuels européens. C'est la raison pour laquelle elles ne devraient pas les assommer avec des tarifs trop élevés », estime, très détaillé, un observateur français.

Nicole Vulser

Fortes hausses des exportations de programmes français en 1996

POMPADOUR (Corrèze) de notre envoyé spécial
DU MATIN au soir, il a plu des cordes à Pompadour (Corrèze), lors des premiers jours des French Screenings, les rendez-vous annuels des exportateurs de programmes audiovisuels français organisés par TV France International (TVFI), du 1^{er} au 4 septembre. Une météo à rendre fort studieux les 120 acheteurs représentant 77 chaînes de télévision européennes, bloqués toute la journée devant leur téléviseur pour visionner un catalogue de 450 programmes de télévision français récents. Ils ont également participé nombreux à une bourse aux coproductions, en apportant - parfois - leur accord pour boucler le financement d'une sélection de fictions ou de documentaires qui leur étaient proposés. C'est seulement depuis trois ans que s'organise de manière très professionnelle l'exportation des programmes français. « Aujourd'hui, nous disposons de 30 000 heures immédiatement disponibles », assure Olivier Reoif Veillon, le nouveau délégué général de TVFI, un organisme qui regroupe plus de 95 % des exportateurs français (chaînes, produc-

teurs, distributeurs). Les programmes hexagonaux se vendent mieux chaque année à l'international. Estimés à 405 millions en 1994, ils ont représenté, selon l'étude annuelle de TVFI, de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), 494 millions de francs en 1996, en hausse de 14,3 % sur 1995. A quoi s'ajoutent les préventes (environ 500 millions de francs), les ventes de programmes étrangers effectuées par des sociétés françaises (226 millions).

L'ALLEMAGNE, MEILLEUR CLIENT
Représentant l'an dernier 35 % des exportations en valeur contre 24 % en 1995, l'animation a progressé de façon très spectaculaire, « ce qui tient à une demande croissante de ce genre et à une meilleure organisation des catalogues », précise M. Veillon. Cette hausse s'explique au détriment de la fiction, qui baisse de 40 % à 35 % en valeur, tandis que les magazines et les documentaires restent très demandés par les chaînes étrangères (19 %). Fait nouveau, le programme éducatif devient un genre à part entière. De plus loin, l'Europe reste le principal client (à près de 70 %), avec une nette domination de l'Alle-

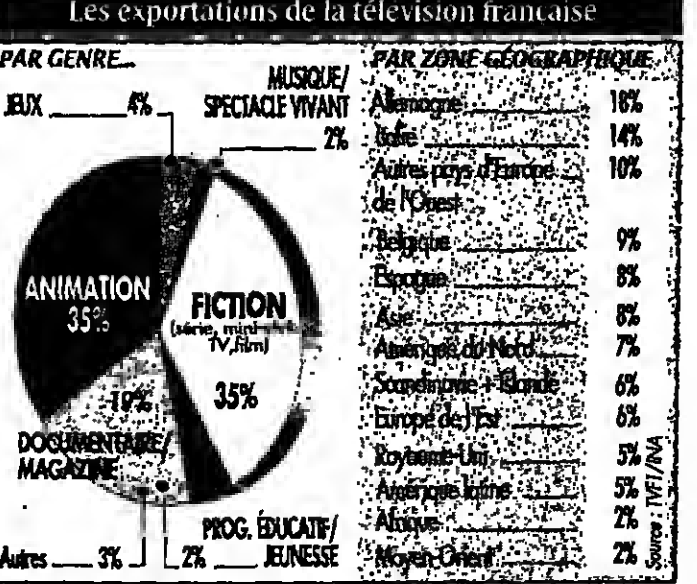
magne qui, avec 18 %, est le principal débouché des programmes français. L'Amérique du Nord fait office de parent pauvre avec 7 %.

« Il existe une façon de contourner l'hégémonie des Américains », affirme M. Veillon. Les chanceliers des groupes sud-américains comme Cisneros au Venezuela, Abril au Brésil ou le principal opérateur de satellite en Argentine ont besoin de certaines heures de programmes. Souvent, les majors américaines ont signé des accords exclusifs avec les leaders de ces marchés ; il nous reste donc une place à prendre auprès des autres.

Grâce à TVFI, la chaîne brésilienne TVA a acquis 300 heures de programmes français, à diffuser en prime time. En Argentine, la chaîne de documentaires Infinito est réalisée, pour un tiers, avec des émissions françaises.

« En Asie du Sud-Est et en Europe, les opérateurs de bouquets numériques ont aussi besoin d'images. Via Digital, en Espagne, recherche de quel temps cinq ou six chaînes, ce qui représente 500 heures d'achats », affirme le délégué général de TVFI.

N. V.



L'animation et la fiction restent les deux genres de programmes français qui se vendent le mieux à l'étranger. Plus encore qu'en 1995, les pays européens constituent le principal débouché à l'exportation.

PLANIFIEZ VOS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES OU PERSONNELLES A L'AVANCE ? MAINTENANT C'EST FACILE !

Tous les événements qui vont avoir lieu dans les jours et les mois à venir sont sur :

3617 AGENDAPRESSE

+ de 20 rubriques : Foires et Salons - Sports - Anniversaires - Culture - Cinéma - Musique - Concerts - Festivals - Expositions - Ventes aux enchères - Vie juridique - Vie économique - Etc...

Service remis à jour en permanence, offrant des prévisions jusqu'à un an à l'avance.

Ipsos cède 37 % de son capital à François Pinault et Walter Butler

LES FONDIS d'investissement Kurum, filiale d'Artemis contrôlée par François Pinault, et Amstar, filiale de WBF, gérée par Walter Butler, ont acquis, mardi 2 septembre, 37 % du capital de l'institut d'études Ipsos. Cette société de recherche marketing, créée en 1975, est contrôlée à 62 % par ses coprésidents, Jean-Marc Lech et Didier Truchot, associés à des cadres de la société.

Les fonds Kurum et Artemis ont repris, pour un montant non divulgué, les parts que détenaient trois sociétés de capital-risque, Baring Venture Partners, Euroknicht et Lane Securities (26 %), ainsi que celles cédées par certains cadres de la société à hauteur d'environ 10 %. Les trois sociétés d'origine anglaise, suisse et néerlandaise étaient, selon Ipsos, obligées de se désengager au bout de sept ans en vertu de leurs propres règles de fonctionnement. M. Lech, qui explique avoir eu « la possibilité de céder ces participations minoritaires à des fonds anglo-américains », se félicite d'avoir « trouvé un partenaire qui nous autorise à rester majoritaire ».

Le reclassement des participations minoritaires permettra, d'après les dirigeants, d'accélérer le développement international du groupe, même si l'opération n'a donné lieu à aucune augmentation de capital. Leur ambition est d'introduire Ipsos à la Bourse de New York ou Londres d'ici à l'an 2000. Le groupe, qui se situe au 8^e rang mondial, réalise un tiers de son chiffre d'affaires en France et les deux tiers à l'étranger. Ipsos a commencé son internationalisation en 1990. D'abord en Europe, où il a des filiales en Italie (Makrotest), au Royaume-Uni (RSL), en Allemagne et en Espagne (GFM-GETAS et ECO). Puis, depuis 1995, en Amérique Latine (Metrica Ipsos) et aux Etats-Unis (Ipsos USA). De nouvelles acquisitions devraient être annoncées d'ici à quinze jours en Amérique Latine.

Grâce à un taux de croissance annuel moyen de 40 % depuis cinq ans, Ipsos devrait annoncer, en 1997, un chiffre d'affaires de 950 millions de francs pour un résultat net d'environ 20 millions de francs.

DÉPÊCHES
■ **TELEVISION** : TFI a racheté Les Films Ariane, une société de production et de distribution détenue par GMB (groupe Cora-Révil). TFI acquiert ainsi un catalogue de près de 200 heures de programmes audiovisuels et de 300 longs-métrages dont des classiques (*La Kermesse héroïque*, *Fanfan la Tulipe*, *Et Dieu créa la femme*, *Le Sotiro de la peur*, *Rocco et ses frères*) et des films plus récents (*Le Nom de la rose*, *Cinéma Paradiso*, *Les Misérables*).
■ **AUDIOVISUEL** : France Télécom Câble a entamé la numérisation de ses réseaux câblés, qui comptent actuellement 440 000 abonnés. « Nous visons 7 000 abonnés au service numérique d'ici à la fin de l'année et 35 000 à la fin 1998 », déclare le PDG, Philippe Besnier. C'est à Saint-Quentin-en-Yvelines, Marseille, Avignon, Tours, Angers, Bayonne-Biarritz-Anglet, Rouen, Metz et Dunkerque que sera d'abord proposée la nouvelle offre commerciale. Tout en conservant un premier niveau d'accès bon marché (75 francs), France Télécom Câble proposera quatre formules d'options modulables (chaînes thématiques, offres cinématographiques, câble à la carte).
■ **PRESSE** : Le Canard enchaîné a enregistré une baisse de 5,6 % de ses ventes en 1996 par rapport à 1995, avec une diffusion totale payée de 478 737 exemplaires. L'hebdomadaire satirique a réalisé un chiffre d'affaires en hausse (364,55 millions de francs contre 327,65 millions en 1995), mais son résultat d'exploitation est passé de 58,31 millions de francs à 52,53 millions de francs l'an dernier.
■ **PUBLICITÉ** : Le groupe français Publicis a annoncé, mercredi 3 septembre, qu'il avait acheté 60 % de l'agence australienne Mojo-partners, qui a des bureaux à Sydney et Melbourne (Australie), Auckland et Wellington (Nouvelle-Zélande). L'agence, qui réalise un chiffre d'affaires annuel plus de 900 millions de francs, est une des dix premières agences de publicité en Australie et Nouvelle Zélande.
■ **PUBLICITÉ** : Calyx, numéro un en Europe des bases de données comportementales, a acquis la totalité du capital de la société Axis Conseil, spécialisée dans l'analyse des comportements clients. Le groupe Calyx-Claritas, présent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, est une filiale du groupe néerlandais de presse VNU.

Sidéral !

par Pierre Georges

COSMONAUTES de tous les pays, unissez-vous ! Voici donc qu'à Moscou l'abominable capitaine Vassili Tsihliev et son complice, le redoutable ingénieur de bord Alexandre Lazoutkine, ont été déclarés « seuls fuyifs » des crimes et débordements orbitaux, cahots, pannes, collision et mésaventures de l'antique station Mir.

« Seuls fuyifs », mais de quoi ? Ce n'est pas dit. « Fuyifs », simplement. De tout. De rien. Et du reste. « Fuyifs », selon une justice pour ainsi dire jupitérienne, tant la condamnation semble tomber du cosmos politico-technologique. Donc, et c'est une grande première spatiale, voici deux cosmonautes mis à pied. Réglement, règlement. Avec retenue sur salaire qui serait – le salaire – pas la retenue – de 100 dollars par jour. Ce qui, au passage, prouve qu'il vaut mieux être paparazzi que « héros » de l'espace par les temps qui courent.

Mais enfin, nous y sommes. Le rêve spatial s'achève en justice « courtoise ». Voici venu le temps des lampistes accrochés au plus haut des piloris. Traités comme des traîtres à la cause de l'infatigable technologie, des saboteurs de programme, des OS maladroits de l'espace. Les cosmonautes renvoyés aux prud'hommes, plus dure sera la chute !

De notoriété publique, en l'occurrence scientifique, la station Mir est considérée comme une merveilleuse lessiveuse spatiale, un peu hors d'âge. On la dit bien fatiguée, ayant, comme yaourt, largement dépassé sa date de péremption, sujette à quelques hautes informatiques et soubresauts de « modern ». Une cabane de jardin cosmique en somme.

On étagerait un peu, sinon on se serait le plaisir ? Mais pas tant que cela. Et parce que la technologie a

horreur de douter de la technologie, parce qu'aussi le marché, même spatial, reste le Marché, les responsables russes des vols orbitaux ont trouvé le lampiste idéal : le fameux « facteur humain ». Tsihliev et Lazoutkine, hommes de l'espace certes, mais hommes d'abord. La voilà donc établie l'humaine et cosmique insuffisance, coupables parce que hommes !

Les hommes ne sont pas parfaits. Cela est avéré depuis un certain temps. Donc ne disons pas qu'ils n'ont pas « fauté », les deux mécanos de la stratosphère. N'écouons pas qu'ils aient pu parfois se prendre les pieds dans l'appareil et dans les fils qui y conduisent. Mais, tout de même, « seuls fuyifs », c'est plus que sidéral !

Jugés et condamnés en somme comme de vulgaires paparazzi. Encore que, sur ce plan, celui du plus vulgaire des paparazzi des vaches, plus l'on lit de choses, de faits, de déclarations, d'analyses, d'éditoaux et moins l'on a de certitudes. Sauf une. Sortons du cas des sept photographes mis en examen. Une enquête est ouverte qui déterminera ce qu'ils ont fait ou n'ont pas fait. Sortons du débat sur la presse de carreau, sur les hypocrisies multiples, sur les limites de ce genre sans limites. Et ne gardons qu'une certitude. Si les paparazzi ne sont pas « seuls fuyifs », lots de là, cela n'exclut pas qu'un certain nombre d'entre eux se comportent, à longueur d'année et de films, comme de fuyifs salauds. Photographier quelqu'un, en ses amours, sa vie, son intimité, au téléobjectif gros comme un télescope, ce n'est pas commettre autre chose qu'un viol et un vol. Comme les écoutes téléphoniques, comme la correspondance dérobée. Et tout le reste n'est que littérature. Même de gare. Surtout de gare.

La radioactivité sera systématiquement mesurée sur le gibier suspect

CHACUN ANIMAL recueilli par un réseau de surveillance du gibier fera dorénavant l'objet d'une mesure de radioactivité. La faiblesse des données disponibles à ce sujet a en effet été mise en évidence après la découverte dans les Vosges, en février, de trois sangliers présentant des taux importants de radioactivité. Le ministère de l'Agriculture et l'Office national de la chasse ont donc décidé de mener une campagne d'analyses sur l'ensemble du gibier en s'appuyant sur un réseau, nommé Sagir, et mis en place en 1986, avec la mission de dépister des maladies transmissibles au bétail ou à l'homme. Un correspondant, dans chaque fédération départementale de chasse, est chargé de transmettre aux laboratoires vétérinaires départementaux toute bête suspecte. Le laboratoire Cneva de Malzeville, où bannière nancéenne, coordonne l'opération. Trois mille cadavres ou animaux souffrants ont été examinés en 1996. En principe, les chasseurs pourront demander à leur fédération de faire analyser un prélèvement sur leurs proies.

CHALLENGES

Salaires des cadres
COMBIEN VOUS VALEZ

Les chiffres région par région
Comment vous faire augmenter en 1998

Le gouvernement de la planète
Les 21 maîtres du monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Christian Blanc va quitter Air France

Le PDG d'Air France est en désaccord avec le gouvernement sur la privatisation de la compagnie.
Son mandat d'administrateur ne serait pas renouvelé

LA RUPTURE se précipite entre Christian Blanc, le PDG d'Air France, et son actionnaire, l'Etat. M. Blanc ne devrait pas être reconduit comme PDG de la société issue de la fusion entre Air France et l'ex-Air Inter.

Le gouvernement a pris acte des déclarations publiques du PDG de la compagnie aérienne. « Si la position de l'Etat actionnaire était maintenue – et je pense qu'elle le sera – il y aurait situation de rupture de contrat en ce qui me concerne », a affirmé Christian Blanc au cours d'un entretien diffusé mercredi 3 septembre sur France Info. Interrogé sur la position du ministre des transports, le communiste Jean-Claude Gaysot, qui refuse d'envisager la privatisation de la compagnie aérienne,

M. Blanc a estimé qu'il s'agissait « d'un changement d'orientation très fort, radical, de l'actionnaire ». « Un actionnaire à toujours raison, que ce soit dans une entreprise publique ou une entreprise privée. C'est lui qui détermine la stratégie de long terme et à partir de là, il lui faut un management qui croit à la mise en œuvre de cette stratégie », a expliqué le PDG de la compagnie aérienne.

M. Blanc n'aura pas à annoncer formellement sa démission au cours du conseil d'administration du vendredi 12 septembre, puisque son mandat d'administrateur ne sera pas renouvelé. Son entourage affirmait pourtant encore, mercredi matin, que le PDG allait s'efforcer d'ici là d'indéfinir la position gouvernementale et d'obtenir, au minimum, un engagement sur la perspective d'une privatisation.

Mais la situation semblait, mercredi matin, irrémédiablement bloquée entre M. Blanc et son actionnaire (Le Monde daté 31 août-1^{er} septembre). Mardi 2 septembre, M. Gaysot avait déclaré dans L'Humanité que « le gouvernement lui-même [a] à plusieurs reprises exprimé [sa] détermination à porter un coup d'arrêt aux processus de privatisation ».

CONTRAT MORAL. « Je ne dérogerai pas à cette parole donnée. Le respect des engagements s'inscrit à mes yeux dans une manière nouvelle de faire de la politique », affirme le ministre. Toutefois, il avait également indiqué que « le statu quo [étant] synonyme finalement de risque de repli », il réviserait « à la place et au rôle des salariés dans la gestion de l'entreprise et à celle d'autres entreprises dans le cadre d'alliance ».

M. Blanc exige davantage. Il considère avoir passé un contrat moral avec les salariés, et notamment les pilotes, en leur ayant promis une participation au capital en échange de l'acceptation d'une baisse des salaires et d'une hausse de la productivité.

Le PDG d'Air France considère également nécessaire de privatiser l'entreprise pour pouvoir négocier des alliances avec des compagnies étrangères. Une rencontre doit encore avoir lieu, dans la semaine, entre le premier ministre, Lionel Jospin, et les ministres des transports et de l'économie sur le dossier Air France. Mais, de sources gouvernementales, on expliquait que les positions publiques de M. Gaysot avaient déjà fait l'objet d'un arbitrage du premier ministre.

Christophe Jakubyszyn

Le FLNKS presse Paris d'activer l'émancipation de la Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA

de notre envoyé spécial
Pèlerinage obligé : au troisième jour de son voyage en Nouvelle-Calédonie, mercredi 3 septembre, le secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, devait aller se recueillir sur la tombe de Jean-Marie Tjibaou, à Hienghène, en compagnie de la veuve de l'ancien président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), assassiné le 4 mai 1989. Après deux journées passées à Nouméa à rencontrer les principaux acteurs de la vie politique locale, il devait aussi consacrer une bonne partie de sa tournée dans la province Nord, à majorité indépendantiste, à la commune de Pindimé, dont le maire, Paul Néaoutyine, est actuellement en charge, au sein de la direction du FLNKS, de l'important dossier minier.

Il ne faudrait cependant pas en tirer la conclusion que tout va pour le mieux, désormais, entre le gouvernement et le mouvement indépendantiste calédonien. Comme il arrive souvent chez les Canaques, les langues ont commencé à se délier au lendemain du premier entretien entre le ministre et une délégation du FLNKS. Roch Wamytan, l'actuel président du Front de libération, a ainsi indiqué,

mardi, que la visite de M. Queyranne sur le territoire « agace un peu tout le monde ». Il ne comprend pas que le secrétaire d'Etat soit venu en Nouvelle-Calédonie avant le 15 septembre, date à laquelle le conciliateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig, doit remettre un rapport sur le projet d'usine de traitement du nickel dont une majorité d'indépendantistes font un préalable à la reprise du dialogue.

MOTS « INTERDITS »

« Les socialistes français sont des nationalistes. On les gêne. J'ai l'impression qu'ils ont un peu honte de nous », a confié M. Wamytan à des journalistes, en rappelant l'engagement pris par François Mitterrand en 1981 selon lequel la Nouvelle-Calédonie obtiendrait son indépendance. « Les principes républicains, après cent quarante-quatre ans de colonisation, ça va bien », a expliqué cet homme d'ordinaire très mesuré. Au cours d'un entretien, le président du FLNKS a rappelé à M. Queyranne qu'il y a des mots, tels qu'« autonomie » ou « principes républicains », qui, pour les indépendantistes, sont devenus « des mots interdits ».

La préparation du prochain congrès du FLNKS, prévu pour la fin de septembre, n'est

sans doute pas étrangère à cette fermeté de ton. Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Outre-mer est aussi victime, par contre-coup, du « laxisme » dont il accuse volontiers le précédent gouvernement, qui était déterminé, dans les derniers mois, selon lui, à tout céder aux indépendantistes dans l'espoir de parvenir à une solution politique satisfaisante avant les élections législatives.

L'impudence du FLNKS tient aussi à des raisons de fond. Le président de l'Union calédonienne (composante majoritaire du Front), Bernard Lepeu, lui-même petit-fils d'un Breton boulangériste, explique : « L'indépendance ne viendra pas sur un plateau. La France est tellement comme qu'il faudra peut-être encore des morts. Des morts, des morts, des morts, c'est toujours pareil ! La France ferait mieux d'anticiper l'émancipation. Le gouvernement ne peut pas se contenter d'être un arbitre, il doit être un acteur actif de la décolonisation. » Et de rappeler, lui aussi, ce contentieux douloureux avec les socialistes : « Mitterrand, qui nous avait promis l'indépendance, c'est bien grâce aux morts d'Ouvéa, en partie, qu'il avait été réélu en 1988 ! »

Jean-Louis Saux

Dominique de Villepin reste secrétaire général de l'Elysée

JACQUES CHIRAC a tranché. Dominique de Villepin reste secrétaire général de la présidence de la République. Celui-ci devait, mercredi 3 septembre, rendre public un programme confirmant l'information. Le chef de l'Etat a-t-il seulement envisagé l'hypothèse d'une séparation d'avec celui qui fut l'un des principaux propagandistes de la dissolution ?

M. Chirac ne pouvait, en tout cas, laisser se développer plus longtemps le « feuilleton de l'été » portant sur le départ supposé de son principal et complice collaborateur pour une ambassade prestigieuse ou à la tête d'une grande entreprise publique. La rumeur, qui s'était pas seulement alimentée par ses nombreux ennemis, laissait imaginer une intense guerre de dans autour de M. Chirac, ce qui ne pouvait que nuire à la fonction présidentielle au moment où s'engage, avec la cohabitation, une nouvelle phase du septennat.

Si elle met un terme aux spéculations, cette confirmation de M. de Villepin à son poste est aussi une manière de montrer que le temps présidentiel n'est pas soumis aux aléas de la vie politique, fussent-ils provoqués par l'hôte de l'Elysée lui-même. Elle a aussi pour but de montrer que l'intéressé reste le *primus inter pares* parmi les collaborateurs du président même si, à l'évidence, un décripillage de l'organigramme permet de discerner la formation de trois pôles dans la sphère élyséenne, qui tente de marier l'unité d'organisation, la diversité des sensibilités et l'ouverture.

Bon connaisseur de la cohabitation, de l'autre côté de la barrière, car il fut directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, dans le gouvernement

d'Edouard Balladur, le secrétaire général est plus spécialement chargé de la gestion politique et technique de celle-ci, avec pour interlocuteur à l'hôtel Matignon Olivier Schrameck, directeur du cabinet du premier ministre, Lionel Jospin.

SIX NOMINATIONS

Un pôle s'attachera à la gestion de la vie politique parisienne, c'est-à-dire aux rapports de l'Elysée avec la nouvelle opposition, avec la nomination comme conseiller auprès du président de Jacques Toubon, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement Juppé, et l'arrivée, elle aussi déjà annoncée, de Roger Romani, ancien ministre chargé des relations avec le Parlement, avec le titre de chargé de mission. Ces deux proches de M. Chirac auront pour tâche de favoriser d'harmonieux rapports, notamment, avec les nouveaux dirigeants du RPR, vote de les rétablir avec le nouveau président du parti néogaulliste, Philippe Séguin, qui a une relation exécrable avec M. de Villepin.

L'opération sera d'autant plus délicate que le député des Vosges doit se fabriquer une stature de chef de parti en misant sur son indépendance, alors même que l'Elysée rêve d'une fusion du RPR avec l'UDF pour affirmer la position de chef de l'opposition de M. Chirac.

Dernier pôle, celui de la communication. Aux côtés de Catherine Colonna, porte-parole de la présidence, Jérôme Peyrat devient chargé de mission, et en relation avec Claude Chirac, conseiller communication. Agathe Sanson est nommée chef du service de presse comme chargé de mission, tout comme Laurent Clépion et Frédérique Bayre.

Olivier Biffaud

Des militaires comoriens ont débarqué sur l'île d'Anjouan

DES SOLDATS comoriens ont débarqué, mercredi 3 septembre, à Anjouan, où des troupes étaient entendues dans la matinée, selon des délégués de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comoriens, contactés par radio de Nairobi. Les troupes gouvernementales ont débarqué près de la ville principale, Mutsamudu.

Entre 200 et 300 militaires comoriens avaient appareillé, mardi 2 septembre, à bord de deux bateaux, pour Anjouan, qui avait proclamé son indépendance début août. Les soldats s'étaient regroupés lundi au port de Moroni, la capitale comorienne. Leur départ avait été retardé par le refus d'appareiller des équipages des bateaux, des vedettes civiles assurant la liaison entre les îles. Un équipage a dû être réquisitionné.

Des dissensions étaient de plus apparues entre les militaires eux-mêmes. Certains ont été vus quittant le port. Les communications téléphoniques entre les îles sont coupées, ajoutant à la confusion dans l'archipel.

Ce débarquement des militaires a lieu alors que l'Envoyé de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Pierre Yéré, effectue une visite aux Comores pour préparer une conférence de réconciliation. M. Yéré avait l'intention de se rendre mardi à Anjouan, mais il en a été empêché par Moroni, qui a fermé l'aéroport et interdit à son avion de décoller. Il avait confirmé que le gouvernement demandait un report des négociations prévues le 10 septembre. « Le gouvernement dit qu'il n'est pas prêt, a-t-il déclaré. On s'achemine vers un léger report des négociations. »

L'intervention à Anjouan, si elle est confirmée, correspond à la nomination au poste de chef d'état-major du commandant de la garde présidentielle, Hassan Harouna, connu pour privilégier une solution militaire. « J'espère que les durs ne vont pas l'emporter », commentait mardi un diplomate, déplorant que « des pyromanes, qui ne savent pas à quoi ils jouent », entourent le président Mohamed Taki Abdoulkarim. (AFP, Reuters.)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT. 315 LE MONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	1875,17	+2,76	-3,28
Hong Kong Index	14719,99	+7,18	+9,99
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
			11,25-10
OUPERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 09/09	Var. en %	Valeurs au 09/09
Paris CAC 40	2956,27	+1,20	+27,85
London FT 100	5021,80	+1,41	+21,93
Zurich			
Milan MIB 30	22488	+1,71	+43,26
Frankfurt Dax 30			
Bourses	14848	+1,48	+40,46
Stoxx 50	3934,90	+1,02	+39,94
Nasdaq Nasd 100	4711,75	+1,04	+31,57
Amsterdam CBS			

Tirage du Monde daté mercredi 3 septembre : 508 133 exemplaires

Jeudi 4 septembre